

Relations internationales

UPPA Campus de Bayonne Cours de Sylvie Peyrou-Bartoll

Année universitaire 2020-2021 – Niveau L1 Droit / Premier semestre

Objectif : À quel degré d'évolution la société internationale est-elle parvenue ? Quelles sont les caractéristiques du système international actuel et quels sont ses principaux points de faiblesse ? Est-il possible d'ordonner davantage le monde ? La problématique de ce cours, celle de l'ordre et du désordre, est particulièrement bien adaptée à l'analyse des relations internationales dans la période actuelle.

Dans ce cadre général de réflexion, ce cours poursuit deux grands objectifs :

- Présenter les instruments, les outils, les techniques d'analyse des relations internationales et rendre accessibles les acquis constitués par les grandes disciplines d'étude des relations internationales (droit, histoire, économie, sociologie, science politique) ;
- Donner des informations et des éléments de réflexion substantiels sur les grandes questions internationales actuelles : le rôle de l'État en tant qu'acteur premier des relations internationales, mais aussi le rôle croissant d'autres acteurs (organisations internationales et régionales sur toute la planète, sommets des G, ONG, multinationales, individus...) sur la scène internationale, une scène où ces mêmes acteurs œuvrent, que le monde soit ordonné (paix et situations pacifiques intermédiaires) ou en conflit (rupture de la paix, instruments de maîtrise de la violence – droit de la guerre, instruments de prévention des conflits armés et de règlement des différends).

L'enjeu de toutes vos études universitaires est acquérir un sens de la nuance et cet esprit critique, parce que partout, que ce soit dans les médias, dans les réseaux sociaux, on vous assène des vérités : c'est tout l'un ou c'est tout l'autre. Ce n'est pas vrai, la réalité fine est complexe. Elle n'est pas dans le blanc, elle n'est pas dans le noir, elle est dans le gris. Pour ça, il faut garder son esprit critique, ne pas se couler dans un moule, réfléchir par soi-même, essayer de comprendre par soi-même. Un des enjeux de ce cours (comme celui de tous les autres cours de Droit) est de vous donner des clés d'analyse, des clés de compréhension du monde qui vous entoure, pour vous faire votre propre opinion.

Sommaire

Le vocabulaire des relations internationales	5
Relations internationales interétatiques et transnationales	8
Des institutions internationales.....	8
La notion de politique internationale.....	9
Une politique étrangère en constante adaptation	9
La société internationale.....	9
Un système international	10
Une approche systémique empruntée aux sciences exactes	10
L'étude des relations internationales	12
Un développement inégal selon les pays	12
Il n'y a pas de science des relations internationales	12
RI #2-1	17
Les acteurs des relations internationales	17
L'acteur principal des relations internationales : l'État	18
Tous les États sont des sujets de droit international.....	19
La notion d'État	20

RI #2-2	23
(RI #3-1)	44
(RI #3-2)	73
RI #3 troisième partie	77
RI #4 première partie	89
La souveraineté	89
L'État : de sa formation à sa disparition	114
La naissance de l'État	114
RI #4 deuxième partie	122
Les transformations (les possibles évolutions) de l'État	144
RI #5 première partie	152
Les États sont tous des acteurs différents des relations internationales	178
La question de la puissance des États.....	180
RI #5 deuxième partie	186
Les configurations de puissance.....	209
RI #6 première partie	216
RI #6 deuxième partie	254
La question des associations et groupements d'Etats	266
RI #7 première partie	286
RI #7 deuxième partie	322
Conclusion du chapitre 1	323
Les acteurs des relations internationales autres que les États	324
Les acteurs créés par les États : les organisations internationales	330
Définition et éléments constitutifs des organisations internationales	336
RI #8 première partie	347
RI #8 deuxième partie	385
La diversité des organisations internationales.....	408
RI #9 première partie	411
La typologie des organisations internationales	411
RI #9 deuxième partie	439
RI #10 première partie	465
Les acteurs indépendants des États.....	502
RI #10 deuxième partie	502
Les organisations non gouvernementales (ONG)	502
Les entreprises multinationales	509
Les individus	516
RI #11 dernier cours	528
La scène internationale	540
Le scénario, les facteurs des relations internationales	540

Le facteur démographique	540
Le facteur géographique	541
Le facteur scientifique et technique	542
L'opinion publique	542
Les règles du jeu, la diplomatie	544

La thématique de ce cours est de montrer la part croissante de l'international dans les activités humaines. On part de l'idée de proximité avec l'autre, et si la plupart des humains ont vécu ou vivent à l'échelle de leur village, de leur ville, ils ne se sentent pas forcément concernés par tout ce qu'il se passe à un échelon plus important, l'échelon national ; alors l'international, n'en parlons pas. On se préoccupait pas trop traditionnellement, on avait tout simplement pas connaissance ce qu'il se passait dans l'ordre international.

Les choses ont changé, et depuis quelques décennies, tout ce qui est extérieur, international (l'étranger, l'Autre), est devenu de plus en plus proche et présent dans nos vies. On peut identifier deux raisons principales à cette évolution : la mondialisation et le développement des moyens de communication.

La mondialisation est l'« abolition des frontières », entre guillemets puisqu'il faut toujours des autorisations (visa ou autres) pour se rendre dans un certain nombre de pays. Néanmoins, si on peut acheter un billet d'avion, on peut se rendre très facilement à l'autre bout du monde. Il n'y a donc plus vraiment de frontière imperméable, et tout le monde en profite, que ce soit les touristes, mais aussi les journalistes, les acteurs économiques, les étudiants pour des échanges, etc.

Ensuite, il y a abolition des distances grâce à Internet. C'est le fait qu'une information soit disponible instantanément à tout moment à tout endroit de la planète et le fait qu'on ait accès à une quantité d'informations extrêmement importante dans sa main, dans son smartphone. L'autre idée est le versant négatif. Comme on est mieux informé maintenant de tout ce qu'il se passe dans le monde, on ne se sent plus forcément à l'abri. En voyant tous les jours des catastrophes, des attentats, des inondations des typhons, on se dit que ça peut arriver ici aussi, à nous aussi. On a donc une plus grande prise de conscience de ce qu'il se passe partout autour de nous.

Tout cela vaut pour les individus, mais ça s'applique aussi à tous les échelons de la société. Ça s'applique aux entreprises, aux villes, aux régions, aux États, etc. Nous sommes tous dans ce monde fini, dans ce village planétaire où on sait ce qu'il se passe. Ce changement est assez énorme. Est-ce qu'il va continuer ? Oui probablement ; néanmoins, il y a des événements inattendus qui peuvent changer ou bouleverser le cours des choses. On pense ici à l'exemple de cette épidémie de Covid où on a vu toutes les frontières se refermer, le trafic aérien être interrompu, etc. On sent que cette mondialisation est fragile. Elle a permis la diffusion de la pandémie et en même temps la pandémie met en échec la mondialisation.

L'Homme moderne a besoin de connaissances sur ce qu'on appelle les relations internationales. Cette connaissance paraît indispensable pour comprendre ce qu'il se passe autour de nous. On en vient à la question essentielle : Que sont les relations internationales ? On se rend compte à l'étude qu'il est assez difficile d'avoir une vision d'ensemble satisfaisante des relations internationales. La première difficulté est une difficulté de taille : c'est un problème tout simplement de vocabulaire. Dans la suite de cette introduction, on va essayer dans un premier temps de clarifier ce vocabulaire pour essayer de savoir quel est l'objet de notre étude avant de nous pencher sur son contenu.

Le vocabulaire des relations internationales

Peut-être qu'en vos plus jeunes années au lycée, on vous a appris l'art poétique de Boileau – qui sont des classiques qui se perdent un petit peu. Il y a une phrase dans cet art poétique qui est toujours intéressante à avoir l'esprit. Il disait : « Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément ». C'est joliment dit, et ça veut dire ce que ça veut dire.

Avec les relations internationales, on en est assez loin, parce que c'est le premier temps forts, on a un vocabulaire ici qui n'est pas forcément très rigoureux. Dès lors, les relations internationales ne remplissent pas forcément la condition de clarté dans leur énoncé même.

Cela traduit un certain nombre de difficultés qui se situent en amont, et qui sont liées au concept même, c'est-à-dire à la conception des relations internationales. Le sens dans lequel sont employés les mots « relations internationales » n'est pas forcément *a priori* le plus évident ou le plus naturel. Il peut arriver que des mots recouvrent des réalités différentes ou au contraire que des mots différents recouvrent des réalités très proches. Pourquoi cette confusion, cette absence de clarté dans le vocabulaire ?

D'abord, il y a une raison historique : c'est la transdisciplinarité. Le manque de rigueur dans l'approche des relations internationales s'explique en effet par l'histoire de cette discipline. Pendant longtemps, cette étude a été surtout l'affaire des juristes principalement, et des historiens ensuite. Le développement de ces relations internationales a ensuite amené beaucoup d'autres disciplines à s'intéresser à ce champ, d'où un enrichissement incontestable des relations internationales. Cependant, parallèlement, cela entraîne des difficultés à adopter un langage commun. Il y a donc des progrès dans la discipline dans la mesure où elle intéresse de plus en plus de champs scientifiques, mais une impossibilité à trouver un langage commun.

Ensuite, une autre raison sur cette approche linguistique sémantique est l'importation du vocabulaire anglais. Ça a été incontestablement un facteur de complexité. De façon un petit peu anecdotique ou provocatrice, on pourrait aussi signaler une raison commerciale : il y a pas mal d'ouvrages consacrés aux relations internationales (si vous avez la curiosité de chercher, vous trouverez en ligne ou sur le site de la bibliothèque). Les auteurs et les éditeurs se préoccupent essentiellement de la visibilité des bouquins, ce qui les pousse parfois à utiliser un vocabulaire un peu ésotérique, spécialisé, réservé à des initiés. Ça fait plus sérieux. Au contraire, on voit aussi une commercialisation sous un même titre de bouquins qui ont un contenu différent. On est dans le flou complet.

La conséquence de tout ce qu'on vient d'évoquer est qu'il existe environ une dizaine de termes, d'expressions, qui sont censés intéresser notre discipline. On va essayer de passer en revue les plus les occurrences les plus fréquentes.

Premièrement, vous trouverez les termes « relations internationales interétatiques et transnationales ». Partons d'abord du néologisme de Bentham. Jeremy Bentham [1748-1832] (vous en avez peut-être entendu parler) est un auteur britannique. C'était un précurseur du libéralisme. Il était en faveur de toutes les libertés, qu'elles soient individuelles (liberté d'expression, liberté économique) ; il est aussi pour la séparation de l'Église et de l'État, etc. Le terme « international » est apparu dès la fin du XVIII^e siècle sous la plume du philosophe anglais Bentham, mais on peut dire que le phénomène des relations internationales telles qu'on les comprend aujourd'hui – c'est-à-dire des relations entre des communautés politiques indépendantes – est un phénomène qui existe et qui est étudié depuis beaucoup plus longtemps que ça. On peut en trouver trace déjà dans l'Antiquité grecque, puis à l'époque de la Renaissance sous la plume par exemple de Machiavel (*Le Prince*). À peu près à la même époque, les deux auteurs Vitoria Francisco de Vitoria et Francisco Suarez – dont nous aurons peut-être l'occasion de reparler en licence dans le cours de droit international public – sont vraiment les précurseurs du droit international public ; ce sont les premiers qui ont véritablement théorisé le droit international public. Pour vous citer des noms plus proche de nous et que vous connaissez mieux, on pourrait citer aussi Rousseau ou Marx.

Pour avoir une définition, les termes « relations internationales » sont ceux que l'on emploie le plus souvent. Cette expression va désigner à la fois l'objet d'études et la discipline qui les étudie (en partie englobante). L'objet d'études, ce sont les relations entre les nations, entre les communautés politiques institutionnalisées. La discipline est la science universitaire qui aborde cet objet d'étude qui est ce cours. Quand on parle de relations internationales, on ne peut toutefois s'en tenir seulement aux relations entre États, parce que, on aura l'occasion d'en reparler, il peut exister des nations sans État – ou en tout cas qui sont controversées, et regardez par exemple tout le débat et la problématique autour de l'État palestinien –, parce qu'il existe aussi d'autres forces très importantes dans les relations internationales outre les États. Ce sont par exemple les organisations non gouvernementales (ONG), c'est-à-dire des

grandes associations internationales qui militent, par exemple pour l'environnement (WWF), pour les droits de l'Homme (Human Rights Watch (HRW)), etc. Si on veut rendre compte de la réalité afin de comprendre le monde contemporain et de pouvoir éventuellement agir dans l'aval, il faut prendre en compte ces différents paramètres.

Si on adopte une approche plus ouverte des relations internationales, ce qui paraît indispensable, on peut dès lors en donner la définition suivante : *Les relations internationales sont des relations entre des corps politiques qui relèvent du droit international et qui ne se limitent pas aux relations diplomatiques*. On va en développer ici les différents éléments et mettre l'accent sur les différents points de la définition.

Tout d'abord, premier élément important : « des relations entre des corps politiques ». En effet, les relations internationales ne sont pas des relations entre particuliers, entre individus. Ces relations concernent des structures politiques ; sinon, on n'a pas affaire à des relations internationales (c'est important de le comprendre et de le retenir, on le verra aussi pour le droit international). Si on considère des relations entre des entités privées, par exemple des entreprises, ça sera pas des relations internationales et du droit international public, mais ça pourra être éventuellement du droit international privé.

Ensuite, les relations internationales ne sont pas non plus des relations entre un individu et un État. Ce type de relation dépend exclusivement de l'État, même si l'individu n'est pas ressortissants de l'État. À partir du moment où on est sur le territoire d'un État, on dépend de sa juridiction. On a un certain nombre d'étrangers sur le territoire, par exemple ; ils relèvent de la juridiction française. Cette précision est importante ; par exemple, vous en avez déjà entendu parler (ou on vous en parlera) à propos de la Convention européenne des droits de l'homme). N'en jouissent pas seulement les ressortissants européens, c'est-à-dire ceux qui ont la nationalité des États membres de la Convention, mais tous ceux qui sont sous la juridiction des États, c'est-à-dire que ça concerne aussi les étrangers.

Enfin, « des relations entre corps politiques », c'est-à-dire des structures collectives qui n'ont pas une finalité individuelle. Soyons clairs, appelons un chat un chat : les relations entre nations. Grande question, que vous avez peut-être déjà abordé ou que vous allez aborder en droit constitutionnel : Qu'est-ce qu'une nation ? On considérera ici comme nation tout corps ayant une vocation politique et qui se définit lui-même comme une nation.

Voilà donc pour le premier élément de la définition de relations internationales comme des relations entre des corps politiques.

Deuxième élément de la définition : « des relations relevant du droit international. » En effet, ces relations internationales relèvent par définition du droit international et non pas du droit interne. C'est un critère essentiel ; c'est ce sur quoi insiste Bentham justement au XVIII^e siècle avec son néologisme, son approche conceptuelle de l'international. Ce caractère a produit un certain nombre de conséquences concrètes. Par exemple, au moment de la décolonisation à partir des années Cinquante jusqu'aux années Soixante-dix, les partisans de la décolonisation voulaient absolument être reconnus comme des mouvements de libération nationale, tout ça pour que ça relève non pas du droit interne mais du droit international. Comme ça, juridiquement, politiquement, l'indépendance devait s'imposer plus naturellement et permettre à ces communautés d'accéder au statut d'État et d'avoir une visibilité internationale.

Troisième élément enfin de cette définition : ce sont des relations qui sont plus que des relations diplomatiques. Les relations diplomatiques sont en effet des relations officielles que les États ont entre eux par le biais d'agents diplomatiques. Si on limitait nos relations internationales aux seules relations diplomatiques, ça serait incontestablement une image déformée. Ça serait réducteur, parce que les relations diplomatiques sont en réalité une forme très codifiée des rapports entre États. Or, si on regarde justement les relations internationales, on constate que la forme diplomatique n'a plus qu'un poids marginal. Aujourd'hui, les relations internationales vont au-delà ; il y a un dépassement des formes diplomatiques, comme en atteste la multiplication des rapports directs entre dirigeants.

Un exemple est la session plénière de l'Assemblée générale des Nations unies. C'est extrêmement important pour l'organisation des Nations unies, parce que, outre les discours que

chaque chef d'État fait à la tribune de l'ONU, c'est surtout un moyen considérable pour les différents chefs d'État de se retrouver et de pouvoir discuter en direct (et un peu en dehors de l'assemblée, dans les couloirs, dans les dîners, etc.). Le dirigeant chinois Xi Jinping peut discuter avec Vladimir Poutine, avec Emmanuel Macron. Ce sont là les véritables éléments des relations internationales, qui ne rentrent pas dans la case codifiée des relations diplomatiques *stricto sensu*.

Relations internationales interétatiques et transnationales

Après vous avoir donné cette définition, je vais vous montrer que cette définition des relations internationales est assez mouvante, parce que on ne peut parler aujourd'hui de relations internationales sans parler aussi de relations interétatiques voire transnationales. Ce sont des termes qui n'apparaissent pas forcément (qui n'apparaissent même quasiment jamais) dans les titres de manuels, et qui pourtant se retrouvent nécessairement toujours dans leur contenu. Essayons de comprendre ce que recouvrent ces termes de « relations transnationales » et « relations interétatiques ».

Les relations interétatiques, comme leur nom l'indique, sont les seules relations entre États. « Transnationales », au contraire, est un terme que l'on applique plus tôt entre individus et groupe. Ce sont des types de relations qui peuvent être de différents ordres : des relations commerciales, des relations culturelles, les relations scientifiques, idéologiques, sociales, criminelles. Il peut également s'agir de l'échange de biens, de la circulation d'idées, d'information, etc. Ce type de relation ne passe pas par les relations entre États. Autrement dit, ces relations qu'on appelle « transnationales » sont extra-étatiques. Les relations entre commerçants, entre entreprises, entre ONG, dépassent le cadre de l'État ; elles sont des relations transnationales. Un autre exemple concerne la grande criminalité ou le terrorisme. Il y a des réseaux transnationaux, par exemple, pour le trafic de drogue ; il y a des réseaux transnationaux ou des filières transnationales s'agissant du terrorisme. C'est pourquoi aujourd'hui, il existe un consensus pour admettre que l'expression « relations internationales » couvre non seulement les relations interétatiques, mais aussi les relations transnationales.

Du coup, on a un genre d'étude très vaste qui va s'étendre finalement à l'ensemble de tous les phénomènes internationaux. C'est par là que l'on comprend que cette matière n'est plus seulement la sphère des juristes voire des historiens, mais qu'elle va intéresser aussi les économistes, les géographes, les sociologues et les psychologues, les anthropologues, les météorologues (on pourrait encore trouver de nombreux « -logues »). Les relations internationales sont donc vraiment au carrefour de plusieurs disciplines. En même temps, et c'est ce qui fait la complexité de la matière, chacun vit dans sa conception propre des relations internationales, sans trop s'intéresser aux autres et avec des préoccupations qui peuvent être assez différentes.

Des institutions internationales

L'idée principale ici est les progrès vers une société relationnelle voire institutionnelle. Ces termes ont été employés par les auteurs, par la doctrine, par les juristes, pour montrer que ces relations internationales telles qu'évoquées dans leurs multiples facettes ne relèvent pas forcément toujours de la loi de la jungle. À première vue c'est un peu l'impression qu'on a ; tout ça a l'air assez anarchique. Au contraire, si on regarde dans l'évolution historique, il y a des progrès très nets vers une société internationale de plus en plus organisée.

On a une société internationale qui est relationnelle dans le sens où il y a des relations entre les différents États, entre les entités souveraines qui composent cette société internationale. Ces relations ont tendance à s'institutionnaliser de plus en plus ; cela ne va plus être simplement une rencontre diplomatique ou une rencontre au sommet, mais ça va s'institutionnaliser sous la forme, dans le cadre, d'organisations internationales.

Voilà en quoi on peut dire que les relations internationales sont institutionnelles aujourd'hui, parce que depuis l'après seconde guerre mondiale, il y a eu une floraison d'organisations internationales qui tendent à organiser cette société internationale, à la rendre plus institutionnelle. Ici, on adopte la conception large du terme « institution », qui est celle retenue par le professeur Paul Reuter [1911-1998], un des grands noms du droit international. Ce terme « institutions » va couvrir, selon Paul Reuter : « les organisations, les traditions et les règles fondamentales qui caractérisent une société donnée ».

La notion de politique internationale

Là-aussi, on va retrouver un certain flottement dans le vocabulaire.
~~La première idée est celle d'une politique étrangère en constante adaptation.~~

Une politique étrangère en constante adaptation

De prime abord, le terme « politique internationale », surtout lorsque l'expression est précédé de l'article (« LA politique internationale »), fait penser, fait songer à « politique étrangère » ou « politique extérieure ». D'ailleurs, il faut le dire, le plus souvent c'est dans ce sens que cette expression est employée. *La politique internationale est la conduite extérieure des États* ; c'est leur politique étrangère. Pourquoi un terme distinct ? En utilisant ce terme « politique internationale » plutôt que « politique étrangère », on veut montrer (et on peut montrer) que cette politique n'est pas une démarche qui est à l'abri du temps. C'est une adaptation permanente, aléatoire, un environnement qui est changeant, mouvant – environnement qui est celui des relations internationales.

Ensuite, toujours dans cette rubrique de politique internationale, on pourrait évoquer les relations transfrontières, qui ont des effets politiques. Parfois, « politique internationale » équivaut purement et simplement à « relations internationales », mais avec une précision légèrement différente : on ne s'intéressera pas ici à toutes les relations transfrontières, mais on choisira par convention celles qui sont plutôt de nature politique, qui ont des effets politiques. C'est pour ça qu'on parle de « politique internationale », mais ce choix n'est pas neutre. Il n'est pas sans conséquence, et pour le coup, c'est vers la science politique qu'il faut se tourner pour comprendre les caractéristiques des relations internationales et se donner les moyens d'analyser les principaux phénomènes qui marquent ces relations internationales. Or parfois (souvent), l'entreprise se veut résolument interdisciplinaire et accorde une très large place à la dimension économique des phénomènes politiques. Cela complexifie forcément la chose, vous en conviendrez. On dit qu'on se centre sur le politique, et puis on y ajoute l'économique ; dans la vie des relations internationales, c'est un facteur important.

La société internationale

~~Quatrièmement ; je voudrais dire quelques mots maintenant de la société internationale.~~

Cette expression est très fréquemment utilisée chez les juristes (en tout cas chez les juristes internationalistes), mais vous ne la trouverez pas en titres d'ouvrages, pour la bonne et simple raison qu'il y a des confusions de termes, ou plutôt il n'y a pas de sens univoque. Quand on parle de « société internationale », on l'entend comme synonyme de « société universelle », qui concerne l'ensemble des États du monde. C'est le sens le plus courant. Après, dans la doctrine, ce terme « société internationale » recouvre une autre acception ; c'est un constat objectif de cette société universelle telle qu'elle est et telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, c'est-à-dire quelque chose qui, certes, n'est pas un état de nature, qui n'est pas totalement une société anarchique. Il y a bien une société un minimum organisée, parce qu'il y a des relations, des liens entre les États ; il y a des intérêts communs qui sont perçus comme tels ; il y a des organisations internationales, etc. Mais ça a une portée simplement « méca-

niste », une portée d'observation. Voilà ce qu'est la société internationale, c'est cette société universelle. Cependant, à côté de ça, il y a un autre terme qui est employé par la doctrine, qui est l'idée de « communauté internationale ». Là, plus que dans le constat objectif, on est dans le domaine de l'idéal à atteindre. Cette idée de communauté est censée traduire un très haut niveau d'organisation de la société internationale. C'est un idéal à atteindre (il faut insister là-dessus) ; la communauté internationale, on n'y est pas encore et on en est loin.

Comme dit ci-dessus, nous sommes dans une société relationnelle qui n'est pas inorganisée, puisqu'on perçoit des intérêts communs, on crée des organisations, etc. L'idée est d'aller vers une société encore plus institutionnalisée, vers une véritable communauté internationale qui transcende, dès lors et d'une certaine façon, les égoïsmes nationaux et qui, outre des rencontres sur des intérêts ponctuels, traduirait (pour reprendre les termes d'Ernest Renan pour la nation) un véritable vouloir vivre ensemble.

Est-ce que ça existe dans les relations internationales aujourd'hui ? Oui pourquoi pas, dans une certaine mesure, ça existe par exemple au niveau régional. Si on prend le phénomène de la construction européenne, l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui est davantage que simplement une société internationale ; il y a des liens très étroits, puisque nous sommes allés (ça date de Maastricht en 1992) vers une véritable citoyenneté européenne.

La Cour internationale de justice elle-même a employé ce terme de « communauté internationale » dans un arrêt resté célèbre (bien qu'il soit assez isolé par l'idée qu'il véhicule) : c'est l'arrêt *Barcelona Traction* de 1970 (« Barcelona » comme la ville de Barcelone) où la Cour internationale de justice a constaté, a reconnu, que tous les États, parce qu'ils forment la communauté internationale des États dans son ensemble, doivent respecter un certain nombre d'obligations universelles. C'est important, parce que ça a permis notamment de lancer un concept que vous verrez en droit international plus tard, qui est le concept de *Jus cogens* (« normes impératives »), qui sont des normes au contenu tellement important que tout le monde doit les respecter, qu'on ne peut pas y déroger. Ça serait par exemple l'interdiction de l'esclavage ou tout ce qui concerne le droit humanitaire. Tout ça concerne vraiment la communauté internationale des États dans son ensemble. Cela traduit une véritable solidarité entre tous les États du monde, en allant beaucoup plus loin que la simple société internationale.

Un système international

Cette expression de « système » est aussi rarement employée dans les titres des manuels, mais là-aussi c'est un terme que vous trouverez dans les bouquins, dans des chapitres voire des parties.

Une approche systémique empruntée aux sciences exactes

L'approche systémique, l'approche du système, est utilisée en principe plutôt dans le domaine des sciences dures. Si on veut la transposer aux sciences humaines, en l'occurrence en relations internationales, cela traduit l'effort, le désir des spécialistes d'étudier les relations internationales de façon véritablement scientifique. Ici, l'approche, l'intérêt, l'objectif, est de voir les relations internationales comme un ensemble, comme une totalité. Dans un système, on a des acteurs divers qui vont être en interaction dans un environnement donné, et ce sont ces interactions dans cet environnement donné qui vont façonner la structure du système et qui vont en même temps contraindre le jeu des différents acteurs.

Quel est l'intérêt de cette approche systémique ? D'abord, l'intérêt est de fournir un travail à la fois objectif et neutre. Le recours à la notion de « système » permet en effet de dépasser des méthodes empiriques descriptives de l'histoire diplomatique. Cela a permis par là-même aussi de sortir d'une certaine idéologisation de la vie internationale. Beaucoup de disciplines ont trouvé un intérêt à cette approche systémique, en particulier la science politique et la sociologie qui sont, elles-aussi, concernées par les rapports de force, par la répartition des pouvoirs entre les différents acteurs, et puis le droit bien sûr, concerné par les ré-

gimes internationaux, sans oublier l'histoire qui elle suit et a suivi l'évolution du système international. Donc, un travail objectif et neutre grâce à cette approche systémique, mais aussi un cadre que je pragmatique. En effet, cette notion de système considéré comme un simple instrument offre un cadre d'interprétation, c'est-à-dire une grille d'analyse qui est suffisamment opérationnelle pour permettre d'organiser les contraintes qui pèsent sur les acteurs de la vie internationale et d'une appréhension de niveaux différents. On peut utiliser cette idée de système à des niveaux plus ou moins larges. On peut l'utiliser au niveau des régions ; on peut l'utiliser, non pas sur des zones géographiques, mais pour des catégories d'acteurs déterminées ; ça peut être aussi utilisé pour s'intéresser à un secteur spécifique. On pourra alors parler de « sous-systèmes » (simple raffinement de vocabulaire).

Pour donner quelques exemples pour rendre tout ça plus concret, on parle de système international mais, dans ce système international, vous avez entendu parler par exemple du système bipolaire. Qu'est-ce que c'est le système bipolaire ? C'est quand on était au temps de la Guerre froide et de l'opposition entre l'Est et l'Ouest, de l'opposition entre le camp soviétique et le camp occidental avec le leadership des États-Unis. À ce moment-là, les relations internationales étaient simples, parce que tout ce qui se passait était déterminé par cet affrontement direct ou indirect entre les deux grandes puissances, entre les deux blocs (l'Est et l'Ouest). Même quand il y avait des conflits des guerres hors zone « Est-Ouest », par exemple en Afrique, c'était souvent des conflits qui étaient instrumentalisés par l'une ou l'autre des grandes puissances qui poussait ses pions. Aujourd'hui, on est incontestablement davantage dans un système multipolaire.

On pourrait citer aussi un autre exemple : les systèmes régionaux. L'Europe en est le meilleur exemple, avec l'Union européenne. Cela existe dans d'autres continents. Il y a des alliances régionales sur le continent américain, en Afrique, etc. La conséquence de tout cela est une interaction et un processus de régulation.

Cette approche systémique met en évidence des interactions, des liens de causalité, des processus de régulation à l'intérieur d'un tout. Le système désigne alors une partie de la réalité sociale, un ensemble organisé, structuré et cohérent. Dans ce cas, parler du système international, c'est souvent (à peu de choses près) évoquer tout simplement la société internationale. Une deuxième chose est l'idée d'ordre. Derrière l'idée de systèmes ou de sous-système, il y a aussi une idée d'ordre mondial. C'est un terme qui a été mis au premier plan à la fin de la guerre froide et cette idée d'ordre évoque encore une fois l'idée de quelque chose de plus avancé, de plus organisé. Cela implique une certaine normativité, une certaine stabilité de la société internationale.

Pour résumer ce paragraphe : le vocabulaire des relations internationales est foisonnant et pas forcément toujours très clair ou uniforme. Cela demande un certain éclaircissement. Introduire un peu d'ordre dans ce vocabulaire foisonnant serait évidemment bienvenu. En guise de boutade, on pourrait dire que cultiver le flou, l'ambiguïté, cela fait partie aussi de la diplomatie et de l'art diplomatique. Néanmoins, on peut douter que cela contribue à faire avancer beaucoup la connaissance en matière de relations internationales. Il est donc probable – en tout cas il est indispensable – que la connaissance et la compréhension des relations internationales imposent à terme que l'on éclaircisse un peu mieux le vocabulaire. Ceci étant, il y a pour l'instant peu d'éclaircissements en vue, à cause justement de la manière dont la matière s'est développée, vu le contexte dans lequel elle prend place, vu l'évolution des relations internationales elles-mêmes. La conséquence est qu'on a un vocabulaire qui est tributaire des conditions d'études des relations internationales.

L'étude des relations internationales

On vient de le voir, les relations internationales sont complexes, en partie à cause du vocabulaire qui est utilisé en la matière, un vocabulaire foisonnant donc pas forcément toujours très clair et qui nous enseigne finalement assez peu de choses sur les relations internationales elles-mêmes. Il faut se pencher sur les conditions d'études des relations internationales pour essayer d'en apprendre davantage.

Un développement inégal selon les pays

L'étude des relations internationales dans le monde est très ancienne. Les premières approches remontent à l'Antiquité, mais c'est après la première guerre mondiale et surtout après la seconde que l'étude des relations internationales s'est développée fortement, quoique de manière assez inégale selon les pays.

D'un point de vue historique, la première chaire¹ de relations internationales qui a existé se trouvait au Pays de Galles en 1919. Ce petit point historique anecdotique mis à part, les États-Unis sont incontestablement le lieu où s'est produit l'essor des relations internationales. C'est là qu'a été réalisé le plus grand progrès, mais cette étude des relations internationales s'est installée dans bien d'autres pays. Elle s'est établie au Royaume-Uni, en Allemagne, en Europe du Nord. Il faut signaler que, dans l'ex-URSS, cette étude a été marquée par un fort dogmatisme qui ne se retrouve pas forcément dans la Russie de Boris Eltsine ou de Vladimir Poutine, qui est beaucoup plus ouverte à cet égard aux influences américaines ou occidentales. En revanche, on peut noter que l'étude des relations internationales, sauf exception, n'est pas présente dans les pays qu'on appelait autrefois les « pays du Tiers-monde », et qu'on appelle aujourd'hui les « pays en développement ». Ceci n'a pas empêché cet ensemble de pays de jouer un très grand rôle dans ces relations internationales à partir des années 1970 via le mouvement des « non-alignés » (dont nous parlerons un peu plus loin).

En France, il existe traditionnellement deux écoles, l'une étant ancrée dans le Droit, et l'autre plutôt dans l'Histoire. Il est à noter qu'en France, le contexte a toujours été assez peu favorable au développement des relations internationales. Les juristes préfèrent d'ailleurs abandonner le champ d'études des relations internationales pour se consacrer plutôt au droit international public, qui est plus saisissable intellectuellement parlant.

Il n'y a pas de science des relations internationales

Peut-on parler d'une « science » des relations internationales ? La réponse vient d'être donnée ; *a priori*, c'est non. Pourtant, beaucoup de spécialistes ont nourri cet espoir, mais aujourd'hui l'illusion est totalement dissipée. On ne croit plus vraiment à la possibilité de construire une véritable théorie des relations internationales qui permettrait de comprendre, d'expliquer, durablement, ce que sont les relations internationales ; en d'autres termes, qui permettrait de résister au passage du temps, de prévoir voire d'orienter les politiques extérieures.

S'agissant de ce cours de relations internationales, nous n'allons donc pas nous attarder à présenter longuement les théories, les doctrines, les conceptions qui ont prétendu ou qui prétendent encore organiser la matière, parce que certaines bases manqueraient (vous allez les acquérir au fur et à mesure avec d'autres cours, notamment les sciences politiques) et aussi tout simplement faute de temps. Néanmoins, nous allons présenter les trois grands courants doctrinaux à retenir qui existent dans l'étude des relations internationales.

¹ Une chaire est un professeur occupant un poste permanent sur une discipline dans une université.

Le premier courant doctrinal important est le courant réaliste. Ce courant réaliste a été porté par les désillusions de l'après première guerre mondiale. Il demande que l'on prenne en compte la réalité internationale, la réalité de la nature humaine, l'anarchie du système international et la recherche par les États de la puissance, de la satisfaction, de l'intérêt national. C'est un simple constat qu'on est obligé de faire. Un des intérêts de ce courant est qu'il a le mérite de mettre l'accent sur le rôle central de l'État dans les relations internationales. Il revêt une véritable valeur explicative quand ces relations deviennent conflictuelle, quand c'est la recherche de la puissance et/ou l'égoïsme des souverainetés qui dominent les politiques étrangères. En revanche, ce courant peut paraître moins pertinent lorsque la solidarité prévaut, lorsque se développe l'organisation de la société internationale – nous avons expliqué auparavant que c'était une tendance de cette société internationale de depuis l'après deuxième guerre mondiale. Enfin, on peut reprocher à cette approche réaliste de sous-estimer le poids des acteurs non étatiques, d'être trop centrée sur les États, sur les souverainetés, sur les puissances voire sur les grandes puissances, alors que d'autres acteurs, notamment les ONG, ont un rôle de plus en plus important dans la société internationale aujourd'hui.

Voilà donc pour le premier courant, le courant réaliste, celui qui prend la réalité internationale en compte, qui constate cette anarchie et cet égoïsme des États.

Le deuxième courant doctrinal très important est le courant de l'interdépendance. Ce courant se situe en réaction par rapport au courant réaliste. C'est une critique du courant réaliste. Le courant de l'interdépendance insiste notamment sur le grand développement des relations internationales après la seconde guerre mondiale, qui a créé un réseau très complexe d'interdépendances, qui a fait apparaître d'autres acteurs (des acteurs supranationaux : les organisations internationales, des acteurs transnationaux : des ONG). Autrement dit aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, l'État est pris dans un dans un filet de relations beaucoup plus dense, complexes. Il devient assez artificiel de distinguer politique intérieure et politique étrangère. Ce courant de l'interdépendance a un grand avantage, parce qu'il met l'accent sur une composante, sur un élément des relations internationales qui est négligé par le courant réaliste : c'est l'aspect économique, l'aspect financier, mais aussi tout ce qui est forces transnationales ou organisations internationales. On pourrait formuler une critique à l'égard de ce courant, qui est la même que pour le courant réaliste, mais inversée. Le courant de l'interdépendance réduit peut-être un peu trop le rôle de l'État, le rôle du politique ; et il oublie que dans les relations internationales, il ne faut pas perdre de vue que les efforts ou les périodes de coopération ou de solidarité peuvent être très rapidement suivies d'un recours aux égoïsmes, aux conflits, etc. Autrement dit, les États restent toujours très importants dans cette société internationale et dans ces relations internationales.

Donc : courant réaliste, on constate l'anarchie, la réalité de la société internationale ; l'interdépendance, c'est le côté « verre à moitié plein » finalement (il y a des égoïsmes, de l'anarchie, mais en même temps, il y a une organisation, il y a quelque chose qui est au-dessus des États).

Le troisième courant doctrinal sur lequel nous allons dire quelques est le courant de l'impérialisme et de la dépendance. Le terme parle de lui-même : prononcer le mot « impérialisme » renvoie forcément automatiquement au vocabulaire, à la doxa marxiste. C'est ici la version marxiste des relations internationales, qui considère que le système international est marqué essentiellement par la dynamique du capitalisme. Dans cette conception, l'impérialisme reste, après la décolonisation, le facteur dominant des relations internationales, ce qui explique notamment, selon ce courant, le non-développement de ce qu'on appelait le tiers-monde (aujourd'hui les pays en développement). Qu'on soit d'accord ou non, que l'on partage ou pas son analyse, cette doctrine a d'intéressant est qu'elle montre que souvent dans les relations internationales, les relations sont de types asymétrique – elles sont inégalitaires – et elle prend en considération le point de vue des petits États, ce qui n'est traditionnellement pas trop le cas. Sur la critique *stricto sensu*, il est réducteur de ramener les relations internationales à un facteur purement économique ou socio-économique. De plus, certes, ce courant prend en considération le tiers-monde, mais il n'y a pas de finesse dans l'approche

parce que, même si on considère les pays en développement (en terme plus actuel), il y a des différences assez considérables. On ne peut pas dire que tous les pays sont forcément sur le même plan. Par exemple, l'Inde a été pendant longtemps un pays en développement, en difficulté économique ; aujourd'hui, il s'est hissé, développé ; il fait incontestablement partie des pays qu'on appelle « émergents » et fait partie du fameux groupe des « bric » (Brésil, Russie, Inde, Chine). La situation est donc souvent un peu plus complexe que cette approche ne le montre au un premier abord.

Voilà donc pour ces trois principaux courants. À partir de là, on va se poser trois questions.

Première question : Comment considérer les relations internationales aujourd'hui ? Pour répondre très simplement, le monde d'aujourd'hui est animé par deux mouvements qui sont un peu un sens inverse. D'un côté, la première tendance incontestable est la globalisation, ou mondialisation, ou centralisation ou intégration. Ce sont divers termes qui recoupent la même réalité objective dans la société internationale aujourd'hui. La deuxième tendance totalement opposée, est une tendance à la localisation, à la décentralisation, à la fragmentation. Partout à l'intérieur des États, on essaye d'exercer le pouvoir au plus près des citoyens, à l'échelon où c'est le plus le plus sensé, le plus utile, le plus efficace de prendre une décision politique. C'est aussi le cas dans l'approche de l'Union européenne (pour prendre un exemple), avec le principe de subsidiarité : on a un ensemble englobant qui est l'Union européenne, mais qui pose elle-même le principe de subsidiarité, c'est-à-dire qui dit que la décision doit être prise finalement là où on est au plus près du terrain, où c'est le plus pertinent de la prendre, parce qu'on connaît la réalité des problèmes, etc. Puis, simplement sur la localisation, on le voit aussi par l'éclatement des États qui se composent en micro-États. On l'a vu à l'éclatement de l'ex-Yougoslavie qui était une entité fédérale et qui, suite à un conflit sanglant, a éclaté en plusieurs micro-États, qui eux-mêmes se sont scindés. On pense par exemple à la Serbie, avec la sécession du Kosovo, qui d'ailleurs n'est toujours pas reconnue par un certain nombre d'États dans le monde. Ne serait-ce qu'au sein de l'Union européenne par exemple, l'Espagne n'a pas reconnu la sécession du Kosovo, évidemment parce que l'Espagne menacée par des mouvements sécessionnistes, la Catalogne étant le plus actif. L'Espagne ne va donc pas reconnaître le droit à la sécession du Kosovo, de peur de se voir appliquer le même principe pour elle-même. Néanmoins, cela semble être une tendance de l'Histoire que d'aller vers ce régionalisme, vers cette localisation.

La deuxième question : Quel obstacle ? L'obstacle, l'écueil, c'est celui de la réalité internationale. En effet, pour tous les courants (tous les travaux scientifiques, universitaires) qu'on a vus, l'écueil est au fond toujours le même : c'est que, comme disait Lénine, « les faits sont têtus ». Toutes ces études, toutes ces approches, ne résistent pas à une confrontation durable avec la réalité internationale. Il ne faut pas nécessairement jeter le bébé avec l'eau du bain, en disant que toutes ces approches, tous ces courants, sont à jeter. Chacun d'eux, dans sa perception des relations internationales, a une part de vérité ou peut être plus ou moins pertinent selon les époques, selon les acteurs des relations internationales. Tous ces courants doivent être plutôt vus comme complémentaires, parce que chacun permet de percevoir une part de cette réalité de la société internationale.

Troisième question : Est-il possible d'aller plus loin dans la compréhension des relations internationales ? En faisant une réponse « à la normande » : oui, sans doute, certainement, même s'il ne faut pas s'attendre à ce que des travaux scientifiques livrent le secret ou les secrets des relations internationales (à supposer qu'il y en ait). En tout état de cause, pour aller plus loin dans la compréhension des relations internationales, la question va être de savoir comment aller plus loin. D'abord peut-être en privilégiant une approche pluridisciplinaire, transdisciplinaire. Les relations internationales constituent un ensemble très complexe qui relève de plusieurs disciplines, on l'a dit : le droit, les sciences politiques, la géographie, l'histoire, la sociologie, etc. Bien sûr, c'est très compliqué, parce ça veut dire qu'il faudrait une formation complète en histoire, en droit, en sociologie, en science politique, et c'est l'idéal de l'homme parfait de siècle des Lumières. C'est un idéal un peu éloigné avec la croissance des

champs disciplinaires et l'extension des connaissances. Une deuxième réponse est de trouver ensuite un certain équilibre entre la théorie et la réalité (ou la pratique). On ne va pas réduire les relations internationales à des idées, à des doctrines. Les idées et les doctrines sont certes importantes, parce qu'elles permettent d'expliquer le réel. Cependant, si elles l'expliquent, elles n'en facilitent pas forcément la réelle compréhension, dans le sens où ça ne les rend pas forcément plus prévisibles. La connaissance du concret, la connaissance des faits d'actualité, c'est bien, mais ça ne permet pas d'avoir une vue d'ensemble des relations internationales, qui sont beaucoup plus larges et beaucoup plus vastes. La troisième chose pour essayer d'aller plus loin dans la compréhension des relations internationales, c'est en évitant sans doute l'américano-centrisme. Il est vrai que, depuis pas mal d'années et même la période de guerre froide ou après la guerre froide, les débats ont tendance à se centrer et à évoluer au rythme des préoccupations de la superpuissance américaine. Tout ce que disent les États-Unis, tout ce que dit le président américain est immédiatement relayé dans le monde entier. Il est vrai que c'est important, mais il faut essayer de se dégager de cette américano-centrisme. Ce sont des problèmes qu'on aura l'occasion de d'aborder à nouveau sous d'autres angles. Même s'il semble bien de se défaire de l'américano-centrisme, le problème est que, même aujourd'hui, on n'a pas de relations internationales qui soient vraiment l'affaire de tous ou de tous les autres. Ces relations internationales restent donc encore largement occidentales, même si d'autres acteurs aussi importants que les États-Unis commencent à occuper vraiment le devant de la scène : la Chine et la Russie, à suivre pour avoir une appréhension plus fine, plus complète, plus précise, des relations internationales, qui sont devenues aujourd'hui véritablement multipolaires. C'est une tendance récente, mais qui va certainement s'enraciner.

Une réflexion maintenant sur l'objectif du cours. Quel est l'objectif de ce cours ? Premièrement, l'objectif de ce cours est d'essayer de donner une image des relations internationales qui soit proche de la réalité. Cela ne veut pas dire pour autant que nous allons adhérer pleinement au courant réaliste qui n'est qu'une des dimensions de la réalité internationale. Cela signifie plutôt présenter les relations internationales de façon à mettre à disposition des éléments pour permettre de mieux saisir, de mieux comprendre, les questions qui sont à l'ordre du jour international ou qui le seront demain. Cela consiste à essayer de donner des clés de compréhension du monde contemporain.

La deuxième chose est d'essayer de rétablir une part d'études véritablement scientifiques dans les relations internationales (même si c'est ambitieux). Si on lit la presse internationale (ne serait-ce que *Le Monde* pour avoir une vision assez précise, sinon objective), à la lecture de l'actualité, on voit que le droit mais aussi l'économie, la politique, les finances, ont une place centrale, en tout cas une place importante, dans ces relations internationales. Il y a donc le droit, mais aussi d'autres facteurs qu'il faut prendre en compte : le facteur économique est important, le facteur financier est majeur, etc. Ce n'est pas forcément très fréquent dans les manuels de relations internationales de prendre en compte ces différentes dimensions. Ici, nous allons essayer de le considérer, parce que ça fait partie de la réalité. Si on essaie avant tout de faire du juridique (dans un cours pour des étudiants en première année de droit), on ne va pas faire que du juridique, ce qui serait plutôt l'objet du cours de droit international public (vu en Licence). Nous allons essayer de conserver dans ce cours tout ce que nous avons dit jusqu'à présent en termes d'approche pluridisciplinaire, parce que ce sont des dimensions qui sont importantes et qu'il convient d'exploser simultanément.

Pour illustrer cette problématique du cours et la façon dont on va l'aborder, les premières vidéos mises en ligne sur le site de notre groupe l'illustrent parfaitement, c'est-à-dire les 75 ans de l'ONU et la réunion annuelle de l'assemblée générale. Ça a plusieurs dimensions, ça a ses dimensions juridiques (qui nous intéressent), mais aussi politiques, voire une dimension sanitaire avec la crise du Covid, etc. On ne peut pas appréhender ce type de réalités internationales sans faire état de ces différents éléments, qui sont un tout dans cette réalité.

Outre ses ambitions, donc cette approche scientifique pluridisciplinaire, une des problématiques les plus importantes du cours va être de montrer – et ça ne veut pas dire que c'est nécessairement atteint – que la finalité de la société internationale est l'ordre. La quête d'un

meilleur ordre international est vraiment permanente. Elle est permanente en particulier depuis 1945 et la fondation d'une nouvelle société internationale après la seconde guerre mondiale au travers de l'ONU. C'est donc un problème qui remonte à l'après deuxième guerre mondiale, mais qui est toujours d'actualité, et aborder cette problématique permet de mesurer aussi le degré d'évolution de cette société internationale. Cela rejoint la problématique évoquée dans la première partie du cours sur la communauté internationale : plus il y aura d'ordre, plus il y aura d'institutionnalisation ; plus il y aura d'organisations, plus on se rapprochera de cette communauté internationale idéale.

Pour aborder ces problématiques, nous retiendrons une approche assez ouverte des relations internationales. Nous n'allons pas dire simplement que les relations internationales sont en voie d'organisation, qu'elles ont fait des progrès vers un certain ordre (même si c'est vrai). Nous allons regarder également, parce que ça fait partie de la réalité, du concret, tout ce qui est désordre, tout ce qui est changement et facteur de désordre, parce que le désordre est aussi la réalité de la société internationale. On se demande d'ailleurs si, au premier chef, ce n'est pas le désordre. En tout cas, ce à quoi on voudrait parvenir, c'est de faire comprendre que tout n'est pas tout blanc ou tout noir. La société internationale, c'est de l'ordre, mais c'est aussi du désordre. On est donc véritablement dans une dialectique de l'ordre et du désordre ; c'est ça paraît vraiment tout à fait adapté aux relations internationales contemporaines.

Si on part de cette problématique somme toute assez claire, assez classique, cela permet de retenir une approche alliant *droit et puissance*, parce que l'ordre procède d'abord du droit, mais l'ordre ne procède pas seulement du droit. La puissance peut aussi être un facteur de régulation, un facteur d'ordre, tout comme la puissance peut être aussi (parallèlement et inversement) un facteur de désordre. En tout état de cause, le droit sans la puissance peut risquer de rester largement inefficace, et paradoxalement, la puissance a elle-même besoin du droit pour se légitimer, tout simplement. Cette approche nous permettra de comprendre que, fondamentalement, toutes les situations internationales sont évolutives, sont changeantes. On peut voir des progrès à certains égards, et de l'autre côté des reculs, des retours en arrière. Cependant, jamais rien n'est irréversible, et c'est pour ça qu'on a parlé de "dialectique" précédemment.

Nous avons fait à peu près le tour des termes, des difficultés d'appréhension de la discipline par son caractère justement multidisciplinaire. Nous avons présenté les ambitions de ce cours, ses problématiques principales. Dans cette introduction, ce sont quelques réflexions générales qui, on l'espère, n'auront pas paru trop abstraites.

Avant de terminer, je voudrais vous présenter un petit peu le plan du cours. Je vais aborder ici une approche assez classique, assez simple, mais qui je crois est très parlante et qui permet de prendre en compte la diversité du monde qu'il ne faut pas ignorer à l'heure de la mondialisation, mais qui permet aussi de présenter les principaux instruments d'analyse des relations internationales et les grandes questions internationales actuelles. Tout ça avec autant que possible l'envie de vous tenir au courant de l'actualité du monde. Nous allons nous baser autant que possible sur l'actualité du monde qui nous entoure. Ce plan est basé en deux parties.

En faisant de la méthodologie quand vous allez commencer les travaux dirigés, vous allez voir que les juristes se sont extrêmement académiques dans leur approche et qu'on fait toujours des plans en deux parties dans les devoirs. Vous verrez, on vous expliquera tout ça. Dans mon cours, j'ai aussi un plan en deux parties qui emprunte à la terminologie du théâtre. C'est bien connu : la vie sociale est un jeu et la vie sociale internationale l'est aussi ; d'ailleurs, la diplomatie est souvent comparée aussi à un jeu ; on parle du « jeu diplomatique ».

Comme dans une pièce de théâtre, nous allons parler, en deux parties, des acteurs des relations internationales, puis nous allons parler de l'action, de ce qui se passe sur la scène internationale.

RI #2-1

On a vu la dernière fois les difficultés de définition du champ de notre étude, qui s'est traduit notamment dans un vocabulaire foisonnant, un peu complexe et pas toujours très clair. On a essayé de baliser un peu le terrain en donnant quelques définitions de base que l'on retrouvera tout au long de ce cours. Pour rappel, le plan global du cours a deux parties. On dit toujours que la vie sociale est un théâtre, et la vie internationale n'y échappe pas. Dans ce théâtre qu'est la vie internationale et que sont les relations internationales, on aura donc deux parties : on verra d'abord quels sont les acteurs et on verra ensuite quelle est l'action, qu'est-ce qui se passe sur cette scène internationale.

Les acteurs des relations internationales

La chose essentielle à retenir dans tous les développements que nous allons aborder est qu'il ne faut surtout pas confondre acteur des relations internationales et sujet de droit international, parce que les deux expressions ne sont pas synonymes. Elles délimitent des choses assez différentes.

Un sujet de droit est une entité qui dispose de la personnalité juridique. Qu'est-ce que la personnalité juridique ? Ça permet de bénéficier de droits, mais aussi d'être titulaires d'obligations. À partir de là, cette entité est à même de faire respecter ses droits devant des juridictions, mais réciproquement elle peut voir sa responsabilité engagée en cas de violation de ses engagements, si elle ne respecte pas ce à quoi elle s'était engagée. Voilà pour la définition du sujet de droit.

L'ordre juridique international va reconnaître deux catégories de sujets de droit, sans contestation possible. Toute la doctrine est unanime : il y a deux sujets de droit, deux catégories de sujets de droit : les États et les organisations internationales. En revanche, il faut noter que les personnes privées, les personnes physiques en particulier – même si c'est discuté – ne se sont pas vues reconnaître ce statut de sujet de droit. La seule exception (c'est une petite parenthèse) extrêmement rare dans le droit international est qu'il y a un domaine où l'individu se voit reconnaître la qualité de sujets de droit international : c'est dans le cadre régional du conseil de l'Europe et de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (en raccourci : Convention européenne des droits de l'homme). On peut dire que l'individu est sujet de droit dans le cadre de la CEDH, parce qu'il peut saisir une juridiction internationale, à savoir la Cour européenne des droits de l'homme. Ce cas exceptionnel mis à part, l'individu n'apparaît pas en tant que sujet de droit dans les relations internationales ; il ne peut pas saisir une juridiction internationale (par exemple la Cour internationale de justice). Pourtant, les personnes privées (et pas seulement les personnes physiques) apparaissent, agissent et participent activement aux relations internationales. Par exemple, les ONG (organisations non gouvernementales), c'est-à-dire ces grandes associations internationales, œuvrent dans la société internationale, par exemple pour la défense des droits de l'homme (on pense à Human Rights Watch), pour la défense de l'environnement (WWF), on pense aussi au CICR (le comité international de la croix rouge) pour les droits de l'homme, etc. Apparaissent aussi les multinationales qui, d'une certaine façon, vont être actrices, de ces relations internationales. Par conséquent, les personnes privées, les personnes physiques, les multinationales, les ONG, etc., apparaissent dans ces relations internationales, et vont donc être des *acteurs* des relations. Il faut comprendre par là qu'il n'y a pas coïncidence entre les deux catégories "sujet" et "acteur" : "sujet" = États, organisations internationales ; "acteur" = tout le reste.

Il n'est pas nécessaire d'être sujet du droit international pour être acteur, donc la catégorie des sujets de droit international est beaucoup plus restreinte que celle des acteurs interna-

tionaux. La difficulté est que, la plupart du temps, on présente une liste d'acteurs internationaux sans définir vraiment ce qu'est un acteur. Nous allons donc essayer d'y remédier ici.

Le premier réflexe est de consulter le dictionnaire. Le dictionnaire Le Robert définit l'acteur comme « une personne qui prend une part active, qui joue un rôle important ». Si on part de ces éléments, il y a évidemment un large consensus pour dire que sur le plan international aujourd'hui, nombreuses sont les personnes qui prennent une part active ou qui jouent un rôle important dans ces relations internationales. En tout état de cause, au fur et à mesure de l'avancée de l'histoire, et ce en raison des évolutions de la société internationale, la liste des acteurs internationaux s'est allongée. Quels sont-ils plus précisément ? Peut-on essayer de les classer ?

Le premier acteur apparu sur la scène internationale est l'État. L'État est sujet de droit international, mais il est aussi acteur. Parmi les membres de la société internationale, l'État a donc une place privilégiée en tant qu'il est détenteur de la souveraineté (on reviendra davantage plus sur cette notion de souveraineté). Il a une place privilégiée ; c'est le principal acteur, parce qu'il est le seul de son espèce à bénéficier de cet avantage, c'est-à-dire d'avoir cette place privilégiée que lui octroie la souveraineté. C'est parce qu'il a une place principale, une place privilégiée dans les relations internationales qu'on lui accordera une place très importante dans les développements qui vont suivre (ça sera tout le chapitre 1).

Cela étant, et bien qu'il domine encore très largement les relations internationales, l'État n'est pas seul. Désormais, et c'est d'autant plus vrai depuis l'après seconde guerre mondiale et surtout depuis trente ou quarante ans, l'État est concurrencé par d'autres acteurs : les organisations internationales qui se sont développées après en 1945, les ONG, les multinationales, les peuples, les mouvements de libération nationale, la mafia (ou les mafias), l'opinion publique, etc. Il y a un véritable foisonnement d'acteurs des relations internationales. Il ne faut pas se méprendre, l'État n'a jamais vraiment été seul sur la scène internationale. Néanmoins, il faut noter que, jusqu'à relativement récemment, on avait une approche qui était assez exclusivement juridique, c'est-à-dire qui était centrée sur l'État et qui laissait de côté les autres acteurs.

Dans l'introduction, nous avons essayé de montrer que l'étude des relations internationales n'est pas une discipline purement juridique. Nous avons insisté sur son caractère pluridisciplinaire ; ça intéresse la science politique, la sociologie, la géographie, la géopolitique ; et donc forcément, dans cette approche multidisciplinaire, on est obligé de considérer aussi tous les acteurs autres que l'État dans les relations internationales. Ce sera l'objet du chapitre 2.

L'acteur principal des relations internationales : l'État

L'initiation aux relations internationales contemporaines, dans un point de vue historique, nécessite une étude approfondie de l'État, et même « des » États. Il y a ici deux idées phares, deux idées majeures : d'abord, première idée, les États sont identiques, en principe, en tant qu'institution et par les fonctions qui leur reviennent. Tous les États sont des sujets de droit international. Cela veut dire que, théoriquement, ils ont les mêmes droits et les mêmes obligations sur la scène internationale, quelle que soit leur taille, quelle que soit leur puissance, leur importance politique, etc. Donc : tous les États sont identiques. Cependant, deuxième idée, en même temps et c'est le constat de la société internationale, les États sont très différents par leurs moyens. Ils vont donc être tous différents en tant qu'acteurs des relations internationales. Les États, suivant leur puissance économique, politique, etc. (on va essayer de donner différents critères qui permettent de les appréhender), vont peser plus ou moins sur la scène internationale, sur la vie internationale, selon leur puissance.

Voilà les deux points ; ces deux idées seront les deux sections de ce chapitre. Il faut prendre en compte les deux aspects : le premier parce qu'il va nous permettre d'identifier des États parmi d'autres entités qui ne sont pas des États, mais par exemple des organisations internationales, et l'autre idée (l'autre aspect) permet de reconnaître, d'identifier l'État parmi

les autres États, et ça va nous permettre de faire des classifications par la puissance, par les épithètes que certains se donnent aussi. On parle d'« État puissant », d'« État voyou » (termes employés par des présidents des États-Unis), etc.

Donnons une petite illustration de cette différence de puissance. Vous avez tous entendu parler du forum économique mondial de Davos qui se tient chaque hiver en Suisse. Au départ, cet événement regroupe et simplement les grands chefs d'entreprises, des grandes multinationales mondiales, qui faisaient le point sur l'actualité, sur les conditions propices au développement économique ou pas. Puis peu à peu, ça s'est élargi et c'est devenu la tribune des États, et même des États capitalistes. Ça entretient l'image d'une certaine oligarchie qui prend des décisions pour le monde entier. Voilà donc une image pas toujours très favorable pour le forum de Davos. D'ailleurs de plus en plus ces toutes dernières années, il se développe des discussions parallèles qui rassemblent justement d'autres acteurs, comme des associations de défense de l'environnement ou autres pour essayer d'atténuer cette image sulfureuse. Voilà donc pour les deux idées.

Tous les États sont des sujets de droit international

Tous les États sont des sujets de droit international ; les États sont identiques en tant qu'institutions et par les fonctions qui leur reviennent.

L'État est tout à la fois un phénomène historique, sociologique politique et juridique. Il n'est pas seulement appréhendé par le Droit, et même le droit constitutionnel, quand il définit l'État, ne prend pas en compte certaines dimensions qui sont pourtant premières

D'un point de vue juridique, sauf exception, l'État n'est pas créé par le droit. Il est simplement pris en compte par le droit, appréhendé par le droit. Cela veut donc dire qu'il pré-existe avant d'être défini par le droit (on parle ici du droit constitutionnel en général, puis du droit international). Autrement dit, c'est un constat matériel, mais aussi juridique : l'État ne va pas pouvoir exister d'un point de vue juridique s'il n'existe pas d'abord dans les faits. C'est donc cette existence de fait qui va conduire le droit, ici le droit international, à entériner la situation.

Du point de vue de notre matière, on peut noter que l'État obtient une place dans la communauté internationale en deux temps. Le premier temps, c'est la constitution en tant qu'État. Celle-ci va résulter pour nous du constat objectif selon lequel on est en présence des éléments constitutifs de l'État. En droit constitutionnel, on aborde la notion d'État de la façon suivante : pour qu'il y ait un État, il faut un territoire sur lequel vit une population ; population et territoire soumis à l'autorité d'un gouvernement qui va exercer une autorité exclusive et effective. Pour compléter par l'approche en sciences politiques de l'État ; selon Max Weber, c'est l'État qui a le pouvoir, et même qui détient le monopole de la contrainte organisée (c'est un élément attaché à l'autorité politique). La première étape est donc la constitution en tant qu'État, et le droit finalement va lister les différents éléments, va dire que « oui », il y a un territoire, « oui » il y a une population, « oui » il y a une autorité politique qui s'exerce sur territoire et population, donc effectivement les éléments constitutifs de l'État sont bien présents.

Le deuxième élément important sur la scène internationale est la reconnaissance de l'État par la communauté internationale, par les membres de la communauté internationale. Ici, on est à la lisière des relations internationales et du droit international. La reconnaissance d'État est un phénomène complexe, donc nous n'entrerons pas dans les détails. C'est une question de bon sens : un État ne pourra véritablement exister sur la scène internationale que s'il est reconnu comme tel par les autres membres de la communauté internationale (nous reviendrons sur cette notion de reconnaissance d'État dans le paragraphe 2). Le premier point dans cette première section portera sur la notion d'État. On va approfondir les éléments constitutifs de l'État.

La notion d'État

La définition classique de l'État est celle qui a été rappelée par un avis de 1991 de la Commission d'arbitrage pour l'ex-Yougoslavie qui avait été instituée au moment de la guerre en ex-Yougoslavie quand cet État, qui était un État fédéral, a explosé. La Commission d'arbitrage disait : « L'État est communément défini comme une collectivité qui se compose d'un territoire et d'une population soumis à un pouvoir politique organisé et qui se caractérise par la souveraineté ». Il n'y a absolument rien d'original dans tout cela, c'est exactement les éléments qu'on a listés précédemment. C'est la définition classique vue en droit constitutionnel.

Chaque État comprend ce qu'on appelle traditionnellement les éléments constitutifs, qui sont au nombre de trois : un territoire, une population, un pouvoir politique organisé (une organisation politique, un gouvernement). On pourrait objecter que ces éléments constitutifs consubstantiels à la définition de l'État se retrouvent dans d'autres collectivités qui ne sont pas des États. On peut prendre l'exemple des régions, des provinces (c'est le terme des entités fédérées au Canada) ; on a effectivement un territoire, une population, un pouvoir politique plus ou moins autonome. Cela signifie que ces trois éléments constitutifs (territoire, population, organisation politique) sont nécessaires, indispensables, mais ne sont pas suffisants. Il y a donc un autre élément majeur qui permettra de caractériser pleinement l'État : c'est le critère de la souveraineté.

Dans les développements, nous allons reprendre les différents éléments constitutifs de l'État dans un premier point, ensuite nous développerons la notion de souveraineté.

Les éléments constitutifs de l'État

Petite précision terminologique avant de commencer : l'adjectif « constitutif » explique que l'État existe parce qu'il y a un territoire, parce qu'il y a une population, parce qu'il y a un gouvernement, et en même le temps, l'État est la réunion de ces trois éléments. Dire que « l'État a un territoire », « l'État a une population » est une façon simple de parler, mais c'est constitutif. L'État existe parce qu'il existe ce territoire, cette population, ce pouvoir. (Cela dit, c'est un détail de langage qui n'a pas une très grande importance.)

Le territoire

L'importance du territoire dans les relations internationales est certainement un des points les plus facilement perceptibles pour tout le monde. On pense très spontanément aux conflits territoriaux, on pense aux avantages que peut procurer tel ou tel territoire par rapport à un autre, par exemple le fait qu'il y ait un climat favorable, le fait que le territoire soit vaste, le fait qu'il recèle des ressources énergétiques, le fait qu'il y ait un accès ou pas à la mer, etc. Il y a énormément de questions internationales aujourd'hui, parmi les plus importantes, qui ont incontestablement une dimension territoriale. Donnons quelques illustrations.

- Le conflit dans la Méditerranée orientale entre la Turquie et la Grèce est un conflit très important. Tout ça vient de la délimitation, du problème de délimitation des zones maritimes de chacun. La définition des zones maritimes est prévue normalement dans une grande convention multilatérale qui a été adoptée en 1982 et est entrée en vigueur en 1994 : la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Le problème est qu'un certain nombre d'États ne l'ont pas ratifiée, et parmi ces États se trouvent les États-Unis (il faut le signaler) et la Turquie. La Turquie n'a pas ratifié la convention des nations unies sur le droit de la mer, parce qu'elle contient des dispositions qui ne lui sont pas très favorables ou qui ne correspondent pas à ses désirs, son expansionnisme. Il y a donc conflit à propos de petits îlots qui appartiennent à la Grèce, qui sont en mer Égée et qui sont proches des côtes turques. Le problème est que, dès lors qu'un État a des îles, il bénéficie de zones de souveraineté autour de ces îles. On appelle ça la "zone économique exclusive", qui permet à l'État qui en bénéficie d'en exploiter toutes les ressources. Or, on s'est rendu compte depuis quelques années maintenant, que les fonds sous-marins de la Méditerranée orientale regorgent de

ressources, en gaz en particulier. Évidemment, cela excite les appétits des États riverains, et ça explique cet accès de tension entre la Turquie et la Grèce. Le problème est le contexte politique général : la Turquie est dans une phase très nette d'affirmation, d'expansionnisme avec Erdogan, et la Turquie n'hésite pas à montrer sa force, à envoyer des navires militaires. En réaction, la Grèce en a fait de même, soutenue par la France (qui a envoyé des avions militaires et des navires militaires en soutien dans la zone). On a donc une situation extrêmement tendue.

- Une autre illustration est à propos du conflit territorial dans le Karabakh (dans le Caucase). Le haut Karabakh est une enclave dans le territoire azerbaïdjanais, riveraine de l'Arménie. Cette enclave est peuplée complètement d'Arméniens. À la chute de l'Union soviétique, l'Azerbaïdjan est devenu un État souverain, mais cette enclave dans cette région montagneuse – peuplée d'Arméniens – a fait sécession, parce qu'elle ne se sentait aucun lien avec l'État et la population de l'Azerbaïdjan dans laquelle elle est incluse. Des conflits donc existent entre l'Arménie, qui soutient évidemment le haut Karabakh puisque ce sont des Arméniens, et l'Azerbaïdjan. Ce conflit dure depuis trente ans maintenant. Ça s'était calmé depuis 2016, et ça repart très fort. On ne sait pas qui a été l'agresseur, comment ça s'est passé. Certains ne seraient pas étonnés si c'était la Turquie, une fois de plus, qui poussait ses pions. D'un côté, la Turquie soutient militairement et politiquement l'Azerbaïdjan, puisque c'est un pays musulman, et d'un autre côté, l'Arménie est plutôt soutenue par la Russie (qui joue quand même un double jeu parce qu'elle a fourni des armes à l'Azerbaïdjan). On a là l'exemple type du conflit instrumentalisé par des grandes puissances, en l'occurrence la Turquie, et c'est totalement explosif, parce que c'est un conflit militaire et qui, à cause des grandes puissances qui sont derrière, peut éventuellement dégénérer. Un autre ferment de déstabilisation est que la Turquie a fait venir des combattants syriens et libyens dans la zone de l'Azerbaïdjan, tout ça dans des milices privées mercenaires, etc. En tout cas, la Turquie met des pions, met des combattants qui n'ont rien à faire *a priori* dans la zone, ce qui risque d'envenimer la situation. C'est donc une situation vraiment extrêmement tendue qu'il faut suivre de près.

Tout ça pour dire que la question territoriale est encore extrêmement présente, extrêmement puissante dans les relations internationales.

- S'il faut citer encore un autre exemple : la Chine mène une politique très expansionniste dans la mer de Chine, où elle met la main sur des îlots qui appartenaient ou qui étaient censés appartenir à d'autres États, et elle y établit sa souveraineté. La Chine a donc également une politique extrêmement belliqueuse, et on joue un petit peu « au chat et à la souris » en faisant des démonstrations de force. Les États-Unis ont envoyé des navires dans la zone pour montrer un peu qu'ils veillaient au grain. C'est là-aussi une zone de tensions extrêmement importantes (c'est d'ailleurs un des éléments que nous aurons l'occasion de développer ultérieurement).

C'est ce qui fait toute l'instabilité du monde d'aujourd'hui. À l'époque de la guerre froide, c'était simple finalement, parce qu'on avait deux grandes puissances et il suffisait de l'équilibre de la terreur par l'arme nucléaire pour que tout ça tiennent à peu près. Maintenant, on est dans un monde éclaté, un monde multipolaire où chacun essaie de tirer ses avantages, de tirer son épingle du jeu, et c'est extrêmement instable.

Pas d'État sans territoire

Pour revenir sur notre développement concernant le territoire, la première idée est qu'il n'y a pas d'état sans territoire. En effet, l'État ne se conçoit pas, ni matériellement, ni juridiquement, sans un territoire. Ce territoire est donc vraiment un élément nécessaire indispensable à la constitution de l'État. *A contrario*, on peut dire que, par exemple aujourd'hui, l'idée d'un État nomade serait une aberration d'un point de vue juridique. Prenons l'exemple de Moïse dans désert qui conduisait le peuple d'Israël ; du point de vue du droit de la société internationale aujourd'hui, Moïse ne serait pas considéré comme un chef d'État. Boutade

mise à part, cela veut dire aussi qu'un État existe s'il a un territoire. Par conséquent, s'il perd son territoire, même si la population demeure, même si l'autorité gouvernementale demeure, l'État disparaît, et peu importe que les autres États reconnaissent ou pas l'évolution provoquée par la perte du territoire. Un exemple historique est la Pologne. Située au cœur de l'Europe, la Pologne a connu bien des vicissitudes dans son histoire, et en particulier pendant la seconde guerre mondiale où elle a été envahi à l'Est par les Soviétiques et à l'Ouest par l'Allemagne. La Pologne n'existait donc plus ; elle a cessé juridiquement d'être un État de 1939 à 1945. Pourtant, le gouvernement polonais continuait d'être reconnu par les alliés, et ce gouvernement a essayé d'exercer une certaine autorité sur la population polonaise (en tout cas, sur une portion de cette population).

On est bien d'accord : un État a besoin d'un territoire ; s'il n'a pas de territoire ou s'il le perd, il n'existe plus juridiquement, parce que – et c'est la deuxième idée – le territoire marque la souveraineté de l'État.

Le territoire marque la souveraineté de l'État

Le territoire de l'État est la partie de la planète où est établie la collectivité humaine qui relève de l'État. C'est donc l'espace où s'exerce de la manière la plus intense sa souveraineté. Dit autrement et d'un point de vue plus juridique, le territoire marque la zone de compétence exclusive de l'État. Cela signifie que, sur son territoire, l'État exerce une souveraineté exclusive, c'est-à-dire à l'exclusion de toute autre autorité. L'État y exerce la plénitude des pouvoirs étatiques ; cela veut dire qu'il a le droit exclusif d'exercer l'ensemble des fonctions de l'État. Ainsi, à l'intérieur de l'État, c'est le droit de l'État qui va s'imposer ; en revanche, au-delà de ce territoire, au-delà des frontières, l'État n'a plus normalement aucune autorité. Il n'y a plus aucune compétence. C'est la raison pour laquelle on a l'habitude de dire que la juridiction de l'État est territoriale.

La juridiction territoriale signifie que toute intervention d'un agent d'un autre État va être considérée comme une violation de ce territoire et donc comme une violation de la souveraineté de l'État. Par conséquent, on va énoncer ici ce qui est une des bases essentielles des rapports internationaux, des relations internationales, du droit international : c'est le respect de la souveraineté territoriale.

Prenons un exemple qui repose sur cette logique : la procédure d'extradition. Un État *a* veut obtenir la remise d'un criminel qui s'est réfugié à l'étranger dans un État *b*. Il va donc formuler à l'État *b* une demande en ce sens. Il va demander à l'État *b* d'extrader l'individu en question vers l'État *a*. D'un point de vue juridique, ces procédures d'extradition sont entourées d'un certain nombre de garanties : l'État *b* va vérifier la légitimité de la demande et va y répondre favorablement ou pas. Il est loisible à lui de prendre la décision qu'il veut. Il faut savoir qu'il existe ce qu'on appelle des accords d'extradition entre les États qui font que, quand un État demande l'extradition à un autre État, s'il y a un accord d'extradition, cet État est obligé de transférer la personne en question. En tout état de cause, ce qu'il faut comprendre au travers de cet exemple de l'extradition, c'est que l'État *a* qui veut le criminel en question ne peut en aucun cas se rendre *manu militari* sur le territoire de l'État *b* pour capturer la personne en question et la ramener chez lui. Évidemment, ça ne marche pas comme ça, ce serait une violation caractérisée du territoire et de la souveraineté de l'État hôte de l'individu en question.

L'exemple le plus entendu récemment dans l'actualité est celui de Julian Assange, qui avait lancé le fameux scandale des Wikileaks. Il s'agissait d'informations censées être classifiées « secret défense » aux États-Unis et que Julian Assange a révélé. Passible de poursuites aux États-Unis, Julian Assange s'était enfui au Royaume-Uni, où il s'était réfugié à l'ambassade d'Équateur à Londres. Il y a d'ailleurs passé des années. Finalement, y a-t-il eu une entente entre l'Équateur et le Royaume-Uni ? Probablement, crûment qu'il a été viré de l'ambassade, et dès lors les autorités du Royaume-Uni ont pu le saisir et le mettre en prison, puisqu'il faisait l'objet d'une demande d'extradition de la part du gouvernement américain. Cette demande d'extradition est en cours ; il y a un procès devant les juridictions britan-

niques et il a été dit il y a quelques jours que les juridictions britanniques ne se prononceraient qu'après l'élection présidentielle aux États-Unis. Vu le contexte politique qu'on connaît aux États-Unis, c'est sans doute préférable.

En terminant sur cet exemple, on peut donc dire que l'État *a* ne peut pas se faire justice lui-même, aller chercher la personne sur le territoire de l'autre État *b*, sauf à violer les principes essentiels applicables aux territoires.

Quels sont ces principes essentiels applicables aux territoires ? Ce sont des principes qui figurent parmi les principes politiques et juridiques fondamentaux qui gouvernent vraiment les relations entre les États. On posera deux principes ici : l'intégrité territoriale d'abord, et l'inviolabilité des frontières ensuite.

Tout d'abord, l'intégrité territoriale signifie qu'on ne peut pas porter atteinte au territoire d'un autre État. Le territoire ne doit pas être altéré d'une façon ou d'une autre. Quand on parle d'intégrité territoriale, on pense inévitablement tout de suite à l'idée de sécession. La sécession est ce qui pourrait porter atteinte à l'intégrité du territoire. Elle a lieu, parce qu'une partie de la population veut accéder à l'indépendance, veut elle-même se constituer en État. Par définition (et ça paraît être une évidence), tous les États sont très attachés à ce principe d'intégrité territoriale, et ça figure parmi les grands principes du droit international à respecter. (Nous aurons l'occasion de revenir sur la sécession ultérieurement.)

Ensuite, l'inviolabilité des frontières veut dire que tous les États entendent que leurs frontières soient respectées par les autres États. Puisque la souveraineté et les compétences s'exercent sur ce territoire, cela veut dire que des agents étrangers, des agents d'un autre État, n'ont pas le droit par exemple tout simplement de franchir la frontière sans autorisation de l'État, *a fortiori* bien sûr si ce sont des forces armées. C'est le fait le plus grave qui peut exister dans les relations internationales, en droit international. Si un État envoie la force armée sur un territoire d'un État tiers pour s'emparer de ce territoire ou d'une partie de ce territoire, c'est considéré comme une agression qui est dans le droit, poste 47 de la Charte des Nations unies, un des crimes internationaux les plus graves.

RI #2-2

Nous sommes dans le premier point sur les éléments constitutifs de l'État, c'est le A) avec le premierement sur le territoire. Il y avait deux idées : première idée, pas d'État sans territoire ; et nous étions dans la deuxième idée, parce que ce territoire marque la souveraineté de l'État. On a dit que c'était la zone de compétence exclusive de l'État, territoire sur lequel l'État exerce la plénitude de ses pouvoirs.

Pour poursuivre et terminer sur ce point, dans cette idée de de juridiction territoriale de l'État, on parle d'extraterritorialité. Originellement, l'extraterritorialité désignait des zones du territoire d'un État sur lequel cet État renonçait à exercer sa souveraineté. L'exemple le plus connu est à propos des ambassades. Les ambassades des États tiers sur un territoire sont de véritables enclaves. Sur le territoire, sur la zone de l'ambassade, l'État d'accueil renonce à exercer ses compétences territoriales. C'est un véritable statut d'extra-territorialité. C'est ce qui avait permis à Julian Assange de se réfugier à l'ambassade de l'Équateur à Londres, au Royaume-Uni. Tant qu'il était dans les locaux de l'ambassade, il était à l'abri, parce que la juridiction britannique ne pouvait pas s'exercer à l'intérieur de l'ambassade.

Si on veut compléter la définition de l'extraterritorialité, on dira que, par l'extraterritorialité, le droit national d'un État va s'appliquer hors du territoire de celui-ci. C'est le cas pour l'exemple de l'ambassade. Dans l'ambassade de l'Équateur au Royaume-Uni, c'est la compétence de l'Équateur qui s'exerce *a priori*, par définition, hors de son territoire.

Il y a bien d'autres cas d'extraterritorialité qui sont peut-être un peu moins connus. Par exemple, tous les navires qui naviguent en haute mer sont obligés d'arborer un pavillon. Dans le langage du droit, on dit « battre pavillon ». Cela veut dire mettre sur le mat du navire le

drapeau du pays duquel le bateau est ressortissant, en d'autres termes la nationalité du bateau. L'intérêt est que, sur le bateau, en haute mer, seul est compétent l'État de la nationalité, l'État du pavillon. C'est extrêmement important dans les conflits en droit de la mer.

Il y a d'autres exemples dans lesquels on peut parler d'extraterritorialité, qui portent sur des problématiques très actuelles, à savoir sur la question de la protection des données à caractère personnel. En droit européen (en droit de l'Union européenne), un texte très important a été adopté il y a quelques années et est entré en vigueur il y a deux ans. C'est le RGPD : Règlement général sur la protection des données. Une des caractéristiques de ce RGPD est qu'il veut avoir un effet extraterritorial. On ne parle pas ici de la souveraineté d'un État, puisque c'est l'Union européenne ; on parlera de la « souveraineté de l'Union », mais la logique est la même. Ce RGPD veut avoir un effet extraterritorial, c'est-à-dire pas seulement pour les États membres de l'Union européenne, mais aussi pour les États tiers, en l'occurrence pour l'essentiel pour les États-Unis. On pense aux fameux GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et compagnie. Toutes ces grandes sociétés de l'Internet, dès lors qu'elles offrent des biens ou des services à nos ressortissants européens, sont censées relever de cette législation européenne. Ce détail mis à part, l'extraterritorialité en matière législative est extrêmement rare. L'objectif de ces exemples était de montrer que l'extraterritorialité est un concept assez large qui recouvre plusieurs réalités.

L'étendue et la composition du territoire

L'État a besoin d'un territoire. Précisons que, du point de vue de l'existence de l'État, peu importe l'étendue de ce territoire. Elle peut être considérable ; c'est le cas pour un certain nombre de grandes puissances : les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Australie. À l'opposé, des États n'en sont pas moins État et ont un territoire extrêmement restreint : Singapour ou les micro-États qui peuvent exister dans l'océan Pacifique (Nauru par exemple).

Le territoire de l'État n'est pas non plus nécessairement d'un seul tenant, ce qui a forcément des conséquences importantes pour les relations internationales. C'était le cas, par exemple, autrefois historiquement pour les empires coloniaux, mais c'est encore le cas aujourd'hui pour les territoires d'Outre-mer. La France a le territoire de la France métropolitaine, et a des territoires Outre-mer : la Guadeloupe, la Martinique, La Réunion, la Nouvelle-Calédonie, les fameuses terres australes et antarctiques françaises (TAAF) (ces poussières d'îlots qui sont dans l'hémisphère sud près de l'Antarctique).

Cela étant, concernant le territoire de l'État, quand on dit "territoire", on pense aux territoires terrestres spontanément. Dans les faits, du point de vue des relations internationales et du droit international, c'est plus compliqué, parce que le territoire se compose de plusieurs éléments indissociables : le territoire terrestre d'abord et ensuite le territoire maritime qui longe le territoire terrestre (pour les États qui ont la chance d'avoir des côtes). Le fait de posséder un territoire maritime donne des prérogatives très importantes à l'État qui en bénéficie : il va avoir une mer territoriale, une zone économique exclusive, un plateau continental, etc. Ce sont des avantages indéniables. Avec le territoire terrestre et le territoire maritime, en tout état de cause et pour tous les États, il y a l'espace aérien situé au-dessus du territoire terrestre de l'État. C'est extrêmement important. On a tendance à l'oublier, l'espace aérien au-dessus du territoire est « la propriété de l'État » ; il est sous sa souveraineté. Cela signifie que pour que des avions, même des avions commerciaux d'États tiers, puissent ne serait-ce que traverser cet espace aérien, il y a besoin de l'autorisation de l'État sous-jacent, de l'État du territoire terrestre qui est dessous. On les mentionne ici simplement pour définition, pour évaluer la consistance de ce qu'est le territoire de l'État, mais ce sont des éléments qui s'étudient, d'un point de vue juridique, dans le cadre du cours de droit international public en licence.

Mentionnons pour mémoire qu'il existe des espaces qu'on peut qualifier de « non-étatiques » et qui seront donc internationaux. C'est assez rare dans le droit international, mais il y a quelques éléments ici ou là qui bénéficient de ce statut d'internationalisation, c'est-à-dire qu'ils n'appartiennent à personne. C'est le cas par exemple pour l'Antarctique – il y a eu un traité au début des années 1960 entre les grandes puissances et les États riverains de

l'Antarctique qui se sont mis d'accord pour internationaliser ce territoire et qui veillent à ce que personne ne se l'approprie. Sont également concernés une partie des océans. Les États ayant la chance d'avoir des espaces maritimes attenants à leurs côtes peuvent s'approprier une partie de cet espace : la mer territoriale, la zone économique exclusive sous certaines conditions. Au-delà, il y a ce qu'on appelle la « haute mer ». Elle n'appartient à personne, et dessous, c'est à dire les fonds marins au-dessous de la haute mer, se trouve ce qu'on appelle dans le jargon du droit de la mer, la « zone internationale des fonds marins », qui a un statut international. Elle est internationalisée, ce qui veut dire et c'est assez inédit dans le droit international, qu'une organisation internationale a été créée, que des institutions supranationales gèrent cette zone spécifique dans l'intérêt commun. Si des États veulent y accéder pour profiter des ressources, ils devront demander une autorisation voire payer des taxes.

14:14

ouais donc je pense qu'on est bon autre

14:24

élément toujours dans la même partie je

14:26

voudrais vous dire quelque chose à

14:31

propos de la de la frontière alors on a

14:35

parlé du territoire alors qu'est-ce que la frontière ? La frontière est une ligne qui sert à délimiter ce territoire. C'est une ligne de séparation qui va séparer le territoire de l'État du territoire d'un autre État, de l'État voisin, et éventuellement qui va être le point de départ aussi pour la délimitation des zones maritimes. La frontière de l'État est fondamentale du point de vue de la paix, de la sécurité internationale, et il est très important du point de vue de la stabilité des relations internationales que la frontière de l'État soit sûre d'abord, soit reconnu (qu'elle ne soit pas contestée par les États voisins, par les États) et, dès lors, s'il n'y avait pas de délimitation, cela ouvrirait la porte à des contestations. Cette limitation par la frontière va éviter en principe toute contestation.

La délimitation est un acte de définition de la frontière. Cette délimitation peut se faire de différentes façons. Elle peut se faire, par exemple, par la voie d'un accord bilatéral, d'un traité de paix entre deux pays (comme par exemple entre l'Israël et l'Égypte en 1979). Elle peut se faire également par la voie d'un accord multilatéral, c'est-à-dire un accord entre plusieurs États. Ça a été le cas par exemple pour l'Allemagne dans l'après seconde guerre mondiale et en 1990 au moment de la réunification, puisque le sort de l'Allemagne quant à sa réunification ne dépendait pas de sa seule volonté ; elle est subordonnée à la volonté des quatre grandes puissances que sont les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni et la France ; qui avaient leur mot à dire dans la réunification et dans le statut de Berlin. Il a fallu un traité multilatéral.

Une délimitation de frontières peut se faire éventuellement aussi par la voie arbitrale, mais ça se produit lorsqu'il y a un conflit, un contentieux entre deux États. Ils se mettent d'accord pour soumettre la résolution de ce conflit à une personne

17:44

organes tiers par rapport à eux c'est

17:48

l'organe arbitral et dans ce cas c'est

17:50

l'organe arbitral qui me rende sa

17:51

sentence et qui va dire dans la

17:53

frontière elle passe là là là il est

17:56

bien sûr les états s'oblige au préalable
17:59
à respecter cette décision arbitrale, parce qu'ils ont décidé d'y avoir recours.
18:03
et bien sûr il peut y avoir une décision
18:09
juridictionnelle éventuellement
18:12
dans ce cas-là c'est par un arbitre
18:14
c'est une véritable juridiction qui va
18:17
trancher en l'occurrence bien sûr la
18:20
cour internationale de justice
18:22
il y a eu des délimitations de frontière
18:24
opérées par la cour internationale de
18:27
justice
18:27
ça a été le cas par exemple pour la
18:30
frontière entre le Burkina Faso et le
18:33
Mali il y en arrêt de 1986 alors ceci
18:41
étant dit la question se pose de savoir
18:45
comment on procède pour délimiter cette
18:49
cette frontière
18:50
alors ça aussi c'est des choses j'aurais
18:52
l'occasion de développer devant vous
18:55
plus en détail si vous suivez le cours
18:57
de droit international en licence mais
19:01
lens ont quelques éléments
19:03
quelques idées sedan se sert souvent ce
19:07
sont bien sûr des éléments de géographie
19:10
pour faire le partage c'est très utile
19:14
de se référer par exemple à un fleuve un
19:18
cours d'eau à une montagne on parle de

19:21
frontière naturelle aussi etc.
19:24
et si on n'a pas ce genre d'éléments
19:28
naturels mais on va prendre des points
19:32
géographiques abstrait par les un peu la
19:35
longitude et la latitude et puis on tire
19:38
on tire des lignes tout simplement
19:41
alors y aurait bien des choses à dire
19:43
sur ces éléments géographiques mais je
19:47
le réserve pour plus tard alors
19:51
concrètement sur le terrain comment on
19:54
fait quand on s'est mis d'accord pour
19:56
délimiter une frontière bien c'est très
19:59
simple je ne sais pas si vous avez eu
20:01
l'occasion peut-être vos parents ont
20:04
acheté un terrain pour construire une maison. Dans ce cas, pour voir quel est le terrain qui vous appartient et où commence le terrain du voisin, on fait tout simplement venir un géomètre expert. Le géomètre expert, en fonction des éléments juridiques dont il dispose, va prendre des mesures sur le terrain. Il va prendre son maître et concrètement, il va poser des bornes sur le terrain, c'est-à-dire des petits plots en béton qui permettent de délimiter le terrain de votre jardin autour de votre maison. C'est simple.
point état c'est exactement
20:48
pareil donc la démarcation se fait par un bornage c'est le
20:55
sait le même terme
20:56
donc c'est la pose de bornes qui
20:59
matérialise la frontière vous avez sans
21:02
doute eu l'occasion de la foire
21:05
j'imagine que parfois vous allez vous
21:07
balader en montagne est ici comment des
21:11
frontaliers de l'Espagne et il n'est pas rare qu'on voit une stèle en béton qui
21:16

marque la frontière ces écritures voilà

21:20

c'est tout simple alors ça veut pas dire

21:24

que ça règle nécessairement tous les problèmes, parce qu'il y a des zones du monde où il peut être très compliqué de poser des bornes.

21:34

imaginez en Amazonie ou dans l'Himalaya

21:37

11e pas évidemment proposé des bornes

21:39

tous les poulets maître ni même tous les

21:41

dix mètres

21:41

donc ça peut du coup être source de

21:45

contestations et de contentieux entre

21:48

les états alors justement les

21:53

contestations concernant les frontières

21:56

à ce dont je suis en train de vous

21:57

parler la délimitation de la frontière

21:59

ces contestations occupe une place

22:01

importante dans les relations internationales et elle occupe je dirais

22:11

pardon excusez moi j'aime blanc je vous

22:14

dis ce que je voulais dire contestation

22:18

de frontières qui peuvent être plus ou moins plus ou moins graves, avec une intensité de conflits plus ou moins importante. En tout état de cause, les contentieux territoriaux constitue toujours une menace grave pour la paix internationale.

22:39

on l'a vu tout à l'heure je n'y reviens

22:41

pas avec les exemples en Méditerranée orientale : conflit Turquie-Grèce, ou le haut Karabakh conflit Azerbaïdjan-Arménie. Ça peut déboucher sur l'usage de la force, sur la guerre. C'est donc extrêmement important et c'est la raison pour laquelle le recours à un tribunal arbitral ou un juge est évidemment privilégié pour éviter l'usage de la force.

23:19

je voudrais faire une dernière remarque

23:23

à propos de cette problématique comme

23:31

une conséquence du souci d'assurer je

23:36

dirais la paix les relations de bon

23:38
voisinage entre états voisins
23:42
il ya un régime juridique particulier
23:46
qui s'est imposé pour la délimitation
23:48
des frontières dans l'histoire dans
23:52
certaines zones territoriales là où à la
23:55
faveur de certains événements
23:57
historiques
24:00
alors pour appeler un chat un chat
24:03
oui alors c'est une expression que
24:05
j'adore je suis une crainte de midi show
24:06
donc vous me l'entendre et dire au moins
24:08
une fois parcours vous pouvez faire les
24:10
statistiques mettre les croit donc pour
24:13
appeler un chat un chat
24:15
tout simplement par exemple dans les
24:18
situations de décolonisation dans les
24:22
situations de décolonisation donc ça
24:25
veut dire que un nouvel état secret et
24:31
c'est la souveraineté de l'état
24:32
précédent de l'état colonial qui
24:36
disparaît donc ça pourrait être
24:38
l'occasion éventuellement d'une remise
24:41
en question des frontières bien il ya
24:45
une sorte de coutume de convention qui
24:47
s'est imposée et on essaye autant que
24:50
possible de maintenir le statu quo
24:53

territoriale donc le nouvel état va se
24:57
créer dans les frontières existantes
25:01
pourquoi mais c'est pour faciliter
25:03
autant que possible bien sûr les
25:06
relations entre états faire qui est des
25:10
relations pacifiques
25:11
parce que si à chaque fois qu'un état
25:13
secret on ouvre la boîte de pandore de
25:15
remettre en question les frontières
25:18
territoriales
25:18
ce serait une source de consignes
25:20
contentieux voire de conflit sans fin
25:25
donc au fond on se préoccupe pas
25:28
tellement de savoir si la frontière elle
25:32
était artificielle si elle était
25:35
arbitraire
25:37
si c'est la volonté des populations
25:38
locales dans un souci de stabilité
25:41
juridique une relation pacifique
25:43
on conserve les frontières telles
25:46
qu'elles étaient évidemment ça n'évite
25:54
pas pour autant les contestations
25:56
territoriales ou les mouvements
26:00
indépendantistes ça va ça va sans dire
26:03
alors
26:08
nouvelle caisse tiens je ne sais pas si
26:13
c'est une question récente parce qu

26:14
apparaît sur mon téléphone
26:16
[Musique]
26:18
donc je suis un petit peu d'où ça vient
26:22
ça c'est peut-être une nouvelle question
26:26
est ce qu'il y a cinq idées est ce qu'il
26:30
y à s'incliner alors je reprends le
26:32
territoire première idée par ôta son
26:34
territoire
26:36
deuxième idée parce que le territoire
26:37
marqué la souveraineté de l'état ensuite
26:41
troisième point je parlais de l'étendue
26:43
et de la composition du territoire et
26:46
quatrième manches c'était la frontière
26:51
donc si j'ai bien compté j'en suis à 4 4
26:58
idées avec des explications et des
27:02
développements
27:03
c'est clair ça peu près clair ok
27:15
alors pour en finir avec le nom le
27:23
territoire dont jeu s'est terminée par
27:24
l'eau j'ai tourné ma page ou vélo c'est
27:28
bon donc là pour le coup il conçoit bien
27:32
d'accord sur le plan j'en ai terminé
27:34
avec - premièrement sur le territoire
27:37
premier élément constitutif de l'état et
27:41
on aborde donc le deuxième élément c'est
27:43
à dire la population
27:45

deuxièmement la population

28:00

alors une petite remarque préalable sur

28:03

la population parce que comme élément

28:07

constitutif de l'état on dit en général

28:08

un territoire délimité stable avec une

28:11

population stable et c'est donc une

28:15

petite remarque préalable qui me

28:17

semblent intéressantes c'est qu'on

28:20

entend la population de l'état au sens

28:25

moderne du terme on l'entend plus tôt

28:29

par population sédentaire

28:34

ce qui pose problème d'ailleurs à

28:37

certaines égards faso au nomadisme

28:41

transfrontières qui existe encore bien

28:44

évidemment de par le monde

28:47

je pense par exemple aux populations ça

28:51

laisse à Nice et à dire les lapons si

28:54

vous préférez historiquement ni se

28:57

moquer éperdument des frontières pour

28:58

les frontières ça n'existait pas donc

29:00

ils sont sur des territoires

29:02

en fait ils migrent avec leurs troupeaux

29:04

de rennes etc., sur des territoires qui concernent la Norvège, la Suède, la Finlande et la Russie et d'ailleurs entre

29:15

parenthèses

29:17

là où il y a populations nomades, ça ne plaît pas aux États, parce qu'ils n'ont pas de maîtrise sur ces populations, sur ce qu'elles font, ce qu'elles ne font pas

29:26

et c'est donc il y a toujours eu la hoya

29:30
populations nomades des efforts de
29:33
l'État pour mener les politiques de sédentarisation qui conduisent partout où elles sont menées, à des véritables catastrophes d'un point de vue culturel, parce qu'on supprime des modes de vie traditionnels.
29:53
on l'a vu aussi pour les indiens
29:56
d'Amérique
29:57
et puis s'il ravages de l'alcool et
30:01
cetera et cetera
30:04
donc ça c'est un problème extrêmement
30:06
sensible qui renvoie d'ailleurs
30:08
indirectement à la question des
30:10
minorités nationales qui est extrêmement
30:14
sensible dans le dans le droit
30:17
international
30:17
aujourd'hui mais ce n'est pas mon propos
30:20
c'était juste une remarque une remarque
30:24
préalable donc la population disait de
30:29
tout état a une population alors le
30:32
volume de cette population
30:35
il varie bien sûr considérablement
30:40
d'un état d'un état à l'autre la chine
30:45
allié à plus de deux milliards
30:47
d'habitants l'inde a dépassé le milliard
30:50
d'habitants et à côté de ça vous avez
30:53
des micro état où il y a juste quelques
30:56
quelques milliers ou centaines de
30:58
milliers d'habitants donc c'est très
31:03

disparates
31:04
elle a surpassé la surface du monde ce
31:08
qu'on peut noter c'est que très souvent
31:11
est historiquement une population
31:15
nombreuse a été toujours considéré comme
31:20
un facteur de puissance
31:23
c'est plus le cas aujourd'hui c'est pas
31:26
forcément le cas
31:27
je dirais même au contraire avoir une population très nombreuse
31:34
surtout quand on est un état pauvre on
31:37
est en développement
31:38
ça peut être considéré comme un frein au développement, parce qu'il faut
31:44
développer à voir mais ces serments ne
31:48
serait-ce que des ressources alimentaires suffisantes pour toute la population.
31:53
donc dans certains cas c'est un facteur
31:56
de puissance de notre point de vue ça
31:59
peut être un facteur négatif un frein au
32:02
développement pour les pays développés
32:10
aujourd'hui concernant la population les
32:14
questions principales qui se pose c'est
32:16
celle du vieillissement des populations
32:21
d'où les nécessités de renouvellement de
32:23
la population avec notamment la question
32:25
qui fâche sur laquelle je vais pas me
32:28
lancer c'est un nom propos de
32:30
l'immigration
32:32
donc les relations internationales sont

32:35
affectés naturellement par tous ces
32:37
facteurs liés à la population et il y en
32:41
a il y a un autre
32:43
aujourd'hui bien sûr auquel on est tous
32:45
confrontés et qui est qui est assez rare
32:48
je dirais dans le monde contemporain
32:50
depuis 45 c les questions de santé
32:53
ses problèmes de santé publique problème
32:56
d'épidémie ici c'était une des toutes
33:00
premières remarques au début du cours
33:02
dans l'intro on voit aujourd'hui comment
33:06
l'épidémie de Covid influent sur les sur les relations internationales.
33:12
on a vu avec la fermeture des frontières
33:14
avec le fait que tout maintenant est
33:16
virtuel la limitation de la circulation
33:19
des personnes et ses excès alors cela
33:26
étant ce qu'il convient de comprendre
33:30
maintenant c'est que toutes les
33:32
personnes qui se trouvent sur le
33:35
territoire de l'état vont être des
33:40
nationaux soient des étrangers on n'a
33:43
pas forcément que des ressortissantes de
33:45
sa nationalité sur son territoire alors
33:49
on va essayer d'expliquer tout cela tout
33:58
d'abord les nationaux
34:03
la plupart bien sûr des personnes qui se
34:06

trouvent sur le territoire de l'état
34:08
sont des nationaux alors on emploie
34:13
parfois d'autres termes qui sont
34:16
parfaitement synonyme vous m'entendrez
34:19
utiliser le terme par exemple
34:21
ressortissants
34:23
sujets citoyens tout ça a priori c'est
34:28
c'est synonyme néanmoins d'un point de
34:34
vue strictement juridique il y a des
34:39
nuances et ressortissants et sujet
34:45
désigne des individus qui ont un lien
34:50
avec l'état qui est différent de celui
34:55
qui existe pour les nationaux stricto
34:58
sensu
34:59
donc on va essayer de clarifier tout ce
35:03
vocabulaire qui est employé de façon
35:06
généralement assez elle différencier
35:10
alors clarifions les citoyens d'abord
35:16
s'agissant des citoyens ça renvoie à
35:21
l'idée selon laquelle ces personnes qui
35:24
sont citoyens ont des droits et des
35:28
devoirs par rapport à l'état d'hôte
35:31
relève dont elle semblait nationaux donc
35:35
la citoyenneté
35:37
ici se confond normalement avec la nationalité citoyenneté nationalité
35:46
c'est lié à noter que dans le cadre de
35:51
l'union européenne il existe et c'est

35:55

totalément inédit dans l'ordre juridique international, il existe une citoyenneté européenne. Attention, nous sommes tous citoyens européens, et donc cette citoyenneté européenne ne remplace pas notre citoyenneté.

36:13

je suis française j'ai la nationalité la

36:16

citoyenneté française et en même temps

36:19

européenne donc c'est une citoyenneté

36:23

qui se surajoutent il faut être citoyen

36:27

d'un État membre de l'Union pour bénéficier de la citoyenneté européenne

36:32

alors c'est pas simple

36:34

man une étiquette c'est pas pour faire

36:36

joli s'entraîne un certain nombre

36:39

davantage par exemple je suis française

36:43

je vais résider deux ans mettant en

36:48

Espagne pour travailler et bien

36:51

dans ce cas là parce que je suis

36:52

citoyenne européenne

36:54

je pourrais participer aux élections

36:56

municipales je pourrais voter voir

36:59

éventuellement être élu et lors des

37:02

élections européennes

37:03

je pourrais participer à l'élection des

37:06

parlementaires européens au niveau

37:09

espagnol là où je joue je réside donc ça

37:13

ce sont les avantages les plus les plus

37:17

immédiats les plus importants mais il y

37:19

en a d'autres

37:21

c'est par exemple la protection diplomatique.

37:25

si vous allez en vacances par exemple je

37:28

sais pas moi en Papouasie-Nouvelle-Guinée et imaginons qu'ils aient pas de

37:32

représentation diplomatique française

37:35

Vous avez un souci : vous êtes allé vous balader dans la jungle et vous avez perdu tous vos papiers. Vous n'avez donc plus de passeport pour reprendre l'avion.

37:47

manque de bol il n'y a pas de

37:49

représentation diplomatique française

37:50

vient pas de soucis vous avez la

37:53

citoyenneté européenne donc vous

37:55

trouverez forcément au moins une

37:57

représentation diplomatique donne des

37:59

états membres de l'union européenne que

38:01

ce soit les Pays-Bas, l'Allemagne

38:03

d'Italie que sais-je

38:04

et donc vous pourrez demander protection

38:07

à 7

38:09

cette agence diplomatique ce représentant

38:12

consulaire

38:13

donc ça c'est un avantage très concrets

38:16

dont on se sert pas peut être tous les

38:18

jours mais il existe alors s'agissant de

38:22

la de la citoyenneté ou de la

38:25

nationalité pour les conditions

38:29

d'attribution de celle-ci c'est l'état

38:33

qui détermine souverainement les

38:37

conditions d'attribution de la

38:39

nationalité

38:41

j'insiste et je souligne
38:47
l'état détermine souverainement les
38:51
conditions d'attribution de la
38:54
nationalité
38:56
les politiques varie assez largement sur
39:00
sur ce sujet parce que là la conception
39:05
de la nation et la volonté du
39:09
législateur
39:11
obélie s'adapte et à des contingences
39:14
politiques culturelles et autres donc ça
39:17
ça varie beaucoup d'un état à l'autre
39:19
voire d'une période historique à l'autre
39:24
cela étant fondamentalement il ya deux
39:28
systèmes concernant l'attribution de la
39:31
nationalité alors qu'ils sont soit
39:33
exclusif soit qu'ils peuvent être
39:36
combinées ça dépendent tous les cas de
39:38
figure sont possibles
39:39
il y a d'abord pour la nationalité ce
39:43
qu'on appelle le système du droit du
39:45
sang donc ça fait dépendre la
39:50
nationalité de l'enfant de celle de l'un
39:55
ou des deux parents donc la nationalité
40:00
elle résulte ici de la naissance de la
40:04
filiation
40:05
je dirais plus exactement alors pour
40:09
donner des exemples

40:10
 c'est en principe la base du droit de la
 40:15
 nationalité en Allemagne il pratique le
 40:19
 principe du droit du sang c'est à dire
 40:22
 on est le st allemand parce qu'on a du
 40:27
 sens en effet a été allemand on a du
 40:31
 sang allemand
 40:34
 c'est ce qui a permis par exemple lors
 40:38
 de l'effondrement du bloc soviétique au
 40:41
 début des années
 40:43
 90 la dislocation de l'empire soviétique
 40:46
 des populations allemandes qui avaient
 40:49
 été qui s'étaient installés dans la
 40:52
 région de la Volga à l'époque et qui
 40:55
 était entre guillemets c'est qu'ils ont
 40:57
 été coincés entre les mais pendant des décennies du coup sur le territoire soviétique qui ont
 fait racines bien
 41:03
 parce qu'ils avaient des origines allemandes, du sang allemand, ils pouvaient prétendre reve-
 nir à la mère-patrie. Des allemands de cette région de la Volga en ex-URSS sont rentrés en
 Allemagne.
 L'autre système est ce qu'on appelle le droit du sol.
 41:26
 il y a des locutions latines pour
 41:28
 désigner tout ça le droit du sang barre
 41:30
 de your song beneath le droit du sol
 41:32
 your soul hip hop importe donc ici le
 41:35
 droit du sol
 41:36
 c'est très simple on attribue la
 41:40
 nationalité d'un état à un enfant parce
 41:44
 qu'il né sur le territoire
 41:47

donc c'est un système qui est
41:48
extrêmement favorable à l'immigration
41:51
pour l'essentiel c'est le principe qui a été pratiqué par la France depuis
41:59
depuis longtemps c'est le droit du sol
42:06
après il y a des solutions je dirais
42:09
alternative plus complexe selon les cas
42:12
de figure la nationalité on peut
42:16
l'acquérir aussi par le mariage dans mon
42:21
après deuxième guerre mondiale en France
42:25
un étranger ou une étrangère qui se
42:27
mariait 1 français dès le jour de la
42:31
célébration du mariage acquérez la
42:33
nationalité française
42:35
alors ce système a un petit peu évolué
42:39
en France, parce qu'il y a eu
42:42
à une époque récente je suis plus
42:45
exactement partir de quand les années 1980-90 la pratique de ce qu'on appelait les mariages
blancs, c'est-à-dire quelqu'un en France voulait bien se marier avec un étranger pour qu'il
puisse bénéficier de la nationalité. Ce n'était pas un vrai mariage et les deux groupes en ques-
tion
43:05
de divorce et le très vite c'était juste une procédure pour permettre à l'étranger d'acquérir
facilement la nationalité. Des conditions ont donc été posées pour éviter ce genre de dérive.
Aujourd'hui par exemple, il faut deux ans je crois de mariage effectif avant de pouvoir acqué-
rir la nationalité.
43:28
évidemment c'était fait beaucoup plus
43:30
beaucoup plus lourd il y a la naturalisation. C'est un acte volontaire, parce qu'on va le voir
après, des étrangers peuvent très bien se trouver sur notre territoire, en avoir l'autorisation
parce qu'ils ont permis de séjour ils ont permis de travail, ils n'ont pas la nationalité. Au bout
d'un certain nombre d'années, ils peuvent demander leur naturalisation. C'est un acte volon-
taire de leur part qui leur est octroyé ou pas par la puissance publique s'ils remplissent les
conditions.
44:03
voilà donc pour l'attribution de la nationalité.
44:09

alors je vois qu'on arrive presque au
44:12
terme de cette deuxième
44:16
séance alors plutôt que de poursuivre
44:20
moi je préfère m'arrêter là et répondra
44:24
à vos questions ou à vos remarques
44:27
si vous en avez j'ai essayé de
44:30
répondre au fur et à mesure du possible
44:33
j'espère que j'ai rien laisser passer
44:35
parce que sur mon fil Facebook là sur
44:38
l'ordinateur j'ai vu qu'il y avait 30 de
44:40
commentaires mais en fait j'ai pas pu
44:42
tous les voir là une fois de plus je
44:45
sais pas trop ce qui se passe c'est un
44:46
peu bizarre
44:48
donc si vous avez des questions des
44:52
remarques à faire c'est tout à fait
44:54
volontiers je sais qu'il y a un tout petit décalage sur la vidéo je crois que
44:58
30 secondes ou une minute
44:59
donc j'attends ici sagement 30 secondes
45:04
et une minute pour vos questions avant
45:06
de clore la séance
45:30
pas de question
45:38
alors faut-il distinguer ou là ça va
45:40
trop vite faut-il distinguer nationalité
45:43
et citoyenneté non c'est la même chose
45:45
justement quand on est national on a la
45:47
citoyenneté ou vice versa est ce qu'un

45:51
individu peut être citoyen de deux pays
45:53
oui je vais le dire un petit peu plus
45:54
loin effectivement il ya certaines
45:57
personnes qui ont des double
45:58
nationalités
45:59
ça existe est-ce que les frontières
46:03
maritimes se dessine est ce qu'elle se
46:06
dessine se dessine en fonction de quelle
46:09
règle pour ces pour les états qui ont
46:13
qui ont des côtes
46:14
Des règles sont prévues par le droit international de la mer, qui vont permettre de tracer des
lignes fictives le long des frontières maritimes à une certaine distance pour définir d'abord ce
qu'on appelle la mer territoriale, qui s'étend sur 12 milles marins c'est-à-dire à peu près
24 km et puis après au
46:39
delà il y a une autre zone qui couvre 180
46:41
milles marins de plus ce qui concerne la
46:45
zone économique exclusive
46:48
alors un bon sur la cellule juridique on
46:51
trace des lignes ce qu'on appelle des
46:52
lignes de base en fonction de certains
46:54
critères
46:55
ça relève du droit international public je voulais qu'ils créent en
46:58
licence est-ce qu'il y a d'autres
47:02
questions
47:04
donc j'espère que je n'en ai pas manquer
47:10
je rafraîchi ma page Facebook
47:20
moi j'ai pas l'impression qu'il y ait
47:22
des choses nouvelles très bien il y a

47:27

écouter bien sûr de toute façon quand

47:30

vous reverrez le court si vous avez des

47:32

questions je reste disponible par email, c'est peut-être le plus simple

47:38

comme vous voulez.

Je vous remercie de votre attention et je vous donne rendez-vous donc à la semaine prochaine, même heure, même endroit.

Bonne semaine. Au revoir.

(RI #3-1)

On en était à la définition des éléments constitutifs de l'État. On a vu la dernière fois le territoire et on avait commencé le deuxième relatif à la population, avec ici donc une distinction entre les nationaux et les étrangers.

J'avais commencé la dernière fois le développement relatifs aux nationaux. On

00:55

a parlé de deux sites de citoyenneté et

00:59

j'avais une petite parenthèse sur la

01:01

citoyenneté européenne et ses avantages

01:05

et j'avais présenté les principes

01:09

relatifs à l'attribution de la

01:11

nationalité

01:12

sachant que c'est l'état qui déterminent

01:14

librement les conditions de sa

01:17

nationalité alors en suivant il faut il

01:22

faut voir maintenant quelles sont les

01:25

conséquences de la possession de la

01:29

nationalité

01:31

alors on dit traditionnellement qu'il

01:35

existe entre l'état et ses nationaux un

01:39

lien d'allégeance
01:43
même si les personnes les nationaux et
01:48
pro je dirais avec plus ou moins
01:51
d'intensité
01:52
le sentiment d'appartenance ou
01:55
d'attachement à cet état les effets de
02:02
la nationalité varie selon que la
02:06
personne va être situés ou non sur le
02:10
territoire de l'état sur le territoire
02:13
dont il est le ressortissant sur le
02:18
territoire national d'abord il faut
02:22
souligner que les compétences de l'état
02:25
dont vis-à-vis de ses nationaux
02:28
correspondent au maximum de ce qu'il
02:31
peut faire dans ses relations avec les
02:33
personnes
02:34
l'état est totalement libre de traiter
02:37
ses nationaux comme il le veut
02:40
11 on réserve bien sûr des obligations
02:44
internationales qui s'impose à lui
02:47
par exemple en matière de droits de
02:51
l'homme
02:56
l'état des livres généralement à ses
03:00
nationaux à leur demande un bas se pose
03:04
une pièce d'identité en documents qui
03:07
certifient leur identité et leur
03:10
nationalité et qui va leur permettre de

03:14
se rendre à l'étranger
03:19
voilà pour la compétence quand les
03:24
nations sont sur le territoire hors du
03:27
territoire national
03:29
c'est à dire
03:31
les ressortissants vont être sur le
03:33
territoire d'un état étranger ou dans
03:36
des espaces internationaux d'ailleurs
03:38
est bien dans ce cas, la compétence de l'État à l'égard de ses propres
03:44
nationaux ne prendra pas fin les
03:47
serments l'état conserve en tout état de
03:53
cause avec ses nationaux quand ils sont
03:57
expatriés l'état conserve des liens via
04:02
notamment les services diplomatiques et
04:06
consulaires
04:07
voilà quand on réside à l'étranger qu'on
04:12
a des procédures à faire un papier
04:14
obtenir on va se rendre dans les
04:18
services consulaires alors l'état même
04:23
lorsque le national donc et hors de son
04:25
territoire pour un imposé diverses
04:29
obligations alors ses obligations à son
04:32
de plusieurs sortes
04:33
elles peuvent être militaire par exemple
04:36
pour les états qui pratiquent encore le
04:40
service militaire obligatoire par
04:42

exemple le fait de se rendre à
04:44
l'étranger alors dans quelle partie de
04:48
course sommes donc je suis toujours dans
04:51
cette première partie sur les sujets du
04:55
droit international nous avons commencé
04:58
donc par l'état je suis dans les
05:01
éléments constitutifs de l'état on a vu
05:04
la fois passé donc premièrement le
05:06
territoire et je suis
05:08
deuxièmement dans la population sachant
05:11
donc il y a deux rubriques ici les
05:13
nationaux et les étrangers et donc je
05:17
suis
05:18
dans le développement relatifs aux
05:20
nations donc je disais que même si les
05:28
nationales les nationaux sont sur un
05:31
territoire étranger il reste soumis à
05:36
l'état d'accord je vais moins vite c'est
05:42
vrai que comme je ne vous ai pas en face
05:44
c'est difficile d'avoir le retour donc
05:46
n'hésitez pas j'essaye d'aller plus
05:48
doucement donc je reprends hors du
05:52
territoire la compétence de l'état à
05:56
l'égard de ses nationaux ne prend pas
05:59
fin
06:00
donc l'état va conserver des liens avec
06:04
ceux ci

06:05
alors ça peut être au bénéfice des citoyens s'ils ont besoin de documents administratifs
06:10
par exemple qui vont s'adresser aux
06:12
services consulaires et de l'autre côté
06:15
les ressortissants se trouvent toujours
06:17
soumis à un certain nombre d'obligations
06:21
j'évoquais par exemple les obligations
06:23
militaires pour les états dans lesquels
06:26
il existe encore un service militaire
06:29
obligatoire
06:30
le ressortissant ne va pas y échapper en
06:34
partant à l'étranger il doit remplir ses
06:36
obligations militaires et ses
06:39
obligations aussi elles sont d'ordre
06:41
fiscal
06:44
normalement alors là c'est un petit peu
06:46
plus compliqué dans la réalité
06:48
lorsqu'un citoyen s'il est à l'étranger
06:50
et censés payer ses impôts dans son pays
06:54
d'origine mais il est imposé aussi
06:57
normalement dans le pays où ils résident
07:00
en tant qu'il réside
07:01
ça concerne bien sûr les gens qui
07:03
résident sur des longues durées par un
07:04
touriste et pour éviter
07:08
justement qu'il y ait de double
07:10
imposition ce qui ne serait quand même
07:12

pas très juste il y a beaucoup d'États de par le monde qui ont passé des conventions internationales entre eux pour éviter cette double imposition et

07:23

donc en général je dis bien en général

07:25

un laissez-passer poseraient ensemble

07:26

pour ça la personne va être plutôt imposée fiscalement dans le pays où elle réside habituellement, ce qui évidemment peut être beaucoup plus intéressant si je considère en français

07:39

d'où son intérêt de se faire domicilier par exemple en Belgique, ou en Suisse, ou ailleurs

07:49

À noter aussi que l'état peut accorder à ses nationaux ce qu'on appelle la « protection diplomatique ». C'est un mécanisme du droit international public.

08:07

plus tard en licence je vous dis en deux

08:10

mots pour savoir de quoi il retourne

08:12

c'est quand le national la personne va

08:16

subir un dommage sur le territoire dans

08:20

lequel ils résident

08:22

alors qu'est ce qui se passe ce qui se

08:26

passe habituellement dans ce genre de

08:28

situation c'est à dire qu'on fait un

08:29

procès donc le particulier la personne

08:33

physique d'intenter une procédure

08:36

judiciaire

08:38

dans l'état où il réside dans la

08:43

personne doit faire son service

08:44

militaire dans son pays d'origine duquel

08:48

il relève absolument donc la protection

08:54

diplomatique

08:55

un étranger subir un dommage sur le

09:00

territoire dans lequel ils résident

09:15

non je parle plus de principe de

09:17

nationalité un jeu je les ai rappelés au

09:19

départ je récapitule est ce qu'on a fait

09:23

la fois précédente et jean vareilles

09:25

là je suis sur les conséquences de la

09:28

nationalité

09:30

j'espère que c'est clair

09:35

donc les conséquences de la nationalité

09:37

je termine sur la protection

09:39

diplomatie

09:41

donc si la personne physique qui a subi

09:45

un dommage ne peut pas obtenir

09:47

réparation oui voilà c'est ça mon mais

09:54

si c'est bien tout le monde c'est

09:55

parfait donc je reprends pour la

09:58

dernière fois je fais perdre le fil

10:00

c'est pas grave si l'État donc si la

10:04

personne part dans a subi un dommage et

10:07

qu'elle peut pas obtenir réparation

10:09

devant les tribunaux de l'État dans lequel il réside. À ce moment-là, il va demander la protection diplomatique à l'État dont il a la nationalité. Si son état lui accorde, c'est cet État qui va prendre faits et causes pour lui et qui va engager à ce moment-là une action en responsabilité internationale.

10:38

petite remarque sur les possibilités

10:42

ensuite de multiples nationalités

10:45

quelqu'un avait posé la question la

10:48

semaine dernière c'est tout à fait

10:50

possible bien sûr dans certains cas un

10:53

individu peut très bien avoir plusieurs

10:56

nationalités

11:00

alors pourquoi même parler parler les

11:05

origines

11:05

on peut par exemple être d'origine

11:07

espagnole avoir la nationalité espagnole

11:09

et puis après

11:10

résident en France avoir acquis la

11:12

nationalité tout en conservant la

11:15

nationalité d'origine donc il y a double

11:17

nationalité donc ça peut avoir des

11:22

bénéfices dans certains cas ne serait ce

11:27

par exemple qu'en matière de libre

11:30

circulation

11:30

si tous surtout si on a emmené par

11:34

exemple dans l'union européenne et qu'on

11:36

a la double nationalité d'un état non

11:39

européens

11:41

la circulation sera facilitée entre

11:43

entre ces deux états mais le revers de

11:48

la médaille c'est que cette double

11:49

nationalité ça peut présenter aussi des

11:51

inconvenients

11:52

Par exemple en matière militaire, s'il y a un service militaire obligatoire dans les deux pays dont il a la nationalité, même théoriquement on doit accomplir ce service militaire dans les deux pays.

12:06

vous voyez c'est extrêmement

12:08

contraignant et ça peut être le cas

12:12

aussi justement en matière en matière

12:16
fiscale donc des avantages mais aussi
12:19
des inconvénients
12:20
quant à la double nationalité est à
12:24
noter qu'ils aillent à certains états
12:27
d'ailleurs quand on acquiert alors la
12:34
solution pour éviter de payer de deux
12:37
impôts quand on réside à l'étranger
12:41
c'est que dans la plupart des cas il
12:44
existe ce qu'on appelle des conventions
12:47
de
12:48
deux doublés de double imposition pour
12:50
éviter la double imposition
12:52
donc c'est un traité c'est un accord
12:55
international entre les deux états et
12:57
les deux états se mettent d'accord pour
13:00
que le ressortissant payent les impôts
13:03
en fait dans le pays où ils résident
13:06
ce qui évidemment est très avantageux
13:09
dans certains cas j'ai pris l'exemple
13:11
français
13:13
ou c'est la raison pour laquelle
13:14
certains s'empressent d'aller quérir des
13:18
résidences et une nationalité belge
13:20
parce que l'imposition est plus
13:22
avantageuse qu'en France beaucoup en
13:24
suisse où je me suis voilà c'est
13:30

exactement ça mercier yann à donc voilà
13:35
pour les multiples nationalités
13:40
ensuite un mot sur le changement de
13:45
nationalité
13:46
alors là c'est le problème des mutations
13:49
territoriales des changements
13:52
territoriaux qui peuvent aboutir en fait
13:56
à des changements de nationalités ça a
14:01
été le cas par exemple pour les périodes
14:04
de décolonisation les ressortissants par
14:10
exemple de l' empire colonial
14:14
français avait là appartenait à la
14:18
France bien sûr et dans le processus de
14:22
décolonisation
14:23
il y a un nouvel état qui se crée qui
14:25
apparaît et bien sûr les personnes qui
14:27
résident sur son territoire sur ce
14:29
territoire vont acquérir la nationalité
14:33
bon et puis après il ya eu des mutations
14:36
territoriales aussi comme conséquence de
14:40
guerre je pense c'est un problème que je
14:42
connais bien par exemple concernant
14:44
concernant l'Autriche je sais pas si je
14:47
vous ai déjà probablement l'Autriche
14:50
c'est un peu mon dada enfin c'est un de
14:52
mes dadas puisque j'ai consacré ma thèse
14:55
un sujet de droit constitutionnel

14:58
autrichien et donc je m'intéresse
15:00
beaucoup à l'Autriche en général bon
15:03
pour le monde et simple raison que j'ai
15:04
des origines autrichiennes
15:07
donc tout ça pour dire que je pensais en
15:10
fait au cas du Tyrol du sud.
Le Tyrol du sud est une partie historiquement de l'Autriche qui se situe entre l'Autriche et
l'Italie. Pendant la première guerre mondiale, les puissances occidentales enfin qu'ils
15:38
étaient contre les puissances de l'axe on
15:41
promet à l'Italie que si elle se rangeait à leurs côtés à la fin de la guerre, en remercie-
ment/récompense, on lui donnerait le Tyrol du sud, et c'est ce qu'il s'est passé. En 1918, à la
fin de la première guerre mondiale, le Tyrol du sud a été arraché à l'Autriche et donné à
l'Italie. Tout ça pour dire que, comme il y avait un changement, une mutation territoriale, le
changement de souveraineté pour les personnes qui résidaient, on leur a donné pendant un
certain temps ce qu'on appelle un « droit d'option », c'est-à-dire le droit de choisir leur na-
tionalité. Elles pouvaient décider soit d'opter pour la nationalité italienne, soit de conserver la
nationalité autrichienne.
16:32
voilà ce qu'on appelle le droit d'option
16:34
voilà c'était un simple exemple je ferme
16:39
ma parenthèse donc possibilité de
16:44
multiples nationalités possibilité de
16:47
changement de nationalité possibilité
16:51
enfin de perte de la nationalité
16:58
possibilité de pertes la nationalité
17:02
peut se perdre en effet si l'individu
17:06
décide d'acquérir une autre nationalité
17:11
et si la première nationalité la
17:14
nationalité initiale cesse d'être
17:17
effective alors pour certains pays
17:21
ça ça existe il n'accepte pas en fait là
17:25
la double nationalité je crois justement

17:29
je devais vérifier j'ai oublié je crois
17:32
justement que c'est le cas pour
17:32
l'Autriche
17:34
si c'est ça oui j'avais regardé les
17:36
lecteurs je me souviens
17:39
si on veut acquérir la nationalité
17:41
autrichienne
17:42
il faut renoncer à toute autre
17:45
nationalité donc par exemple je suis
17:47
française je veux acquérir la
17:48
nationalité autrichienne est bien dans
17:51
ce cas là je perdrais ma nationalité
17:53
française
17:56
et puis il existe aussi des pratiques
18:02
issues bien sûr de législations
18:05
nationales qui existent plutôt
18:09
d'ailleurs je dirais dans les régimes
18:12
totalitaires ou dans des circonstances
18:16
un petit peu exceptionnel donc pratiques
18:21
qui permettent à l'état de décider de
18:27
déchoir une personne de sa nationalité
18:31
vous vous souvenez peut-être c'est un
18:34
débat qui a beaucoup agité la France qui
18:40
il y a quelques temps où il a été
18:42
question de déchéance de la nationalité française pour les terroristes ayant une double nationalité.
18:52
sinon avec une à ce moment-là on ya

18:56
renoncé parce que si on y avait
18:58
déchéance de la nationalité s'en faisait
19:00
des apatrides
19:01
ce qui n'était pas une solution
19:03
satisfaisante mais il est possible donc
19:05
d'avoir une déchéance de nationalité
19:07
française pour des terroristes
19:11
alors répétez le passage de possibilités
19:16
de plusieurs nationalités
19:20
oui donc pas grand-chose
19:23
à signaler si donc ces c'est
19:26
juridiquement possible ah oui c'était
19:35
pour répondre à notre question ballanger
19:36
j'ai vu la suite de la conversation sur
19:38
mon téléphone a donc aussi un petit je
19:40
comprenais plus donc je répète
19:41
possibilité d'avoir plusieurs
19:43
nationalités si les états le permettre
19:46
par exemple j'aime nationale j'ai une
19:49
origine espagnole j'ai la nationalité
19:51
espagnole
19:52
je viens en France chacun la nationalité
19:54
française j'ai les deux nationalités
19:56
ça présente des avantages ça présente
19:59
des inconvénients
19:59
ce sont ceux liés à la nationalité et
20:04

donc je confirme sûrement exemple de
20:07
l'Autriche
20:07
c'est pas possible d'avoir la double
20:10
nationalité autrichienne et française
20:14
donc je ne l'aurais jamais vire annoncé
20:16
définitivement bon je plaisante je n'ai
20:18
jamais essayé de la voir donc je
20:23
terminais sur la déchéance il est
20:27
possible donc pour un état de prononcer
20:30
la déchéance de sa nationalité
20:33
ça existe en France en cas de terrorisme
20:40
et oui je dirais un petit mode et des
20:45
apatrides
20:46
en tout cas justement en France on a
20:48
renoncé à prononcer la déchéance de
20:50
nationalité pour des auteurs d'actes
20:54
terroristes qui n'aurait que la
20:55
nationalité française parce que du coup
20:57
ça en ferait des apatrides pays
21:06
non c'est un pays ou une nationalité
21:08
c'est des personnes
21:15
alors voilà ce qu'on pouvait dire sur
21:19
les nationaux maintenant les autres
21:24
personnes
21:39
je lis vos commentaires excusez moi
21:40
l'histoire de merak à rémy devenu
21:44
apatride est restée bloquée Charles de

21:45
gaulle 18 ans d'accord je honnêtement je
21:51
me souviens pas de cette histoire jour
21:55
je regarderai en tout cas dans la
21:59
législation récente à propos des actes
22:02
de terrorisme ça c'est une possibilité
22:04
qui a été exclu de faire des apatrides
22:07
justement donc les la deuxième catégorie
22:13
de personnes qui sont sur le territoire
22:16
national ce sont les étrangers
22:25
oui bien sûr c'est une punition oui tout
22:28
à fait l'idée c'était de de ne pas
22:34
vouloir garder sur le territoire
22:36
national des personnes qui manquent
22:40
gravement au respect des obligations
22:42
républicaines
22:43
tout à fait alors sur la catégorie des
22:51
étrangers donc c'est là comment dire la
22:55
définition celui qui n'est pas un
23:00
ressortissant nationale qui n'a pas la
23:04
nationalité qui se trouvent sur le
23:08
territoire d'un état c'est un étranger
23:13
leur statut juridique bien évidemment
23:16
différent de celui des nationaux
23:21
l'étranger va posséder donc
23:26
la nationalité d'un autre état d'un ou
23:29
de plusieurs autres états il peut avoir
23:31

des multiples nationalités et aussi mes
23:34
autres que celles dans l'état où il se
23:37
trouve alors dans cette catégorie des
23:42
étrangers c'est une rubrique je dirais à
23:46
fait foisonnante et il y a plusieurs cas
23:50
de figure que je vais envisager
23:53
successivement y a d'abord première
23:57
hypothèse l'apatride les apatrides
24:00
justement alors la patrie par définition
24:04
il n'a pas de nationalité
24:06
donc il est dans un sac eu
24:11
particulièrement inconfortable ça veut
24:15
pas dire qu'il peut pas résidé qui sur
24:18
le sur le territoire d'un état bien sûr
24:21
heureusement il lui sera accordé des
24:26
permis de séjour et ses mails par
24:32
exemple je pense dans l'acte eu un
24:36
exemple récent c'est les fameux roumegas
24:42
qui ont tjrs en qui ont fui la Birmanie
24:45
en masse ils ont été déchus de leur
24:49
nationalité leur citoyenneté birman donc
24:53
non seulement ils sont au pq
24:56
j'ai enfin je dirais ils sont ni grand
24:59
plus exactement ils sont déchus de leur
25:02
nationalité n'ont aucune nationalité
25:10
2e catégorie qu'on peut envisager c'est
25:16
le demandeur d'asile alors le demandeur

25:20
d'asile
25:21
c'est un étranger par définition ça peut
25:25
être un apatride justement donc un
25:29
étranger en général apatrides qui a la
25:31
nationalité d'un état tiers quelconque
25:34
qui a demandé l'asile sur le territoire
25:38
de l'état mais qui n'a pas encore obtenu
25:42
la réponse
25:44
le demandeur d'asile donc en attendant
25:50
ils bénéficient d'une protection
25:52
particulière qui lui permet de rester
25:56
sur le territoire de l'État où il a déposé sa demande d'asile.
26:05
s'il obtient une réponse positive bien
26:10
dans ce cas c'est très bien il deviendra
26:12
réfugiés il y aura le statut de réfugié
26:15
C'est un statut qui découle de conventions internationales, notamment la Convention de
Genève de 1951.
26:27
donc là s'il obtient le statut de
26:29
réfugié se dirait qu'il est sorti
26:31
d'affaires sinon s'il n'a pas obtenu
26:35
l'asile
26:36
a priori il n'a aucune raison juridique, aucun motif juridique, aucun titre juridique, pour rester
sur le territoire. Dans ce cas, il doit demander un titre de séjour ; sinon, il va entrer dans la
clandestinité (il deviendra un clandestin).
27:03
3e catégorie le réfugié justement alors
27:08
le réfugié
27:09
c'est celui donc qui avaient la
27:12
nationalité d'un état tiers qui est

27:14
 apatride qui a fait la demande d'asile
 27:16
 est et qu'il a obtenu à priori comment
 27:25
 dire
 27:26
 ce statut de réfugié ne dure pas
 27:30
 nécessairement *ad vitam aeternam* si le motif qui a justifié qu'on lui accorde l'asile disparaît.
 Par exemple, une guerre dans le pays où ils résister
 27:48
 bien dans ce cas-là savaient faire à son
 27:52
 droit d'asile et à son statut de réfugié
 27:55
 il devra rentrer chez lui mais par
 27:59
 exemple les syriens qui sont venus en masse en Europe à cause de la guerre civile qui sévit
 depuis des années dans le pays et de la lutte contre le terrorisme. Toutes les personnes qui
 ont obtenu le statut de réfugié, *a priori* si la situation se normalise en Syrie, sont censées re-
 venir dans leur pays d'origine.
 28:34
 ensuite donc après avoir vu l'apatride
 28:38
 le demandeur d'asile
 28:40
 le réfugié il faut évoquer le terme
 28:47
 d'immigrés en général c'était quoi
 28:54
 l'histoire avec le Tyrol du sud
 28:57
 je vous le rappelle brièvement mais bon
 29:00
 c'était une simple illustration qu'on va
 29:03
 pas s'attarder ça pas grand intérêt
 29:05
 le Tyrol du sud donc ça appartenait à
 29:08
 l'Autriche
 29:09
 on l'a promis à l'Italie, si elle se rangeait du bon côté pendant la première guerre mondiale –
 ce qu'elle a fait. On a donc arraché le Tyrol du sud à l'Autriche pour le donner à l'Italie. On a
 alors donné à la population qui habitait sur ce territoire le droit d'option, c'est-à-dire que,
 pendant un certain délai, les personnes pouvaient opter soit pour la nationalité autrichienne
 (donc la conserver), soit opter pour la nationalité italienne.
 29:43
 alors à quel moment le réfugié devrait
 29:45
 revenir dans son pays d'origine
 29:47

ben voilà c'est quand les conditions dans son pays se sont arrangées. Si la guerre prend fin en Syrie, s'il y a par exemple un changement de régime, des élections démocratiques, etc., et que les conflits cessent, le motif qui a suscité (qui a justifié) disparaît.

30:05

donc qu'ils sont obligés de revenir

30:09

quelqu'un qui a été déchu de sa

30:11

nationalité est exclu définitivement de

30:14

son pays

30:15

oui normalement il est exclu et ça va

30:18

de pair en général en tout cas la

30:21

logique de la loi française qui a été

30:24

adoptée pour les terroristes

30:26

ça va de pair avec une expulsion on

30:30

des choix l'étranger de sa nationalité

30:33

on les expulse vers son pays d'origine

30:40

dans

Pour continuer à clarifier le vocabulaire, quelques mots maintenant sur l'immigré. L'immigré, c'est l'étranger qui se trouve sur le territoire de l'État. Il peut y être seule ou avec sa famille, et il a l'intention d'y vivre. Généralement, il vient pour y travailler pendant une certaine période. C'est la différence avec le touriste. Généralement par exemple, les visas touristiques sont pour une durée de trois mois. Au-delà, on est censé être dans des longues durées qui vont nécessiter des procédures particulières.

Au-delà de cette durée de séjour liée à une visite touristique, l'étranger, l'immigré, devra demander et obtenir un titre de séjour sur le territoire de l'État. donc

31:51

n'ont pas la nationalité mais un titre de séjour qui lui permet de résider régulièrement sur le territoire, mais s'il n'a pas d'autres nationalités

32:08

il est envoyé ou oui mais justement

32:12

c'est ce que je disais tout à l'heure

32:13

c'est la raison pour laquelle la France, avec cette solution de déchéance de la nationalité, ne propose la déchéance que pour des personnes qui ont une double nationalité, par exemple franco-algérienne. La personne sera déchue (peut-être déçue) de sa nationalité française et sera expulsée vers le pays dont elle a la nationalité, en l'occurrence dans mon exemple l'Algérie.

32:44

donc pour l'heure pour la France on eu

32:47

des choix pas de la nationalité s'il n'y

32:49

a pas une deuxième nationalité parce
32:51
qu'on ne veut pas faire d'apatrides
32:52
justement sinon mais entre guillemets
32:54
très concrètement de toute façon on
32:56
pouvait pas l'expulser donc je reviens à
33:02
l'immigré qui veut rester sur le
33:05
territoire pour qu'ils travaillent
33:07
et oui mais ça dépendra des
33:13
conventions de double imposition
33:18
si c'est des courtes périodes en général
33:22
et payer les 1
33:23
je crois plutôt chez eux mais bon ça
33:25
c'est du cas par cas
33:27
c'est du cas par cas il faut voir selon
33:30
les législations des pays membres où il
33:33
réside et dont ils sont originaires
33:36
donc justement le réfugié
33:39
oui il garde la nationalité de son
33:41
pays d'origine et l'inter pas c'est pour
33:43
ça que quand le motif de l'asile elle
33:45
disparaît il peut être renvoyé dans son
33:47
pays puisqu'il en a toujours la
33:49
nationalité le réfugié l'asile c'est
33:53
une protection
33:55
donc on accorde la protection à
33:56
l'étranger tout le temps où ça sera
33:59
nécessaire donc l'immigré pour le

34:06
 distinguer du demandeur d'asile avis n'a
 34:07
 aucune raison de de demander l'asile, parce que dans son pays, tout est calme, il n'y a pas de
 persécution, etc.
 34:16
 je sais pas moi par exemple prenons un
 34:18
 marocain mais s'il veut venir pour travailler en France par exemple, il faudra qu'il obtienne un
 titre de séjour. S'il obtient ce titre de séjour, dans ce cas, il pourra rester tout à fait légale-
 ment, tout à fait régulièrement sur le territoire pour la durée indiquée sur le titre de séjour.
 34:43
 enfin dernière rubrique c'est le
 34:46
 clandestin alors le clandestin justement
 34:50
 ben ça va être l'étranger qui n'a pu
 34:53
 rentrer dans aucune case si je puis dire
 34:55
 c'est à dire qui par exemple pourra
 34:59
 demander l'asile mais aura été débouté
 35:02
 de sa demande de droit d'asile qui
 35:04
 demande un titre de séjour mais titre de
 35:08
 séjour qui lui est réfugié qui verrait
 35:12
 refuser par donc c'est moi le lapsus
 35:15
 donc cet étranger n'a aucun titre
 35:19
 juridique pour rester sur le territoire
 35:22
 il est donc clandestins il est donc
 35:26
 expulsable à tout moment ça veut dire
 35:29
 que dès lors que les autorités publiques l'auront arrêté, il sera renvoyé dans son pays
 d'origine ou, si jamais on ne connaît pas son pays d'origine, par exemple parce qu'il n'a pas
 de papiers, dans ce cas, on le renvoie dans le dernier pays tiers par lequel il a transité.
 35:59
 oui si le réfugié veut rester dans le
 36:02
 pays qu'il a rejoint il devient immigrés
 36:06
 à condition qu'on lui accorde un titre
 36:10
 de séjour ce qui est pas automatique
 36:12
 à la fin de sa demande d'asile pour

36:16
rester sur le territoire
36:17
il faut un titre de séjour donc si sa
36:20
demande d'asile si son statut de réfugié
36:22
prend fin et qu'on ne lui donne pas de
36:24
titre de séjour
36:25
à ce moment-là il doit quitter le
36:27
territoire et s'il ne le fait pas de son
36:29
plein gré il devient un clandestin et il
36:32
est expulsable donc il peut être à tout
36:35
moment
36:35
arrêté par les forces de police est
36:38
renvoyé dans son pays d'origine alors
36:47
après tout c'est cette définition
36:50
quelques remarques bon
36:54
j'enfonce des portes ouvertes mais je
36:56
voulais dire optimaux cette question des
36:59
étrangers c'est une question récurrente
37:03
aujourd'hui dans les pays d'Europe, d'Amérique du nord qui ont subi un afflux considérable
de migrants, surtout ces toutes dernières années à cause des conflits au Proche-Orient, en
Syrie, en Irak, etc.
37:24
et c'est une question récurrente
37:28
maintenant on peut plus aborder un débat
37:32
politique sans traiter de cette question
37:35
qui est vraiment au cœur des campagnes
37:37
qui est qui au cœur des campagnes
37:39
électorales
37:43
alors vous aurez compris au travers de
37:46

mes différentes de mes différentes
37:51
rubriques que l'accès des étrangers au
37:58
territoire relève de la compétence
38:02
discrétionnaire de cet état donc c'est
38:07
l'état qui décide s'il veut ou pas
38:10
accueillir des étrangers
38:11
s'il accorde l'asile s'il donne des
38:14
titres de séjour s'il donne la
38:16
possibilité de travailler et c'est alors
38:20
un permis de travail découle a-t-il
38:22
automatiquement d'un titre 2 les jours
38:26
non c'est pas si simple que ça c'est pas
38:30
aussi simple que ça puisque il y a je me
38:35
souviens avoir reconnu des personnes
38:38
donc un étranger qui lui avait un permis
38:44
un permis de séjour qui pouvaient
38:47
travailler mais qui a fait venir sans
38:52
son épouse
38:52
donc il pouvait résider sur le
38:54
territoire mais qui ne pouvait pas
38:55
travailler
38:56
donc c'est pas forcément jouer il est
39:00
deux mais là aussi j'imagine je connais
39:02
pas toutes les sollicitations des états
39:03
du monde
39:04
j'imagine que ça peut varier d'un état à
39:07
l'autre ça ça relève des législations de

39:11
l'état monde sait ce que je disais à
39:15
l'instant l'accès des étrangers aux
39:18
territoires les conditions dans
39:20
lesquelles ils résident
39:21
ça résulte de la compétence
39:24
discrétionnaires de l'état et donc
39:30
pendant toute leur durée de séjour les
39:33
étrangers vont être
39:35
soumis au droit de l'état d'accueil
39:41
étant entendu bien sûr et c'est tout
39:44
l'intérêt de faire la distinction que
39:47
leur traitement diffère de celui des
39:51
nationaux par exemple
39:55
même s'ils ont le droit de travailler
39:58
ils peuvent être exclues de l'accès à
40:02
certaines professions
40:03
je pense par exemple tout ce qui est
40:05
fonction publique
40:09
ensuite et c'est la différence
40:12
principale les étrangers ils ne pourront
40:16
pas participer aux élections dans le
40:20
pays où ils résident y sont pas
40:21
électeurs ils sont pas éligibles non
40:23
plus il y a une seule grande exception
40:27
dans le droit international
40:30
c'est concernant justement les
40:32

ressortissants de l'Union européenne
40:34
entre eux si je suis par exemple
40:38
française je vais résider en Allemagne
40:42
je pourrais participer par exemple aux
40:44
élections municipales dans la commune où
40:47
je réside et je pourrai participer aussi
40:50
aux élections européennes en Allemagne
40:54
mais ça c'est une exception ça n'existe
40:57
nulle part ailleurs
40:59
normalement les étrangers ne sont ni
41:02
lecteur ni éligible pour ce qui est des
41:09
conditions posées par le droit
41:13
international
41:14
celui-ci n'exige pas justement je dirais
41:19
une égalité de traitement entre étrangers et nationaux. La seule chose que le droit internatio-
nal exige, c'est que l'État accorde aux étrangers des garanties minimales.
bon mais par exemple
41:38
ce qui me vient à l'esprit
41:40
on pourra pas emprisonnés à l'étranger
41:44
de façon totalement discrétionnaire et arbitraire s'il est soumis à une procédure judiciaire. Là-
aussi, il faudra qu'il bénéficie de toutes les garanties judiciaires existantes dans le pays. De
plus, il devra être assisté d'un traducteur et
42:07
ses excès
42:11
je rappelle donc en revanche que si
42:16
l'étranger et clandestin c'est à dire
42:19
qu'il n'est pas réfugié il n'a pas de
42:21
titre de séjour
42:22
normalement il doit sortir du territoire
42:25
donc a priori l'idéal bien sûr c'est

42:29
qu'ils le fassent de sa propre
42:30
initiative
42:31
ce qui est rarement le cas s'il ne le
42:36
fait pas bien il pourra être extradé ou
42:40
expulsés alors l'extradition c'est un
42:44
petit peu particulier
42:54
l'extradition
42:55
c'est lorsqu'une personne se trouve sur
43:00
le territoire d'un état mais qu'elle est
43:05
poursuivi ou condamné par les autorités
43:09
judiciaires d'un autre état et cet autre
43:13
état qui a jugé et condamné la personne
43:16
en son absence dans demande à l'état où
43:20
il se trouve actuellement de lui livrer
43:23
la personne en question
43:24
c'est ce qu'on appelle l'extradition
43:27
afin que cette personne donc soit puisse
43:30
être jugé soit puisse purger sa peine
43:34
ben je crois que je vous donnais la fois
43:37
dernière
43:38
exemple de Julian Assange qui est
43:42
poursuivi donc aux états unis pour la
43:45
faire de Wikileaks
43:47
il s'était réfugié donc il était ces
43:50
dernières années à l'ambassade
43:51
d'équateur au royaume uni à l'ombre
43:58

répéter la définition de l'extradition

44:01

ouais donc c'est l'extradition c'est une

44:09

personne qui réside dans un état à mais

44:14

prenons l'exemple de Julian Assange : il réside au Royaume-Uni, il est américain et il est demandé aux États-Unis pour être jugé et condamné aux États-Unis pour l'affaire du Wikileaks, c'est-à-dire des informations d'intérêt d'État qu'il a divulguées. Les autorités américaines demandent au Royaume-Uni l'extradition de Julian Assange, c'est-à-dire qu'ils demandent aux autorités britanniques de lui remettre

44:50

l'individu en question pour que celui ci

44:52

puisse être jugé ou purger sa peine

44:55

voilà donc l'extradition

44:58

c'est quand il y a une procédure judiciaire qui est en cours qui a été

45:04

fait qui prévu qu'une personne a été

45:06

condamnée donc l'État demande à récupérer son ressortissant pour le juger ou où le condamné. L'expulsion, c'est différent. Ici, on est du point de vue de l'État où réside la personne. C'est l'État sur le territoire duquel réside la personne qui veut expulser la personne, s'en débarrasser. Cette expulsion est décidée en fonction de considérations, de motifs purement nationaux par

45:50

exemple justement parce qu'une un

45:53

étranger a commis des délits ou des

45:59

crimes a été condamné et elle est jugée

46:04

indésirable sur le territoire donc elle

46:06

va être expulsé par exemple où on va

46:09

excusé excusez justement à l'étranger

46:13

qui est clandestin oui ça c'est pour

46:23

l'extradition la personne est en cavale

46:25

exactement elle a quitté son pays pour

46:27

fuir la sanction pénale

46:31

c'était le cas je sais pas si ça vous

46:33

dit quelque chose il y a quelques années

46:35

on en a beaucoup parlé de Cesare Battisti, l'italien qui avait été condamné en Italie dans les années 70 (les années noires en Italie) pour meurtre sur des policiers, et il était réfugié. D'ailleurs à un moment donné en France, Mitterrand avait décidé de lui octroyer l'asile, puis à un moment, on estimait que ça faisait un peu tâche. Cesare Battisti a senti le vent tourner et il est parti en Amérique du Sud. Ça a duré une trentaine d'années, et finalement l'Argentine a décidé de l'extrader et de fer droit

47:36

donc à la demande de l'Italie de récupérer son ressortissant pour qu'il puisse purger sa peine. Le cas de Carlos Ghosn est un peu spécial, parce que Carlos Ghosn est réclamé par le Japon, mais il n'a pas la nationalité japonaise.

48:01

donc c'est un état qui veut récupérer

48:03

son ressortissant

48:07

Néanmoins, il peut être extradé s'il se situe sur le territoire d'un État dans lequel il y a une convention d'extradition avec le pays qui le demande, mais Carlos Ghosn (aux dernières nouvelles) s'est réfugié au Liban dont il a aussi la nationalité. Visiblement il est là-bas à l'abri des poursuites au Japon.

48:40

donc voilà pour l'expulsion un État veut expulser un étranger pour différentes raisons

48:51

après bien sûr ça peut être une procédure plus ou moins difficile, parce qu'on est dans des états de droit. En France et en Europe, il y a des procédures judiciaires, des garanties dans toutes ces procédures d'expulsion, et certains étrangers bien conseillés connaissent ces carences. Par exemple, ils vont dissimuler leur nationalité d'origine ou leur identité pour retarder leur expulsion ou la rendre plus difficile.

ou alors est justement on a

49:31

malheureusement le cas récemment un

49:36

étranger si les jeunes va dire qu'il est

49:38

mineur, parce qu'on ne peut pas expulser un mineur. Les mineurs vont bénéficier de garanties particulières, donc ils peuvent mentir sur leur âge pour bénéficier de garanties particulières.

49:55

je précise j'ai oublié de le dire tout à

49:59

l'heure quand un étranger qui était sur

50:02

le territoire de façon légale parce

50:05

qu'il a obtenu un titre de séjour il a

50:08

un permis de travail et cetera

50:09

au bout d'un certain nombre d'années, il peut très bien obtenir la nationalité de l'État dans lequel il réside. Par exemple en France, je sais plus entre

50:20

cinq et dix ans après cinq ou dix ans de

50:22

séjour légal bien sûr régulier

50:25

l'étranger peut demander à obtenir la nationalité

50:37

deux conventions d'extradition

50:42

absolument tout réside sur l'existence

50:46

de conventions d'extradition donc si on

50:50

est condamnés effectivement il faut bien

50:52

jouer vous il vaut mieux bien choisir son pays de destination, en veillant à ce qu'il n'y ait pas de convention d'extradition entre les deux États considérés.

Je crois que j'en

51:09

ai fini avec toutes ces rubriques bien

51:16

sûr ça va sans dire

Si l'étranger réside un certain nombre d'années sur un territoire dont il n'a pas la nationalité et que *in fine* il obtient la nationalité, il aura tous les bénéfices afférents à cette qualité à ce moment-là.

51:32

il pourra voter, être élu, et le sésame est bien sûr la nationalité.

Ensuite, toujours s'agissant de la population, faisons quelques remarques sur la notion de nation.

Il y a plusieurs façons de définir la Nation (vous l'avez vu en droit constitutionnel) ; il y a une façon d'aborder qui est subjective et une façon d'aborder qui est objective.

la façon

52:26

d'aborder objective

on dira qu'il y a nation quand il y a certains éléments en commun entre plusieurs personnes qui forment cette nation : il y a une communauté de langue, une communauté ethnique (on appartient au même groupe ethnique, on vit sur le même territoire, etc.). Ce sont là les éléments objectifs qui permettent de définir une nation. Cette façon de présenter relève plutôt de la doctrine allemande. En France, on n'est davantage dans la conception subjective. C'est la définition de de Renan, c'est le vouloir vivre ensemble. La nation est un « vouloir vivre » ensemble ; c'est le plus important. Il n'y a pas de véritable nation sans conscience nationale, donc cette définition soutient véritablement le vouloir vivre collectif qui alimente et renforce la conscience d'être une communauté distincte des autres. Cette conscience peut être le produit d'une communauté de langues, de l'histoire, etc.

53:56

mais c'est vraiment cette volonté qui

53:59

fait ciment qui fait nation alors je

54:07

dirais qu'avoir une population qui est une nation, c'est-à-dire s'il y a cette identité entre population et nation.

En résumé, s'il y a un État nation, c'est l'idéal, parce que c'est une force pour l'État. L'inverse, c'est-à-dire avoir une population disparate, parce qu'il y a plusieurs communautés ethniques, plusieurs langues, etc., est un facteur de faiblesse parce que dans ces multiples communautés de langues ou autre, forcément il y en a ou il y en aura une qui, à un moment donné, voudra faire cavalier seul, qui voudra accéder à l'indépendance ou se réunir avec un État voisin.

On comprend par-là que le modèle de l'État, l'idéal de l'État, c'est l'État nation. C'est la situation où l'État est parvenu à construire un ensemble cohérent. Dans ce cadre, le lien entre

l'État (le pouvoir) et sa population est tel que l'État sait qu'il peut compter sur sa population. C'est un facteur très important du point de vue de la légitimité, de la sécurité, de l'efficacité et ce sera évidemment un point positif, un point fort pour l'État sur la scène internationale. Le problème est que tous les États ne sont pas des nations, et un certain nombre de nations ne sont pas constituées en État.

(RI #3-2)

Après avoir évoqué la notion de nation, je voulais juste souligner deux problèmes. Le premier problème est que tous les États ne sont pas forcément des nations. Par exemple, ceux qui sont apparus avec la décolonisation où la nation peut rester à construire et

00:39
l'attaché pas forcément facile, et si tous les États ne sont pas des nations, réciproquement un certain nombre de nations ne sont pas constituées en États alors que leur existence peut être considérée comme une évidence. Ces nations peuvent demander à devenir des États ou à rejoindre un État déjà existant.

Ces parties de populations veulent se séparer de l'État où elles se trouvent, où elles constituent généralement ce qu'on appelle des « minorités », voire des minorités nationales. La question se pose, à partir de là, de savoir si ces nations peuvent refuser du fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On a donc une minorité nationale, dans le cadre d'un État, qui voudrait accéder à l'indépendance et devenir à son tour un État souverain et indépendant.

02:11
est-ce que cette partie population

02:14
dispose en droit international du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se trouve dans la Charte des nations unies. Il est consacré à l'article 2 paragraphe 1 de la Charte des nations unies. Il s'agit pour l'essentiel du droit des peuples d'accéder à l'indépendance et de se constituer en État.

dernières réflexions concernant la

02:57
population avant d'aborder le troisième

03:00
élément constitutif qui sera le pouvoir

03:02
politique

03:03
donc après avoir parlé de la distinction

03:05
entre nationaux et étrangers

03:10
j'évoquais donc dans ces quelques

03:11
développements la notion de nation et

03:16
envisageant la notion de nation j'aborde

03:20
la question des minorités nationales qui

03:23
veulent accéder à l'indépendance et on

03:26

se demande s'il existe en droit
03:29
international mécanismes qui leur
03:31
permettrait d'accéder à l'indépendance
03:33
raison pour laquelle je traitais du
03:36
fameux droit des peuples à disposer
03:37
d'eux-mêmes donc je reprends

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui figure dans la Charte des nations unies, est le droit d'accéder à l'indépendance et de se constituer en État. Le problème est qu'au départ *a priori*, il n'y a pas de définition de ce droit en tout état de cause, et les États par nature sont très réticents à admettre un droit de cession (ce sont des choses qu'on peut approfondir en droit international). L'idée est que le droit à faire sécession n'existe pas actuellement en droit international. Ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes va concerner pour l'essentiel les phénomènes de décolonisation (avec quelques des exceptions que nous ne traiterons pas).

04:49
mais je vais pas entrer dans les
04:51
exceptions aujourd'hui ça nous mènerait
04:52
un petit peu plus loin en tout état de
04:57
cause on a affaire ici
04:59
[Musique]
05:02
oui dites-moi si ça marche bien pour
05:04
tout le monde il n'y a pas de soucis
05:06
l'image pas de souci de sang
05:17

On est là face à des problématiques qui représentent des questions internationales extrêmement délicates dès lors qu'il s'agit de la création d'un État. On pourrait poser la problématique de la façon suivante : Dans quel cas, ou quelle population, doit-on autoriser à se constituer en État ? Prenons quelques exemples historiques ou dans l'actualité récente.

Commençons, par exemple, par le cas du Kosovo. À l'éclatement de la République fédérale de Yougoslavie ont été créés plusieurs micros-États, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine. Au sein de la Serbie, il y avait une communauté spécifique : c'est le Kosovo, sur la partie sud de la Serbie. Les Serbes sont plutôt Slaves ; les Kosovars sont plutôt Albanais. Il y a donc une différence vraiment claire, mais ce Kosovo faisait partie de la Serbie. À l'éclatement de la Yougoslavie, et quand la Serbie s'est constituée, il y a eu une véritable guerre civile

de tous
07:05
le conflit en ex-Yougoslavie d'ailleurs
07:06
un ça entraîné des flots de réfugiés en Europe comme en avait pas connu depuis les deux guerres mondiales et
07:17

même dont bref perdons pas de vue le

07:21

Le Kosovo a finalement fait sécession, il s'est séparé de la Serbie. Néanmoins, encore aujourd'hui le Kosovo n'est pas reconnu par un certain nombre d'États dans le monde. Par exemple, même dans le cadre de l'Union européenne, des États comme l'Espagne ont refusé de reconnaître la sécession du Kosovo. Pourquoi ? Ça paraît évident : tout simplement parce que si l'Espagne reconnaît la possibilité au Kosovo de faire sécession, à ce moment-là, pourquoi pas le droit de sécession pour la Catalogne ou pour le Pays Basque ? C'est donc un processus encore contesté. La Serbie, qui évidemment était la première concernée, l'a refusé pendant longtemps, mais maintenant l'Union européenne a un moyen de pression assez considérable sur la Serbie au travers de son désir d'adhésion à l'Union européenne. En résumé, l'Union européenne demande à la Serbie de mettre en sourdine toutes ces tentations de reconquérir, de récupérer le Kosovo si elle veut adhérer à l'Union européenne. On est donc en voie de pacification entre la Serbie et le Kosovo, grâce notamment à l'Union européenne.

09:00

autre exemple je pensais aussi bien sûr

09:04

à la Palestine à l'état palestinien qui

09:09

reste évidemment très controversé ça

09:12

dépend toujours du point de vue duquel

09:14

on se place même si elle a un statut

09:19

aujourd'hui au niveau de l'ONU

09:22

on n'a toujours pas d'état palestinien

09:31

oui mais tout à fait oui bien sûr il y a

09:37

eu des conflits et les morts entre le

09:40

Kosovo et il a servi même après l'accès

09:44

à l'indépendance il y a eu des mesures de

09:48

rétorsion sur des populations parce

09:49

qu'en fait dans le nord du Kosovo

09:50

en plus il y a des petites minorités

09:53

serbes qui ont été maltraités par les

09:57

kosovars

09:57

quand ils ont acquis leur indépendance

10:00

mais bon la catalogne aussi bien sûr je

10:04

pensais à la catalogne

10:09

catalogne bond qui à mon sens mais ça
10:12
s'est juste fait presque of the rye
10:13
corde
10:14
si les très belles prises on peut être
10:18
du côté du pouvoir battre il est vrai
10:21
dire oui la Catalogne c'est l'Espagne
10:23
elle voit pas se séparer et cetera moi
10:27
j'aurai une tendance plutôt un à
10:29
défendre les minorités mais c'est une
10:31
question tout à fait personnelle que
10:33
vous n'êtes pas du tout obligé de suivre
10:38
la catalogne malheureusement je croise
10:40
ici est mal prise parce que justement en
10:43
droit international il n'y a pas de
10:45
droit des peuples à disposer d'eux-mêmes
10:46
et les seules possibilités de cession
10:49
légale sont celles qui sont prévues par
10:53
le droit constitutionnel de l'état dans
10:55
lequel ces minorités vivent hors bien
10:57
évidemment en Espagne le droit
10:59
constitutionnel ne prévoit pas à le
11:01
prévoir à jamais la cession d'une partie
11:04
de son territoire
11:06
donc là où la catalogne a mal joué à mon
11:09
avis c'est qu'elle aurait davantage du
11:10
jouet en avant de proclamer
11:12
unilatéralement son indépendance qui

11:14
était c'était voué à l'échec à mon sens
11:17
elle aurait davantage dû jouer le lobby
11:20
notamment au niveau européen après la
11:25
situation est très complexe,
11:26
parce que si tenté que la Catalogne accède à l'indépendance – et à mon avis, ça ne se fera pas
ou en tout cas pas de sitôt –, elle n'est pas *de facto* membre de l'Union européenne. Elle de-
vrait faire une demande, suivre la procédure normale.

RI #3 troisième partie

Ce n'était que des exemples et des illustrations pour résumer et faire synthétique : le droit
des peuples à disposer d'eux-mêmes en droit international n'existe véritablement que pour les
situations coloniales.

les et un bien sûr

01:45

ne peuvent pas admettre le droit à ces

01:50

sessions et les quelques exemples qu'on

01:52

a dans l'histoire on était toujours très

01:54

douloureux et

01:57

non pas bien aboutis ou n'aboutiront

02:00

jamais donc mon exemple c'était le

02:02

Kosovo qui a réussi à avoir son indépendance par rapport à la Serbie, mais qui n'est pas re-
connu par tout le monde.

02:13

j'évoquais un super la vidéo précédente

02:15

fonctionne merci aurore d'avoir vérifié

02:19

parce que là pour moi sur mon ordinateur

02:21

il s'affiche nous rencontrons des

02:23

problèmes pour lire cette vidéo on l'a

02:25

rassuré et je terminais sur la sur la

02:28

sur la catalogne qui à mon sens il était

02:31

mal prise aurait peut-être dû commencer

02:33

par faire un lobbying au niveau de l'Europe et des institutions

02:38

internationales des reniements les

02:45

causes bien sûr faut dire un mot sur

02:46

l'Ecosse, il y a eu justement un processus constitutionnel pour que l'Ecosse puisse accéder à l'indépendance, mais c'était avant le Brexit.

02:59

avant le vrai site et dans les causes

03:01

finalement qui a été amené à se prononcer par référendum d'autodétermination et a préféré rester au Royaume-Uni justement pour ne pas couper les ponts avec l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle maintenant, puisque la décision de Brexit est intervenue entre-temps, les écossais crient à la trahison.

est dit mais il faut organiser un nouveau référendum d'autodétermination. On veut se séparer de l'Angleterre, on veut se séparer du Royaume-Uni, on veut adhérer à l'Union européenne. Cette fois-ci, les autorités de Londres font pour l'instant la sourde oreille. On ne sait pas si un deuxième référendum pourra se tenir légalement, c'est encore une affaire à suivre.

03:56

Le troisième problème est le cas un peu particulier où des nations existent, mais ne sont pas regroupées sur un territoire et sont éclatées à travers le monde dans plusieurs États. À ce moment-là, on parle de « diaspora ». Ce sont des personnes qui ont dû quitter leur foyer originel, leur pays d'origine, pour des raisons différentes (des guerres, des persécutions, etc.) et elles sont intégrées dans un pays d'accueil. Malgré cela – et c'est pour ça qu'elle porte ce qualificatif spécifique de droit –, bien qu'elles soient intégrées dans un pays d'accueil dont elles ont d'ailleurs la nationalité, elles peuvent garder un sentiment d'appartenance très fort à leur groupe d'origine.

05:15

les diasporas qui existe à travers le

05:17

monde qu'on connaît bien c'est les

05:20

diasporas juives les diaspora

05:24

palestinienne les la diaspora arménienne

05:28

la diaspora chinoise la diaspora

05:32

libanaise aussi pour citer les plus les

05:36

plus connus alors pourquoi le citer ici

05:42

ces diaspora peuvent avoir un rôle dans les relations internationales, qui est d'ailleurs assez complexe.

05:56

alors je pense par exemple il peut y

06:00

avoir des aides financières de diaspora

06:04

dans le monde 2 de soutien politique de

06:08

lobbying

06:09

je pense par exemple au lobbying et à l'aide financière de la diaspora juive américaine en faveur de l'État d'Israël

06:25

[Musique]

06:29

après oui je pensais à notre exemple là

06:32

qui me vient à l'esprit sur la diaspora

06:36

chinoise qui peut être moins connus -

06:40

moins visibles je parle bien de la

06:44

diaspora chinoise un papa vietnamiennes

06:46

avec les banques des poulpes épaules et

06:48

tout ça la diaspora chinoise qui joue

06:53

aujourd'hui

06:55

un double jeu à ses fins génie pervers

06:59

mon condé pas méconnu en tout cas où on

07:04

voit pas mal de chinois qui sont dans

07:06

nos pays et qui sont de véritables top

07:09

par exemple pour les services de

07:11

renseignements de leurs de leur pays par

07:14

exemple c'est un fait méconnu mais qui

07:17

peut être dangereux pour la sécurité

07:19

nationale

07:21

vous avez pas mal de ressortissante

07:24

chinoise qui se sont installés en France

07:27

par exemple en Bretagne et qui ont

07:30

épousé des militaires français qui sont

07:33

par exemple dans les bases de sous

07:35

marins nucléaires, etc.

07:37

donc vous imaginez le danger que cela peut représenter pour la sécurité nationale.

07:43
 il y en a qui l'ont pointé qui l'on
 07:45
 prêté lui doit mais bon pour l'instant
 07:48
 de mesure particulière bien sûr qu'il y a
 07:51
 qui a été prise voilà donc ce qu'on
 07:58
 pouvait dire sur sur les diasporas qui
 08:03
 existent de par le monde et je crois que
 08:07
 cette fois ci j'ai tout dit s'agissant
 08:10
 donc de la population deuxième
 08:15
 composante de l'état donc après deux
 08:19
 territoires et après la population il
 08:22
 nous manque le troisième élément
 08:25
 l'organisation politique c'est à dire le
 08:28
 gouvernement
 08:28
 troisièmement l'organisation politique
 08:31
 le gouvernement
 08:40
 j'en profite pour rafraîchir la page sur
 08:43
 l'ordinateur pour voir si tout se passe
 08:45
 bien
 08:59
 troisièmement l'organisation politique
 09:02
 bien sûr c'est la condition première la
 09:06
 condition indispensable ce pouvoir
 09:10
 politique ce gouvernement pour que
 09:12
 l'État puisse exercer ses compétences
 09:16
 donc c'est bien sûr un élément
 09:18
 constitutif de l'État absolument indispensable du point de vue du droit international. Le type
 de gouvernement importe peu ; il y a donc une indifférence, au sens juridique du terme, du
 droit international vis-à-vis de l'organisation politique de l'État. On considère donc générale-
 ment que l'organisation politique de l'État relève de son droit interne. Ça relève de son droit

constitutionnel, de son droit public, mais pas du droit international. On peut cette indifférence du droit international comme un aspect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Sur leur territoire, les peuples font ce qu'ils veulent ; ils organisent leur pouvoir comme ils veulent. Ils peuvent fonder un État unitaire, un État fédéral ; leur régime politique peut être une démocratie, une monarchie, une dictature, tout ce que vous voulez. Le droit international *a priori* ne s'en occupe pas. L'élément important du point de vue du droit et des relations internationales est qu'il faut un gouvernement effectif. Cela veut dire que ce gouvernement doit avoir la capacité d'exercer ses compétences et il faut qu'il les exerce effectivement. L'absence d'effectivité est parfois justement à l'origine du refus de reconnaître un gouvernement en exil ou une entité politique en tant qu'État. On pense par exemple à l'autorité palestinienne qui n'a évidemment pas la plénitude des compétences de l'État. On ne peut pas parler à proprement parler de gouvernement effectif au sens du droit international alors.

Cela étant, derrière cette différence de façade du droit international et des relations internationales à l'égard du gouvernement et de l'organisation politique, il est évident que l'histoire des relations internationales et même l'actualité récente montrent de nombreuses tentatives ici ou là pour essayer d'imposer tel ou tel régime soit disant plus légitime qu'un autre. Au XIX^e siècle, ce qui était légitime, c'était le régime monarchique ; c'était la légitimité monarchique. Aujourd'hui, c'est la légitimité démocratique qui tend à devenir dominante. Ça devient le modèle à suivre, le modèle que tous les États démocratiques veulent imposer à d'autres États. Par exemple, l'Union européenne, quand elle accorde des aides économiques à des États tiers notamment en Afrique, elle pose d'abord comme condition que l'État se dote d'un régime démocratique. Ça devient donc le modèle à suivre absolument. On voit aussi ce qu'il se passe en ce moment en Biélorussie, qui est une des dernières grandes dictatures qui existe en Europe. À la faveur de la dernière élection et de la contestation qui existe dans la rue, l'Union européenne entend maintenant prendre des sanctions, etc. On veut donc imposer un régime démocratique. C'est un élément de la *realpolitik*, de ce qu'il se passe en réalité dans les relations internationales et qu'il faut prendre en considération.

Cela étant, s'agissant donc de l'élément constitutif de l'État qu'est le gouvernement,

14:35

j'évoquerai maintenant deux cas un petit

14:39

peu particulier

14:46

premier cas il n'y a pas ou il n'y a

14:50

plus de gouvernement alors en priori on

14:56

a du mal à imaginer qu'il puisse y avoir

14:59

une population fixée sur un territoire sans gouvernement.

15:09

pourtant historiquement je remonte dans

15:13

l'est dans les siècles passés donc là on

15:16

est dans l'histoire et on va être

15:19

d'ailleurs dans un élément dans un

15:22

facteur qui a justifié la colonisation

15:28

en un mot comme en cent je veux faire

15:30

allusion à la notion de territoire 100 m
15:35
ça a joué un rôle très important
15:38
cette notion de territoire 100 m elle
15:41
était bien sûr Europe et au centre et
15:44
c'était le point de vue européen de du
15:48
colonisateur
15:49
quand il est allé par exemple en Afrique
15:53
qui a colonisé des territoires qui
15:56
étaient peuplés mais qui n'était pas politiquement organisés au sens européen du terme.
même s'il n'était pas du tout
16:08
une organisé il y a des déchets free
16:11
locales etc.
16:14
mais bon du point de vue
16:17
occidentale Europe 1 ça correspondait
16:19
pas à la de lancement donc c'était des
16:21
peuples considérés perdu je dirais sur
16:25
lesquels le les européens sont venus établir leur domination
16:31
donc on parlait de territoire 100 m qui
16:35
a permis de les faire passer sous la souveraineté des puissances européennes.
16:45
Aujourd'hui,
16:49
aujourd'hui il y en a plus évidemment de
16:52
territoire 100 m ça n'existe plus donc
16:56
dans lequel cas on peut constater qu'il n'y a pas ou qu'il n'y a plus de gouvernement. Pour
prendre un exemple récent suite à la décolonisation, dans la corne de l'Afrique, la Somalie
des années 1990 a été minée par les par les conflits et les tensions internes. Il y a eu un véri-
table délitement de l'autorité gouvernementale, au point même qu'elle a disparu. Finalement,
l'État est devenu la proie de plusieurs clans rivaux. Il y avait donc une forme d'anarchie ; c'est
ce qui a favorisé d'ailleurs entre autres le développement de la piraterie dans la corne de
l'Afrique au large des côtes somaliennes. Tout ça s'est normalisé récemment ; il y a un gou-
vernement officiel maintenant en Somalie. Du point de vue des relations internationales, on
est à nouveau dans la norme.

Un autre exemple de ce qui peut provoquer la disparition d'un gouvernement, c'est tout simplement une guerre. Le gouvernement peut par exemple disparaître, mais également quitter le territoire ou partir en exil pour ne pas être capturé, alors que la population reste sur le sol national. C'est ce qu'il s'est passé pendant la seconde guerre mondiale.

On peut également citer dans cette rubrique ce qu'on appelle les « gouvernements fantoches ». Suite à des conflits internes, une puissance occupante va installer un gouvernement qui va être à ses ordres, à sa solde. L'État vainqueur (qui domine) met son pion dans l'État qu'il a vaincu.

19:50

l'exemple auquel je pense c'est

19:53

l'Afghanistan

19:54

non c'est pas l'Afghanistan aujourd'hui

19:56

c'est celle Afghanistan il vient il y a

20:01

longtemps c'était fin des années 70

20:06

c'était en 79

20:07

c'était suite à l'invasion soviétique en Afghanistan en 79 ou le gouvernement

20:19

russe a fait soviétique

20:22

le pouvoir soviétique a installé sur

20:25

place un gouvernement donc on avait

20:27

officiellement un gouvernement afghan

20:30

c'était le gouvernement de Barack Obama

20:33

lé mais qu'ils n'étaient que le pion des

20:38

russes dans cette histoire et puis le

20:42

peuple je dirais c'est l'as et puis ça a

20:45

été à nouveau la guerre civile bon

20:47

surtout que l'Afghanistan aussi c'est

20:49

compliqué parce qu'il y a là aussi ddt

20:52

tribu rivard assez influente et c est

20:56

tout ça a conduit à nouveau au désordre

20:58

et la guerre civile en tout cas au

21:00

départ de deux cartes mal aidé les

21:03
soviétiques
21:06
voilà cet exemple donc du gouvernement
21:08
fantoche entre guillemets là j'étais
21:13
dans la première hypothèse c'est à dire
21:16
il n'y a pas ou il n'y a plus de
21:19
gouvernement
21:21
deuxième hypothèse c'est celle où il va
21:25
y avoir deux gouvernements sur un même
21:28
territoire
21:30
là aussi ça se produit bien sûr le plus
21:33
souvent en cas de guerre donc deux
21:38
gouvernements chacun de ces deux
21:46
gouvernements évidemment va se prétendre
21:49
se prétendre légitime
21:51
là ces deux cas particuliers font
21:57
référence à quoi mais je suis dans le 3è
22:03
mans sur l'organisation politique le
22:05
gouvernement
22:06
donc on explique que l'état il peut pas
22:09
exister sans gouvernement
22:13
j'ai expliqué que du point de vue du
22:16
droit international le type de
22:17
gouvernement importe peu alors après
22:21
puisque le gouvernement est un élément
22:24
constitutif indispensable de la
22:26
définition de l'état
22:28

j'examine
22:31
des cas un petit peu particulier donc il
22:33
n'y a pas ou il y a plus de gouvernement
22:34
et il y a deux gouvernements alors la RDA
22:39
et la RFA
22:40
non c'est différent parce que
22:43
l'Allemagne suite à la seconde guerre
22:46
mondiale c'est le résultat du conflit et
22:51
de l'entente entre les grandes
22:52
puissances
22:52
l'Allemagne avait été coupée en deux
22:56
donc il y avait bien deux états
22:59
allemands il y avait la république
23:00
fédérale d'Allemagne qui était dans le
23:02
camp occidental
23:03
il y avait la république démocratique
23:06
allemande avec Berlin pour capitale qui
23:09
était dans le camp soviétique dont il y
23:11
avait bien deux gouvernements mais qui
23:13
correspondait un deux états alors ici je
23:18
fais allusion 1-2 gouvernement suite à
23:20
la guerre un gouvernement en exil
23:22
l'autre sur le territoire national
23:24
l'exemple lousi quelqu'un l'a dit je l'
23:26
ai vu passer
23:26
c'est tout à fait juste c'est pendant la
23:29
guerre la seconde guerre mondiale vous

23:32
avez le gouvernement de la France libre
23:34
à Londres avec le général de Gaulle et
23:37
vous avez en France le gouvernement de
23:40
Vichy bien évidemment de telles
23:46
situations sont appelés par définition à
23:50
être transitoire à l'issue du
23:53
conflit il y a un des deux gouvernements
23:56
forcément qui disparaît par exemple en
24:01
France
24:02
ça va sans dire le gouvernement de Vichy
24:04
a disparu et la transition
24:07
constitutionnelle a été assurée vous le
24:09
savez par le général de Gaulle un
24:14
précieux dans l'école à la situation
24:16
peut perdurer mais c'est exceptionnel et
24:20
se transformer en une question de
24:24
conflit de souveraineté permanent c'est
24:28
le cas pour la Chine
24:30
et Taïwan lorsque Taïwan qui ont tué 49
24:35
a voulu faire cavalier seul évidemment
24:40
ça n'a jamais été accepté par la
24:42
Chine continentale comme on dit et même
24:46
si aujourd'hui du point de vue du droit
24:48
international
24:49
on a deux états souverains la Chine et
24:52
Taïwan la Chine ne pense qu'à une chose
24:54

n'a jamais renoncé à ce territoire elle
24:57
veut récupérer Taïwan
25:04
voilà je crois on a fait le tour des
25:09
trois éléments constitutifs de l'état
25:13
qui sont nécessaires donc pour avoir un
25:16
sujet de droit donc un territoire une
25:21
population une organisation politique
25:24
c'est à dire un gouvernement
25:26
tout ça c'est les critères absolument
25:30
nécessaire indispensable mais ça n'est
25:34
pas pour autant suffisant
25:36
il ya un autre élément qui est tout à
25:39
fait majeur pour qu'on puisse parler
25:42
véritablement d'état sur la scène
25:45
internationale c'est la notion de
25:48
souveraineté
25:49
c'est véritablement la souveraineté qui
25:52
est au cœur de la notion des temps et
25:56
ça sera donc le grand baie granby le
26:00
critère de l'état la souveraineté alors
26:04
j'ai pas le plan que je vous ai fourni
26:07
sous les yeux doux je feuillette
26:11
dans mes pages pour vous retrouver dans
26:16
le plan voilà donc on était dans
26:27
paragraphe heures la notion d'état le
26:31
grand tas c'étaient les éléments
26:34
constitutifs de l'état est donc le grand

26:37
bé c'est le critère de l'état ce qui va
26:40
véritablement qualifié caractériser
26:43
l'état c'est la souveraineté
26:44
donc rendez le critère de l'état la
26:48
souveraineté et je dirais ici tout de
26:59
suite mais bon je joue à leur tour donc
27:01
je vais arrêter que l'état il va se
27:06
singulariser véritablement des autres
27:10
acteurs des relations internationales
27:12
justement par cette souveraineté seul
27:16
dans les relations internationales
27:18
seul l'état est souverain seul l'état
27:22
dispose de la souveraineté ça veut dire
27:25
que les organisations internationales
27:27
elles n'ont pas la souveraineté on
27:30
ne parlera pas de souveraineté pour les organisations internationales et *a fortiori* ça va sans
dire pour les personnes privées qui ne sont pas non plus des sujets de droit international.
Il nous restera à définir ce qu'on entend par « souveraineté ». qu'est
27:52
ce que c'est la souveraineté et on verra
27:56
pour les principes de base qui sont
27:58
posées par le droit international pour
28:01
que l'état existe donc sur la scène
28:04
internationale voilà donc je vous
28:07
propose de nous arrêter
28:10
ici je reste encore une ou deux minutes
28:12
en ligne si vous avez d'autres questions
28:17
sinon comme d'habitude je reste
28:20

disponible par e-mail et je
28:24
compléterai le plan que j'ai mis sur
28:27
hiller je me rappelle plus où je me suis
28:29
arrêté
28:29
en tout cas je prendrai un petit peu
28:32
d'avancé je vous mettrai d'avance si
28:35
vous voulez le plan du prochain cours
28:37
comme ça vous pourrez vous y retrouver
28:40
peut-être un peu plus facilement

RI #4 première partie

La souveraineté

Nous avons vu la dernière fois les éléments constitutifs de l'État : le territoire, la population, le pouvoir politique (ou gouvernement). Si ces éléments sont nécessaires, ils ne sont pas suffisants. Il y a un critère absolument essentiel pour l'État qui est celui de la souveraineté, et c'est celui que nous allons voir maintenant.

00:50
donc du point de vue du plan donc je
00:53
vous ai mis le plan sur i learned
00:57
j'espère que vous l'avez trouvée donc on
00:59
est dans le dans le grand bain le
01:01
critère de l'état la souveraineté le
01:08
critère de l'état
01:09
la souveraineté
L'État se singularise par rapport aux autres acteurs des relations internationales en ce sens qu'il est le seul à être titulaire de la souveraineté. Par exemple, les autres acteurs que sont les organisations internationales ont des compétences d'attribution, mais ne sont pas titulaires de la souveraineté, et *a fortiori* les personnes privées qui n'apparaissent que marginalement sur la scène internationale en tant qu'acteurs n'ont pas de souveraineté.
01:58
reste à savoir : Qu'est-ce qu'on entend par le terme « souveraineté » ? On peut reprendre plusieurs définition que vous connaissez sans doute.
02:10
je pense par exemple à la définition de
02:15

cas rythme halberg qu'on vous a peut

02:18

être donné en droit constitutionnel ou

02:21

la souveraineté donc selon Karine Malberg désigne « le caractère suprême d'une puissance pleinement indépendante »

02:32

je reprends la souveraineté désigne le

02:36

caractère suprême d'une puissance

02:39

pleinement indépendante

02:45

j'aime bien aussi la définition de la

02:48

souveraineté de baux d'un auteur

02:52

français donc vous connaissez aussi

02:56

peut-être par le droit constitutionnel

02:57

plus anciens mais puisque ça remonte au

02:59

16^e siècle

03:00

et pour lui la souveraineté c'était le

03:05

pouvoir de commander et de contraindre à

03:08

100 est recommandée ni contre 1 c'est

03:14

tout à fait clairement j'aime bien cette

03:15

cette définition je reprends modern donc

03:18

pouvoir de commander et de contraindre

03:21

sans être commandé ni contre 1 voilà

03:27

donc pour le concept la notion de

03:30

souveraineté alors cela étant on va voir

03:35

l'illustration et les conséquences de

03:38

cette souveraineté dans les relations

03:40

internationales

03:42

on va voir dans un premier temps que les

03:45

relations internationales

03:46

le droit international repose sur le
03:50
postulat de base de l'égalité souveraine
03:54
des états ça sera le premier point et on
03:59
verra dans un second temps qu'il existe
04:02
néanmoins des limites à cette
04:05
souveraineté alors premiers points
04:08
premièrement tous les états sont égaux
04:13
et souverains
04:15
premièrement tous les états sont égaux
04:17
et souverains
04:23
alors ce principe c'est vraiment le
04:26
postulat de départ
04:28
c'est l'un des principes cardinaux des
04:31
relations internationales et je dirais
04:33
aussi du droit international et en même
04:37
temps c'est le fondement de la de la
04:40
coopération des états entre eux ce
04:45
principe de l'égalité des états
04:48
souverains
04:49
on le trouve dans de nombreux textes on
04:53
le trouve pour commencer dans la charte
04:55
des nations unies
04:57
en effet vous avez l'article 2
05:00
paragraphe 1 de la charte de l'ONU qui
05:05
dispose je cite
05:08
l'organisation est fondée sur le
05:11
principe d'égalité souveraine de ses

05:15
membres je reprends l'organisation est
05:19
fondée sur le principe d'égalité
05:21
souveraine de ses membres alors quelle
05:27
est la signification de tout cela
05:30
plusieurs si des premières idées
05:34
d'abord ce sont des droits et des
05:38
obligations identique pour tous les
05:41
états en effet tous les états égalité
05:46
souveraine
05:47
tous les états ont les mêmes droits et
05:51
les mêmes obligations sur le papier en
05:53
tout cas j'y reviendrai
05:55
c'est logique : c'est la condition *sine qua none* du respect par les autres de sa propre souveraineté. Autrement dit, puisque la souveraineté est reconnue à tous les États, puisque tous les États sont censés jouir de la même souveraineté, cette égalité permet qu'aucun État ne se trouve dans une situation d'assujetti par rapport à un autre, par rapport à d'autres. Encore une fois sur le papier, les États sont souverainement égaux.
06:41
ce principe
06:43
ok je reprends donc puisque tous les
06:48
états bénéficient de la de la même
06:51
souveraineté ils sont égaux en matière
06:54
de souveraineté en tout cas en théorie
06:57
cette égalité
06:58
ça permet que aucun état par principe ne
07:03
soient assujettis à d'autres tous les
07:09
états sont donc souverainement égaux
07:21
ce principe d'égalité souveraine
07:24
il a une portée très large d'abord cela
07:32

implique l'existence ce qu'on a de ce
07:36
qu'on appelle des attributs de
07:39
souveraineté les attributs de
07:42
souveraineté si vous préférez ce sont
07:44
les droits de l'état
07:45
qu'est-ce que l'état peut faire en
07:49
fonction de cette de cette souveraineté
07:52
à part dont la définition des nations
07:56
unies donc c'est l'article 2 du début
07:58
qui vont manquer donc je reprends avant
08:03
ma première idée l'article 2 paragraphe
08:05
1 de la charte dispose l'organisation
08:08
est fondée sur le principe d'égalité
08:12
souveraine de ses membres voilà
08:19
l'organisation est fondée sur le
08:20
principe d'égalité souveraine de ces
08:22
Londres
08:30
donc j'enchaîne jeudi c'est la
08:34
conséquence 10 ans de ce principe
08:37
d'égalité souveraine c'est que l'état
08:41
bénéficie d'un certain nombre
08:43
d'attributs de souveraineté alors il
08:46
faut entendre par là les droits de
08:49
l'état quels sont les droits de l'état
08:52
on en de cette souveraineté dans le
08:54
cadre de cette souveraineté alors c'est
09:00
d'abord on peut faire une liste sans

09:02
entrer nécessairement norme dans les
09:04
détails
09:05
quand on dit le principe pour beaucoup
09:06
ça suffit ça va être égalité juridique
09:10
l'égalité juridique
09:12
ça va être l'intégrité territoriale ou
09:17
plus exactement le respect de
09:20
l'intégrité territoriale
09:24
ça va être le respect de l'indépendance
09:28
politique
09:33
ça va être dans le même ordre d'idées le
09:37
droit de développer son propre système
09:41
politique économique sociale culturelle
09:49
ça va être encore le droit de participer
09:54
aux relations internationales
09:57
c'est à dire on peut mettre des sous
10:01
rubriques ici pour la participation
10:04
relations internationales
10:06
c'est bien sûr le droit de définir et de
10:12
conduire à son gré les relations avec
10:16
les autres états conformément bien sûr
10:20
au droit international et en suivant les
10:24
principes de ce qu'on appelle le droit
10:27
de légation le droit de légation c'est
10:31
tout ce qui est relatif aux ambassades
10:34
aux ambassades
10:36

donc je reprends droit de définir et de
10:40
conduire à son gré les relations
10:43
diplomatiques avec les autres états
10:45
c'est ensuite toujours dans le droit de
10:49
participer aux relations internationales
10:51
c'est la capacité bien évidemment de
10:55
produire des actes juridiques
10:58
internationaux l'état souverain il peut
11:05
produire tout type d'acte juridique des
11:09
actes juridiques qui seront
11:11
contraignants comme les traiter il
11:13
pourra participer à l'information de la
11:16
coutume par son comportement il pourra
11:19
émettre ce qu'on appelle des actes
11:21
unilatéraux et cetera et cetera et donc
11:26
dans le même ordre d'idées bien sûr
11:28
c'est lui état souverain qui décide tout
11:31
seul s'il veut être ou non partie un
11:35
traité s'il veut faire partie d'un
11:38
système conventionnel
11:42
c'est aussi pour l'état souverain la
11:47
possibilité de participer à la vie
11:52
multilatérales internationales alors la
11:59
participation à la vie à la société
12:02
international multilatéral
12:04
ça se fait par exemple au travers des
12:08
organisations internationales dont il

12:10
deviendra membre
12:12
même si juridiquement après j'aurai
12:15
l'occasion dans d'entre eux parlé à
12:18
partir de l'instant où l'état adhère à
12:22
une organisation internationale après
12:23
juridiquement c'est l'organisation les
12:26
organes de l'organisation internationale
12:28
qui apparaissent et qui agissent au nom
12:30
des états l'état en tant que tels si
12:32
vous voulez disparaît c'est encore et
12:36
toujours
12:37
la capacité de mettre en cause la
12:41
responsabilité internationale des autres
12:44
états c'est comment dire un mécanisme
12:52
juridique
12:53
toute cette liste correspond à quoi ça
12:56
correspond à tout ce qu'on peut faire
12:59
dans l'est dans les relations
13:00
internationales ce sont des sous
13:02
rubriques de le droit de participer aux
13:06
relations internationales qui étonne
13:08
donc des attributs de la souveraineté
13:11
donc je reprends le droit de participer
13:14
aux relations internationales ça se
13:15
traduit par le droit de définir et
13:18
conduire à son grès et ses relations
13:19

avec les autres et à la capacité de
13:22
produire des actes juridiques le droit
13:24
d'être parti à des traités
13:26
la possibilité de participer à la vie
13:30
internationale multilatérale
13:32
j'en étais à la capacité de mettre en
13:36
cause la responsabilité internationale
13:38
des autres états j'étais en train de
13:42
dire la responsabilité internationale
13:46
c'est un mécanisme finalement qui perd
13:49
le mécanisme juridique qui permet aux
13:51
états de protéger leur souveraineté et
13:55
de protéger aussi leur intérêt et je
13:59
pourrais en faire ajouter à la liste le
14:03
droit à la neutralité
14:06
puisque vous savez que à la surface du
14:10
globe il existe un certain nombre
14:12
d'états neutre comme la Suisse
14:15
comme la Suède comme l'Autriche
14:18
par exemple c'est une chose qui lui
14:22
avait été un petit peu dicté peut-être
14:25
un élément de l'histoire qui est qui et
14:27
qui est un peu méconnu il faut pas
14:29
oublier que après la seconde guerre
14:31
mondiale, l'Autriche n'a été viennent en tout
14:35
cas a été occupée par les par les russes
14:39
jusqu'à 1955 donc dix ans après la fin

14:43
de la guerre est la nôtre riches n'a pu
14:48
avoir pleinement son statut
14:51
d'indépendance et et d'état souverain
14:54
qu'à la condition donc dicté par les
14:57
soviétiques d'adopter le statut de
15:01
neutralité
15:03
alors qu'est-ce qu'on est à neutre ben
15:05
justement je poursuis mon exemple par
15:09
par l'Autriche comme ça ça sera ça
15:11
sera clair pourquoi les russes les
15:15
soviétiques voulaient que l'Autriche
15:18
soit neutre parce que comme ça
15:20
de fait et de droit elle ne pouvait pas
15:22
participer à des alliances militaires
15:25
parce que bien évidemment le camp occidental aurait aimé que l'Autriche entre dans l'OTAN
(Organisation du traité de l'Atlantique nord) ce qui évidemment
15:37
pour les russes était impensable donc
15:38
par un statut de neutralité et bien
15:41
l'état est neutre sur la scène
15:42
internationale il ne rentre pas on était
15:46
dans les pompes de la guerre froide dans
15:47
un camp entre guillemets il n'entrait
15:51
pas dans l'OTAN bien sûr fortiori il
15:53
pouvait pas entrer dans le dans le camp
15:55
adverse et voilà donc pour les attributs
16:02
de souveraineté
16:11
alors ces attributs de souveraineté

16:15
on peut dire qu'ils ont pour corollaire
16:18
un certain nombre d'obligations
16:23
autrement dit ce principe d'égalité
16:28
entraîne des obligations entraîne des
16:33
devoirs pour l'état bien qu'ils
16:36
soient souverains première chose que je
16:43
peux mentionner c'est la responsabilité
16:47
que j'ai évoqués il ya un instant à
16:50
notre égard
16:51
ici la responsabilité en tant que
16:56
charge en tant qu'obligation si vous
16:57
voulez pour l'état la responsabilité
17:00
c'est l'obligation pour l'état de
17:05
réparer les conséquences dommageables de
17:10
fait internationalement illicite qu'il a
17:14
commis je reprends la responsabilité il
17:19
faut l'entendre comme l'obligation de
17:22
réparer les conséquences dommageables de
17:27
fait internationalement illicite qu'il a
17:31
commis
17:36
alors on pourrait dire au premier chef
17:39
que la responsabilité
17:41
c'est une charge alors bien sûr c'est
17:44
une charge en même temps c'est un c'est
17:48
un signe majeur c'est un indice majeur
17:50
de cette souveraineté
17:52

c'est un peu comme pour l'être
17:55
humain comme vous pour les personnes
17:56
physiques si vous voulez la
17:59
responsabilité de l'individu
18:01
c'est la marque de 2 de sa liberté et
18:04
c'est la marque aussi de sa capacité de
18:07
sa pleine capacité juridique
18:11
alors bien évidemment cette
18:14
responsabilité étatique elle est la même
18:18
pour tous principe d'égalité entre les
18:22
états et elle était organisée après par
18:26
par le droit international mais on ne
18:29
veut pas en parler ici donc premier
18:34
corollaire la responsabilité deuxième
18:39
élément important à côté de la
18:41
responsabilité que je voudrais évoquer
18:45
c'est la non-ingérence le fameux
18:48
principe de non-ingérence qui a fait
18:51
couler beaucoup d'encre lors ce
18:54
principe de non-ingérence
18:56
il trouve son ancrage dans la charte des
19:00
nations unies
19:01
elle même je vous cite l'article 2
19:05
paragraphe 7 de la charte des nations
19:08
unies qui dispose il est interdit
19:12
je cite d'intervenir dans les affaires
19:17
qui relèvent de la compétence nationale

19:22
de l'état
19:24
je reprends il est interdit d'intervenir
19:29
dans les affaires qui relèvent de la
19:34
compétence nationale de l'état
19:41
c'est ce qu'on appelle donc le principe
19:43
de non-ingérence ou principe de non intervention qu'on peut décomposer en plusieurs
19:54
obligations plusieurs obligations de ne
19:57
pas faire la plus importante que bien
20:00
sûr la plus la plus évidente c'est celle
20:05
de ne pas employer la force armée contre
20:08
l'intégrité territoriale de notre état
20:11
c'est la moindre des choses c'est le
20:14
principe du respect de la souveraineté
20:16
territoriale des autres états principe
20:20
de non-ingérence
20:25
après ça peut être difficile de
20:30
déterminer précisément qu'est-ce qu'une ingérence ? Qu'est ce qui relève de l'ingérence ?
20:39
d'autant que ces dernières années mais
20:43
ça je n'en parlerai pas dans ce court ça
20:46
relève plutôt du cours de droit
20:48
international
20:50
c'est développer une doctrine qui est
20:55
celle du principe au contraire
20:58
d'intervention du devoir d'assistance du
21:02
3 voire du devoir d'ingérence dans les
21:07
affaires d'un état par exemple si il y a
21:11

un chaos tel que la population est
 21:15
 confrontée à de graves difficultés pour
 21:17
 pour survivre pour des raisons
 21:20
 économiques politiques ou autres
 21:27
 je pense par exemple à la Biélorussie
 21:32
 tient la Biélorussie vous savez qu'il y a
 21:36
 eu des élections
 21:37
 or ces élections sont contestées et
 21:40
 elles sont contestés dans la rue en
 21:43
 Biélorussie la population estime que le
 21:47
 scrutin a été complètement truqué par le dictateur Loukachenko c'est la ville
 21:55
 en Russie d'ailleurs et est une bd des
 21:57
 dernières dictatures qui existe en
 22:00
 Europe
 22:01
 la Biélorussie est le seul état à ne pas
 22:04
 faire partie d'ailleurs du conseil de
 22:06
 l'Europe et un certain nombre d'états
 22:11
 tiers et à commencer par les états
 22:13
 membres de l'union européenne et l'union
 22:14
 européenne elle-même prend fait et cause
 22:17
 pour la population biélorusse et va
 22:21
 adopter des sanctions à l'encontre du
 22:24
 pouvoir biélorusse
 22:26
 c'est une forme d'ingérence comme il y a
 22:31
 eu une ingérence il y a quelques années quand Sarkozy a décidé d'intervenir en Libye, ce qui
 a abouti à la chute et à la mort de Kadhafi. Vu ce qui a succédé, je ne sais pas si c'était une
 brillante idée, parce que je suis persuadée du contraire. Tout ça pour dire en tout état de
 cause, que ce principe de non-ingérence se heurte aujourd'hui à une doctrine qui défend le
 principe d'ingérence

23:06
en particulier j'ai pas encore prononcé
23:08
le mot pour des raisons humanitaires
23:10
c'est le droit d'ingérence humanitaire
23:13
lorsque s'est reconnue au niveau du
23:15
droit international ça je voulais
23:17
expliquerait plus tard au troisième
23:19
année peut-être pour ce que j'en ai le
23:21
plaisir de retrouver
23:24
après des années d'incertitude on peut
23:27
dire que oui dans une certaine mesure ce
23:31
droit voire le devoir d'ingérence
23:34
humanitaire a été reconnue en droit
23:37
international notamment par la cour
23:40
internationale de justice
23:47
alors je reviens en arrière donc dans ce
23:52
grand baie sur le critère de l'état la
23:56
souveraineté j'étais dans ma première
24:01
idée selon laquelle cela implique des
24:05
droits et des obligations identique pour
24:09
tous les états et j'en arrive maintenant
24:12
à une deuxième idée
24:15
conséquence donc de ce critère de
24:17
souveraineté
24:20
c'est le monopole du pouvoir étatique
24:24
deuxième idée donc le monopole du
24:26
pouvoir étatique
24:32

alors
24:40
ne pas employer la force armée contre
24:42
l'intégrité de notre état veut dire que
24:45
nous n'avons pas le droit d'intervenir
24:47
sur un autre état que le nôtre bien
24:49
évidemment en théorie après il ya un
24:53
certain nombre d'exceptions en droit
24:56
international notamment s'agissant de là
25:00
de la légitime défense
25:01
c'est ce qui avait pu justifier dans une
25:04
certaine mesure par exemple
25:07
l'intervention américaine en Afghanistan
25:10
après 2011 heures puisque les
25:13
terroristes étaient censés venir de là
25:17
bas après sur l'intervention par exemple
25:23
en irak des états unis soutenus par le
25:27
le royaume uni parce que Saddam Hussein
25:30
était censé disposer d'armes de
25:32
destruction massive ça au départ ça
25:35
s'est fait en totale violation du droit
25:38
international
25:41
absolument c'est interdit de faire la
25:44
guerre de toute façon c'est le principe
25:46
cardinal posés par la charte de l'ONU
25:50
c'est l'interdiction du recours à la
25:52
force dans les relations internationales
25:55
c'est le principe depuis 45 normalement

25:57
la force la guerre est banni en tout cas
26:01
en principe
26:08
donc j'en viens ma deuxième idée le
26:11
monopole du pouvoir étatique tous les
26:19
états parce qu'ils sont souverains
26:22
justement disposent du monopole du
26:27
pouvoir étatique
26:29
ça veut dire qu'ils exercent tous
26:33
pleinement les compétences de l'état
26:38
il exerce tous pleinement des
26:41
compétences de l'état ça si vous voulez
26:43
c'est l'aspect positif de la
26:46
souveraineté
26:49
on va parler ici en particulier de
26:53
compétence exclusive de l'état sur son
26:58
territoire compétence exclusive de
27:02
l'état sur son territoire avec un
27:05
monopole dans trois domaines
27:08
monopole de législation seul l'état est
27:14
compétent pour légiférer sur son
27:18
territoire à l'égard de sa population à
27:21
l'intérieur de ses frontières pour sa
27:22
population donc monopole de législation
27:27
monopole de contraintes
27:31
seul l'État dispose de forces de coercition : police, armée, etc., pour assurer
27:42
l'ordre l'a défendue au nom du pays et
27:46

monopole enfin deux juridictions
27:53
alors ça me fait penser à notamment à la
27:57
définition je crois que j'avais déjà
27:58
évoqué que vous avez peut-être vu en
28:00
sciences po sur la définition de l'état
28:06
selon max weber lui selon max weber
28:11
l'état c'est lui qui dispose du monopole
28:13
de la contrainte organisée c'est un des
28:17
éléments forts attachés à la
28:20
souveraineté
28:25
donc voilà pour cette deuxième idée le
28:31
monopole du pouvoir étatique et il ya
28:35
une troisième idée disant qu' un peu
28:39
sous-jacente qui est con d'irène plus
28:42
dans l'ordre dans les autres c'est
28:45
l'idée en principe qu'il n'y a pas
28:48
d'autorité au-dessus de l'état en
28:56
principe l'état est souverain il n'y a
28:59
en effet aucune autorité au-dessus de
29:04
l'état l'état il est indépendant
29:10
d'ailleurs dans le langage courant
29:13
pardon pour exprimer qu'une
29:16
collectivité humaine sur un territoire
29:19
accède au statut d'état
29:22
on dit généralement qu'il
29:25
accède à l'indépendance
29:29
donc à partir de ce moment-là dès son

29:32
indépendance et bien les autres états
29:35
doivent respecter bien évidemment sa
29:39
souveraineté être indépendant
29:44
ça veut dire pour un état qu'il n'est
29:47
subordonnée à aucun autre état où il
29:53
n'est subordonnée à aucun groupe d'états
29:56
à aucune autorité de quelque nature
30:00
qu'elles soient
30:10
alors dont j'ai parlé de compétence
30:16
exclusive de l'état
30:19
c'est la conséquence de ce monopole du
30:24
pouvoir étatique
30:26
donc on va dire pour réunir ces deux
30:31
idées que sur son territoire l'état est
30:35
seul à exercer ses compétences et que
30:40
les autres états ne peuvent rien y
30:43
changer
30:44
ça c'est la vision de base bien sûr qui
30:48
va être complétée ultérieurement
30:52
donc je répète la compétence exclusive
30:55
de l'état
30:56
ça veut dire que sur son territoire
30:58
l'état est seul à exercer ses
31:02
compétences étatiques les autres états
31:05
n'apparaissent pas n'ont pas eu à
31:08
intervenir
31:13

j'en ai terminé par là même avec le
31:16
premier roman qui s'intitulait donc tous
31:19
les états sont égaux et souverains mais
31:24
on va voir maintenant dans un
31:26
deuxièmement que cette souveraineté elle
31:30
n'est pas illimité deuxièmement la
31:33
souveraineté n'est pas illimité
31:44
exit
31:57
par principe par principe
32:06
alors je reprends pour lily donc on
32:12
était dans le grand bain où le critère
32:14
des tasses et c'est la souveraineté
32:17
donc le premier roman s'étaient tous les
32:20
états sont égaux et s'ouvre à tous les
32:25
états sont égaux et souverains et le
32:28
deuxièmement donc cette souveraineté
32:30
n'est pas illimité c'est bon
32:43
c'est toujours un petit décalage voire
32:46
10 20 secondes
32:49
donc ok chercheurs par principe
32:56
seul le droit international peut venir
33:01
limiter la souveraineté des états
33:06
puisque le droit international
33:17
alors pour valentine le monopole
33:20
étatique c'est législation contraintes
33:24
aux coercitions et juridictions voilà
33:27
merci du cas vous avez été plus rapide

33:28
que moi donc je disais seul le droit
33:38
international peut limiter la
33:40
souveraineté sachant que le droit
33:43
international
33:44
c'est le droit qui régit les rapports
33:49
entre états c'est ce qu'on appelle on
33:52
verra encore de des ip une définition
33:54
fonctionnelle mais peu importe ici ce
33:58
qui est intéressant à noter à comprendre
34:01
c'est que cette limitation
34:04
elle va être le fruit de la volonté des
34:09
états parce que justement le droit
34:14
international régit les relations entre
34:18
états indépendants comme gelée
34:21
soulignait il ya quelques instants
34:24
par conséquent et ça ça n'a l'air de
34:27
rien mais c'est très important
34:30
les règles de droit qui l'hiver blier
34:34
qui lie ces états procèdent de leur
34:38
propre volonté
34:42
alors ça n'a l'air de rien mais c'est
34:44
très important
34:45
là aussi sont des choses qu'on
34:47
développera en cours de droit
34:49
international public
34:51
c'est un courant doctrinale du droit
34:55

international public très important qui
34:57
est celui du volontarisme les règles de
35:00
droit liant les états procèdent de la
35:02
volonté de ceux-ci autrement dit les
35:08
états s'est vidé ce à quoi on abouti
35:11
puisque on est dans l'est dans les
35:13
limites à l'exercice de la souveraineté
35:16
donc les états peuvent très bien décider
35:19
de ce lit
35:21
volontairement par exemple par une
35:24
convention internationale ou par le fait
35:29
d'appartenir à une organisation
35:31
internationale
35:37
parce que bien sûr le fait d'être dans
35:40
un système conventionnel le fait d'être
35:41
dans une organisation internationale ça
35:44
va limiter forcément leur marge de manœuvre, mais ces limites s'imposent aux États parce
que les États les ont acceptées par volontarisme la
36:04
pluralité des états en effet sur la sur
36:08
la scène internationale donc la
36:11
pluralité des souverainetés
36:13
tout cela rend absolument nécessaire et
36:18
indispensable
36:19
l'existence d'une règle qu'il faut
36:22
accepter
36:23
sinon ce serait l'anarchie et donc les
36:27
états en ont bien conscience qu'il faut
36:29

organiser cette coexistence entre
36:33
eux et donc se donner des règles
36:36
acceptées des limites ça fait partie de
36:40
la souveraineté
36:41
et c'est bien sûr dans son propre
36:43
intérêt et bien évidemment ces règles
36:48
lauréats n'aurait aucun sens si une fois
36:51
qu'elle était acceptée elle s'imposait
36:53
pas aux états donc on peut bien voir ici
37:01
le droit international comme une limite
37:05
à la souveraineté de l'état
37:07
même si ce sont les états qui ont
37:10
développé ce droit international si ce
37:12
sont les états qui se donne cette cette
37:16
limite
37:17
ce sont eux qu'il accepte pour la
37:20
meilleure coexistence possible entre
37:23
tous les états souverains
37:33
donc là la souveraineté je suis toujours
37:38
dans mon deuxième on va terminer en
37:42
quelques mots la la souveraineté elle
37:47
traduit la situation tout à fait
37:50
particulière de l'état en tant que sujet
37:55
du droit international
37:59
l'état et ça aussi ça a l'air évident
38:02
mais c'est un des postulats de base sur
38:05
lesquels on travaille au début du cours

38:07
 de droit international
 38:08
 l'état il est il reste le sujet initial
 38:13
 le sujet originaire du droit
 38:16
 international le sujet premier du droit
 38:20
 international dans le terme premier
 38:26
 originaire premier dans la dans la
 38:30
 chronologie
 38:32
 donc il bénéficie cet état de la
 38:36
 personnalité juridique la plus la plus
 38:40
 étendue
 38:41
 on peut parler si vous voulez de
 38:43
 personnalités plénière ont traduit
 38:48
 d'ailleurs cette cette plénitude de
 38:51
 l'état en matière de souveraineté et de
 38:54
 compétences par une notion qui est issu
 38:58
 de la doctrine allemande qui est la
 39:02
 compétence de la compétence en allemand
 39:05
 vous le dire parce que c'est tout à fait
 39:07
 transparent vous savez par les allemands
 39:09
 en allemand ça s'appelle compétences
 39:11
 compétence la compétence de la
 39:13
 compétence voilà alors ça veut bien dire
 39:16
 ce que ça veut dire ça veut dire que
 39:18
 c'est l'état qui détermine lui-même
 39:21
 souverainement pleinement l'étendue de
 39:25
 sa propre compétence
 39:26

ça veut dire donc un moment donné qui va
39:30
pouvoir accepter de limiter sa
39:33
compétence mais c'est lui qui le décide
39:35
c'est lui qui décide
39:37
limitée et c'est lui qui a des limites
39:39
l'étendue on va le voir c'est important
39:43
par exemple quand on aborde le droit
39:46
européen le droit de l'union européenne
39:48
puisque l'état souverain va accepter de
39:51
se dessaisir d'une partie de ses
39:54
compétences
39:54
mais c'est lui qui le décide et c'est
39:57
lui qui décide à quel moment il se
39:59
défait de ses compétences pour les
40:01
transférer à une autre organisation par
40:05
exemple j'ajouterai que la personnalité
40:11
juridique de l'état c'est une
40:15
personnalité morale c'est à dire c'est
40:20
quelque chose de d'abstrait si vous
40:23
voulez et donc au-delà des changements changement de dirigeant, au-delà des changements
de régime d'organisation de
40:32
forme fait tout ce que vous voudrez
40:34
cette personnalité elle exprime l'état
40:38
dans son identité dans son unité dans sa
40:42
continuité
40:45
voilà ce qu'on peut comprendre par
40:48
personnalité morale cette personnalité
40:51

morale n'est pas affectée par les divers
40:54
changements de régime de gouvernance etc
41:01
cela dit justement et c'est un peu
41:03
inclus dans ce que je viens d'évoquer
41:06
à l'instant il y a des mutations qui
41:11
vont affecter parfois la personnalité de
41:15
l'état
41:16
même si elle n'affecte pas sa
41:20
souveraineté donc on va envisager
41:23
maintenant c'est ma transition des
41:27
événements où je dirais grave dans
41:30
l'eure dans la vie des états qui peuvent
41:33
altérer justement cette
41:37
personnalité donc vous prendre le plan
41:42
encore une fois
41:47
j'en ai fini avec le paragraphe 1 et
41:53
j'aborde donc le paragraphe 2 qui va
41:58
s'intituler l'état de sa formation à sa
42:03
disparition

L'État : de sa formation à sa disparition

On va voir ici les différentes mutations qui affectent la personnalité de l'État. Ces mutations sont peu encadrées en réalité par le droit international. Pourtant, elles perturbent les relations internationales, parce qu'elles sont un facteur d'instabilité. Donc partant, on va voir d'abord la naissance de l'État, puis ses possibles transformations et enfin on terminera par sa disparition. On va voir en somme toute la vie de l'État, avec ses vicissitudes, de sa naissance jusqu'à sa mort éventuelle.

La naissance de l'État

On va voir ici comment un État se forme. Il y a deux choses à comprendre ici : la naissance d'un État est un enjeu important sur le plan international, d'abord parce que cette naissance est souvent difficile voire violente (elle peut s'accompagner par exemple de la dispari-

tion d'un autre État), et ensuite parce que les conséquences politiques et juridiques sont considérables sur le plan international

je pense pour le coup aux naissances groupe et qui sont intervenus après le mouvement de décolonisation initié à partir des années 1960. On a vu du coup un afflux très important d'États nouvellement indépendants, nouvellement souverains sur la scène internationale et ça a bouleversé les rapports de force entre les États.

c'est évident dans

44:53

première chose la naissance d'un état

44:55

c'est un enjeu important

44:59

et malgré tout et c'est là la deuxième

45:03

idée en Finlande empêche pas l'autre la

45:06

naissance d'un état reste avant tout un

45:11

fait alors je reprends les enjeux enjeu

45:20

important

45:21

je disais parce que là la naissance d'un

45:26

état

45:26

elle est parfois voire souvent assez

45:30

difficile voire elle peut se faire dans

45:34

la violence quand ça passe par exemple

45:37

par la disparition de notre et avoir une

45:41

sécession d'État et c'est une première

45:43

chose et ensuite les conséquences politiques et juridiques de l'apparition d'un nouvel État ou de nouveaux États sur les relations internationales peuvent être très importantes.

et je

45:58

prenais comme exemple le mouvement de

46:00

décolonisation

46:01

suite à la décolonisation on a vu

46:04

arriver sur la scène internationale un

46:06

très grand nombre d'états donc ça va

46:09

entraîner un accroissement du nombre

46:12

d'états membres de l'ONU bien sûr et

46:15
surtout
46:17
il y a un point commun c'est qu'on a on a
46:20
vu arriver beaucoup d'états sur cette
46:21
scène internationale qui avaient en
46:23
commun d'être des états en développement
46:26
d'avoir une situation économique
46:30
défavorisé et donc ils vont faire groupe
46:33
bien sûr ils vont faire groupes de
46:34
pression c'est ça qui est intéressant
46:36
mais j'aurai l'occasion d'en reparler au
46:38
travers d'autres phénomènes dans
46:44
deuxième idée je disais le lendemain des
46:46
chevals autre bien évidemment c'est que
46:49
la naissance d'un état
46:51
ça reste avant tout un c est plus
46:58
précisément d'ailleurs un fait juridique
47:06
et on va voir on retrouve toujours à peu
47:11
près les mêmes types de deux formations
47:15
de modalités de formation d'état
47:20
c'est ce que je vais vous expliquer
47:22
maintenant
47:25
premièrement les modalités de formation
47:29
d'un état premièrement les modalités de
47:35
formation d'un état
47:46
alors partons d'un constat étant donné
47:51
que aujourd'hui on est plus à l'air
47:53

malheureusement je dirais il ya plus
47:56
aventure possible beaucoup moins on est
47:58
aujourd'hui dans un monde fini entre
48:02
guillemets dans le sens où il ya plus de
48:04
territoire à découvrir
48:06
il n'y a plus de territoire 100 m comme
48:10
on disait dans les siècles passés donc
48:14
partant de là aujourd'hui seuls deux
48:17
statues s'en sont envisageables soit des
48:23
territoires constituent des états
48:26
souverains et ça va être bien sûr la
48:31
règle générale aujourd'hui soit ils
48:35
constituent des territoires coloniaux
48:39
bon il y aurait peut-être un troisième
48:43
statue envisagé laitiers marginal c'est
48:47
celui du territoire internationalisé qui
48:51
par définition est exclue de toute
48:53
appropriation un peu étatique je pense à
48:55
l'antarctique par exemple Banjul je
48:57
voulais sans doute l'occasion de de vous
49:00
en parler c'est pas vraiment la place
49:04
ici puisque justement par définition si
49:06
la statue internationale c'est pas des
49:08
tapis par un état souverain
49:11
alors partant de là il y a deux
49:15
poids qu'on peut qu'on peut mettre
49:17
mettre en avant il y a un point technique

49:20
d'abord que je voudrais expliquer, puis il y a un autre point plus politique.
49:28
nous commençons par le point
49:30
technique est en fait les modalités de
49:37
création d'un nouvel état sont
49:40
sans limite et je dirais pour simplifier
49:42
il ya trois façons de créer un état un
49:47
état peut se constituer de trois
49:50
manières seulement alors le premier
50:00
statut je reprends donc ces états
50:03
souverains tout simplement et l'autre
50:05
c'était territoires coloniaux et on
50:10
laisse de côté les statuts
50:12
d'internationalisation
50:17
donc point technique d'abord il y a trois
50:21
façons de créer un État un état peut
50:25
être créer de trois façons seulement
50:28
première hypothèse d'abord par
50:32
séparation de l'état dont il fait partie
50:38
par séparation de l'état dont il fait
50:41
partie on parle d'ailleurs de séparation
50:44
ou alors vous connaissez plus tôt sans
50:47
doute plus communément le terme de
50:50
sécession donc dans ce premier cas le
50:56
nouvel état qui accède à l'indépendance
50:59
se sépare de l'état dont il fait partie
51:04
dont il faisait partie originellement
51:07

donc ce dernier va subsister mais il
51:12
va se trouver
51:13
amputé d'une partie de son territoire
51:16
celle-là même qui accède à
51:18
l'indépendance et qui devient état
51:20
souverain
51:25
il est rare d'ailleurs qu'une sécession
51:28
se fasse d'un commun accord
51:31
la plupart du temps je dirais que
51:33
l'accouchement il le fait plutôt dans la
51:36
douleur mais parce que l'état justement
51:38
refuse d'être amputé d'une partie de son
51:42
territoire une partie de sa population
51:44
et on peut assister à
51:47
deux véritables guerres de sécession ou
51:50
de guerre de libération nationale
51:53
appelez-le comme vous voudrez une
51:58
illustration une illustration majeur de
52:02
cette première hypothèse de la formation
52:06
d'un d'état nouveau c'est la
52:09
décolonisation on est dans ce cas de
52:11
figure
52:14
alors après la décolonisation et donc la
52:19
séparation des états n'a pas forcément
52:22
été toujours violente parce que ben
52:29
certains moments de l'histoire certains
52:31
états sur certains territoires ont

52:35
accepté plus facilement que d'autres
52:38
l'accession à l'indépendance de leur
52:41
territoire ce peut être une explication
52:45
conjoncturelle après il faut le dire il
52:50
ya une puissante dynamique qui s'était
52:54
créée dans le cadre des nations unies
52:56
pour favoriser cet accès à
53:00
l'indépendance cette fin du colonialisme
53:04
il y a eu une déclaration célèbre de
53:07
l'assemblée générale des nations-unies
53:09
sur l'octroi de l'indépendance aux pays
53:11
et peuples coloniaux en 1960 par exemple
53:20
cela dit en dehors de cette hypothèse de
53:26
décolonisation comme je le disais à
53:30
l'instant il y a en règle générale le
53:32
très forte opposition au séparatisme à
53:36
la sécession
53:38
les états sont bien entendu très
53:41
attachés à leur intégrité territoriale
53:45
ce qui explique d'ailleurs qu'il y a
53:49
relativement peu d'exemples à donner
53:54
de sécession d'accession à
53:57
l'indépendance dans l'histoire récente
54:01
alors cela dit des circonstances
54:05
particulières ont permis ici ou là à la
54:10
surface du globe à certains peuples
54:13

parfois après de très longs conflits de
54:18
pouvoir accéder à l'indépendance de
54:21
pouvoir disposer d'eux-mêmes je pense
54:27
par exemple au Bangladesh qui est une ancienne partie du territoire du Pakistan oriental et
qui a pu accéder enfin à l'indépendance en 1971.
54:48
je pense aussi au Kosovo que j'ai déjà
54:53
évoqué dans un précédent de cours qui
54:57
est un des effets collatéraux de
54:59
l'explosion de la république de
55:01
Yougoslavie
55:02
il y a eu pour ainsi dire des explosions
55:05
en série et le Kosovo s'est séparé de la
55:10
Serbie après un conflit terrible
55:13
terriblement meurtriers qui a ajouté des
55:17
milliers des dizaines de milliers de
55:19
gens sur les routes et le Kosovo donc
55:24
finalement a proclamé unilatéralement
55:28
son indépendance elle était sous statut
55:32
international
55:35
le lot est nu gérer si vous voulez mais
55:40
finalement elle a été prise de vitesse
55:41
et le Kosovo a déclaré unilatéralement
55:44
son indépendance. Il y a même eu un avis célèbre de la Cour internationale de justice à cet
égard, avis très frileux d'ailleurs
55:54
et le Kosovo encore aujourd'hui n'est
55:56
pas reconnu par l'ensemble des états du
55:59
monde il y a beaucoup d'états qui ne
56:01
reconnaissent pas le Kosovo comme états

56:03
indépendants
56:03
je vous avais dit est par exemple
56:05
l'Espagne bien sûr qui a peur du
56:10
phénomène de ces cessions la concernant
56:12
elle accepte le Kosovo pourquoi pas la
56:14
Catalogne
56:14
ça paraît évident et il y avait un autre
56:18
exemple aussi que j'avais noté c'était
56:21
le Soudan aussi de nombreux conflits au
56:24
Soudan
56:24
et finalement le Soudan du sud a fait sécession en 2011 après un référendum d'auto-détermination.
56:38
voilà donc pour cette première hypothèse
56:43
c'est celle de séparation c'est celle de
56:47
sécession bien je vois ma montre qui
56:51
m'indique qu'il va être quasiment 11
56:55
heures donc on se fait une petite pause
56:57
comme d'habitude histoire et se prendre
56:59
un petit café et on se retrouve dans une
57:03
dizaine de minutes à tout de suite.

RI #4 deuxième partie

00:01
bien j'espère que ça va fonctionner
00:04
cette fois-ci bon comme je vous l'ai dit
00:06
je suis dans une zone blanche je suis
00:08
archevêque et les problèmes de réseau se

00:12
poursuivre j'espère que ça va s'arrêter
00:14
c'est le démembrement d'un état
00:18
démembrements d'un état qui disparaît on
00:20
parle de fragmentation de dissolution
00:24
d'éclatement alors pour donner un
00:31
exemple
00:32
[Musique]
00:33
oui il y a eu encore quelques petites
00:35
coupures là ça a l'air de se normaliser
00:38
je croise les doigts attendant un petit
00:46
peu je pense que ça fonctionne donc
00:49
démembrements d'un état qui disparaît je
00:51
pense par exemple à la Tchécoslovaquie
00:54
c'était en 1992
00:59
qui c'est qui s'est scindé en deux qui a
01:02
constitué donc la République Tchèque d'un côté, la Slovaquie de
01:08
l'autre ou sinon l'exemple type du cas
01:11
de figure que je suis en train de vous
01:13
expliquer c'est bien sûr c'est bien sûr
01:16
l'URSS
01:22
enfin la troisième hypothèse après la
01:25
sécession donc et le démembrement d'un
01:28
état qui disparaît c'est le
01:32
rassemblement de deux ou plusieurs états
01:36
troisième hypothèse rassemblement de
01:39
deux ou plusieurs états et pour le coup
01:43

on va parler alors de fusion donc on est
01:51
ici dans le cadre de 2,2 et un ou
01:55
plusieurs états des lieux qui vont se
01:58
rassembler pour ne constituer qu'un seul
02:00
état qui peut être unitaire d'ailleurs
02:03
ou fédéral
02:07
ce mouvement de deux fusions il s'est
02:11
exprimé répliqué le 2 c'était le
02:17
démembrement d'un état qui disparaît les
02:21
membres démembrements de l'état qui
02:23
disparaît donc on parle de fragmentation
02:25
de dissolution d'éclatement avec comme
02:31
exemple donc la Tchécoslovaquie qui a
02:34
éclaté en en 292 république tchèque d'un
02:38
côté Slovaquie de l'autre ou bien sûr
02:40
l'URSS qui a perdu pas mal de ses
02:44
composantes périphériques et 15 800
02:47
Kazakhstan et c'est donc troisième
02:52
hypothèse enfin le rassemblement de deux
02:57
ou plusieurs états auquel cas on va
03:00
parler de fusion et donc ici on a deux
03:04
ou plusieurs états qui vont se
03:06
rassembler pour ne constituer qu'un seul
03:10
en précisant donc il peut très bien être
03:12
unitaire ou fédéral et donc je disais ce
03:18
mouvement il s'est particulièrement
03:21
illustré au 19e siècle avec la

03:26
réalisation par exemple de l'unité
03:29
italienne s'était plaint de ne pouvoir
03:33
de prince éclaté sur les différentes
03:37
région de Sicile, etc. C'est le cas aussi
03:39
pour l'Allemagne unités réalisées donc
03:44
en 1870 donc c'est cette dynamique cette
03:53
procédure un petit peu particulière elle
03:56
est aujourd'hui beaucoup moins
03:58
importante que la division où
04:02
l'éclatement
04:03
on peut néanmoins signalé quelques rares
04:08
exemples au 20e siècle par exemple la
04:14
république arabe unie a été le fruit
04:19
éphémère de la fusion de l'Égypte et de
04:23
la Syrie entre 1958 et 1961 république
04:30
arabe unie
04:31
il y a une fusion éphémère entre l'Égypte
04:34
et la Syrie ou autre exemple alors pour
04:39
le coup pérenne celui-là c'est le Yémen
04:42
en 1990 le Yémen du nord et le Yémen du
04:48
sud ont décidé de fusionner alors c'est
04:53
un exemple rennes ne se disait mais les
04:56
tensions restent tout de même très
04:58
importante entre le nord-Yémen et le sud
05:02
Yémen il y a toujours des conflits larvés
05:05
c'était une zone très importante
05:08

d'ailleurs il y avait souvent des
05:10
prises d'otages internationaux pour
05:13
défendre les les points de vue les uns
05:16
des autres
05:16
puis surtout pour se faire un peu
05:17
d'argent de poche voilà donc pour ces
05:26
quelques exemples de la gt dans le
05:30
point de techniques
05:31
il ya trois façons de créer un état
05:34
points techniques donc séparation
05:36
démembrements fusion je passe au point
05:41
politique le point politique c'est que
05:47
ici
05:48
la formation de l'état des marques est
05:53
indubitablement par le droit des peuples
05:55
à disposer d'eux-mêmes je reprend
06:00
l'information de l'état et marquer
06:04
indubitablement par le droit des peuples
06:06
à disposer d'eux-mêmes alors je vous
06:10
déjà dit je crois la fois passée
06:13
attention ce droit des peuples à
06:16
disposer d'eux-mêmes n'est pas
06:18
pleinement juridique et en tout état de
06:24
cause il n'existe pas à proprement
06:27
parler dans le droit international de
06:30
droit à faire sécession
06:35
cela dit ce principe est un principe

06:38
politique majeure
06:44
c'est au nom bien sûr du droit des
06:46
peuples à disposer d'eux-mêmes que c'est
06:48
fait par exemple la décolonisation dans
06:51
les années 60 c'est le droit des peuples
06:55
à disposer d'eux-mêmes qui au cours des
06:59
années 90 après la chute de l'union
07:02
soviétique notamment puis après
07:05
l'éclatement de de la république de
07:07
Yougoslavie
07:10
donc je vais aider mes phrases ses
07:13
début des années 90 qu'on a assisté à
07:17
une
07:18
un véritable une véritable refondation
07:22
de la carte politique de l'Europe c'est
07:29
encore aujourd'hui au nom du droit des
07:32
peuples à disposer d'eux-mêmes que
07:34
certains que certains peuples certaines
07:36
populations certaines nominations lutte
07:39
pour leur indépendance
07:41
je pense bien évidemment par exemple à
07:45
la catalogne
07:48
donc le droit des peuples à disposer
07:51
d'eux-mêmes
07:52
c'est un principe politique majeur qui a
07:56
contribué à façonner la société
07:59

internationale

08:05

cela dit bon je les ai rappelés il y a quelques instants

08:10

j'insiste : il n'y a pas de droit juridique des peuples à disposer d'eux-mêmes alors

08:22

effectivement mais c'est ce que j'étais

08:25

en train de préciser justement pour

08:28

lever les ambiguïtés il y a une

08:30

formulation très générale sur le droit

08:34

des peuples à disposer d'eux-mêmes qui

08:36

se trouve dans la Charte des nations unies, dans plusieurs textes internationaux aussi des

08:45

déclarations aux résolutions de

08:48

l'assemblée générale des nations unies

08:49

notamment

08:51

mais si ce droit a pu être invoqué

08:57

notamment dans le cadre de la

08:59

décolonisation

09:01

il n'existe pas en droit international

09:04

et donc je fais bien la distinction

09:07

il n'existe pas en droit international

09:09

de droit à faire sécession de 3 accéder

09:15

à l'indépendance et donc le droit des

09:18

peuples à disposer d'eux-mêmes ne trouve

09:21

2

09:21

ne trouves d'expression si vous voulez

09:24

de traduction concrète dans la société

09:29

internationale que dans le cadre du

09:31

droit de la décolonisation pardon du

09:35

phénomène de décolonisation bon après il

09:39
ya il ya des exceptions notamment si un
09:43
peuple était considéré comme
09:46
particulièrement opprimés que l'état
09:49
central employer la violence contre lui
09:53
et c'est dans ce cadre-là et de façon
09:58
très encadré
10:00
très précise très conditionnel on
10:02
pourrait éventuellement reconnaître le
10:04
droit des peuples à disposer d'eux-mêmes
10:05
le droit à la sécession
10:08
mais aujourd'hui autant dire que tous
10:12
les états en ont fermé la porte
10:14
bien évidemment à ce droit à la
10:17
sécession
10:18
ce qui montre que le véritable obstacle
10:23
en fait il est pas tellement juridique
10:27
il est surtout politique
10:29
parce que les états ne veulent pas
10:32
entendre parler de ces cessions est
10:35
d'ailleurs curieusement même des états
10:38
qui ont par exemple accéder récemment à
10:41
l'indépendance ne verrez pas on ne voit
10:45
pas non plus d'un bon œil
10:47
des mouvements sécessionnistes dans leur
10:49
propre territoire
10:50
donc ils ont bénéficié eux de ce
10:54

phénomène mais ils sont pas prêts pour
10:56
autant à renoncer à une portion de leur
10:58
souveraineté et à laisser partir a
11:00
laissé filer une part de leur territoire
11:06
tout ça pour constater au final que les
11:10
peuples ne parviennent à se libérer que si
11:15
le contexte politique est
11:18
particulièrement favorable
11:22
la décolonisation ou alors que
11:25
l'éclatement de l'urss
11:27
c'est un phénomène tout à fait singulier
11:29
dans l'histoire du monde donc on
11:32
pourrait dire c'est l'affaiblissement
11:33
des empires finalement qui a permis
11:36
cette évolution ce phénomène voilà pour
11:44
cette question et j'espère avoir répondu
11:46
à votre à votre question
11:51
j'en ai terminé par là même en fait avec
11:54
mon premier roman qui était relatif aux
11:59
modalités de formation d'un état et on
12:06
va voir maintenant
12:07
dans un deuxième temps donc deuxièmement
12:10
la reconnaissance internationale de
12:15
l'état conditions de son intégration
12:21
dans la société internationale je
12:25
reprérends deuxièmement la reconnaissance
12:28
internationale de l'état conditions de

12:33
son intégration dans la société
12:35
internationale
12:49
donc la question qui se pose ici c'est
12:53
de savoir comment l'état qui vient de
12:57
naître va pouvoir s'intégrer dans la
13:01
société internationale il faut parler
13:06
donc du lin de techniques de la
13:10
modalités juridiques de la
13:13
reconnaissance d'état alors qu'est ce
13:16
que c'est la reconnaissance d'état la
13:19
reconnaissance d'état c'est un acte
13:22
unilatéral par lequel un état constate
13:29
et accepte l'existence d'un autre état
13:35
je reprends acte unilatéral par lequel
13:39
un état constate et accepte l'existence
13:44
d'un autre état donc il reconnaît par là
13:50
que cet état accède à l'indépendance
13:52
qu'il a la personnalité juridique que
13:56
cette personnalité juridique
13:58
huet opposable mais en fait ce phénomène
14:04
de reconnaissance d'état doit être
14:06
envisagée sous deux angles le plan ou
14:10
l'angle juridique et l'angle politique
14:15
d'un point de vue juridique d'abord
14:18
alors ça c'est déjà des choses
14:21
assise juridique justement on est je
14:23

dirais la charnière 1 du droit
14:25
international et des relations
14:26
internationales
14:27
mais autant vous vous l'expliquer tout
14:30
de suite
14:31
d'un point de vue juridique la
14:34
reconnaissance d'état c'est ce qu'on
14:37
appelle un acte déclaratif
14:43
c'est un acte déclaratif donc a
14:48
contrario ça veut dire que ce n'est pas
14:51
un acte constitutif
14:56
autrement dit ce n'est pas la
14:58
reconnaissance
15:00
juridique de l'état par un autre état
15:03
qui conditionne son existence
15:07
cet acte de reconnaissance il est sans
15:10
incidence sur l'existence de l'état
15:14
l'état il existe dès lors qu'il est doté
15:18
de ces trois éléments constitutifs que
15:21
nous avons vu précédemment un territoire
15:24
une population un gouvernement et qu'il
15:29
a bien sûr là la souveraineté donc
15:33
j'insiste à priori d'un point de vue
15:36
juridique et je dis bien d'un point de
15:39
vue juridique l'état existent
15:43
indépendamment de sa reconnaissance par
15:47
un autre état ou par les autres états

15:51
c'est ce qu'il faut comprendre par acte
15:54
déclaratif
15:57
en revanche et c'est l'autre angle
16:00
d'attac l'angle politique le point de
16:02
vue politique
16:05
on considère que la reconnaissance d'un
16:08
point de vue politique
16:09
elle a un effet constitutif
16:14
cette reconnaissance
16:16
elle permet à l'état en effet d'être
16:20
acceptée par ses pairs donc à ce moment
16:25
là l'état apparaît véritablement si vous
16:28
voulez sur la scène internationale il
16:30
devient un véritable acteur de la scène
16:33
internationale autrement dit faute de
16:39
reconnaissance d'un point de vue
16:41
politique l'état il est condamné à l'asf
16:46
ici c'est comme s'il n'existait pas
16:49
parce qu'il ne pourra pas par exemple
16:51
noué des relations diplomatiques avec
16:55
les autres états pas de relations
16:58
économiques pas de relation d'ordre dont
17:01
trop défensif ou autre
17:05
donc en résumé la reconnaissance
17:16
alors je reprends donc la reconnaissance
17:19
c'est un acte déclaratif
17:23

d'un point de vue juridique ça veut dire
17:26
que c'est sans incidence sur l'existence
17:28
de l'état on présume que l'état existe
17:31
dès lors qu'il a ces trois éléments
17:33
constitutifs territoire population
17:37
organisation politique noté delà de la
17:40
souveraineté
17:41
autrement dit l'état est censé exister
17:44
indépendamment de cette reconnaissance
17:47
le juridique son existence n'est pas
17:50
conditionnée par cette déclaration
17:53
juridique néanmoins d'un point de vue
17:58
politique la reconnaissance elle a un
18:02
effet constitutif parce que l'état il ne
18:06
pourra pas véritablement exister sur la
18:08
scène internationale
18:09
s'il n'est pas reconnu comme tel par ses
18:12
pairs et c'est cette reconnaissance
18:14
politique qui lui permettra d'exister
18:16
sur la scène internationale de nouer des
18:19
relations avec les autres états de
18:22
conclure des traités d'avoir des
18:23
relations diplomatiques des ambassadeurs
18:25
etc
18:26
et c'est donc en amont retenir
18:30
reconnaissance acte déclaratif sur le
18:35
plan juridique mais acte constitutif

18:40
sur le plan politique alors c'est à
18:48
cette reconnaissance
18:50
cet acte de reconnaissance
18:53
il est très important je dirais même il
18:55
est vital pour l'état qui est reconnu
18:58
mais il est important aussi pour l'état
19:01
qui reconnaît pour l'état qui en est
19:04
l'auteur sachant que en principe cet
19:09
acte est irrévocable à noter que
19:30
un acte un état vous voulez dire est
19:32
condamné oui un état aura dit fil des
19:39
difficultés à exister
19:41
s'il n'est pas reconnu politiquement
19:44
même si d'un point de vue juridique il
19:46
est censé exister à partir du moment où
19:48
il a six éléments constitutifs
19:49
s'il n'est pas reconnu politiquement
19:51
pour les autres parts par les autres il
19:55
peut pas à nouer des relations
19:56
diplomatiques et conclure des traités
19:58
etc
19:59
mais on est bien d'accord vous avez
20:01
compris et 1 est ce que c'est ce que
20:04
c'est compris cette fois-ci par exemple
20:11
moi je prends l'exemple que j'ai cités
20:12
tout à l'heure le Kosovo il a déclaré
20:15

unilatéralement son indépendance
20:17
il a été reconnu par certains et à part
20:20
reconnu par d'autres
20:21
par exemple il n'a pas été reconnu par
20:24
l'Espagne
20:25
c'est comme si le Kosovo n'existait pas
20:27
pour l'Espagne donc le Kosovo ne pourra
20:29
jamais conclure un traité avec l'Espagne
20:32
ne pourra jamais envoyer un ambassadeur
20:35
en Espagne accréditer un ambassadeur
20:37
espagnol dans son pays
20:38
alors je dirais non mal en ça fonctionne
20:42
parce qu'il a été reconnu par un certain
20:44
nombre d'états mais vous imaginez s'il
20:46
était reconnu par aucun mais c'est comme
20:48
s'il n'existait pas donc on peut dire
20:50
qu'il existe juridiquement il existe en
20:53
droit mais c'est comme s'ils
20:54
n'existaient pas en fait en solo alors à
21:01
noter que une reconnaissance de fait
21:07
c'est-à-dire sans acte écrit est
21:11
possible
21:19
et pour le coup cette reconnaissance de
21:23
fait on va la considérer comme un comme
21:26
provisoire comme comme révocable
21:29
contrairement ce que je vous ai dit
21:31
précédemment

21:38
alors cette reconnaissance de fait quel
21:41
est l'intérêt ça permet à un état de
21:45
soutenir par exemple un autre état qui
21:48
est en voie de formation par exemple
21:53
la france avait reconnu la lettonie
21:58
un des trois états baltes en 1918
22:04
donc qu'ils se séparaient de la russie
22:08
vous savez que les états patrie sont des
22:10
états baltes c c'est toujours un
22:13
problème par rapport au grand voisin
22:15
russe
22:16
ils ont retrouvé leur indépendance
22:19
d'ailleurs à la chute de l'empire
22:22
soviétique donc déjà après la première
22:25
guerre mondiale la france a reconnu de
22:27
facto la lettonie donc en 1918 avant
22:32
delà de la reconnaître en droit et de
22:34
façon irrévocable en 1921
22:47
bon voilà je crois l'essentiel je veux
22:51
pas très dans trop de détails non plus
22:53
parce que ça pour le coup c'est du très
22:55
juridique on est quand même plus je
22:58
dirais dans le droit international
22:59
public pour les détails les modalités
23:02
que dans les relations internationales
23:05
cela dit ce qu'on peut ajouter c'est
23:09

qu'il n'y a pas d'obligation bien sûr de
 23:13
 reconnaissance il n'y a pas de devoir de
 23:15
 reconnaissance
 23:16
 à cet égard on peut parler donc d'un
 23:19
 acte purement discrétionnaire de la part
 23:23
 d'un état qui en reconnaît un autre
 23:31
 d'ailleurs
 23:32
 ce caractère discrétionnaire il se
 23:35
 manifeste autrement un acte de
 23:40
 reconnaissance fait part à des tas peut
 23:44
 par exemple posé des conditions à cette
 23:47
 reconnaissance
 23:50
 par exemple les états de la communauté
 23:54
 économique européenne
 23:56
 en 91 à la suite de l'éclatement donc de
 24:00
 l'empire soviétique ont conditionné leur
 24:04
 reconnaissance des états post
 24:07
 soviétiques au respect par ces derniers
 24:11
 des grands principes démocratiques
 24:20
 ça a été d'ailleurs soit dit en passant
 24:23
 une des conditions majeures pour qu'un
 24:27
 certain nombre de ces pays puissent
 24:29
 adhérer à l'union européenne en vertu de
 24:34
 ce qu'on appelait les critères de
 24:36
 copenhagen qui ont été posées en 1992
 24:39
 selon lesquelles notamment donc à d'état
 24:42
 pour pouvoir adhérer

24:44
à l'union européenne doit respecter des
24:48
principes démocratiques la démocratie
24:50
l'état de droit et les droits et
24:52
libertés fondamentaux donc tous ces pays
24:54
anciennement soviétique pologne
24:58
slovaquie hongrie etc ont fait d'énormes
25:02
efforts pour libéraliser d'abord leurs
25:06
économies et pour rénover refonder leur
25:11
régime politique dans le sens de régimes
25:13
démocratiques est donc cet acte de
25:19
reconnaissance
25:19
il est discrétionnaire un état décide de
25:25
reconnaître ou pas par contre il ya un
25:28
principe très important qui est posée en
25:32
droit international
25:34
si un nouvel état est le résultat d'un
25:40
usage illicite de la force à ce moment
25:44
là les autres états ont une obligation
25:47
de non reconnaissance pour ne pas
25:51
valider justement cet usage de la force
25:54
qui est bannie dans la société
25:56
internationale depuis 45
25:58
comme je voulais expliquer donc pas
26:05
d'obligation de reconnaissance mais une
26:07
obligation de notre connaissance en cas
26:10
d'usage illicite de la force par l'état
26:13

qui accède à l'indépendance
26:20
dernière remarque que je voudrais faire
26:23
ici il faut pas confondre reconnaissance
26:27
d'un état et reconnaissance d'un
26:31
gouvernement
26:35
ne pas confondre reconnaissance d'un
26:37
état et vos connaissances de
26:37
gouvernement lorsqu'un état en effet
26:43
connaît un brusque changement de régime
26:46
politique à l'usage des sites de la
26:53
force
26:54
ça ferait par exemple mais prenons le
26:57
cas de la catalogne
26:59
si la catalogne utiliser cesser ses
27:03
propres forces
27:04
si la population prenez les armes par
27:07
exemple pour chasser une autorité
27:10
madrilène est proclamé unilatéralement
27:12
son indépendance en violant la
27:15
constitution espagnole et le droit
27:17
international
27:18
ça ce serait un usage illicite de la
27:21
force et il y aurait une obligation de
27:23
non reconnaissance pour pour les autres
27:26
états
27:32
donc ne pas confondre reconnaissance
27:34
d'un état et vos connaissances du

27:35
gouvernement lorsque d'état donc connaît
27:40
un brusque changement de régime
27:42
politique par exemple à l'issue d'une
27:46
guerre civile
27:48
bel état il n'a pas besoin d'être
27:50
reconnus à nouveau parce que l'état lui
27:54
c'est ce que je vous disais aussi tout à
27:56
l'heure au travers de la de la
27:58
souveraineté de la personnalité morale
27:59
l'état il survit aux gouvernements
28:02
successifs en vertu du principe de
28:07
continuité donc d'un strict point de vue
28:13
juridique
28:13
un nouveau gouvernement n'a pas besoin
28:16
d'être reconnus pour exercer ces
28:20
compétences internationales et j'irai
28:25
même plus loin on pourrait même voir
28:28
éventuellement dans cette non
28:30
reconnaissance du gouvernement une
28:33
ingérence dans les affaires intérieures
28:36
de l'état
28:43
alors bon cela dit on insiste justement
28:48
dans les relations internationales dans
28:50
la société internationale a des
28:53
situations à des événements parfois un
28:56
peu un peu complexe je pense par exemple
28:59

au venezuela où on a un gouvernement
29:03
légal qui est le gouvernement de nicolas
29:07
maduro
29:09
mais qui est très très contesté à
29:13
l'intérieur et qui est contesté aussi à
29:18
l'extérieur certains pays estimant
29:21
justement que maduro abuse de son
29:25
pouvoir contraint sa population etc etc
29:31
et vous savez que parallèlement s'est
29:35
constitué notre gouvernement
29:38
gouvernement parallèle donc qui
29:41
strictement à stricto sensu départ légal
29:45
même s'il est légitime c'est le
29:48
gouvernement de juan ivero wade au
29:50
pardon et donc là la situation est très
29:54
complexe parce que ce gouvernement
29:57
parallèle
30:00
du roi louis do a été reconnu par un
30:02
certain nombre d'états par exemple les
30:05
états unis le canada le brésil la
30:09
colombie le pérou autant de pays bien
30:12
sûr qui par leurs positions idéologiques
30:16
politiques économiques sont contre
30:19
nicolas maduro et qu'ils préféreraient
30:22
le voir partir mais nicolas maduro est
30:25
toujours au pouvoir légalement et il
30:28
reste soutenue par un certain nombre de

30:31
pays de par le monde
30:34
cuba bolivie turquie russie
30:38
vous voyez il est en très bonne
30:40
compagnie bien voilà pour ces problèmes
30:46
un petit peu particulier de deux
30:48
gouvernements de reconnaissance de non
30:50
ingérence devant souvent dans les faits
30:53
c'est un petit peu complexe surtout si
30:56
leur élégante de puissance par exemple
30:58
qui envoient des barbouzes pour
30:59
renverser ou idées au renversement du
31:02
gouvernement en place
31:04
mais ça c'est une autre histoire bien
31:07
j'avais fini avec mon grand teint alors
31:12
attendez je reviens en arrière pour me
31:15
retrouver dans bon plan donc
31:20
je récapitule paragraphe 2 c'était
31:25
l'état de points de sa formation à sa
31:28
disparition
31:29
donc on voit tout ce qui concerne la vie
31:32
de l'état donc le grand tas c'était la
31:35
naissance de l'état
31:36
comment l'état se forme dès maintenant
31:40
dans un grande et on va voir comment
31:43
l'état peut se transformer grande et les
31:46
transformations de l'état ou si vous
31:49

voulez les possibles évolutions de
31:51
l'état granby les possibles évolutions
31:54
de l'état

Les transformations (les possibles évolutions) de l'État

32:10
alors il y a plusieurs cas de figure bien
32:14
sûr à un visage est ici et on va voir
32:20
dans un premier temps que c'est le
32:23
territoire qui peut être affecté ça sera
32:28
le premier roman et puis on verra
32:32
deuxièmement la souveraineté c'est la
32:36
souveraineté qui est qui est affecté
32:39
donc première révolution quant aux
32:42
territoires premièrement quant au
32:44
territoire le cil territoire qui est
32:46
affecté deux types de transformations
32:54
touchent au territoire de l'État et ont des conséquences internationales importantes.
33:05
c'est le cas d'abord de l'acquisition de
33:10
territoires vacances ou comme on disait
33:14
dans les siècles passés je vais évoquer
33:15
au tout début du cours on parlait de
33:17
terre 100 m alors ce type de
33:23
transformation
33:24
il a connu son plus grand développement
33:29
pardon au moment bien sûr des
33:32
découvertes de territoire et au moment
33:36
de la colonisation à l'époque coloniale

33:40
donc aujourd'hui je dirais l'acquisition
33:44
de territoires 100 m ça ça n'existe plus
33:47
ça relève de l'histoire donc gg rien de
33:55
particulier à ajouter donc à côté de
34:00
l'hypothèse de l'acquisition de
34:03
territoires de
34:06
parent de l'acquisition de territoires
34:10
vacants ou 100 m je voudrais vous parler
34:14
de transfert de territoire deuxième
34:18
hypothèse transfert de territoire
34:23
pendant longtemps dans l'histoire dans
34:26
les siècles pas fait c'est là la
34:28
conquête qui a été le procédé normal le
34:32
procédé naturel par lequel les états
34:36
agrandissent leur territoire donc très
34:40
concrètement il y avait un conflit avait
34:43
une guerre et l'extension juridique de
34:47
territoire résulter de la défaite de
34:52
l'état adverse qui était suivie de
34:55
l'occupation par l'état qui avait lancé
34:59
l'opération et qui faisait de la sorte
35:03
ce qu'on peut appeler purement et
35:05
simplement une annexion donc un conflit
35:09
une conquête des fêtes de leur annexion
35:13
par le vainqueur alors dans le droit
35:18
international classique et dans les
35:19

relations internationales
35:21
classique c'était un procédé considéré
35:24
comme tout à fait normal tout à fait
35:27
naturel aujourd'hui c'est très simple
35:31
depuis 1945
35:33
ce type d'extension du territoire est
35:36
totalement illicite en raison
35:42
principalement de l'interdiction du
35:47
recours à la force dans les relations
35:49
internationales
35:50
proclamée par la charte des nations
35:53
unies en 1945 que j'ai déjà évoqué à
36:00
plusieurs reprises et si j'ajoute bien
36:03
sûr principe qui aussi est proclamée par
36:05
la charte on l'a dit précédemment du
36:07
respect de l'intégrité territoriale des
36:08
autres états aidera tout ça va de pair
36:11
on est dans la même logique alors à
36:14
noter que
36:15
cette interdiction du recours à la force
36:17
et cette idée de relations pacifiques
36:21
elle a existé aussi où on a tenté de
36:23
l'instaurer entre les deux guerres
36:25
mondiales par le fameux pacte brillant
36:29
kellogg de 1928
36:32
oui on voit où ça ou ça à mener donc
36:38
puisque le transfert de territoires

36:41
comme conséquence d'une lutte armée est
36:45
impossible désormais la seule hypothèse
36:49
de transfert possible de territoire ça
36:53
sera parrain moyens conventionnels
36:56
c'est à dire que de zepa vont se mettre
37:00
d'accord par un traité international
37:02
pour échanger une portion en échange et
37:07
l'homme va donner à l'autre une portion
37:10
de son territoire alors à noter avant de
37:20
terminer sur ce point je voulais donner
37:23
un exemple un exemple historique qui
37:27
peut trouver des répercussions ou des
37:30
échos encore à l'époque à l'époque
37:34
moderne
37:35
je pense à aux problèmes de l'Allemagne
37:40
vous savez que l'Allemagne en 45 donc
37:43
l'Allemagne et a vaincu bien évidemment
37:46
l'Allemagne en 1945 a été coupée en deux
37:53
du fait de la guerre froide naissance et
37:57
de l'opposition des deux blocs
37:59
l'occidentale américain bloc soviétique
38:03
donc on avait la RFA à l'ouest et la RFA
38:07
à l'est avec Berlin dans le cas dans le
38:12
giron de je dirais du camp soviétique et
38:20
donc comme vous le savez peut-être je
38:22
sais pas si on vous l'a expliqué par
38:24

ailleurs en cours de session européenne
38:25
ou si c'est plus tard je me souviens
38:27
plus quand l'Allemagne a voulu faire ça
38:32
à sa réunification en 1990 c'était pas
38:37
une histoire simplement autres
38:39
l'Allemagne de l'est et l'Allemagne de
38:40
l'ouest
38:41
le sort de l'Allemagne ils dépendaient
38:43
des quatre grandes puissances États-Unis
38:47
Union soviétique Russie si vous voulez
38:51
Royaume-Uni et France
38:53
c'est pour ça qu'il a été conclu
38:55
l'accord de +4 donc entre les quatre
38:58
grandes puissances il est deux
39:00
Allemanies Allemagne de l'est et
39:02
Allemagne de l'ouest
39:04
tout ça pour dire puisque je parlais de
39:05
territoire c'est que suite à la
39:11
à la Seconde Guerre mondiale l'Allemagne
39:14
d'Allemagne de l'est en l'occurrence
39:16
avait été amputée à l'est d'une certaine
39:20
portion de son territoire qui avait été
39:23
donnée à la Pologne voisine
39:27
ce sont les territoires au-delà de ce
39:29
qu'on appelle la ligne Oder-Neisse ce sont
39:32
des faveurs des cours d'eau et donc
39:37
parce que la Pologne je vous le rappelle

39:41
pour le coup elle avait disparu pendant
39:44
la seconde guerre mondiale partagé entre
39:46
entre l'Allemagne et la Russie
39:50
donc pour recomposer une Pologne digne
39:53
de Sedan la Russie qui a grignoté quand
39:56
même des territoires à l'est elle va
39:58
filer elle va donner des territoires à
40:01
l'ouest en plus tant par là même
40:03
l'Allemagne de territoire qui
40:05
historiquement lui appartenait depuis
40:08
des siècles des territoires de là de
40:10
cette ligne Oder-Neisse et donc
40:12
l'Allemagne quand elle a voulu faire sa
40:13
réunification en 1990 elle a voulu en
40:18
profiter pour récupérer ces fameux
40:21
territoires au-delà de la ligne Oder-
40:23
Neisse mais bien évidemment la Pologne a
40:26
dit non
40:27
la Russie a dit non et les autres
40:30
puissances ont dit non et donc les
40:34
autres puissances les quatre puissances
40:35
qui avaient entre leurs mains la
40:39
réunification de l'Allemagne ont fait
40:41
comprendre au chancelier c'était le
40:42
chancelier Kohl Helmut Kohl ont fait
40:44
comprendre au chancelier que s'il
40:46

voulait la réunification
40:47
il devait renoncer à récupérer ses
40:51
territoires
40:51
au delà de la ligne Oder-Nice et donc on
40:55
a imposé finalement en 1991 ont 4
41:01
j'ai un trou 91 on a imposé un traité
41:05
finalement à l'Allemagne qu'elle a passé
41:09
avec la Pologne où elle indiquait
41:11
qu'elle renonçait définitivement à
41:14
récupérer ses territoires qui autrefois
41:17
lui appartenait donc voyez même si dans
41:23
le droit d'aujourd'hui normalement on
41:25
n'impose pas des changements
41:27
territoriaux par la force
41:28
sans une conséquence je dirais qu'
41:32
collatéral de la situation issue de la
41:37
seconde guerre mondiale ben je vois
41:41
qu'il va être me disent j'ai été
41:43
extrêmement bavards que j'ai j'ai pas
41:45
avancé autant que je voulais mais ce
41:48
n'est pas très grave
41:49
j'espère en tout cas que tout est clair
41:52
pour vous donc qu'on va la coutume et je
41:55
reste de deux minutes en ligne et
41:58
j'attends si vous avez des questions ou
42:02
des remarques à le faire oui il me
42:10
revient j'ai oublié un autre exemple

42:12
bien sûr aujourd'hui
42:14
l'annexion de territoires restent reste
42:17
licite en vertu des principes des
42:19
nations unies je pense bien sûr quand
42:21
l'irak a voulu annexée a annexé le
42:25
koweït
42:25
ça a été la première guerre d'irak qui
42:28
elle était parfaitement justifiée au
42:30
regard des principes du droit
42:31
international
42:32
c'était parce qu'ils avaient annexé le
42:34
koweït dont il ya eu la première
42:35
coalition internationale sous l'égide
42:37
des nations unies pour rendre au koweït
42:40
s'appelait de souveraineté est ce qu'il
42:45
ya des questions
42:51
et bien s'il n'y a pas de question je
42:53
vous remercie de votre attention et je
42:57
vous donne rendez-vous comme d'habitude
43:02
c'est une sorte de chantage
43:05
en 2011 le soudan du sud s'est séparé du
43:08
soudan du nord c'est ça oui c'est une
43:10
sorte de chantage vous parlais pour
43:11
l'Allemagne valentine alors
43:22
l'acquisition de territoires d'accord
43:23
aujourd'hui ça n'existe plus c'était
43:26

historiquement quand on faisait encore
43:27
des découvertes si vous voulez qu'on a
43:29
découvert l'amérique ou qu'on découvrirait
43:30
les pays d'afrique etc
43:32
aujourd'hui ça ça n'existe plus donc
43:39
pour valentine oui donc c'est à propos
43:41
de l'Allemagne oui c'était un chantage
43:42
qu'on a fait à Helmut Kohl les grandes
43:45
puissances l'année on vous accorde la
43:46
réunification de l'Allemagne
43:48
si vous renoncez à ces territoires c'est
43:50
tout à fait ça will you make a un
43:59
problème je ne comprends pas le sens de
44:01
votre remarque est dite moi
44:22
je vais casser bon où il ya quelque
44:27
chose qui n'est pas clair encore
44:38
très bien je vous remercie alors je vous
44:42
dis au revoir merci à bientôt.

RI #5 première partie

00:01
bonjour à tous j'espère que vous allez
00:04
bien
00:04
donc nous nous retrouvons pour ce cours
00:06
de relations inter pour rappel je vous
00:10
rappelle donc nous sommes dans les
00:12
développements entre les éléments

00:15
constitutifs et l'a donc nous étions
00:18
dans la partie relative pardon à
00:22
l'existence de l'état et j'étais dans le
00:27
bon jour j'étais dans le grand baie sur
00:30
les possibles évolutions de l'état on a
00:33
vu le premièrement sur le territoire
00:36
quant au territoire et
00:39
j'avais terminé sur wii il ya des
00:45
petites coupures j'espère que ça va
00:48
fonctionner si ce n'est pas le cas je
00:50
m'interromps et genre
00:53
donc je veux terminer la dernière fois
00:56
sur je terminais la dernière fois sur
01:00
l'histoire de la réunification de
01:01
l'Allemagne là la fameuse ligne au
01:04
dernier j'avais terminé par là même avec
01:10
ceux premièrement et on va voir ensuite
01:13
dans un deuxième manche donc je rappelle
01:17
qu'on est toujours dans les possibles
01:18
évolutions de l'état donc le
01:20
deuxièmement ça concerne la souveraineté
01:23
évolution quant à la souveraineté la
01:27
souveraineté va se trouver affectée
01:33
alors il ya principalement deux cas de
01:38
figure alors je vérifie que ça
01:44
fonctionne lui servir de fonctionner
01:46

donc deux cas de figure premier cas de
01:49
figure
01:51
l'état va accepter qu'un autre état
01:54
exerce des compétences
01:59
la vidéo ne fonctionne pas il ment ça
02:02
mange pas moi j'ai le retour sur mon
02:04
ordi puisque là je suis sur le téléphone
02:07
je leur tour sur mon ordi ça fonctionne
02:10
sur mon ordi alors redite mois d'ici
02:14
deux trois minutes si ça fonctionne ou
02:16
pas sinon j'interromps je recommence
02:20
donc premier cas de figure l'état
02:24
accepte que notre état exerce des
02:28
compétences sur son propre territoire
02:32
alors bien sûr ces compétences ne font
02:37
pas non mais tant mieux parfait ces
02:42
compétences ne font pas de l'état qui
02:45
les exercent le nouveau souverain
02:48
territoriales parce que
02:50
l'état qui les a consenti garde sa
02:54
souveraineté cependant ça va permettre à
03:00
celui qui en disposent
03:03
une réelle maîtrise du territoire à
03:07
réelle maîtrise du territoire qui va se
03:11
trouver de la sorte dans une position de
03:15
subordination
03:20
en fait tant dans ce premier cas de

03:23
figure
03:24
plusieurs situations sont possibles
03:29
première situation le protectorat
03:32
après on verra les états satellites la
03:34
cession en bail puis les concessions
03:37
donc première situation le protectorat
03:41
le protectorat n'infecte en principe que
03:47
la compétence externe de l'état protège
03:51
et je répète le protectorat d'affect en
03:54
principe que la compétence externe de
03:57
l'état protège et donc l'état protecteur
04:03
est autorisé par par accord entre eux a
04:08
représenté totalement l'état protéger
04:12
dans les relations internationales et
04:16
notamment bien sûr à conclure des
04:19
accords des conventions internationales
04:21
qui qu'ils engageront mais en réalité on
04:27
peut dire que le protectorat dans une
04:30
certaine mesure déborde sur les aspects
04:34
interne puisque le protecteur
04:38
participent le plus souvent à l'exercice
04:41
d'un certain nombre de compétences
04:44
territoriales
04:50
c'était le cas par exemple d'un point de
04:53
vue historique pour les protectorats
04:56
exercée par la france au cambodge au
05:01

maroc en tunisie donc exemples
05:06
historiques
05:09
je ne sache pas d'ailleurs que le le
05:14
protectorat existe encore d'aujourd'hui
05:16
qui est qu'il y ait des exemples
05:18
pratiques de mise en oeuvre du du
05:20
protectorat
05:21
donc voilà pour la première situation
05:24
la deuxième situation ce sens qu'on
05:28
appelle les états satellites
05:30
alors ça c'est un vocabulaire qui
05:34
renvoie clairement à l'époque de la
05:37
guerre froide et cette appellation vous
05:40
en avez probablement entendu parler ça
05:43
renvoie à la situation
05:47
alors où en année je répète que nous
05:50
sommes dans le deuxièmement donc de ce
05:53
grand baie sur les modifications les
05:57
possibles évolutions de l'état
06:01
la première qu'on a vu la semaine
06:03
dernière c'était quant au territoire
06:04
ici c'est quand à la souveraineté est
06:08
donc j'annonçais deux cas de figure je
06:10
suis dans le cadre du premier c'est à
06:11
dire que l'état accepte de notre état
06:15
que celui ci exerce des compétences sur
06:18
son propre territoire et donc plusieurs

06:21
situations ici le protectorat les états
06:25
satellites les sessions à bail les
06:26
concessions je viens de dire quelques
06:29
mots du protectorat
06:30
j'en suis aux états satellites donc les
06:34
états satellites c'est la guerre froide
06:36
c'est la situation de dépendance des
06:40
pays de l'est des pays du bloc de l'est
06:43
qui était sous l'emprise soviétique qui
06:46
était dans le pacte de vasseur de
06:48
varsovie donc situation de dépendance de
06:52
tous ces pays par rapport à l'urss pacte
06:56
de varsovie entre parenthèses qui était
07:00
l'équivalent pour le bloc 2
07:02
est de l'alliance atlantique de l'otan
07:06
alors cette dépendance c'était une
07:10
dépendance de fait aussi bien de type
07:15
politique que économique
07:19
et c'est parce que d'un strict point de
07:23
vue juridique les relations entre ces
07:28
états et est basée sur le principe
07:32
d'égalité souveraine entre états donc en
07:37
principe d'égalité souveraine chacun
07:39
garder souveraineté sa souveraineté mais
07:42
de fait tous les états du bloc de l'est
07:44
pologne tchécoslovaquie hongrie et
07:48

cetera été dans l'orbite soviétique
07:50
était sous l'emprise de police politique
07:53
de l'urss et il ya eu comment dire des
08:01
dérives que c'est à alex et on peut dire
08:07
que l'urss s'est octroyé le droit de
08:12
défendre les acquis du socialisme dans
08:16
cette communauté d'états satellite qui
08:20
en plus se faisait peser tampon entre le
08:24
territoire de l'union soviétique et
08:26
l'europe occidentale
08:28
ce qu'on appelait alors le monde libre
08:31
et en même tant du point de vue
08:34
géopolitique comme tous ces pays de
08:37
l'est sont étaient voisins son voisin
08:40
bien sûr des pays d'europe occidentale
08:43
sa porte elle influence russe aux portes
08:48
du du monde libre voilà pour le
08:53
protectorat et les états satellites
08:55
troisième situation dans ce premièrement
08:58
les sessions alors sur quoi étaient
09:06
basés et relations alors vous voulez
09:09
parler des états satellites
09:12
c'était une suggestion politiques et
09:16
économiques d'état qui théoriquement
09:19
garder leur souveraineté mais qui
09:22
étaient sous totale emprise de l'urss
09:25
ainsi décider pour eux est d'ailleurs

09:27
l'armée rouge était stationné dans
09:31
chacun de ces de ces pays
09:40
troisième situation ce qu'on appelle les
09:44
sessions à bali un bail comme le bail
09:48
que vous signez pour louer votre votre
09:51
appartement alors sécession à bail en
09:56
principe sont temporaires elles viennent
10:01
en quelque sorte suspendra la
10:06
souveraineté de l'état territorial qui
10:12
loue une partie de son territoire
10:16
je respecte la cession à bail vient
10:20
suspendre la souveraineté de l'état
10:24
territorial qui loue une partie de son
10:28
territoire
10:32
la formule a été utilisé par exemple en
10:38
chine
10:41
l'empire britannique bénéficié de la
10:45
cession à bail du territoire de hong
10:49
kong et ce bail avait été conclu pour
10:52
une durée de 99 ans et donc quand on est
10:56
arrivés au terme de ce bail le
11:00
territoire en comble a été restitué à la
11:05
chine
11:05
donc c'était en 1997
11:08
c'est la même chose pour le territoire
11:11
de macao restituer en 1999 alors ce
11:19

système des sessions à bail il a servi
 11:25
 aussi aux grandes puissances pour
 11:29
 disposer en territoire étranger de base
 11:33
 militaire placé hors du contrôle de
 11:39
 l'état territorial
 11:40
 donc c'était l'état qui plaçait ses
 11:44
 forces militaires qui étaient en quelque
 11:47
 sorte souveraine sur cette partie du
 11:50
 territoire
 11:55
 alors la teinte il ya il ya une atteinte
 11:59
 bien sûr à la souveraineté de l'état sur
 12:04
 la sur lequel est installée la base
 12:08
 militaire
 12:20
 alors lily vous demander de répéter
 12:23
 après cession à buy de répéter la
 12:26
 définition vous voulez dire
 12:29
 alors la cession à bail donc suspendre
 12:33
 la souveraineté de l'état territorial
 12:37
 qui loue une partie de son territoire et
 12:41
 donc j'ai pris l'exemple de la chine et
 12:43
 de hong kong territoire de hong kong
 12:47
 donc après l'exemple de hong kong
 12:50
 mais j'ai cité hong kong 97 macao en 99
 12:54
 et donc je disais que ce procédé
 12:56
 un service aussi aux grandes puissances
 13:01
 pour disposer en territoire étranger de
 13:06
 base militaire placé hors du contrôle de

13:11
l'état territorial alors il ya bien
13:19
évidemment une atteinte à la
13:22
souveraineté de ce dernier qui est
13:27
d'autant plus grande que cette situation
13:29
peut être maintenu tant que les deux
13:32
états sont pas d'accord pour pour y
13:35
mettre fin
13:37
alors ça ça existe encore on n'y pense
13:41
pas mais c'est un débat toujours
13:44
toujours actuel pour le territoire de
13:49
guantanamo qui est acquis et à cuba
13:51
et vous savez que c'est une base bien
13:54
sûr des états unis puisque c'est là que
13:57
sont toutes les personnes suspectées de
14:01
terrorisme qui ont été capturés
14:03
notamment en afghanistan
14:08
donc récemment les états unis et cuba
14:12
ont repris leur relation
14:15
diplomatique et cuba demande de toujours
14:19
le retrait des troupes américaines du
14:22
territoire de guantanamo mais pour
14:25
l'instant malgré la volonté affichée
14:29
notamment du président obama à montreuil
14:33
il n'a pas réussi à mettre fin à ce
14:36
système
14:38
donc ça perdure a donc on a vu
14:42

protectorat états satellites cession à
14:46
bail
14:47
il me reste une 4e situations possibles
14:50
c'est ce qu'on appelle les concessions
14:57
alors les concessions ça ça permet la
15:05
protection des étrangers en les
15:11
soustrayant à la compétence des
15:16
autorités locales dans certaines zones
15:19
limitées je reprends la concession
15:24
permet la protection des étrangers en
15:30
les soustrayant à la compétence des
15:34
autorités locales dans certaines zones
15:37
limitées par exemple pour voir
15:44
concrètement qu'est ce que ça peut
15:46
donner
15:46
c'est une formule qui a été utilisée au
15:50
canada sauf au canada par l'aps stupide
15:53
au panama pour l'usage l'occupation et
15:58
le contrôle de la zone du canal de
16:01
panama par les états unis donc exemple
16:06
du panama pour la zone du canal
16:11
originellement c'était prévu pour durer
16:17
à perpétuité mais bon là aussi ce sont
16:21
des vieux principe que je dirais qu'ils
16:23
qui aujourd'hui dans le
16:25
de contemporaine nous sommes plus
16:28
acceptable ne sont plus tolérées et le

16:31
mécanisme a été réaménagé et il y a eu
16:36
une rétrocession du canal du panama qui
16:41
s'est effectué le 31 décembre 1999
16:48
voilà donc pour cette hypothèse de
16:52
concessions bon étant entendu quand même
16:57
soyons clair que les hypothèses
17:00
historique que je vous ai cités pour la
17:05
cession à bail hong kong pour la
17:08
concession le canal du panama
17:11
ce n'est rien de moins que des annexions
17:13
déguisé quant à billet je dirais d'un
17:18
d'un mécanisme juridique
17:24
tout ça pour vivre que l'ensemble de ces
17:28
situations que je viens de
17:30
de décrire relève tout quasiment tout de
17:35
l'histoire
17:37
tout ça a disparu avec avec la la
17:43
décolonisation et pour les états
17:45
satellites et bien sûr avec
17:47
l'effondrement du bloc soviétique
17:49
en 81 80 90 81 ans alors ça c'était donc
17:58
pour le premier cas de figure je suis
18:01
toujours dans ce deuxième sur la
18:05
souveraineté et les évolutions de l'état
18:08
quant à la souveraineté la souveraineté
18:10
peut être affecté donc le premier cas de
18:13

figure je reprends c'était l'état
18:14
accepte que notre état exerce des
18:16
compétences sur son propre territoire
18:20
le deuxième cas de figure ça va être que
18:24
l'état accepte qu'une organisation
18:27
internationale exerce des compétences
18:30
sur son propre territoire
18:32
je répète deuxièmement l'état accepte
18:36
qu'une organisation internationale
18:39
exerce des compétences se son propre
18:43
territoire
18:55
alors bien évidemment à la différence
19:00
d'un état une organisation
19:03
internationale n'a pas de territoire à
19:07
l'intérieur duquel elle puisse exercer
19:10
des compétences à titre exclusif
19:14
néanmoins elle peut se trouver dans la
19:18
situation d'avoir à exercer des
19:23
compétences sur le territoire de
19:26
certains états ou dans des espaces
19:30
internationaux alors l'hypothèse et est
19:37
assez large
19:38
on va évoquer des cas ici où
19:43
l'intervention de l'organisation
19:46
internationale est telle qu'on peut
19:49
estimer qu'elle infecte justement la
19:52
souveraineté de l'état puisque c'était

19:55
le propos de ce développement
19:58
alors je dirai où elle affecte
20:02
concrètement la souveraineté de l'état
20:05
cette précision concrètement et est
20:09
importante car la souveraineté n'en est
20:14
pas pour autant par elle-même affectés
20:20
je m'explique je veux dire par là que
20:25
l'état a consenti en effet à cette
20:30
intervention de l'organisation
20:32
internationale
20:35
je répète je souligne l'état a consenti
20:38
à cette intervention de l'organisation
20:40
internationale ça veut dire que l'état a
20:46
donné son accord préalable
20:51
en adhérant à son statut
20:55
bien sûr aux statuts de l'organisation
20:57
internet
20:58
sonal mais aussi dans un accord
21:02
distinctes spécifique qui se réfère
21:06
expressément à une telle intervention de
21:11
l'organisation internationale et donc
21:17
par analogie avec une hypothèse de tout
21:21
à l'heure on va parler de protectorat de
21:25
l'organisation internationale alors ce
21:31
phénomène n'est pas très fréquent dans
21:34
les relations internationales
21:37

aujourd'hui néanmoins on peut trouver
21:40
quelques exemples 1 à signaler je
21:45
citerai par exemple par exemple un cas
21:50
d'ailleurs que j'ai déjà évoqué le
21:53
protectorat de l'ONU au Kosovo
21:57
donc c'est au moment de la guerre de
21:59
l'ex-yougoslavie quand la république
22:01
fédérale de Yougoslavie a éclaté et que
22:04
la Serbie qui en était une composante à
22:08
elle-même été divisée par les tentatives
22:14
sécessionnistes d'une composante donc de
22:18
son territoire le Kosovo qui a
22:19
finalement déclaré unilatéralement son
22:22
indépendance indépendance je les lis qui
22:26
n'a été reconnue que par un certain
22:28
nombre d'états dans le monde et donc
22:31
pour régler ce problème
22:34
facteur de conflits conflits politiques
22:38
les conflits
22:40
militaires sur le terrain donc l'ONU est
22:43
intervenue et a établi son protectorat
22:46
sur le Kosovo donc en règle générale on
22:54
est dans un territoire fin c'était le
22:56
cas qui était qui était minée par le par
22:58
le conflit par la guerre et il ya eu des
23:01
casques bleus renvoyé par l'ONU est donc
23:04
une administration civile qui a été mise

23:09
en place par l'onu
23:11
d'ailleurs à un moment donné c'est un
23:13
français que vous connaissez tous qui a
23:15
assuré ce protectorat au kosovo c'est un
23:19
art kouchner donc c'est ces situations
23:29
où l'organisation internationale agit
23:33
finalement comme un véritable souverain
23:37
territoriales sont assez exceptionnelles
23:43
après ça n'exclut pas que à l'avenir ce
23:49
type de situation ce type de solution se
23:52
se développe se multiplie en tout cas
23:55
se manifeste à différents endroits du
23:59
monde pour assurer des missions
24:02
d'administration dans des états dans des
24:06
états faibles en pleine déliquescence
24:10
etc etc donc c'est une solution
24:13
temporaire à une crise internationale
24:18
provoquée par les tensions internes
24:24
j'en ai fini par là même avec ceux
24:27
grande et donc sur les évolutions
24:30
possibles de l'état quant au territoire
24:33
et quant à la souveraineté et maintenant
24:38
on poursuit la description de
24:40
l'existence de l'état on en arrive à son
24:45
terme on en arrive à la mort de l'état
24:47
donc je parlerai ici plutôt les missions
24:52

administratives
24:52
ben c'est que tout simplement la mission
24:56
de l'onu qui a assuré le procureur le
24:58
protectorat au kosovo administrer le
25:01
territoire prenez les décisions pour la
25:06
gestion du territoire comme le ferait un
25:09
gouvernement
25:10
tout simplement
25:16
donc j'en arrive au grand c'est la
25:21
disparition de l'état français la
25:26
disparition de l'état la disparition de
25:35
vertain fondamentalement elle peut
25:38
intervenir deux pas de deux façons il
25:42
peut y avoir une disparition imposée qui
25:47
ne va pas être pacifique et puis à
25:52
l'opposé une disparition consentis
25:57
donc pour le cas qu'il ne sera pas
25:59
violente alors premier cas de figure la
26:08
disparition mon téléphone qui fait un
26:14
truc impossible qui va envoyer nos
26:15
titres non sérieux grave la disparition
26:18
imposé d'abord non pacifiques
26:23
je reprends première hypothèse la
26:27
disparition imposée non pacifiques bien
26:32
là aussi à nouveau une subdivision en
26:35
deux points
26:36
il va y avoir d'abord la conquête ou

26:40
l'affection et ensuite la désintégration
26:42
violente vous allez voir la nuance au
26:46
travers des exemples
26:47
d'abord la conquête ou l'annexion bon je
26:53
crois que les mots parlent d'eux mêmes
26:55
donc c'est le phénomène classique de
27:00
disparition imposer de l'état phénomène
27:05
classique de disparition imposer de
27:08
l'état
27:10
clairement dans l'histoire récente c'est
27:14
la démarche qu'a eue l'irak
27:16
face au koweït en 1990 l'irak attentes
27:21
et s'est élancé dans l'annexion du
27:25
koweït du koweït
27:27
ils en réclamaient donc la souveraineté
27:33
ici donc c'est une annexion par la
27:37
guerre ce qu'on appelle en droit
27:39
international je l'écris le des belles
27:42
la sio donc des belles la sio
27:48
c'est le terme juridique convenu donc
27:52
pour signifier qu'il y a annexion alors
27:58
en l'occurrence cette annexion du koweït
28:01
par l'irak vous
28:04
vous le savez peut-être la tournée
28:06
course parce qu'il ya eu une réaction
28:09
énergique de la communauté
28:12

internationale sous l'égide de l'onu
28:15
dans le cadre du fameux chapitre 7 de la
28:18
charte
28:19
puisque'il y a une petite parenthèse pas
28:21
la peine de noter tout ça mais je vous
28:23
l'expliquais il y a dans la charte de
28:25
l'onu
28:26
une interdiction générale du recours à
28:29
la force et c'est le conseil de sécurité
28:31
de l'onu qui ici à la mission principale
28:35
de veiller au maintien au maintien de la
28:38
paix donc si jamais il ya une rupture de
28:41
la paix donc notamment ici comme une
28:44
agression une annexion
28:45
c'est le conseil de sécurité qui le
28:48
constate et qui peut prendre toutes les
28:50
mesures nécessaires pour y mettre fin
28:53
y compris le recours à la contrainte et
28:56
c'est le seul cas pour l'organisation
29:00
internationale où le conseil de sécurité
29:02
peut adopter des résolutions qui sont
29:06
véritablement obligatoire et donc a été
29:09
mise sur pied une coalition
29:11
internationale sous l'égide de l'onu
29:14
pour
29:16
récupérez le koweït pour rendre au
29:19
koweït sa souveraineté ça a été la

29:22
première guerre d'irak qui elle était
29:25
parfaitement justifiées et légitimes
29:29
du point de vue du droit international
29:31
ce qui sera pas le cas de la suivante
29:34
mais c'est pas mon propos on aura
29:35
peut-être l'occasion d'en reparler est
29:38
par ailleurs un autre exemple peut-être
29:45
pour la conquête ou l'annexion
29:49
on pourrait dire un mot aussi des
29:53
territoires palestiniens territoires
29:58
palestiniens qui sont sous l'emprise
30:01
d'israël et qui sont considérés du point
30:05
de vue palestinien comme des territoires
30:07
occupés
30:09
ce qui évidemment n'est pas le point de
30:13
vue d'israël qui estime de son côté que
30:16
sans ce sont simplement des territoires
30:20
administrés par par l'état d'israël
30:25
position contredite au demeurant par la
30:30
cour internationale de justice
30:32
dans un avis de juillet 2004 où la cej a
30:38
bien dit que c'est ces territoires donc
30:41
revendiquée par israël par la palestine
30:44
pendant sont bien des territoires
30:45
occupés par israël et donc israël est
30:48
bien une puissance occupante
30:53

donc j'étais ici dans l'hypothèse de la
30:58
conquête ou
31:00
l'annexion la deuxième hypothèse c'est
31:04
celle de désintégration violente
31:08
l'exemple type j'en ai déjà parlé il ya
31:11
quelques minutes
31:12
c'est l'ex yougoslavie on avait au
31:15
départ
31:16
alors c'est c'est du temps je dirais de
31:20
de la guerre froide et de la domination
31:22
du communisme de l'empire soviétique etc
31:25
on avait cette république fédérale de
31:27
yougoslavie c'était un état fédéral qui
31:30
était gouverné sous la maîtrise totale
31:34
de tito du maréchal tito
31:36
donc c'était là aussi un point je dirais
31:40
communiste dans l'europe occidentale
31:43
mais tito et la yougoslavie faisait
31:47
cavalier seul par rapport à l'union
31:49
soviétique il avait vraiment une ligne
31:52
de d'autonomie
31:55
donc on avait un état fédéral avec six
31:57
peuples les serbes les croates les
31:59
slovènes les bosniaques
32:01
les monténégrins et macédoniens
32:04
sans compter qu'il y avait aussi des
32:08
minorités comme la minorité albanaise

32:11
justement sur le territoire du kosovo
32:14
qu'on évoquait tout à l'heure donc après
32:19
la disparition du maréchal tito du
32:23
dictateur comme ça après la disparition
32:27
du maréchal tito la volonté de vivre
32:31
ensemble c'est très vite effritée et
32:36
l'appareil fédéral qui existait à de
32:40
plus en plus était perçu par
32:43
les slovènes et les croates comme un
32:47
moyen pour les serbes de venir tenir leur
32:51
domination et donc cela a poussé ses
32:55
différentes composantes à à
32:58
l'indépendance que les serbes bien sûr
33:01
on refusait d'admettre ils n'ont pas
33:04
admis
33:05
l'éclatement il voulait créer une grande
33:08
serbie est donc le en a résulté la
33:12
guerre civile terrible que vous
33:16
connaissez au sein de ce pays qui a
33:20
finalement éclaté donc pour que se crée
33:23
de multiples micro est assurée ni
33:27
croatie serbie monténégro et c'est donc
33:33
une désintégration violente
33:37
donc là j'étais dans la première forme
33:40
de disparition de l'état la disparition
33:45
elle pose et non pacifiques
33:48

la deuxième hypothèse ça va être une
33:52
disparition consentis et pacifique
33:58
disparition consentis et pacifique
34:09
trois formes de disparition ici première
34:16
forme par désintégration ou éclatement
34:21
mais consentie cette fois contrairement
34:24
au cas de la yougoslavie que je citais
34:28
justement donc d intégration ou
34:32
éclatement consentis c'est le cas
34:38
pour pour l'urss la fin de l'urss la
34:47
russie était bien sûr la composante la
34:53
plus importante de l'ensemble qui
34:56
s'institue les urss union des
34:58
républiques socialistes soviétiques est
35:03
donc là
35:04
la russie a pris la continuité est en
35:10
elle-même la la la la continuité je
35:13
dirais de la russie d'être saine et face
35:19
à l'effondrement donc du communisme
35:21
la russie a accepté mon elle même si je
35:28
dirais ça c'est un petit peu contrainte
35:29
par les événements il ya un lien
35:31
consentis donc là aussi à accepter
35:34
l'idée de l'indépendance des républiques
35:37
qui composaient l'urss et donc l'urss a
35:43
éclaté sans violence et on a vu la
35:46
naissance donc de multiples états qui

35:49
sont devenus souverain kirghizstan
35:51
kazakhstan et c'est sans parler les pays
36:00
bas tenaient sur les plus importants
36:02
alliés les plus proches ne l'ont donc
36:06
première forme de disparition la
36:08
désintégration ou l'éclatement consenti
36:13
la deuxième forme de disparition
36:18
consentis c'est la fusion d'état ici on
36:24
a affaire à deux états qui se regroupe
36:27
en un seul hop une petite coupure mais
36:34
apparemment tout est rentré dans le rang
36:37
2 pour vérifier sur mon ordinateur
36:56
dont je reprends la fusion d'état la
37:02
fusion d'état deux états se regroupe en
37:06
un seul sait ce qui s'est passé au yémen
37:10
par exemple en 1990 je crois que vous
37:15
avez donné l'exemple la dernière fois
37:30
donc et même 90 l'état est né de la
37:34
réunion de deux état préexistant la
37:38
république arabe du yémen au nord et la
37:43
république démocratique du yémen au sud
37:48
donc je répète lié maintenant 90 fusion
37:52
de la république arabe du yémen et de la
37:54
république démocratique du yémen du nord
37:56
l'autre au sud donc d'un point de vue
38:00
juridique il y a une véritable fusion et
38:05

naissance d'un nouvel état
38:09
lorsqu'une nouvelle constitution est
38:11
adoptée par voie conventionnelle c'est à
38:14
dire par accord entre les deux états
38:18
donc il ya eu disparition des deux états
38:23
indépendants tels qu'ils existaient mais
38:26
en même temps que la naissance d'un
38:27
nouvel état
38:30
et enfin troisième forme de disparition
38:35
c'est l'adoption d'un état par un autre
38:42
l'a fait un cas très spécifique
38:46
je fais référence à l'hypothèse de
38:50
l'unification de l'Allemagne
38:54
alors j'en ai déjà parlé et j'aurai
38:59
l'occasion de vous en reparler
39:00
d'ailleurs au second semestre dans le
39:04
cadre du cours de régimes politiques
39:06
étrangers puisque on parlera de
39:08
l'Allemagne et je vous expliquerai d'un
39:11
point de vue strictement juridique
39:13
constitutionnel comment la réunification
39:15
de l'Allemagne s'est produite ce que je
39:19
peux vous dire ici pour illustrer mon
39:21
propos c'est que à la chute du mur de
39:25
Berlin
39:25
donc en 1989 quand on a envisagé la
39:30
réunification de l'Allemagne

39:32
on a pensé dans un premier temps à la
39:36
disparition
39:37
un peu comme le yémen si vous voulez à
39:39
la disparition de la république fédérale
39:42
d'Allemagne est de la république
39:44
démocratique allemande à l'est et de la
39:47
création
39:48
donc avec une nouvelle constitution d'un
39:52
état allemand réunifiée mais vous
39:57
expliquerez les détails c'était complexe
39:59
et c'était long donc il ya eu un peu une
40:03
accélération de l'histoire on a
40:06
simplifié la procédure est en fait ce
40:09
qui s'est passé c'est que les länder de
40:14
l'ex Allemagne de l'est qui avaient
40:17
disparu d'ailleurs
40:19
après guerre et quand la RDA et est
40:21
entrée dans leur soviétique
40:23
les länder de l'est ont été recréés ils
40:28
ont adhéré en bloc à la RFA à la
40:32
loi fondamentale allemande donc sur la
40:36
base de la constitution de la loi
40:38
fondamentale allemande
40:40
donc pour le coup c'est la RDA
40:42
République démocratique allemande qui a
40:45
qui a disparu et la RFA la République
40:48

fédérale d'Allemagne devrait augmenter
40:51
donc de tout ça sa partie de territoire
40:53
à l'est
40:56
voilà pourquoi on peut parler d'adoption
40:58
d'un état par un autre car très
41:03
spécifique donc limitée à l'Allemagne
41:09
bien j'espère que tout est clair
41:12
au point où en année j'en ai fini avec
41:17
ma première sélection et du coup on va
41:25
aborder maintenant une section deux
41:35
[Applaudissements]
41:37
sections 2 les états alors on a vu que
41:45
les états étaient les sujets du droit
41:48
international s'était même j'ai expliqué
41:50
les sujets premier et sujet originaire
41:52
de livres internationale est ce qu'on va
41:54
voir maintenant dans une section 2 c'est
41:57
que les états sont tous des acteurs
42:01
différents des relations internationales
42:04
je reprends section de

Les États sont tous des acteurs différents des relations internationales

je vous
42:15
rappelle donc vous avez le plan du cours
42:18
sur sur hiller
42:27
les états sont tous des acteurs
42:31
différents des relations internationales
42:36
en effet malgré des fonctions identiques

42:44
on peut dire que chaque état en somme
42:47
est un cas particulier
42:52
de là va découler le sentiment que
42:58
l'égalité souveraine
42:59
le principe d'égalité souveraine que je
43:02
vous ai décrit on forme n'est qu'une
43:05
abstraction qui dont un fantasme souvent
43:11
mondy égalité de droit inégalité de fait
43:16
ou alors on le dit sous forme de la
43:18
boutade il ya des états qui sont plus
43:20
égaux que d'autres
43:23
alors pour bien comprendre ce phénomène
43:27
on va se pencher sur 3,3 points
43:32
particuliers on va voir d'abord la
43:37
question de la puissance des états ce
43:41
sera le paragraphe 2 1 puis on verra
43:44
dans un paragraphe de leur condition
43:47
juridique particulière et enfin on verra
43:50
dans un paragraphe 3 l'implication
43:55
particulière de certains états dans ces
43:58
associations ou groupements d'état donc
44:03
premier point par un graffeur la
44:07
question de la puissance des états
44:15
alors je vous avais indiqué donc je vous
44:18
ai mis en ligne
44:33
j'espère que ça fonctionne mon
44:38

ordinateur a l'air de me dire que ça ne
44:41
fonctionne plus le problème c'est que
44:42
mon ordinateur et sur ma connexion
44:45
satellite donc des problèmes mais ça a
44:47
l'air de fonctionner donc je continue je
44:50
disais donc paragraphe 2 1

La question de la puissance des États

merci donc je
45:01
vous avais indiqué l'article la sueur
45:03
sur diploweb qui est qui était très
45:06
intéressant qui était qui était très
45:07
clair et très complet sur la question la
45:12
notion de puissance alors la proche par
45:17
la puissance
45:18
c'est une approche traditionnelle des
45:22
relations internationales
45:25
donc si on parle de deux puissances on
45:29
sous-entend l'existence de situations de
45:33
supériorité ou d'infériorité et en tout
45:39
cas de rivalité entre les entre les
45:42
états si on considère les états en
45:47
termes de puissance on admet
45:51
implicitement ça va sans dire qu'il vaut
45:55
mieux être une grande puissance qu'une
45:57
petite puissance et on peut dériver
46:03
d'ailleurs vers une perception ou par
46:07

exemple l'aspect le facteur militaires
46:12
occupent une place centrale
46:15
mais on va voir j'y reviens que la
46:17
puissance c'est pas seulement la
46:18
puissance militaire
46:22
cela dit si une puissance on va le
46:28
définir et bien sûr un acteur des
46:33
relations internationales avec une
46:35
grande capacité d'agir voir une tendance
46:40
à imposer à s'imposer aux autres
46:44
on peut néanmoins et heureusement
46:47
être acteur des relations
46:49
internationales
46:50
sans être une puissance
46:55
alors voyons pour commencer la notion de
46:59
puissance
47:00
il est très important de la clarifier
47:02
donc grand temps la notion de puissance
47:10
je voudrais citer un auteur qui
47:13
s'appelle jean jacques roche qui disait
47:15
la puissance se perçoit plus aisément
47:20
qu'elle ne se conçoit en tout état de
47:25
cause la proche par la puissance qu'on
47:29
tient sans doute une idée de classement
47:34
alors bien sûr les états ils peuvent
47:37
être classés de multiples points de vue
47:42
on peut distinguer par exemple les états

47:47
anciens et les est à nouveau
47:50
c'est à dire ceux qui sont apparus sur
47:54
la scène internationale suite au
47:55
mouvement de décolonisation
47:58
on peut distinguer les états riches et
48:03
les états pauvres
48:07
on peut distinguer les états
48:13
gestionnaire c'est ce qui tendent à
48:17
préserver le statu quo continuer à
48:21
fonctionner tel que ça fonctionne et on
48:24
lui opposera les états missionnaire
48:28
c'est à dire les états qui se considère
48:31
comme porteur d'un message et qui
48:35
veulent changer le monde par exemple
48:37
c'est
48:39
les états unis surtout par exemple au
48:43
moment de la présidence de bush au début
48:46
des années 2000 on peut distinguer
48:51
encore les états nation de ceux qui ne
48:56
le sont pas et c'est les les classements
49:02
je dirais faire les distinctions plus
49:03
exactement sont multiples l'état
49:12
gestionnaire c'est celui qui tente
49:15
simplement à préserver le statu quo
49:18
c'est-à-dire qu'il veut pas changer
49:20
l'ordre du monde tandis que l'état
49:24

missionnaire il estime qu'il a une
49:26
mission inventive de changer le monde
49:29
c'est l'exemple des états unis où il
49:32
gérerait le monde ou vieux que le monde
49:34
fonctionne selon son point de vue
49:35
l'amérique de bush par exemple au début
49:37
des années 2000 alors après quand on
49:44
parle de puissance on parle on pense
49:47
plus spontanément à cela je crois enfin
49:51
ce au classement qui consiste à
49:56
distinguer entre différents niveaux de
49:59
puissance
50:05
et ici je dirais que pour apprécier ces
50:11
niveaux de puissance il ya plusieurs
50:13
critères
50:17
ces critères je dirais d'un point de vue
50:21
historique que leur importance a évolué
50:25
dans le passé on accorder plus
50:28
d'importance à tel critère dans le monde
50:31
contemporain plutôt à telle heure à
50:33
telle autre
50:34
je vous dis d exemple vous allez
50:35
comprendre ça va être par exemple la
50:40
puissance en fonction des moyens
50:42
militaires des forces militaires dont
50:44
l'état dispose
50:47
ça peut être les ressources économiques

50:50
mais par exemple déjà s'il ya des cons
50:56
dire un tissu industriel très développée
51:00
avec une population active importante
51:02
etc des ressources économiques
51:05
ressources financières des richesses
51:09
naturelles bien sûr au sens donc
51:12
ressources naturelles pour le coût du
51:15
pétrole du gaz
51:16
ce que vous voudrez aujourd'hui on
51:21
considèrera davantage des facteurs comme
51:25
le niveau de formation d'éducation de la
51:31
population qui est un facteur de progrès
51:36
économique
51:39
dans le même ordre d'idées la capacité
51:43
scientifique
51:44
par exemple le la partie est investie
51:47
dans la richesse nationale pour la
51:50
recherche et le développement
51:53
et c'est donc vous voyez que les
51:56
facteurs de puissance sont multiples et
52:01
donc par conséquent selon le moment de
52:05
l'histoire considéré et le ou les
52:09
facteurs considérés la liste des
52:12
puissances est amenée à évoluer
52:17
changez régulièrement c'était un des
52:21
éléments ou d'ailleurs qui était mis en
52:24

avant dans l'article sur sur diplomweb
52:28
c'est une notion très évolutive et la
52:32
puissance c'est quelque chose d'éphémère
52:37
puisque donc suivant les critères
52:39
suivants l'histoire il ya des montées en
52:41
puissance il ya des baisses de puissance
52:43
ceux qui ont atteint les premiers rangs
52:45
peuvent se retrouver
52:47
rétrogradé ceux qui sont derrière
52:49
peuvent se lancer dans des politiques de
52:51
puissance et cetera donc on peut dire à
52:58
ce niveau de l'analyse et c'est
53:00
important que la puissance
53:03
ça peut être bien sûr un facteur de
53:08
désordre
53:09
dès lors qu'il ya rivalité mais ça peut
53:12
être aussi
53:13
al'inverse un facteur de régulation
53:19
pardon en face de dehors bon ça peut
53:23
être un facteur de régulation donc dans
53:25
une certaine mesure d'une certaine forme
53:29
d'ordre une chose est sûre et je vais
53:37
faire une première petite pause c'est
53:39
que la puissance
53:41
ce n'est pas que la force ce n'est pas
53:44
la force
53:47
ce n'est pas l'ensemble seulement des

53:50
moyens humains et matériels rassemblé
53:56
organisée en vue de la mettre en oeuvre
54:00
ce n'est pas non plus a fortiori la
54:05
violence parce que la puissance elle
54:09
peut très bien s'exercer sans contrainte
54:13
sans coercition militaire ou autres donc
54:20
on va voir que la puissance on peut la
54:23
définir autrement que par la force ou
54:27
par la violence donc je vous prie
54:29
pas une première petite pause et on se
54:33
retrouve aux alentours de 11h10 au plus
54:40
tard triad si tout va bien merci à deux
54:44
sites.

RI #5 deuxième partie

00:03
reprenons alors je terminais en vous
00:10
disant que la puissance ce n'est pas que
00:15
la France ce n'est pas que la violence
00:19
alors qu'est ce que la puissance la
00:23
puissance elles s'expriment par l'
00:26
influence
00:27
elle s'exerce sur les hommes ou sur les
00:32
choses et ou sur les choses via des
00:36
capacités multiples que le juriste
00:40
analyse comme des capacités de faire de
00:45

faire faire d'empêcher de faire de
00:50
refuser de faire ça c'est là la
00:53
définition de l'internationaliste hawks
00:59
un petit instant je j'actualise ma page
01:03
internet
01:05
donc cette définition la capacité de
01:10
faire de faire faire d'empêcher de faire
01:12
de refuser de faire c'est la définition
01:15
de l'internationaliste serge sûr
01:29
donc je reprends la définition de serge
01:32
sur la puissance c'est la possibilité de
01:36
faire de faire faire d'empêcher de faire
01:41
ou de refuser de faire ou dans le même
01:49
ordre d'idée j'aime bien aussi la
01:51
définition de raymond aron définition de
01:58
raymond aron pour lui et la puissance
02:00
c'est la capacité de faire de produire
02:04
ou de détruire ça résume bien si je
02:08
crois tiens allez encore une
02:12
mais celle là elle était dans l'article
02:15
sur diploweb je crois que je vous avez
02:18
indiquée c'est la définition de
02:21
l'américain robert k gamme qui est très
02:24
intéressant notamment sur la notion de
02:27
soft power j'aurais peut-être une
02:29
occasion de vous en reparler définition
02:31
de robert k gamme donc pour lui la

02:34
puissance c'est la capacité à faire
02:36
l'histoire
02:39
donc je reprends cette puissance à
02:42
s'exerce sur les hommes s'exercer sur
02:44
les choses via des capacités multiples
02:49
alors qu'ils qui peuvent se traduire
02:53
différemment par exemple d'un point de
02:56
vue juridique
02:58
d'abord l'un des aspects majeurs de la
03:02
puissance aujourd'hui c'est la capacité
03:06
qu'a un état de façonner les normes de
03:11
comportement
03:12
je répète c'est la capacité qu'a un état
03:18
de façonner les normes de comportement
03:25
normalement la puissance va s'exercer au
03:29
moyen de
03:30
deux décisions qui vont mettre en oeuvre
03:36
des moyens pour atteindre des objectifs
03:40
dans une relation entre les différents
03:43
acteurs
03:48
d'un point de vue politique cette
03:54
puissance
03:56
elle peut être acceptée voire considéré
04:01
comme légitime
04:02
ou alors à l'opposé elle peut être
04:06
contestée ou combattues d'un point de
04:13

vue historique
04:15
on a vu se succéder différentes formes
04:19
de puissance par exemple 19e moitié 20e
04:30
ça a été la période de la colonisation
04:36
et de l'impérialisme par la france mais
04:40
aussi le royaume uni aux indes et c'est
04:45
après la seconde guerre mondiale on a eu
04:48
à faire plus tôt et cette émotion sur
04:50
lesquelles je reviendrai à un monde
04:52
bipolaire c'était l'époque de la guerre
04:54
froide c'était l'opposition entre les
04:58
deux grandes puissances l'urss et les
05:01
états unis aujourd'hui
05:04
bon c'est plus compliqué on pourrait
05:08
parler d'hégémonie américaine mais je
05:12
pense que les choses sont quand même un
05:13
peu plus complexe que ça là aussi je
05:15
vais je vais y revenir
05:16
en tout état en tout état de cause
05:19
pendant l' équilibre du monde veut que
05:26
le temps oeuvre sur les puissances
05:30
autrement dit tout est périssable
05:33
tout empire péri un jour ou l'autre on
05:37
le dit bien ainsi péri rome et c'est la
05:41
roue qui tourne c'est l'histoire une
05:43
autre
05:44
dix ans prend le dessus c'est comme ça

05:47
je dirais ça fait partie de la vie ça
05:49
existe dans nos vies individuelles
05:54
la roue tourne on est puissant mais
05:56
moins puissants cetera existe au niveau
06:01
du monde de ça existe au niveau des
06:03
états bien je vous renvoie une fois
06:11
encore à l'article sur sur diploweb qui
06:14
décline bien toute cette notion de
06:17
puissance qui explique cette capacité
06:22
donc d'un acteur du système
06:24
internationale à agir sur les autres
06:28
acteurs pour défendre ses intérêts pour
06:32
atteindre ces objectifs
06:34
pour préserver sa suprématie dernière
06:42
remarque ici je dirais que dans le jeu
06:46
des puissances interviennent pour une
06:51
très grande part des facteurs subjectifs
06:55
des images des perceptions
07:00
ça veut dire que la notion de puissance
07:02
c'est pas forcément quelque chose
07:04
d'objectif suivant des critères
07:06
objectifs
07:08
une puissance du point de vue du regard
07:11
des autres
07:12
elle peut très bien être surévaluée ou
07:16
au contraire sous-estimé mais estimé et
07:21

je dirais même que les erreurs
07:23
d'évaluation en ce domaine sont très
07:26
nombreuses dans un sens comme dans
07:27
l'autre
07:29
je dirais enfin ça c'est mon point de
07:31
vue personnel que tout le monde ne
07:34
partage pas forcément on a tendance à
07:37
présenter le monde contemporain encore
07:39
avec la
07:40
la surpuissance des américains mais de
07:44
mon point de vue je pense que c'est
07:45
assez largement surévalué et par contre
07:49
je pense qu'on mésestime la puissance de
07:52
la chine qui peu à peu sans bruit s'est
07:55
imposé partout à la surface du monde
07:58
par exemple en afrique en achetant des
08:01
terres en implantant des usines qui te
08:04
même à importer ses à sa main d'oeuvre
08:07
en apportant de l'aide et on le voit
08:10
encore ces derniers mois une aide
08:12
médicale dans le cadre de la lutte
08:14
contre le covid et c'est donc une
08:17
puissance de la chine
08:19
à mon sens aujourd'hui qui est qui et
08:21
qui est mésestimé
08:22
et en plus avec une agressivité
08:25
militaires dans la verte chine pour

08:28
essayer de grignoter des territoires qui
08:30
ne lui appartiennent pas et ça m'a
08:34
étonné d'ailleurs une info que j'ai vu
08:35
tien je sais plus si c'était hier
08:39
tout cas cessé c'est pas très vieux
08:41
la Chine qui s'invite tout à coup pour
08:44
discuter des problèmes du proche et du
08:46
Moyen-Orient
08:47
c'est la première fois ces inédits
08:50
ça montre bien qu'elle accède un statut
08:54
de puissance qu'elle n'avait pas jusqu'à
08:58
nous bien je ferme la parenthèse c'était
09:01
pour souligner ce caractère très
09:04
subjectif de la notion de puissance et
09:09
j'en ai fini par là même avec ce grand
09:12
tas sur la notion de
09:16
de puissance et on va aborder le grand
09:20
baie qui s'intitule la hiérarchie des
09:24
puissances grand baie la hiérarchie des
09:28
puissances les hiérarchies ya
09:35
différentes façons de présenter ses
09:38
hiérarchies ses hiérarchies
09:40
elles peuvent être sectorielles ou
09:44
global je m'explique
09:47
hier archi sectorielle donc on va faire
09:51
une hiérarchie des puissances
09:54

par secteur selon le secteur considéré à
09:58
savoir le secteur militaire
10:01
le secteur politique financier
10:05
économique donc pour l'essentiel de ces
10:10
secteurs
10:11
on peut avoir des critères objectifs qui
10:15
permettent assez facilement de désigner
10:19
qui est la première puissance du monde
10:21
en termes militaires qui est la première
10:24
puissance du monde en termes économiques
10:26
etc etc
10:29
après dans la mesure où ces critères ne
10:35
sont pas comment dire univoque et
10:38
singulier la puissance c'est une
10:41
accumulation de facteurs plus la part
10:44
subjective que j'évoquais tout à l'heure
10:46
donc les classements purement
10:50
sectorielles sont difficiles à établir
10:54
leur portait d'ailleurs voir leur
10:58
utilité est assez réduite
11:02
alors du coup vous me direz quel et quel
11:06
est leur intérêt bien sans aucun doute
11:11
de faire prendre conscience à du fait
11:16
qu'un état peut ne pas être une
11:20
puissance
11:21
si on apprécie son potentiel global mais
11:28
se trouvait

11:29
néanmoins dans une situation favorable
11:32
dans une situation de puissance sur un
11:37
point particulier par exemple un état
11:42
peut très bien ne pas être puissant d'un
11:45
point de vue économique militaire ou
11:48
politique mais il peut être puissant du
11:52
point de vue des ressources naturelles
11:55
parce qu'il dispose d'une ressource
11:57
naturelle rare le pétrole par exemple
12:01
est aujourd'hui pour revenir sur mon
12:04
exemple chinois
12:05
je dirais les fameuses terres rares
12:08
tous ces métaux rares qui sont
12:10
indispensables pour le développement de
12:12
l'économie numérique parce qu'il rentre
12:14
dans nos smartphones dans nos
12:15
ordinateurs
12:16
extra et il y a une surpuissance 6 6 2 de
12:21
la chine donc dans un secteur qui est
12:25
aujourd'hui vital pour toutes les
12:27
économies
12:30
il reste que le classement le plus
12:35
courant prétend rendre compte de la
12:39
puissance globale des états donc à côté
12:44
de cette puissance par secteur on
12:46
s'intéresse plutôt à la puissance
12:47

globale des et que des états et donc ici
12:52
cette approche va nous permettre de
12:55
distinguer entre c'est ce que je vais
12:57
développer
12:58
après les puissances mondiales où les
13:01
superpuissances puis les grandes
13:04
puissances
13:05
puis des puissances régionales et enfin
13:09
les petites puissances locale voyons
13:15
d'abord premièrement les puissances
13:20
mondiales ou superpuissance premièrement
13:26
les puissances mondiales ou
13:28
superpuissance
13:40
comment les appréhender je dirais que ce
13:44
sont celles que concerne toutes les
13:49
questions d'ordre international et dans
13:53
quelque domaine que ce soit je répète ce
13:58
sont celles que concerne toutes les
14:01
questions d'ordre international et dans
14:06
quelques domaines que ce soit mais aussi
14:13
effet cumulatif qui en la capacité de
14:19
peser sur leurs évolutions qui ont la
14:23
capacité de peser sur leur évolution
14:28
puisque sans leur accord au moins tacite
14:34
la question posée la question traitée ne
14:36
peut pas trouver de solution durable
14:47
alors si on s'en tient à ces deux traits

14:51
caractéristiques de la superpuissance
14:53
qu'est ce qu'on va mettre dans cette
14:56
catégorie après la seconde guerre
14:58
mondiale les états unis elle comptait
15:02
stablement ça me paraît évident pour
15:09
l'urss jusqu'à son effondrement
15:13
la question a été discutée
15:18
elle avait en tout état de cause a
15:21
incontestablement le projet l'intention
15:24
d'être une grande puissance
15:27
après si on considère les domaines de
15:30
l'économie et de la finance
15:33
c'est peut-être moins évident donc d'un
15:35
point de vue global va m
15:37
dans cette catégorie néanmoins
15:39
personnellement je n'hésiterai pas à la
15:41
mettre dans la catégorie des super
15:43
puissances dans la mesure où dans cette
15:46
toute cette période de guerre froide
15:47
d'après seconde guerre mondiale toute
15:50
l'histoire du monde a été dictée
15:53
justement par les relations entre ces
15:56
deux superpuissances qui étaient les
15:58
états unis et l'union soviétique
16:00
puisque l'union soviétique elle avait
16:02
quand même en l'occurrence une puissance
16:05

essentiel qui est l'arme nucléaire et
16:09
donc les deux superpuissances avaient la
16:11
capacité de se détruire mutuellement
16:14
donc se tenait en respect mutuellement
16:18
et donc elle influait mutuellement sur le
16:22
cours du monde sur le cours des
16:25
relations internationales quant à la
16:29
chine donc point d'interrogation je vous
16:32
ai dit mon nom mon point de vue est ce
16:37
qu'elle satisfait aux deux critères que
16:40
je viens d'énoncer est ce qu'elle est
16:41
concerné par toutes les questions
16:43
d'ordre international bien justement
16:45
l'exemple que je viens de vous dire à
16:47
propos des problèmes de du projet du
16:50
moyen-orient et de l'iran la chine
16:54
s'impose de plus en plus comme une
16:56
véritable super puissance
16:59
oui tout à fait aller si c'est pour cela
17:02
que l'on parlait de monde bipolaire et
17:05
c'est d'ailleurs des notions que je vais
17:07
introduire un petit peu plus loin monde
17:09
unipolaire bipolaire multipolaire a mais
17:12
c'est exactement ça donc la chine la
17:16
chine 20 points d'interrogation vous la
17:18
mettez dans les superpuissances si vous
17:20
voulez où on dit qu'elle n'y est pas

17:22
encore
17:24
pour ma part je pense qu'elle y est
17:26
qu'elle y est déjà
17:28
on pourrait poser éventuellement la
17:31
question pour l'union européenne
17:34
pourquoi pas alors bien sûr l'union
17:37
européenne
17:38
ce n'est pas mes temps c'est une
17:41
association d'état néanmoins une
17:46
association d'états qui est qui et qui
17:48
très intégré des états qui ont abandonné
17:50
une part de leur souveraineté au profit
17:52
de cet ensemble qui est qu'est l'union
17:55
européenne et on ne peut dénier à
17:59
l'union européenne une certaine part de
18:03
puissance jeu j'y reviendrais bien là là
18:09
chine a annoncé hier j'ai pas l'info
18:14
sous les yeux faudrait que je la
18:15
recherche si je la retrouve je vous
18:17
l'avez très en ligne
18:19
elle s'invite dans toutes les
18:21
discussions entre les grandes puissances
18:25
pour discuter du sort du proche du
18:29
moyen-orient ce qui se passe notamment
18:33
au nagorny karabakh les relations avec
18:35
l'iran et c'est donc elle prétend avoir
18:40

le même rang que les états-unis la
18:43
russie voire voir la france qui il ya
18:48
quand même ça sa place dans ce système
18:54
oui donc j'en étais à l'union européenne
19:01
elle a certes
19:05
je dirais un caractère de puissance qu
19:07
on ne peut qu on ne peut nier
19:10
en tout état de cause n'a pas encore
19:14
reçu sa firme est réellement sur la
19:17
scène internationale dans le domaine
19:20
politique pour assumer ce rôle de
19:25
puissance européenne
19:27
parce que peut-être parce qu'elle ne
19:29
parle pas d'une seule voix bien que
19:31
théoriquement on est l'espagnol josep
19:34
borrell qui vous le savez peut-être et
19:37
haut représentant de l'union pour la
19:39
politique étrangère et de sécurité de
19:41
l'union dont c'est lui qui est censé
19:44
représenter l'union justement dans ces
19:47
relations internationales mais il n'a
19:49
qu'une voix très faible alors pourquoi
19:52
de pour ceux qui aiment peut-être sa
19:54
personnalité ou personnellement sa
19:59
prédécesseur qui était madame aubry
20:02
federica pelligrini
20:03
je trouve n'avait pas démerité dans un

20:06
poste qui est qui et qui est loin d'être
20:08
évident pourquoi parce que les états
20:11
gardent le devant de la scène
20:13
donc c'est pas facile de s'imposer et de
20:17
dire je suis la voix européenne je parle
20:19
au nom de tous les états européens
20:22
donc je disais que federica a beau gris
20:23
nez avait pas si mal joué que ça quand
20:26
son successeur à l'hôtel borel
20:28
je reste pour l'instant assez dubitative
20:31
mais bon là aussi c'est une opinion
20:33
personnelle que vous n'êtes pas obligé
20:36
de partager donc une chose est sûre dans
20:42
le monde d'aujourd'hui les états unis
20:44
sont incontestablement
20:47
une superpuissance on parle même
20:51
d'hyperpuissance en tout état de cause
20:57
c'est une un constat peut être une
21:00
nuance c'est complexe
21:03
depuis la disparition de l'urss c'est en
21:07
tout cas le triomphe du système
21:10
économique promu par les états unis
21:12
c'est le triomphe de l'économie de
21:14
marché
21:15
ça c'est sûr donc de ce point de vue là
21:18
si les états unis ont réussi à à imposer
21:21

ce système économique oui on peut dire
21:24
il y a y a y a puissance c'est clair
21:27
après donc je persiste à le dire à le
21:32
penser
21:32
cette situation est en passe de changer
21:37
et d'autres puissances au monde
21:40
la Russie va le ciel à des difficultés
21:43
économiques le rouble est faible elle
21:46
est contrainte parce qu'elle sait seule
21:47
richesses logicielles sont immenses sans
21:49
que les richesses naturelles
21:53
donc je dirais quand même que que
21:55
Washington que les États-Unis perdent du
21:57
terrain et que la Chine monte en
21:59
puissance ça me paraît très clair
22:05
premièrement donc c'était les puissances
22:06
mondiales ou superpuissance
22:09
deuxièmement les grandes puissances
22:17
deuxièmement les grandes puissances
22:20
alors déjà on met dans cette catégorie
22:25
des grandes puissances les États qui
22:29
sont membres permanents du conseil de
22:32
sécurité de l'ONU donc ce sont les
22:35
fameux big five et les États-Unis la
22:40
Russie la Chine le Royaume-Uni et la
22:45
France
22:46
je répète les big five

22:49
les cinq états membres permanents du
22:53
conseil de sécurité de l'ONU les
22:56
Etats-Unis la Russie la Chine le Royaume
23:00
et la France après parmi ces états on
23:09
peut estimer que le rôle international
23:12
d'un certain nombre d'entre eux connaît
23:16
un certain repli voire un déclin mais
23:22
ils continuent d'être concernés par la
23:28
totalité la plupart des questions
23:30
internationales puisqu'ils sont membres
23:33
permanents du conseil de sécurité et
23:35
leur rôle et sinon indispensable du
23:40
moins très utile je pourrais dire
23:43
l'inversé aussi il est utile et
23:45
indispensable puisque ils sont membres
23:47
permanents du conseil de sécurité de
23:49
l'ONU donc ils ont une voix au chapitre
23:51
tout à fait particulière donc même si un
23:56
certain nombre de ces états comme le
23:58
Royaume-Uni et la France peuvent être
24:01
classées loin derrière des États-Unis
24:05
ils sont quand même au premier rang dans
24:09
de nombreux secteurs le secteur
24:12
militaire le secteur économique le
24:15
secteur politique etc
24:21
alors on emploie ici souvent comme
24:27

synonyme l'expression puissance moyenne
24:34
alors après attention parce que on sort
24:38
derrière ce mot une connotation un petit
24:43
peu péjorative
24:46
on insiste du coup sur le fait que la
24:50
puissance de ces états l'interview à la
24:55
baisse n'est pas si importante que ça
24:57
dans sa nasse fait un petit peu critique
25:01
à leur égard pour contester le fait
25:05
qu'elle occupe un des premiers rôles et
25:12
je dirais que cette expression de
25:14
puissance moyenne est d'autant moins
25:18
heureuses ou en tout cas d'autant moins
25:20
justifié que des pays mêmes comme la
25:23
france ou le royaume uni ne sont pas
25:26
simplement à la moyenne des états du
25:30
point de vue de la puissance la voix de
25:32
la france elle compte encore beaucoup de
25:36
par le monde
25:37
on a tendance à l'ignorer
25:44
par ailleurs on pourrait ajouter danse
25:49
écran de puissance des pays qui ne sont
25:53
pas membres du conseil de sécurité de
25:55
l'onu en tant que membre permanent mais
25:57
qui ont néanmoins un rôle une place
26:02
importante dans la société
26:03
internationale je pense à l'Allemagne ou

26:07
au japon
26:10
le caractère de grande puissance leur
26:15
conviennent tout à fait en tout cas
26:19
si on prend seulement l'aspect
26:21
économique l'aspect financier
26:25
regardez au sein de l'union européenne
26:28
l'Allemagne et surpuissante dans le
26:33
monde aussi le Japon a toujours eu une
26:36
économie florissante et très
26:38
exportatrices même s'il connaît lui
26:42
aussi les conséquences des dernières
26:45
crises financières internationales
26:51
néanmoins pardon une excuse et vous
26:54
néanmoins malgré cette puissance
26:59
économique et financière que des pays
27:03
comme l'Allemagne ou le Japon
27:04
le détiennent incontestablement ils ont
27:08
pas le même rayonnement international
27:10
que les autres pays que j'ai cités et
27:15
peut-être ils ont pas tout simplement le
27:17
même intérêt pour les affaires
27:19
étrangères
27:22
et ils n'ont pas non plus les mêmes
27:24
capacités militaires que les autres
27:29
puissances ce que j'ai cités ne serait
27:31
ce que la France ou le Royaume Uni
27:37

donc si on les place dans cette
27:40
catégorie d'écran de puissance aussi
27:43
c'est parce que à un moment donné on
27:46
valorise le critère le facteur
27:49
économique et financier troisièmement
27:57
les puissances régionales
28:01
troisièmement les puissances régionales
28:11
alors entendons nous bien on a ici une
28:15
catégorie qui peut en recouper d'autres
28:20
en effet les puissances mondiales et les
28:25
grandes puissances que je viens de citer
28:28
dans le premier roman et le deuxièmement
28:30
sont aussi des puissances régionales
28:36
les puissances mondiales on peut dire qu
28:40
elle le sent dans toutes les régions de
28:42
la planète et les seconds
28:46
elles le sont dans leur région
28:49
d'existence voir dans une ou plusieurs
28:55
d'autres régions on connaît par exemple
28:58
l' influence traditionnelle de la france
29:02
en afrique ou en tout cas dans une
29:04
partie de l'afrique puissance d'ailleurs
29:09
qu'il entre dans plein d'endroits est en
29:12
train d'être érodé d'être grignoté
29:14
justement par par la chine alors de
29:21
façon ordinaire
29:23
je dirais que cette appellation de

29:26
puissance régionale
29:28
elle est utilisée à propos de pays dont
29:33
le poids international est pour
29:36
l'essentiel limiter à une aire
29:39
géographique déterminée et où le pays
29:45
donc va être très important va être
29:48
dominant dans ce cadre des exemples je
29:55
lirai l'inde le brésil l'egypte l'iran
30:03
se sont incontestablement des puissances
30:07
régionales
30:13
certaines puissances régionales
30:15
d'ailleurs peuvent ambitionner dans le
30:18
futur de devenir des grandes puissances
30:22
c'est le cas par exemple pour valdes
30:30
après on pourrait multiplier les
30:33
rubriques je voudrais ajouter une petite
30:37
remarque à propos de cette notion de
30:39
puissance régionale pour jeu je suis
30:50
perdu répétez après cette appellation
30:53
pourquoi cette appellation en aidant les
30:55
puissances régionales voulez lire à
31:00
propos des puissances régionales
31:06
combien décalage suis obligé d'attendre
31:08
la réponse
31:20
d'accord donc puissance régionale
31:27
d'abord je vous le rappelle je lui ai
31:30

dit qu'on pouvait donner ce qualificatif
31:31
on pouvait très bien le donner aux
31:33
puissances mondiales voire aux grandes
31:35
puissances allant des puissances
31:36
mondiales
31:37
ce seront des puissances régionales mais
31:39
pour toutes les régions du monde
31:41
les puissances l'écran de puissance
31:44
elles seront puissance régionale pour
31:47
l'air dans laquelle elle se situe ejeie
31:51
cité par exemple la france en disant que
31:54
ça pouvait dépasser aussi cet air
31:57
régional puisque la france est une
32:00
puissance régionale aussi vis-à-vis de
32:03
l'afrique
32:04
et puis après je dirais que on parle de
32:07
puissance régionale
32:09
tout simplement pour des pays dont le
32:12
poids international est limitée à une
32:17
aire géographique limitée dans laquelle
32:21
il sincère par exemple je cite l inde le
32:28
brésil l'iran étant entendu que ces
32:33
puissances régionales peuvent très bien
32:35
ambitionner dans l'avenir de devenir des
32:40
grandes puissances c'est le cas de
32:41
l'inde
32:43
et puis je voulais apporter une dernière

32:46
petite précision si on considère l'asie
32:53
il faudrait pour être très très juste
32:57
pour rendre compte de la réalité de
33:00
parler aussi mais bon on va pas raffiné
33:03
non plus à l'infini je vous le dis comme
33:05
ça en passant il faudrait parler aussi
33:07
de puissance sous régionale c'est le cas
33:12
par exemple pour l'indonésie en asie du
33:16
sud est
33:18
voilà bon après on va pas multiplier les
33:21
rubriques
33:21
il m'en reste néanmoins une quatrième
33:25
rubrique 1 la dernière celle que je
33:28
viens d'énoncer d'ailleurs
33:29
être dans cette langue les petites
33:31
puissances où les puissants ce local
33:35
quatrièmement les petites puissances où
33:38
les puissants ce local
33:48
alors a priori on pourrait dire que
33:52
cette quatrième catégorie elle n'a pas
33:55
forcément grand sens parce que pour le
33:59
cas si on a les trois autres catégories
34:02
que je viens de vous énumérer avec au
34:06
demeurant un nombre assez réduit d'état
34:09
à l'intérieur de chacune de ces trois
34:11
catégories
34:12

ma quatrième catégorie elle va être un
34:15
peu un peu fourre tout il va y avoir des
34:18
enfants
34:18
tout le reste après on peut dire oui
34:28
pourquoi pas fort tout d'accord mais
34:31
même dans ce dans ce fourre tout dans
34:33
cette 4e catégorie fourre tout on peut
34:36
avoir de tout petit pays qui à certains
34:41
moments et dans un certain contexte vont
34:45
pouvoir avoir un rôle politique
34:47
important même si c'est de façon
34:50
transitoire
34:51
donc on peut pour le coup à juste titre
34:56
par les deux puissances
34:58
le petit fait-elle locale c'est
35:01
quand même une puissance voilà je crois
35:06
pour les catégories qu'on pouvait et
35:12
danser je regarde mes notes parce qu'on
35:20
a fait à peu près le tour donc
35:24
maintenant je vais aborder un grand c
35:27
sur

Les configurations de puissance

35:32
grancey les configurations de puissance
36:00
partons du constat si vous voulez que
36:04
les relations entre les principaux étant
36:08
pèse sur l'ensemble des relations

36:13
 internationales et lorsqu'elles sont
 36:18
 assez bien caractérisés et durable je
 36:24
 parle de ses relations entre les états
 36:28
 lorsqu'elles sont donc caractérisée et
 36:30
 durable il est possible d'identifier une
 36:34
 configuration de puissance étant entendu
 36:41
 bien sûr c'est quoi la la notion de
 36:45
 puissance elle même
 36:46
 tout ça est éphémère et le temps que
 36:49
 dure une configuration de puissance est
 36:54
 très variable et en tout cas tout ça et
 36:57
 et éphémère tout ça est évolutif donc
 37:01
 ici on va distinguer et donc je reprends
 37:05
 ce que vous disiez tout à l'heure
 37:06
 alexis on va distinguer trois grandes
 37:10
 configurations unipolaire bipolaire
 37:14
 multipolaire d'abord la configuration
 37:20
 unipolaire comme le nom l'indiqué la
 37:29
 configuration unipolaire c'est celle où
 37:33
 existe une puissance dominante
 37:39
 on parle on pense bien sûr au monde
 37:43
 dominé par les états unis
 37:47
 alors ne nous leurrions pas cette
 37:51
 situation signifie pour la puissance
 37:54
 concernés une charge considérable
 37:58
 en tout état de cause pour correspondre
 38:02

vraiment à ce modèle pour qu'on soit
38:04
dans le
38:05
l'unipolarité la puissance doit disposer
38:09
de capacités d'action et de sphère
38:13
d'intérêts aussi large que celle de la
38:17
société internationale elle même donc il
38:22
faut capacité d'action et sphère
38:24
d'intérêts aussi large que celle de la
38:29
société internationale elle même et je
38:34
dirais en plus qu'elle doit aussi être
38:39
porteuse d'une vision de l'ordre
38:43
international et l'assumé donc de ce
38:49
point de vue c'est une charge
38:51
considérable être une puissance
38:56
dominante donc dans un monde unipolaire
39:01
elle est la puissance c'est évidemment
39:05
encore plus exigeant que d'être
39:08
simplement entre guillemets une
39:10
puissance mondiale
39:12
c'est un rôle par définition solitaire
39:18
parce que cette puissance dominante est
39:23
là du point de vue de niveau capillaire
39:26
des sciences po elle a des clients
39:29
elle a des adversaires mais elle n'a pas
39:33
de père elle n'a pas d'ego avec qui
39:37
partager le fardeau et cette situation
39:44
bien évidemment et éminemment précaire

39:48
sa durée
39:50
elle dépend bien sûr de la puissance
39:54
elle même de ces facteurs de puissance
39:56
il ne faut pas qu'il soit érodée
39:59
mais ça va dépendre aussi du niveau
40:02
d'acceptation par les autres états parce
40:07
que cette acceptation elle est pas dans
40:09
la logique de la société internationale
40:15
ici en tout état de cause dans ce monde
40:20
unipolaire
40:21
on est dans une situation d'hégémonie on
40:26
parle d'hégémonie la vie polarité
40:34
maintenant la bipolarité
40:38
elle a caractérisé toute la période de
40:43
l'après deuxième guerre mondiale jusqu'à
40:46
1989 la chute du mur de berlin qui a
40:50
entraîné ensuite l'effondrement du bloc
40:54
soviétique
40:55
donc c'était un monde divisé en deux
41:00
pôles en deux blocs le bloc américain le
41:04
bloc soviétique
41:07
cette configuration bi polaire elle a
41:11
fait l'objet est bien sûr de très
41:13
nombreuses études dans ce qui concerne
41:17
son son organisation son évolution
41:20
les rapports les influences les uns sur
41:23

les autres
41:24
etc je vais évidemment pas rentrer dans
41:28
le détail
41:29
donc on avait un monde divisé en deux
41:33
blocs où c'était en somme pour parler
41:37
simplement les états unis et l'union
41:39
soviétique qui faisait la pluie et le
41:42
beau temps et ce qui se passait par
41:44
exemple dans d'autres parties du monde
41:46
par exemple en afrique il pouvait y
41:49
avoir des conflits des guerres mais qui
41:51
était en fait souvent instrumentalisée
41:54
par les grandes puissances
41:56
derrière il y avait les états unis où
41:58
l'urss qui pousser leurs pions dont
42:03
toute la
42:06
l'histoire toutes les relations
42:07
internationales étaient dictés par cet
42:10
affrontement entre les deux grandes
42:12
puissances
42:15
après on peut estimer que cette
42:19
présentation du monde pour cette période
42:23
est peut-être un peu simplifié voir
42:28
réductrice parce que le monde
42:35
incontestablement il était bipolaire
42:39
d'un point de vue militaire mais je
42:45
dirais qu'il ne l'était plus dès les

42:49
années soixante dix en gros ni du point
42:53
de vue politique
42:54
en tout état de cause on peut dire les
43:01
années soixante dix on a incité l'ouest
43:05
mais on a aussi et je vous en parlerai
43:07
plus loin le sud entre guillemets où je
43:11
préfère le mouvement des non alignés qui
43:15
a qui a pesé justement dans les
43:16
relations internationales parce que
43:18
c'est un certain nombre d'états c'était
43:20
beaucoup d'ailleurs d'état du
43:22
tiers-monde qui comme le nom l'indiqué
43:24
ne s'était pas s'aligner ni sur le camp
43:27
soviétique ni sur le camp américain ils
43:30
se sont regroupés pour essayer de peser
43:34
sur les affaires internationales
43:37
donc le monde n'était plus simplement
43:41
dominé par les états-unis et l'union
43:44
soviétique
43:45
d'un point de vue économique non plus
43:50
ça faisait déjà pas mal d'années on peut
43:53
dire qu'il y avait émergé ans d'autres
43:55
d'autres puissants se voir multipolarité
43:58
voilà tout ça pour dire que on fait des
44:03
classements des catégories pour essayer
44:05
d'appréhender un peu la réalité
44:08

mais ce n'est jamais ce n'est jamais
44:11
simple
44:12
on peut toujours nuancé ou faire se
44:15
recouper des catégories etc
44:17
ça dépend toujours du point de vue par
44:20
lequel on appréhende le problème après
44:27
l'unipolarité et la bipolarité quelques
44:31
mots sur la multipolarité voyage est
44:38
théoriquement cinq minutes
44:40
le problème c'est que je vais pas avoir
44:42
le temps de finir sur la multipolarité
44:47
bon mais tant pis je vais m'arrêter
44:50
et comme ça on pourra revenir sur la
44:55
définition faire venir je sais pas
44:58
encore présenté je voulais finir est ce
45:00
qu'est la multipolarité et on pourra
45:03
conclure sur ces développements
45:06
j'aurais aimé finir mais tant pis je ne
45:09
veux pas prolongé au-delà 2010 donc on
45:15
se retrouve bien non pas la semaine
45:18
prochaine puisque la semaine prochaine
45:20
ce sont des vacances et avec quelques
45:24
jours d'avancé d'ailleurs je vous
45:27
souhaite bien entendu de ne pas faire une
45:29
très bonne semaine de vacances essayer
45:32
d'en profiter un peu de vous détendre et
45:35
de vous reposer avant la reprise est là

45:38
la ligne droite jusqu'à Noël
45:40
donc on se retrouve dans 15 jours
45:43
toujours le jeudi à priori même heure
45:47
même endroit et si vous avez des
45:49
questions je reste toujours entièrement
45:51
à votre disposition je coupe la vidéo
45:55
mais je reste en ligne quelques instants
45:57
sur facebook
45:58
si vous avez des questions j'y réponds
46:00
ray en direct bonne journée à vous pas
46:05
de vacances et à bientôt
46:06
au revoir.

RI #6 première partie

00:03
bien bonjour à tous ravis de vous
00:07
retrouver pour la suite de secours de re
00:09
la g spare tout d'abord que vous avez
00:13
passé une bonne semaine de vacances
00:16
malgré qu'ils aient acquis a commencé
00:18
jeudi soir donc j'espère surtout que ça
00:22
ça se passe bien pour tous vos cours
00:25
depuis lundi
00:26
bon pour nous c'est vrai ça ça change
00:29
pas grand chose puisqu'on on se
00:31
retrouvait déjà de façon virtuelle par
00:35

par facebook donc nous donc nous on
00:38
continue tranquillement
00:39
bon je vois qu'il y avait des petites
00:42
coupures comme comme d'habitude je suis
00:45
portant sur la sur la 4g
00:47
alors si tout va bien la bonne nouvelle
00:49
enfin pour moi en tout cas c'est que
00:51
normalement la semaine prochaine je
00:54
devrais être raccordés à la fibre la
00:56
fibre arrive dans mon quartier enfin
00:58
donc j'espère tu es bien décidément des
01:03
problèmes de connexion
01:05
comme je disais normalement la semaine
01:07
prochaine je vais avoir la fibre ça sera
01:09
pas trop tôt parce que là ça commence à
01:10
devenir un petit peu problématique donc
01:13
on croise les doigts et j'espère qu'il y
01:15
aura pas d'autre d'autres petites
01:17
coupures bien alors je vous rappelle un
01:21
petit peu où on en est et on a vu la
01:24
dernière fois là
01:25
la notion de puissance
01:28
qui est une notion un petit peu
01:30
multiforme puisque la puissance elle
01:32
peut être basée sur des critères assez
01:34
assez différent la puissance la surface
01:38
du territoire

01:38
le fait qu'il y ait des ressources
01:40
naturelles l' influence politique avec
01:42
cet héritage ils reviennent pas c'est
01:44
surtout une notion évolutive puisque une
01:50
puissance qui a été grande puissance
01:52
dans le dans le passé peut ne plus
01:54
l'être face à l'émergence de nouveaux
01:57
grands états etc et on en était aux
02:00
configurations des puissances
02:03
on a vu la configuration unipolaire et
02:06
j'avais terminé la dernière fois sauf
02:08
erreur de ma part sur la bipolarité
02:11
bipolarité qui a existé au moment donc
02:16
de la guerre froide et qui opposait qui
02:21
mettait ça ne fonctionne pas du tout à
02:35
ni son image
02:46
bon c'est certain d'entre vous alors que
02:48
ça fonctionne pas ok j'essaye de
02:56
continuer et on verra fait
03:00
faites moi signe ok bon ça a l'air de
03:05
marcher pour la majorité
03:06
donc si ça fonctionnait pas faites moi
03:09
signe j'arrêterai je redémarre vraiment
03:11
mon téléphone
03:13
oui c'est en général sur téléphone ça
03:16
fonctionne mieux oui moi je suis sur mon
03:17

téléphone oui sur le redis ça marche pas
03:24
très bien donc je disais on voyait la
03:28
dernière fois la bipolarité qui a existé
03:32
pendant la période de guerre froide qui
03:35
opposait donc le camp occidental avec
03:39
comme leader bien sûr les états unis
03:40
face au camp soviétique avec l'urss donc
03:46
j'enchaîne avec la multipolarité april
03:50
l'unipolarité la bipolarité
03:51
j'ai mis le court le court le plan du
03:55
cours complétée au fait sur sur i learn
03:57
1 vous pourrez le voir donc la
04:00
multipolarité mais comme le nom
04:01
l'indiqué ça signifie l'existence de
04:05
paul multiples et est indépendant et on
04:11
dira que c'est là la situation
04:13
finalement qui est sans doute là la plus
04:16
proche de la norme ou du du principe de
04:21
l'égalité souveraine entre les états a
04:26
priori quand on pense multipolarité
04:31
on s'imagine que le risque c'est celui
04:34
de désordre multipolarité bon bien sûr
04:37
plusieurs pôles d' influence donc idée
04:40
de désordre de d'incapacité
04:44
d'insuffisance d'organisation et il est
04:48
vrai que ce risque ne doit pas être
04:52
sous-estimée cependant si on dit

04:57
habituellement que la puissance un rôle
05:00
d'organisateur
05:02
il serait sans doute très exagéré de
05:05
dire de penser que la multipolarité
05:09
correspond forcément à une situation
05:13
qualitativement inférieur à autrement
05:17
dit un déficit d'organisation
05:20
la multipolarité peut au contraire être
05:25
organisatrice être facteurs d'ordre donc
05:28
par le jeu des accords internationaux
05:31
qui vont être créateur de règles dans le
05:36
dans l'ordre international
05:43
alors cela étant dit si toutes ces
05:48
catégories
05:49
ces configurations de puissance telle
05:53
que je vous les ait présentées marque
05:57
les esprits
05:59
elle ne présente la réalité que de façon
06:04
assez simplifiée voir sommaire au
06:09
point parfois de constituer un obstacle
06:12
à la bonne compréhension des relations
06:15
internationales alors je dirais du point
06:20
de vue des états par les deux puissances
06:24
bipolarité et cetera
06:26
je dirais que ce sont des termes qui
06:30
peuvent en flat et certains ou qui
06:32

peuvent en console et d'autre on veut
06:38
croire
06:38
suivant les catégories de sueur dans
06:40
lesquelles on se situe que cela
06:43
correspond au réel mais toujours si on
06:49
veut avoir une vision exacte précise des
06:53
relations internationales il ne faut
06:56
jamais s'arrêter aux catégories aux
06:58
configurations de puissance tels qu'on
07:02
les présente traditionnellement parce
07:04
que suivant le jeu des relations
07:06
internationales les évolutions à tel ou
07:08
tel moment
07:08
tout ça est extrêmement mouvant
07:12
autrement dit ces catégories telles que
07:15
je vous les ait présentées elles sont
07:18
nécessaires pour avoir une idée des
07:21
relations internationales ça permet de
07:23
mettre un peu d'ordre dans son esprit
07:26
mais c'est tout ça va pas beaucoup plus
07:28
loin
07:28
donc il faut il faut les dépasser si on
07:33
veut analyser les acteurs en relation il
07:36
faut toujours voir le contexte le
07:38
domaine
07:40
et c'est un petit exemple peut-être pour
07:45
illustrer ce que je suis en train de

07:47
vous dire qui est sans doute
07:48
passablement assez assez abstrait les
07:52
états unis par exemple c'est sans aucun
07:54
doute une hyperpuissance puisqu'on se
07:58
situe probablement encore aujourd'hui
08:01
dans le système de l'uni polarité bon
08:03
même si je les nuances et la dernière
08:05
fois donc états unis hyperpuissance ok
08:07
mais ça ne dit rien pour autant de la
08:12
capacité des états unis à résoudre
08:15
certains problèmes concrets par exemple
08:18
la question israélo palestinienne
08:21
je dirais bien au contraire
08:25
regardez la période qui vient de
08:28
s'écouler avec trump président alors
08:31
gros gros suspense est ce qui va
08:33
remplir pour un deuxième mandat a
08:35
visiblement ça se présente plutôt mal
08:37
byden est bien parti pour décrocher ces
08:40
deux cent soixante dix grands électeurs
08:42
je sais pas si vous vous suivez tout ça
08:44
de près il était ce matin à 264
08:48
visiblement bon avec le problème qui
08:50
aura évidemment des contestations et les
08:53
recomptages
08:54
bon bref je disais sur cette époque de
08:57

trump qui a eu un événement important
09:00
dans la question israélo palestinienne
09:04
c'est quand trump a décidé que jérusalem
09:08
était là
09:09
la capitale d'israël et que les états
09:13
unis ont décidé d'y déplacer d'y
09:15
installer leur ambassade
09:18
c'était un geste symbolique et politique
09:21
fort qui a quand même jeté un petit peu
09:24
d'huile sur le feu
09:25
pour la résolution du problème de la
09:28
question israélo palestinienne
09:31
d'ailleurs sur ce point je suis pas tout
09:34
à fait persuadé que que vaille donne
09:36
change radicalement de position puisque
09:39
j'ai vu l'autre jour un article où
09:43
visiblement maiden ne remettrait pas en
09:46
cause le déménagement de l'ambassade des
09:49
états unis à jérusalem est et tout ce
09:52
qu'il promettait à jérusalem pardon
09:54
l'absus c'est anticiper ce que je voulais
09:56
y entrer tout ce qu'il disait par contre
09:59
c'est qu'il voulait installer un
10:00
consulat à jérusalem est donc censé être
10:04
la petite partie de ville qu'on laisse
10:06
gentiment aux palestiniens donc je suis
10:11
pas du tout sûr que sur ce point les

10:13
choses évoluent beaucoup mais bon
10:16
attendons
10:17
attendons d'y être voilà pour ce qu'on
10:22
pouvait dire sur
10:25
tout ce qui est puissant ce rapport de
10:28
puissance et cetera
10:30
alors pour vous situez vous rappeler où
10:34
nous en sommes dans le plan donc on est
10:37
toujours dans le cadre de cette section
10:40
de qui s'intitule et les états sont tous
10:44
des acteurs différents des relations
10:47
internationales et donc je viens de
10:49
boucler le paragraphe heures sur la
10:52
question de la puissance des états et
10:56
donc maintenant j'enchaîne avec le
10:59
paragraphe 2 la question des états à
11:03
condition juridique particulière je
11:06
répète paragraphe 2
11:08
la question des états à condition
11:11
juridique particulière
11:22
alors les analystes les juristes parle
11:27
d'état à condition juridique
11:30
particulière pour désigner des états à
11:36
qui s'applique
11:37
un régime qui les distingue des autres
11:42
états alors on va voir ici plusieurs cas
11:48

de figure je vais parler successivement
11:51
du condominium de la neutralité du non
11:55
alignement de la démilitarisation des
11:59
pays en développement des micro et temps
12:03
et je crois que j'ai fait le tour
12:05
alors je commence par premières notions
12:11
le condominium
12:14
alors je vous l'écris en commentaire
12:19
donc je répète paragraphe 2 la question
12:22
des états à condition juridique
12:24
particulière donc c'est des états à qui
12:28
s'applique
12:29
un régime qui les distingue des autres
12:32
états alors j'aurai énumère pas tout ce
12:35
que je vais traiter puisque on va le
12:37
voir au fur et à mesure je mets juste en
12:40
othe condominiums pour qu'ils aient pas
12:43
de problème d'orthographe
12:55
alors le condominium dans le vocabulaire
13:01
du droit international désigne la
13:06
situation juridique d'un territoire sur
13:13
lequel plusieurs états exercent en
13:18
commun les compétences étatiques
13:21
je répète situation juridique d'un
13:25
territoire sur lequel plusieurs états
13:29
exercent en commun les compétences
13:33
étatiques alors à l'époque de la guerre

13:42
froide
13:43
ce terme était souvent employé pour
13:46
désigner la gestion en commun du monde
13:49
où d'une région du monde par les deux
13:52
superpuissances quitter les états unis
13:54
et l'urss mais c'était je dirais de
13:58
façon un peu un peu image et donc états
14:02
unis et urss se partager le mans ne se
14:06
partageaient la gestion du monde les
14:10
conséquences c'est que savaient les
14:12
obliger à reconnaître spécifiquement les
14:16
zones les sphères d'influencé que chacun
14:20
avait conquise sur lesquels ils étendent
14:23
et son autorité donc il y avait des
14:27
portions de territoire
14:30
dans le monde qui pour pour l'autre si
14:33
vous voulez et est sanctuarisé entre
14:36
guillemets soit telle zone était sous
14:38
l'influencé des états unis soit édité
14:39
sous les influences de l'urss et donc
14:43
les les deux grandes puissances le le
14:47
reconnaissait et l'admettait s'en
14:49
accommoder donc dans cette dans cette
14:54
acception dans cette conception par cet
14:58
exemple c'est l'idée de deux zones
15:01
d'influencé
15:04

qui délimite le territoire donc que
15:07
s'accorde des états impérialistes
15:13
ça veut dire que un état qui a une zone
15:17
d'influencé
15:18
il bénéficie d'un droit d'intervention
15:22
dans sa zone d'influencé et l'autre en
15:26
face va pratiquer a priori une politique
15:30
d'abstention voilà chacun fait ce qu'il
15:33
veut dans son domaine
15:40
un exemple pour illustrer cela alors
15:49
l'Allemagne de l'est sans aucun doute
15:51
oui l'Allemagne de l'est oui l'Allemagne
15:55
de l'ouest comme dans l'autre sens jeudi
15:58
l'Allemagne de l'est parce que je
15:59
pensais à l'exemple que j'allais vous
16:01
donner de la Tchécoslovaquie lors de
16:04
l'intervention soviétique en 1968 en
16:09
Tchécoslovaquie
16:10
personne n'a bougé parce que ben voilà
16:13
c'était admis que ça faisait partie du
16:16
camp du camp soviétique et chacun avait
16:19
sa zone d'influencé la politique
16:23
d'abstention c'est que chacun a sa zone
16:27
donc par exemple dans le l'exemple que
16:30
je viens de vous donner la
16:32
Tchécoslovaquie on admettait que c'était
16:35
dans la zone d'influence soviétique

16:38
donc spontanément le camp occidental les
16:42
états unis pratiquer une politique
16:44
d'attention c'est à dire n'allait pas
16:46
intervenir en tchécoslovaquie pour lui
16:49
rendre sa sa souveraineté et son
16:52
indépendance on admettait qu'elle était
16:53
rangé dans le camp soviétique sous
16:56
influence soviétique
17:03
autre exemple
17:06
autre exemple je pense à gibraltar
17:10
gibraltar le petit rocher de gibraltar
17:14
que qui est sous sous sous souveraineté
17:18
dont britannique comme comme vous le
17:20
savez il ya des bagarres depuis pas mal
17:24
d'années puisque l'Espagne essaye de
17:27
récupérer ce petit confetti des appétits
17:32
qui ont été à nouveau et disais je
17:35
dirais notamment au moment de des
17:38
procédures de lier au rexy tu es donc un
17:42
moment donné il était envisagé par par
17:45
londres et madrid par l'Angleterre donc
17:48
et l'Espagne avec l'appui d'ailleurs de
17:51
l'union européenne d'envisager une
17:55
formule de co souveraineté qui étaient
17:59
proches de cette idée de condominiums
18:05
bon tout ça est au point mort
18:10

je pense je n'ai rien vu de récents sur
18:13
la question dont je je pense que ça a
18:15
été abandonné après ça ça peut être une
18:20
très bonne idée pour résoudre des
18:23
contentieux entre des états qui se
18:26
dispute entre guillemets un petit
18:29
territoire qui n'acceptent pas
18:31
l'influencé de l'autre je pense par
18:33
exemple aux malouines
18:36
c'est un territoire britannique
18:39
d'outre-mer que l'argentine a voulu
18:43
récupérer puisque c'est au large de ses
18:45
côtes vous savez qu'il ya eu une guerre
18:47
c'était à l'époque de margaret thatcher
18:50
donc peut-être pourquoi pas le
18:53
condominium serait une solution qui
18:56
satisferait tout le monde
18:57
bon un détail près ces que probablement
18:59
les britanniques ne sont pas prêts à
19:02
abandonner leur souveraineté sur sur cet
19:06
îlot bon pour tout un tas de raisons
19:09
notamment des choses que j'ai évoquées
19:12
posséder une île pour pour un état c'est
19:16
extrêmement important du les règles du
19:19
droit de la mer vu les zones d'influencé
19:21
que ça crée autour de 100 milles marins
19:23
par exemple de zone économique exclusive

19:25
c'est un intérêt aussi stratégique etc
19:29
bref voilà donc pour cette notion de
19:34
condominiums
19:36
après le condominium je voudrais dire
19:39
quelques mots de la neutralité de la
19:44
politique de neutralité la définition
19:48
d'abord la neutralité elle qualifie la
19:55
situation politique et juridique
20:01
la ligne de conduite d'un état qui est
20:06
désireux de ne pas intervenir face à
20:10
certaines situations juridiques
20:13
je répète situation politique et
20:17
juridique d'un état désireux de ne pas
20:21
intervenir
20:23
certaines situations juridiques alors
20:30
c'est une situation qui pourrait
20:34
paraître un petit peu difficile à tenir
20:38
dans le nouvel ordre juridique
20:42
international posés par la charte de
20:45
l'ONU
20:46
je m'explique vous savez que dans la
20:50
charte de l'eau a dû donc depuis 45
20:52
il ya un principe cardinal un principe
20:54
très très important qui est
20:56
l'interdiction du recours à la force
20:58
dans les relations internationales donc
21:00

théoriquement il est plus sensé y avoir
21:02
de deux guerres de conflits armés et si
21:05
jamais un état agressent militairement
21:09
un autre état
21:11
c'est une violation caractéristiques de
21:14
ce principe de la charte de l'ONU et
21:16
tous les autres états sont censés
21:20
prendre les armes pour que pour aller
21:26
sauvegarder excusez-moi j'ai vu un
21:28
message s'afficher sur mon téléphone qui
21:30
m'a troublé donc tous les autres états
21:33
sont censés le secourir dû porter
21:36
secours y compris par les armes pour
21:40
qu'il recouvre sa souveraineté donc du
21:43
coup je voulais dire que cette idée de
21:46
neutralité
21:47
elles concordent pas tellement avec ce
21:50
schéma en principe tous les états tout
21:54
le monde devrait soutenir l'état
21:57
victimes devraient soutenir le mécanisme
22:01
de lutte contre l'agression qui a été
22:05
mis en place dans le cadre de la de la
22:07
charte de l'ONU
22:09
néanmoins ce statut de neutralité existe
22:14
toujours
22:16
est admis et il reste une
22:20
une solution qui permet de faire face

22:24
aux problèmes de sécurité
22:28
donc en clair c'est un état qui s'engage
22:32
à ne pas utiliser la la force armée
22:35
à condition entre guillemets qu'on le
22:38
laisse tranquille donc pile - la pêche
22:39
se fichent la paix en gros c'est ça
22:41
si vous voulez alors c'est une situation
22:46
qui a parfois été imposée par par
22:49
l'histoire ce statut de neutralité mais
22:53
j'y reviendrai un petit peu plus loin
22:54
quand je vous donnerai des exemples
22:58
après cette définition un monde sur 10
23:03
ans la la fréquence je veux dire par là
23:07
que la neutralité elle peut être
23:11
occasionnel mais elle peut être aussi
23:13
permanente la neutralité occasionnels
23:18
elle correspond au choix fait par un
23:23
état lorsque survient un conflit une
23:29
guerre choix donc de ne pas y prendre
23:34
part ce régime est provisoire il va
23:43
s'appliquer pendant la durée des
23:46
hostilités étant entendu que l'état peut
23:51
évidemment à n'importe quel moment
23:53
changé d'avis et décidé de prendre part
23:57
au conflit
24:01
c'est ce qui s'est passé par exemple
24:04

pour les états unis lors de la première
24:06
guerre mondiale les états unis étaient
24:11
neutres jusqu'en 1917
24:13
ce n'est qu'après qu'ils ont décidé
24:16
d'entrer dans le conflit
24:20
mais la neutralité elle peut être aussi
24:24
permanente donc dans ce cas là elle va
24:30
être établie par un traité qui est
24:33
souvent multilatéral d'ailleurs et dès
24:38
lors qui a traité
24:39
ça veut dire qu'il va y avoir aussi des
24:42
obligations qui vont s'imposer à l'état
24:47
neutre
24:52
la neutralité occasionnels donc je
24:55
reprends c'est le choix fait par un état
24:59
lorsque survient un conflit une guerre
25:03
un de ne pas y prendre part
25:07
donc c'est momentanée c'est le temps du
25:10
conflit sinon par ailleurs il garde son
25:14
entière liberté son entière autonomie
25:17
par rapport à ce problème là donc au
25:22
contraire de la neutralité permanente
25:25
qui elle donc est établie par un traité
25:29
je disais qui est souvent multilatérale
25:32
et donc du coup il ya un certain nombre
25:35
d'obligations qui s'impose à l'état
25:39
neutre

25:41
 l'obligation donc d'abstention et
 25:46
 l'obligation d'impartialité abstention
 25:52
 et impartialité
 25:54
 donc l'état neutre doit rester toujours
 25:58
 à l'écart de toutes les opérations
 26:01
 militaires
 26:03
 il ne doit favoriser aucun des
 26:07
 belligérants alors ceci mis à part
 26:12
 il conserve en principe le droit par
 26:17
 ailleurs de commercer éventuellement
 26:19
 avec des belligérants
 26:22
 même si chacun chacun des belligérants a
 26:29
 le droit de vérifier s'il est à neutre
 26:32
 par exemple ne favorise pas l'un des
 26:35
 deux en lui livrant du matériel non
 26:38
 autorisée par exemple des armes tout
 26:40
 simplement de dd de la logistique de
 26:43
 nature à renforcer ses capacités
 26:46
 militaires et donc en retour et c'est
 26:51
 tout l'intérêt de l'état neutre
 26:53
 les belligérants vont s'engager bien
 26:57
 évidemment à respecter le territoire de
 27:01
 l'état neutre qui par conséquent ne
 27:03
 pourra jamais être envahi être occupé
 27:07
 les belligérants
 27:09
 ce sont les participants à un conflit
 27:12

armé
27:17
donc les belligérants devront respecter
27:20
le territoire de l'état neutre
27:23
ils peuvent pas l'envahir ils peuvent
27:25
pas l'occuper ils peuvent même pas le
27:27
traverse et ils peuvent pas s'en servir
27:28
de base d'opérations l'état et
27:33
sanctuarisés oui tout à fait j'allais
27:38
venir après je vais donner quelques
27:40
quelques exemples mais vous avez tout à
27:42
fait raison
27:42
alors petit détail sera 110 ans mais ça
27:46
peut-être mieux en le disant
27:47
l'état ne trie ne participe à aucun
27:50
conflit armé il va pas s'engager pour
27:52
tel ou tel pays en cas de conflit armé
27:54
entre ses voisins ou ailleurs mais bien
27:58
évidemment s'il est agressé il garde le
28:01
droit de se défendre
28:02
il va pouvoir utiliser les armes pour se
28:04
défendre alors j'en profite pour ouvrir
28:10
une
28:11
une petite parenthèse
28:14
et si en étant notre favorise un
28:17
belligérant peut-il être attaqué
28:19
normalement non mais on va le rappeler à
28:22
ses obligations internationales en

28:25
général mais bon je ne sache pas que ce
28:27
cas de figure se soit jamais produit
28:34
alors petite parenthèse c'est pas la
28:38
peine de le noter c'est pour illustrer
28:40
ces problèmes de neutralité
28:42
il ya dans le cadre de l'union
28:43
européenne je vais vous donner l'exemple
28:45
après un certain nombre d'états qui ont
28:47
le statut de neutralité
28:48
donc ça pose problème à l'union
28:50
européenne dès lors qu'elles commencent
28:52
à organiser en commun une politique
28:56
étrangère surtout de sécurité commune
29:00
puisque'il peut y avoir des opérations
29:02
militaires qui peuvent être engagées
29:06
en commun et c'est la raison pour
29:11
laquelle l'union européenne par exemple
29:14
a défini très très précisément un
29:18
certain nombre d'opérations auxquels les
29:21
états neutres pourrait éventuellement
29:23
participer
29:24
c'est ce qu'on appelle les missions de
29:26
petersberg qui correspondent à des
29:29
opérations de maintien de la paix où des
29:32
opérations humanitaires dans la mesure
29:35
où on est dans le cadre d'opérations de
29:37

maintien de la paix c'est à dire des
29:39
forces d'interposition pour séparer des
29:42
belligérants extra où des opérations
29:45
humanitaires bien ce type d'opération
29:48
les états neutres peuvent parfaitement y
29:51
participer alors j'en viens justement
29:58
aux exemples quelques exemples d'état
30:02
neutre vous m'avez cité la suisse c'est
30:05
effectivement le modèle l'exemple par
30:08
excellence de l'état neutre
30:12
c'est cet ancien pour la suisse ça
30:14
remonte au 16e siècle
30:17
cette neutralité elle a été inscrite par
30:21
exemple dans dans l'acte final de la
30:25
conférence de vienne de 1815 alors je me
30:28
souviens plus si je vous ai déjà parlé
30:29
de la conférence de vienne de 1815 c'est
30:33
ce qui a posé les bases de ce qu'on
30:36
appelle le le concert européen qui ce
30:39
phénomène de domination politique
30:41
exercée par les grandes puissances
30:42
européennes d'alors autriche prusse
30:46
russie angleterre france donc 10 815
30:51
viennent dans l'acte final a été posée
30:54
la neutralité de la suisse
30:57
alors je lis votre question excusez moi
31:02
[Musique]

31:09
alors effectivement il ya une clause de
31:16
d'assistance dans l'union européenne qui
31:20
est une une nouveauté depuis quelques
31:24
années qui est un peu l'équivalent de la
31:26
clause de l'article 5 dans le d'andorre
31:30
dans l'otan
31:32
c'est à dire que normalement si un état
31:34
de l'union européenne est est agressé
31:38
tous les autres états sont censés lui
31:42
porter secours alors
31:46
je ne sais pas si une position a été
31:49
prise concernant les états neutres mais
31:56
théoriquement ils sont censés aussi
32:00
intervenir si j'y pense je regarderai
32:04
après s'il ya des positions officielles
32:06
de tel ou tel état qui a été prise sur
32:08
sur cette problématique
32:11
je vous le dirai donc on en était à la
32:16
suisse neutralité de longue date donc
32:21
posé dès 1815
32:24
qui a été posée à nouveau par exemple
32:27
par les traités qui ont mis fin à la
32:30
première guerre mondiale versailles et
32:32
trianon
32:32
donc elle conserve sa neutralité bien
32:36
sûr neutralité qu'elle a vu de façon
32:39

d'ailleurs très très très exigeante très
32:43
très excessive puisque pendant très
32:46
longtemps elle n'a même pas voulu
32:47
participer à l'ONU donc elle était un
32:51
des rares états qui ne faisait pas
32:53
partie de l'ONU elle a finalement décidé
32:56
de l'intégrer
32:57
mais c'est pas si vieux que ça puisque
33:00
ça remonte à 2002 alors à côté de la de
33:05
la Suisse mais je peux vous citer les
33:08
états européens qui sont neutres
33:11
il ya la Suède il ya l'Irlande et ya
33:16
l'Autriche la Suède elle aussi sa
33:21
neutralité est assez ancienne elle
33:24
remonte au début du 19e siècle
33:29
il ya juste une petite différence c'est
33:31
que là la neutralité de la Suède à la
33:34
différence de la Suisse que je viens
33:37
d'évoquer la neutralité de la Suède deux
33:39
nénettes inscrite elle dans dans aucun
33:42
texte international
33:45
c'est une pratique politique qui est qui
33:47
reconnu par tous pour l'autre est ce
33:53
donc je voulais dire un mot de
33:54
l'Autriche mais il me semble que je vous
33:56
en ai déjà parlé le statut de neutralité
34:00
de l'Autriche

34:01
il a été imposé par l'histoire puisque à
34:06
la fin de la seconde guerre mondiale
34:09
les soviétiques les russes
34:12
était à vienne occuper
34:15
l'autriche il y avait des forces
34:16
d'occupation soviétique en autriche et
34:20
donc de facto le l'autriche n'avait pas
34:24
sa pleine souveraineté et donc
34:27
l'autriche n'a retrouvé sa pleine
34:30
souveraineté que en 1955
34:33
donc c'est relativement tardif par
34:36
fameux traité qu'on appelle là-bas le
34:39
traité d'état et donc les soviétiques
34:44
finalement ont consenti enfin à retirer
34:48
les troupes du territoire autrichien
34:50
1955 quand même mais à une condition que
34:54
l'autriche adopte un statut de
34:57
neutralité
34:57
parce que bien évidemment les russes ne
34:59
voulait pas que l'autriche tombe dans
35:01
l'escarcelle si je puis dire du camp
35:04
occidental
35:05
donc ce statut de neutralité ça ça
35:09
sanctuary they ce territoire qui est qui
35:11
et qui est au coeur de l'europe qui est
35:13
entre l'est et l'ouest puisque
35:16

l'autriche regarder une carte
35:18
malheureusement vu la façon dont vous en
35:20
cours je ne peux pas vous projetez de
35:22
documents l'autriche elle est entourée
35:25
par ce qui était à l'époque la
35:27
tchécoslovaquie donc aujourd'hui
35:29
république tchèque république slovaque
35:30
la hongrie donc on était dans le dans le
35:34
camp soviétique c'était les les limites
35:37
les frontières de l'influencé soviétique
35:39
donc l'autriche neutre ça sanctuariser
35:42
cette partie de territoire entre entre
35:45
l'est et l'ouest
35:47
autre exemple alors du coup hors de
35:50
l'union européenne c'est la longue au
35:51
lit la mongolie
35:54
je dirais aussi un peu par réflexe de
35:57
survie elle a adopté ce statut de
36:00
neutralité pour se situer un peu à
36:03
équidistance entre les influences
36:06
soviétiques russes et chinoises
36:12
alors une petite réflexion pour terminer
36:17
peut-être dans des cas un petit peu
36:20
difficile pour certains pays
36:23
la situation de neutralité pourrait être
36:27
une solution
36:28
je pense par exemple

36:31
à l'ukraine à part que peut-être le
36:35
principal intéressé ne le souhaite pas
36:38
vraiment alors ça pose des problèmes
36:42
essentiellement par rapport à l'otan
36:44
mais ça me paraît évident que l'otan
36:48
n'acceptera jamais que l'ukraine entre
36:51
entre dans le club
36:52
ça serait
36:54
mélange détonnant au sens propre puisque
36:58
vous le savez dans le cadre de
36:59
l'alliance atlantique lire l'article 5
37:01
qui fait que si un état est agressé tous
37:05
les autres doivent venir à son secours
37:06
même si c'est pas obligatoirement en
37:09
envoyant directement la troupe mais ça
37:11
peut être une assistance en armement
37:14
logistique en information et cetera et
37:18
vu la situation actuellement en ukraine
37:21
ce qui se passe dans le dos de basse
37:24
l'annexion de la crimée c'est totalement
37:27
improbable que l'otan accepte l'ukraine
37:31
dans son sens sauf à entrer en
37:35
opposition est en conflit direct avec
37:37
l'union soviétique l'union soviétique
37:39
excusez moi du lapsus avec la russie ce
37:41
qui est évidemment impensable
37:46

alors si aujourd'hui elle souhaitait ne
37:49
plus être neutre est ce qu'elle peut le
37:51
décider par elles-mêmes
37:52
oui tout à fait l'autriche est
37:56
aujourd'hui totalement souveraine
38:00
théoriquement elle pourrait changer son
38:05
statut mais
38:09
oui voilà il faudrait c'est ce que
38:12
j'étais en train de penser en vous le 10
38:13
ans puisqu'il ya eu le traité d'état
38:17
2955 il faudrait un nouveau traité que
38:20
toutes les parties prenantes soient
38:22
d'accord
38:22
alors est-ce que la russie serait
38:24
d'accord aujourd'hui pourquoi pas les
38:27
situations ont évolué mais bon je ne
38:30
sache pas que ce soit à l'ordre du jour
38:34
l'autriche justement vu sa situation n'a
38:37
pas grand intérêt à à changer ce statut
38:42
de neutralité
38:44
surtout que l'autriche
38:47
elle a eu ce qu'elle voulait c'est faire
38:50
partie de l'union européenne donc dans
38:54
la mesure où le statut de neutralité
38:55
n'était pas un obstacle à l'intégration
38:57
dans l'union européenne
38:59
il n'y a pas de il n'y a pas de problème

39:02
alors chloé ça bug pour vous j'espère
39:06
que c'est que pour vous enfin je peux
39:08
dire que c'est bien mais j'espère que
39:10
c'est pas général
39:11
si c'était le cas que d'autres me fasse
39:14
signe
39:16
il ya une coupure mais ça revient bon de
39:20
mon côté j'ai pas vu d'autres
39:22
indications de de coupure donc je
39:26
continue
39:27
on essaye d'avancer
39:30
de toute façon pas de panique vous savez
39:32
que ces vidéos sont enregistrées
39:34
donc vous pouvez à tout moment
39:38
revenir sur la vidéo je n'ai même pas
39:42
regardé d'ailleurs on peut avancer a
39:44
priori dans la vidéo on n'est pas obligé
39:45
de tout regard des dents dans l'ordre si
39:49
je puis dire bon surtout que je vous les
39:51
emmys sûr sur youtube donc je pense
39:53
qu'on peut faire avancer le petit
39:54
curseur dans la dans la vidéo bien voilà
40:00
vous savez tout sur la neutralité
40:03
j'ai rien de plus à ajouter donc une
40:07
troisième notion maintenant troisième
40:13
notion oui on peut avancer
40:15

l'accord troisième notion c'est le non
40:19
alignement les non alignés alors mais
40:34
justement je vous avais mis une petite
40:38
vidéo sur le mouvement des non alignés
40:42
extrait de france 24 qui étaient quittés
40:47
très bien fait très synthétique vous
40:48
vous y avez vraiment l'essentiel si vous
40:51
voulez le regarder en plus c'est pas
40:53
très long donc certains états à un
40:57
moment donné plutôt que la neutralité
40:59
d'ailleurs on préférerait un statut et un
41:03
petit peu singulier on ne sait pas c'est
41:06
pas ce statut juridique c'est le
41:08
le non alignement qui d'ailleurs a
41:14
trouvé d'écho en europe
41:18
je pars l'europe au sens large
41:22
je pense à la yougoslavie par exemple
41:25
l'ex yougoslavie alors le non alignement
41:31
ça correspond je dirais à une politique
41:35
de neutralité
41:38
alors j'ai dit neutralisme et non pas
41:41
neutralité politique de neutralité qui a
41:45
été pratiquée d'ailleurs pour
41:46
l'essentiel si vous avez vu la vidéo par
41:49
les pays du tiers-monde alors
41:55
indubitablement il ya des biens des
41:58
liens qu'il ya des points communs plus

42:00
exactement entre neutralité et non
42:04
alignement ce concept de non alignement
42:09
sa marque le souci en tout état de cause
42:12
des états qui en font partie de s'isoler
42:16
des luttes auxquelles se livrent l'écran
42:20
de puissance donc il veut peu ils ne
42:23
veulent pas être embarqué dans ces
42:25
conflits générés par l'opposition entre
42:29
l'écran de puissance ils ne veulent pas
42:31
en être les victimes collatérales
42:35
donc ils vont se se placer dans un
42:38
statut à part non alignés ne prenons
42:43
parti ni pour un bloc ni pour une autre
42:49
cela dit les non-alignés
42:52
ils ne sont pas contraints par des
42:56
obligations
42:58
puisque'il n'y a pas de
43:00
de traiter comme dans le dans la
43:03
neutralité
43:05
néanmoins il ya des engagements je
43:09
dirais politique commun qui est logique
43:14
puisque c'est pourquoi l'essentiel leur
43:16
origine à la plupart des scènes qui sont
43:18
non alignés c'est un engagement en
43:21
faveur de la décolonisation
43:23
donc pour le coup sur ce sujet ils ne
43:26

sont pas neutres et ça paraît assez
43:28
logique
43:29
c'est la raison pour laquelle d'ailleurs
43:32
ils ont choisi ce terme de non
43:35
alignement qui est assez significatif
43:37
puisque il exprime par la même et qu'il
43:40
ne s'aligne pas sur la position des
43:43
blocs du bloc soviétique ou du bloc
43:45
occidental et donc les non alignés
43:52
ils ont joué un rôle assez important
43:55
dans le cadre des nations unies
43:58
pendant la guerre froide ils ont essayé
44:01
de faire entendre leurs propres
44:03
positions et d'établir donc une zone de
44:09
non engagement des grandes puissances
44:12
je vous invite pour compléter à regarder
44:15
la petite vidéo
44:20
après le condominium la neutralité le
44:24
non alignement
44:25
je voudrais dire quelques mots
44:28
maintenant de la démilitarisation le
44:33
statut de la démilitarisation et bien il
44:43
s'agit de régime
44:50
la notion de décolonisation binger c'est
44:54
simplement
44:55
souligné que c'était une position
44:59
commune politique des non-alignés d'être

45:04
en faveur de la décolonisation puisque
45:08
pour un grand nombre d'entre eux donc ce
45:12
sont des pays qui ont bénéficié de la
45:16
décolonisation pays pauvres pour
45:20
beaucoup d'entre eux donc qui était dans
45:23
ce qu'on appelait alors le tiers-monde
45:25
donc ils avaient une position commune
45:27
qui était une position politique puisque
45:31
je vous disais qu'il n'était pas lié par
45:32
des engagements internationaux position
45:35
politique commune en faveur de la
45:38
décolonisation et donc en général je
45:41
dirais positions politiques ou plurielle
45:45
commune sur toutes les questions qui
45:49
pouvaient intéresser le tiers-monde et
45:52
c'est en cela qu'ils ont pu poser peser
45:54
dans le cadre de l'ONU
45:57
par exemple lors de deux réunions
45:59
d'assemblées générales ou de discussion
46:01
de deux grandes conférences
46:02
internationales
46:06
alors là la démilitarisation maintenant
46:13
la démilitarisation
46:15
il s'agit de régimes établis normalement
46:22
par convention internationale qui
46:30
associe des mesures qui se rattachent
46:35

vous l'auriez deviné au désarmement
46:44
c'est à dire la réduction ou la
46:47
réduction des armes ou la suppression de
46:50
certaines catégories d'armes
46:52
le terme d armement et est polysémique
46:55
ça peut être là la suppression à toute
46:58
suppression par exemple de l'arme
46:59
atomique d'armes bactériologiques
47:01
d'armes chimiques et caetera et donc je
47:05
disais associer des mesures qui se
47:07
rattache au désarmement et une certaine
47:12
étendue territoriale jugée pertinente
47:18
dans l'optique de la sécurité
47:21
internationales des mesures de ce type
47:30
des mesures de démilitarisation de
47:33
désarmement peuvent être imposées par
47:37
exemple par le conseil de sécurité des
47:39
nations unies il ya eu des résolutions
47:43
sur le désarmement de l'irak
47:46
quand il était question que l'irak
47:50
possède des armes de destruction massive
47:54
l'irak était censé se séparer de ses
47:58
armes de destruction massive de les
48:00
neutraliser d'onde en ce sens la
48:06
démilitarisation est une mesure de
48:11
sûreté internationales
48:16
donc je reprends la définition donc la

48:20
 démilitarisation est un régime
 48:23
 normalement établi par convention
 48:27
 internationale qui associe des mesures
 48:34
 qui sort
 48:35
 tâche au désarmement premiers éléments
 48:42
 sur une certaine étendue territoriale
 48:50
 parce que ses juges et pertinence et
 48:53
 jugé utile donc dans une optique de
 48:56
 sécurité internationale donc désarmement
 49:00
 sur une portion de territoire délimité
 49:06
 donc je reprends de telles mesures
 49:12
 oui de telles mesures peuvent être
 49:14
 imposées effectivement par le conseil de
 49:17
 sécurité des nations unies donc dans ce
 49:23
 cas là ce type de décision est une
 49:25
 mesure de sûreté internationales qui
 49:29
 consiste à interdire à plus ou moins
 49:33
 complètement la présence de forces
 49:37
 militaires ou d'installations militaires
 49:40
 sur un territoire déterminé
 49:49
 ça signifie au sens concret du terme que
 49:54
 doivent être retirés du territoire visé
 49:58
 ou que doivent être détruites les armes
 50:03
 qui ont été visés alors ça peut être
 50:06
 toutes les armes armes classiques ou
 50:09
 certaines catégories d'armes en général
 50:12

ça peut être simplement certaines
50:15
catégories d'armes
50:16
comme je disais tout à l'heure nucléaire
50:19
donc atomique bactériologique et
50:22
chimique elle est ce qu'on appelle les
50:24
armes a baissé oui théoriquement oui
50:27
tout à fait
50:29
s'il ya une décision du conseil de
50:31
sécurité des nations unies elles peuvent
50:34
elle peut interdire
50:38
la détention d'armes nucléaires par un
50:41
état en ce moment par exemple et depuis
50:43
des années vous savez qui kylie à des
50:47
décisions qui ont été prises au niveau
50:48
des nations unies pour interdire à
50:52
l'iran de développer ses capacités
50:55
nucléaires alors à priori dans un
50:58
premier temps ce sont des capacités
50:59
nucléaires civiles mais elle ne peut pas
51:02
enrichir tel pourcentage d'uranium et
51:05
cetera qui lui permettrait de passer le
51:07
seuil pour posséder une bombe atomique
51:11
donc effectivement on a des mesures qui
51:14
concernent
51:15
l'arme nucléaire décision je veux dire
51:20
prises au niveau des nations unies alors
51:23
après il ya des traités je dirais de non

51:27
prolifération
51:28
mais en matière d'armes nucléaires je
51:31
dirais c'est un peu faites ce que je dis
51:33
mais ne faites pas ce que je fais
51:34
puisque aucune des grandes puissances
51:36
nucléaires n'en est bien sûr
51:41
redevable menez nenê n'est pas n'est pas
51:44
lié
51:49
non évidemment non je dirais d'un point
51:54
de vue concret dans la société
51:56
internationale d'aujourd'hui dans les
51:58
relations internationales d'aujourd'hui
52:01
soyons clairs la démilitarisation ne
52:04
concernera jamais les états unis la
52:08
chine ou la russie
52:09
ce sont eux qui tirent les ficelles et
52:12
n'oubliez pas que ce sont vous avez
52:15
cités là des membres permanents du
52:17
conseil de sécurité de l'onu donc il
52:21
pourrait mettre un veto à toute décision
52:24
qui voudrait être prise par le conseil
52:26
de sécurité
52:27
donc là c'est totalement irréaliste
52:33
donc je disais il ya des traités de
52:37
non-prolifération dont ne font pas
52:40
partie évidemment les grandes puissances
52:42

qui possède l'armée atomique mais vous
52:46
avez des états par exemple comme comme
52:48
l'Allemagne ou la Mongolie je suis tout
52:50
petit et des extrêmes qui ont renoncé à
52:53
posséder l'armée nucléaire et je pensais
52:58
bien en vous le 10 ans au statut de
53:02
l'Antarctique il y a un grand traité qui
53:05
a été adopté en 1900
53:08
59 par les grandes puissances et les
53:12
états riverains de l'Antarctique qui ont
53:15
adopté par là même un statut spécial lié
53:20
à l'Antarctique qui est un statut donc
53:22
de démilitarisation donc aucun état
53:25
personne normalement ne pourra utiliser
53:28
le territoire de l'Antarctique à des
53:30
fins militaires
53:32
la sauvegarde si vous voulez de cette
53:36
disposition du traité étant confiée aux
53:39
états signataires donc ça veut dire
53:41
qu'il appartient à la Russie aux États
53:44
Unis je crois que le Japon en fait
53:47
partie aussi mais les états riverains
53:48
l'Argentine et sera de veiller à ce que
53:53
personne n'utilise l'Antarctique à des
53:55
fins militaires
53:59
voilà pour le statut de démilitarisation
54:05
c'est bon c'est clair je voudrais

54:14
aborder maintenant une nouvelle rubrique
54:18
ce sont les pays en développement
54:26
donc je répète on est toujours dans le
54:29
cadre du paragraphe 2 les états
54:31
condition juridique particulière et donc
54:34
on a des régimes un petit peu
54:36
particulier qui distingue certains et à
54:39
d'autres états donc on a vu le
54:40
condominium
54:41
on a vu la neutralité on a vu le non
54:45
alignement et on vient de voir la
54:48
démilitarisation
54:49
donc je vois moi j'ai 56 sur mon
54:52
ordinateur
54:53
donc si vous voulez je vous propose une
54:55
une pause et on verra après les pays en
55:01
développement
55:02
voilà on se retrouve
55:06
allez soyons fous vers 10h10 voilà le
55:10
temps que j'aille me faire un thé et
55:12
vous pouvez en faire autant - café ce
55:14
que vous voudrez à tout de suite.

RI #6 deuxième partie

00:01
bien je redémarre j'ai vérifié mais
00:04

câble a priori ça devrait fonctionner
00:07
cette fois-ci redite mois s'il ya un
00:10
problème ou pas donc j'en étais à la
00:15
catégorie des pays en développement
00:19
cette catégorie est apparu quand le
00:23
monde a pris conscience
00:25
super c'est parce que mon micro était
00:27
mal fiché en fait dans le dans le
00:29
téléphone cette catégorie est apparue
00:32
donc quand le monde a pris conscience de
00:37
la dimension du problème du
00:40
développement parfait alors ce qui est
00:49
significatif
00:50
ici c'est l'évolution des termes parce
00:54
que au départ vous avez sans doute
00:57
entendu le terme
00:58
on parlait de pays sous développés et
01:03
c'est vrai que à la fin des années 60
01:08
et avant même la crise pétrolière des
01:11
années soixante dix on se pose est
01:17
principalement ce problème du du sous
01:20
développement
01:21
et puis peu à peu je dirais
01:24
on s'est rendu compte que ça pouvait
01:26
avoir une une connotation négative voire
01:30
péjorative et on a affiché une option je
01:35
dirais plus plus optimistes en changeant

01:36
 le terme et on parle désormais de pays
 01:40
 en développement alors cela dit même si
 01:48
 les termes en changer des choses ont
 01:51
 évolué certes mais ces pays sont très
 01:55
 loin évidemment d'avoir comblé tous
 01:58
 leurs atouts leur retard et
 02:02
 aujourd'hui pour appréhender cette
 02:05
 catégorie des pays en développement pour
 02:09
 prendre en compte la la différenciation
 02:13
 qui peut exister selon la situation de
 02:16
 chacun on a affiné le vocabulaire et on
 02:21
 parle même par exemple des pma les pays
 02:24
 les moins avancés qui constitue donc une
 02:28
 sous-catégorie à l'intérieur des pays en
 02:32
 développement ce sera les pays dont le
 02:35
 retard économique est le plus grand il
 02:39
 ya d'autres catégories aussi bon d'être
 02:41
 moins moins connu et moins usité les ppt
 02:45
 eux les pays pauvres très endettés
 02:48
 alors ça c'est une catégorie assez
 02:51
 récente qui souligne donc pour ces pays
 02:56
 là la gravité du problème de la de la
 03:00
 dette
 03:02
 alors bien évidemment ces catégories ne
 03:08
 correspondent pas pour les pays qui s'y
 03:11
 trouvent à des obligations quelconque
 03:14

qu'il devrait assumer
03:16
je dirais même au contraire ça
03:20
correspond plutôt à des droits à exercer
03:23
ou disons des avantages a demandé à la
03:30
limite on aboutit dans certains cas à
03:34
l'idée qu'il devrait y avoir pour eux un
03:37
traitement à part reconnu par le droit
03:42
international qui leur permettrait en
03:47
somme de bénéficier véritablement du
03:52
principe d'égalité souveraine des états
03:56
qui est posée en droit international
04:02
alors cette idée
04:04
elle a été en partie consacré par le
04:09
droit du commerce international et
04:14
certains auteurs d'ailleurs en doctrine
04:18
on parlait d'un nouvel ordre économique
04:22
international où il s'agit justement de
04:26
prendre des mesures pour favoriser
04:31
le rattrapage de ces états très en
04:34
retard est arrivé à cette égalité
04:37
souveraine bon sachant que si on est
04:40
réaliste
04:42
le nouvel ordre économique international
04:43
il n'est pas il n'est pas pour demain
04:46
mais néanmoins pour souligner cette
04:50
cette idée de davantage
04:55
à exercer de droit d'anti peuvent

04:57
bénéficier des pays très endettés qui
05:01
sont confrontés à de graves difficultés
05:05
mais un certain moment les pays riches
05:07
où le fmi peuvent effacer leur leur
05:11
dette pour leur permettre de repartir à
05:14
zéro
05:15
ça ça existe même si c'est relativement
05:19
rare
05:23
donc voilà pour cette catégorie des pays
05:27
en développement et j'en arrive
05:32
maintenant à une nouvelle catégorie qui
05:35
est celle des micro état et je vous
05:40
renvoie à un article donc je vous ai mis
05:44
en ligne aussi sur les micro états
05:47
c'est un autre article du site diplomweb
05:50
d'ailleurs c'est fortuit j'ai cherché
05:53
plein de choses et c'est celui là que
05:54
j'ai trouvé le plus intéressant article
05:58
qui était substantiel qui est qui et qui
06:00
est un petit peu long mais
06:03
qui est qui est très bien fait alors les
06:10
micro états pour la définition je crois
06:15
que la définition elle est quand même
06:16
dans le ter mais là je vais enfoncer des
06:19
portes ouvertes
06:19
qu'est ce que c'est un micro-état c'est
06:22

un état exigu avec avec un tout petit
06:25
territoire un état lilliputiens c'est un
06:30
état minuscule dans le territoire a une
06:35
superficie très très réduite et dont la
06:39
population par conséquent va être va
06:43
être très faibles alors
06:45
traditionnellement quand on pense micro
06:49
états en europe
06:52
qu'est-ce qui vient spontanément à
06:55
l'esprit le liechtenstein l'andorre
06:59
monaco saint-marin
07:03
je vais peut-être vous inscrire le
07:04
liechtenstein parce que sans doute
07:08
l'orthographe ne vous est pas très
07:10
familière les stein
07:16
voilà le voici
07:36
alors micro-état le liechtenstein
07:38
l'andorre monaco saint-marin et c'est
07:43
alors ces exemples traditionnelle mise à
07:48
part sous l'effet de la décolonisation à
07:52
partir des années 60 on a assisté
07:56
justement à une augmentation du nombre
07:59
de petits états dans le monde en afrique
08:05
ou en océanie dans le dans le pacifique
08:10
je pense par exemple à djibouti au cap
08:14
vert l'île maurice
08:17
aussi les seychelles ce sont des micro

08:20
états dans le pacifique fidji bien sûr
08:25
et puis n'oublions pas la région du
08:29
golfe persique tous les les états les
08:32
états pétroliers bahreïn le sultanat
08:35
d'oman le qatar et c'est donc beaucoup
08:41
de micro état dans le monde et je pense
08:47
aussi aux conséquences de l'éclatement
08:51
de l'ex yougoslavie en europe
08:54
on assiste et la naissance d'une
08:57
multiplicité de 2
08:59
de micro état serbie croatie monténégro
09:06
et je pensais au kosovo pour le cul
09:10
récente d'entre eux alors les
09:16
conséquences elles sont importantes sur
09:20
le plan international par exemple à
09:25
l'époque de la décolonisation
09:28
la question s'est posée de savoir s'il
09:33
fallait admettre ces nouveaux et à ses
09:36
nouveaux micros éteints en tant que
09:40
membre des nations unies ou s'il fallait
09:44
limiter leur participation en leur
09:47
octroyant simplement par exemple un
09:50
statut d'associé d'état associé
09:55
pourquoi mais parce que si la communauté
10:00
internationale at mais qu'un état tout
10:04
petit très exigu très peu peuplée puisse
10:08

être considéré comme un état à part
10:11
entière et participer aux organisations
10:15
internationales bien cela peut avoir un
10:20
effet perturbateur
10:24
un exemple pour l'ONU tout simplement à
10:29
l'assemblée générale qui est l'enceinte
10:32
qui regroupe justement tous les états
10:35
membres de la communauté internationale
10:37
à l'assemblée générale des nations unies
10:41
le principe c'est un état égale une voix
10:45
c'est l'égalité souveraine des états un
10:48
état égale une voix quelle que soit sa
10:50
taille
10:52
donc si on accepte et les micro états
10:59
issus de la décolonisation comme membre
11:04
ça revenait à dire qu'une très faible
11:08
partie de la population du monde
11:13
correspondant il faut appeler un chat un
11:16
chat à des états qui ne jouent à peu
11:19
près aucun rôle sur la scène
11:21
internationale donc ça veut dire qu'une
11:24
très faible partie de la population du
11:26
monde disposerait en gros d'un tiers des
11:31
voix à l'assemblée générale ce qui est
11:34
énorme et ce qui évidemment peut changer
11:38
des majorités peut faire basculer des
11:41
majorités mais en même temps le fait

11:50
d'être membre des nations unies a un
11:54
effet positif ça un effet de
11:57
consolidation des souverainetés les plus
12:00
fragiles ce qui incontestablement a été
12:05
perçue comme un avantage pour ces micro
12:08
état qui était en construction qui était
12:10
en phase ii d'affirmation de l'heure de
12:14
leur être
12:15
en tant qu'état sur la scène
12:16
internationale donc au final n'a aucun
12:23
statut aucune solution particulière on a
12:26
été choisie mis en place aux nations
12:29
unies pour les micro états et donc tous
12:33
les pays issus de la décolonisation
12:36
quelle que soit leur taille sont devenus
12:40
membres des nations unies
12:42
quelle que soit la taille du territoire
12:45
quelle que soit la population quels que
12:48
soient leurs capacités quelles que
12:49
soient leurs ressources
12:56
et même je dirais que dans les années 90
13:01
ils ont été rejoints au sein de l'onu
13:04
par les micro états européens que je
13:07
vous citais en commençant saint-marin le
13:10
liechtenstein andorre qui antérieurement
13:13
était resté en dehors de l'organisation
13:17

voilà et donc du coup ces micro états se
13:21
sont dit puisque les états issus de la
13:23
décolonisation ont été acceptés au sein
13:25
de l'onu pourquoi pas nous et du coup
13:27
ils ont intégré loué nu alors cela étant
13:36
la multiplication du coup d etat a deux
13:42
effets négatifs
13:47
d'abord il faut le souligner on peut le
13:51
voir
13:52
d'une certaine façon comme un
13:54
encouragement permanent au séparatisme
13:59
appliquée à des petites collectivités
14:02
humaines et ce phénomène s'auto
14:06
entretient bien sûr à partir du moment
14:08
où on voit émerger des nouveaux états et
14:10
que ces états sont acceptés au sein de
14:12
l'onu ça va susciter des vocations
14:14
si on peut s'exprimer ainsi donc ça peut
14:20
être vu comme un commandant j'ai ensuite
14:26
deuxième
14:27
deuxième point
14:29
négatif là aussi il faut être réaliste
14:33
souvent ces micro état c'est un paravent
14:38
pour la criminalité et je n'emploierai
14:43
qu'un seul mot pour commencer c'est
14:46
celui de paradis fiscal
14:48
l'ampleur prise par les paradis fiscaux

14:52
est devenu un réel problème au niveau
14:57
international et bien sûr c'est état
15:02
minuscule du fait de l'heure de leur
15:07
faiblesse
15:07
à tous points de vue je dirais que c'est
15:10
la proie rêvée pour pour les mafias pour
15:13
les trafiquants pour les terroristes et
15:19
donc une fois que ces derniers s'en sont
15:23
emparés du coup ces micro état offre la
15:29
protection que la souveraineté offre et
15:35
c'est ça qui contribue à installer à
15:38
créer des paradis fiscaux des paradis
15:42
financier des paradis judiciaires ou
15:44
tout ce que vous voudrez donc ici la
15:49
souveraineté au départ c'était certes
15:53
pour que le peuple dispose de lui même
15:56
le droit des peuples à disposer d'eux
15:58
mêmes mais cette souveraineté
16:01
dans ce cas elle a été véritablement
16:04
détournée et donc ça devient un an
16:07
auparavant
16:07
pour la criminalité donc le premier
16:12
point négatif je reviens
16:16
c'est que cette cette création cette
16:18
multiplication de micro état ça peut
16:22
être vu par certaines collectivités
16:24

humaines comme un encouragement au
16:28
séparatisme puisque beaucoup de petits
16:31
états arrivent sur la scène
16:33
internationale et bien des collectivités
16:36
humaines qui aimerait bien faire faire
16:38
sécession s'affirmer sur la scène
16:39
internationale vont se dire pourquoi pas
16:42
nous je parle par exemple de l'exemple
16:46
en europe de la catalogne ou de l'ecosse
16:51
puisque'on a le kosovo san marin le
16:53
liechtenstein tout ce que vous voudrez
16:55
pourquoi pas la catalogne
16:56
pourquoi pas les cosses donc ça peut
16:58
être vu effectivement comme un
17:00
encouragement au séparatisme donc
17:11
l'autre l'autre l'autre problème donc
17:20
j'avais terminé c'est la question des
17:25
des paradis fiscaux du paravent pour la
17:28
criminalité les mafias et c'est bien ben
17:36
j'en ai terminé par là même avec le
17:40
paragraphe 2 donc était consacré
17:45
je vous le rappelle à la question des
17:48
états à condition juridique particulière
17:51
et on va aborder maintenant dans un
17:56
paragraphe 3 la question des
17:59
associations et groupements d'état
18:02
paragraphe 3

La question des associations et groupements d'Etats

18:23
alors on part de l'idée on part du
18:27
constat que souvent l'état a conscience
18:32
qui ne peut pas agir seul donc pour des
18:39
raisons d'efficacité il va s'associer à
18:44
d'autres états ce qui va leur permettre
18:49
du coup d'avoir plus de poids sur la
18:53
scène internationale
18:59
c'est donc une réponse collective qui
19:02
est apporté aux changements
19:05
internationaux
19:09
cette pratique associative elle existe
19:14
parmi les états depuis depuis très
19:17
longtemps mais il est vrai que cela a
19:21
pris une ampleur particulière depuis
19:26
quelques décennies
19:30
donc on va évoquer ici les différents
19:35
types d'associations d'état possible
19:37
puis on énumérera les principaux
19:40
groupements d'état qui existent donc
19:45
granta les différents types
19:47
d'associations d'état je répète granta
19:51
les différents types d'associations
19:54
d'étape
20:04
bien ici c'est la finalité de
20:08
l'association d'état qui va permettre
20:11

d'opérer une classification
20:14
il existe trois catégories les
20:22
associations d'état à but étatiques les
20:27
associations de gestion en commun de
20:30
certaines questions et les associations
20:34
de promotion et de défense d'intérêts
20:38
communs alors bien sûr il convient de
20:42
les développer
20:43
donc première catégorie les associations
20:48
donc la section iii je reprend non
20:50
c'est le paragraphe 3 c'est pas la
20:52
section 3 paragraphe 3 vous avez le plan
20:56
sur sur i learned si vous êtes perdu
20:58
donc paragraphe 3 la question des
21:01
associations et groupements d'état
21:24
alors je reviens en arrière
21:33
donc on était dans le cadre d'une
21:36
section de les états qui sont tous des
21:41
acteurs différents des relations
21:44
internationales et donc je vous rappelle
21:47
le paragraphe 2 1 c'était la question de
21:50
la puissance des états
21:52
le paragraphe de la question des états à
21:55
condition juridique particulière c'est
21:58
ce qu'on vient de voir à leur précédente
22:00
et donc le paragraphe 3 la question des
22:03
associations et groupements d'état avec

22:07
 un grand tas donc les différents types
 22:10
 d'associations d'état les différents
 22:17
 types d'associations d'état et donc je
 22:19
 disais que c'est là la finalité de cette
 22:22
 association d'états qui va permettre
 22:24
 d'établir des catégories est donc la
 22:27
 première catégorie les associations
 22:30
 d'état à but étatique première catégorie
 22:34
 les associations d'état à but étatique
 22:39
 il peut s'agir ici de ce qu'on appelle
 22:44
 une union d'états union d'états qui peut
 22:50
 être personnel ou réelle
 22:52
 je vais le détail et bien sûr où il peut
 22:56
 s'agir aussi de confédération d'états
 23:01
 alors je reviens sur chacune de ces
 23:03
 notions l'union personnel d'abord
 23:10
 correspond à la situation où deux états
 23:16
 distincts ont le même souverain je
 23:20
 reprends l'union personnel correspond à
 23:24
 la situation où deux états distincts ont
 23:28
 le même
 23:29
 le ram l'union réelle présente dix ont
 23:43
 une densité supérieure
 23:46
 elle comporte en plus des organes
 23:50
 communs compétents principalement dans
 23:57
 le domaine des affaires extérieures et
 24:01

en matière économique
24:03
donc je reprends l'union réel ça va un
24:07
petit peu plus loin ce à une plus forte
24:09
densité
24:09
elle comporte en plus des organes
24:13
communs compétents principalement dans
24:17
le domaine des affaires extérieures et
24:19
en matière économique
24:23
même si subsiste des administrations
24:27
différentes des gouvernements distinctes
24:39
alors si on veut aborder des exemples
24:45
d'unions d'état il faut se pencher sur
24:50
sur l'histoire ce que ce sont des
24:52
phénomènes qui n'existe plus aujourd'hui
24:57
je pense par exemple à l'union personnel
25:02
entre l'autriche et la hongrie
25:05
c'est vous souvenez vous avez tous
25:07
entendu parler de cette double monarchie
25:11
l'empire l'empire d'autriche donc de 1867
25:17
à 1918 avec françois joseph c'était cas
25:22
isolé koné clé c'est l'empereur et le
25:26
roi donc pour l'autriche et la hongrie
25:29
et d'ailleurs c'était une union
25:31
personnelle et c'était en même temps une
25:34
union réel qu'il y avait des organes
25:37
communs sinon un autre exemple d'une
25:42
union réel qui est qui et pas très connu

25:46
c'est celle qui a existé entre le
25:50
danemark et l'islande de 1918 en 1944
25:57
puisque en 18 en fait l'islande qui
26:00
dépendaient du danemark est devenue
26:02
indépendante et pendant un certain temps
26:06
donc il ya eu une union
26:09
réel voilà donc les exemples d'unions
26:13
d'état ils sont plutôt historique alors
26:18
je passe à la confédération d'états je
26:21
suis toujours dans cette première
26:23
catégorie des associations d'état à but
26:26
étatiques alors la notion de
26:29
confédération j'imagine que vous l'avez
26:32
étudié en droit constitutionnel donc une
26:38
considération les collectivités
26:42
composantes de la confédération sont des
26:45
états le danemark et l'islande union
26:51
réel donc une réelle entre le danemark
26:54
et l'islande
26:55
entre 1918 et et 44 puisque l'islande
27:00
était sous domination danoise et donc
27:04
est devenue indépendante en 1918 et donc
27:10
le l'autorité danoise s'est poursuivie
27:13
par le biais de l'union réel jusqu'à
27:15
1944 en donc considération les
27:25
collectivités composantes de la
27:27

confédération sont des états et
27:32
justement la confédération elle même
27:35
n'est pas un état tous les rapports
27:42
entre les états membres
27:48
oui en général une union réel ça va
27:54
ça va plus loin donc ça ça implique
27:57
l'union personnel exact donc je reviens
28:06
sur la la la confédération il faut pas
28:09
oublier que l'acte fondateur l'acte
28:13
créateur de la confédération c'est un
28:17
traité international
28:19
donc on se situe bien dans le cadre du
28:22
droit international
28:24
ce qui veut dire que la confédération ne
28:28
retire en rien leur souveraineté aux
28:31
états membres qui en font partie
28:34
chacun garde pleinement sa souveraineté
28:38
contrairement à l'état fédéral que vous
28:42
connaissiez ou des états qui était à
28:44
l'origine souverain je prends l'exemple
28:47
des états unis renoncent à leur
28:50
souveraineté pour se fondre dans
28:52
l'ensemble fédéral dans la confédération
28:56
j'insiste chacun garde sa souveraineté
29:03
alors à quoi ça sert une confédération
29:06
dans une confédération ça sert à exercer
29:10
des compétences en colin ses compétences

29:17
elles sont prévues elles sont inscrites
29:21
dans le traité fondateur dans le traité
29:25
constitutif alors normalement dans les
29:32
quelques cas qui existe dans dans
29:34
l'histoire la confédération elle laisse
29:38
à chacun à chaque état qui en fait
29:41
partie
29:42
ses compétences intérieur et ce qui est
29:45
mis en commun en général ce sont plutôt
29:48
les affaires extérieures
29:51
ce qui permet à la confédération
29:56
d'apparaître comme comme une unité
29:58
politique vis-à-vis des états tiers ça
30:02
donne plus de visibilité plus
30:04
d'importance plus d' influence et ce qui
30:11
montre que dans la confédération
30:14
chaque état gère de sa souveraineté
30:17
c'est que si on met en place un organe
30:20
commun pour discuter et décider des
30:25
problèmes communs donc en général donc
30:27
les relations extérieures
30:28
cet organe commun qu'on appelle en
30:31
général une diète confédérale elle décide
30:35
toujours elle prend ses décisions à
30:37
l'unanimité l'unanimité étant le seul
30:41
mode de décision permettant de respecter
30:44

la souveraineté de chacun samedi c'est à
30:47
dire il suffit qu'un état disent non à
30:50
une décision pour que la décision ne
30:53
puisse pas être prises donc ça montre
30:55
bien que chacun garde sa souveraineté et
31:00
j'ajoute pour terminer mais vous le
31:02
savez probablement que la confédération
31:06
traditionnellement est vu comme une
31:08
étape transitoire
31:11
vers l'évolution fédéral c'est le cas
31:14
pour les états unis
31:16
on a à l'origine et j'aurai l'occasion
31:18
de vous le redire dans le cours de
31:20
régimes politiques étrangers au second
31:22
semestre
31:23
on a au départ ce qui était des colonies
31:27
britanniques qui ont déclaré leur
31:30
indépendance qui se sont affirmés
31:33
affiché en tant qu'état souverain et qui
31:36
face au problème
31:37
problème comme un pardon se sont réunis
31:40
en confédération et finalement ont
31:43
décidé de renoncer à leur souveraineté
31:46
et de fonder l'état fédéral s'était en
31:50
1787
31:57
alors donc en résumé que ce soit les
32:05
unions d'état ou ou la confédération

32:08
d'états
32:10
ça permet à ces derniers de se
32:12
rassembler en tant que nécessaire ça
32:16
permet de compenser leurs faiblesses
32:20
lors leur inadaptation face face au
32:23
monde environnant
32:27
alors cela dit si on considère la
32:31
société internationale aujourd'hui les
32:35
phénomènes de regroupement de ce type
32:37
ils sont quasi inexistant on assiste
32:41
plutôt au mouvement contraire
32:44
c'est-à-dire à l'éclatement de
32:47
de vastes ensembles avec des composantes
32:51
qui souhaitent devenir indépendante pour
32:53
trouver une certaine marge de manoeuvre
32:58
alors ça c'était pour l'art première
33:01
rubrique dans ce grand tas sur les
33:04
différents types d'associations d'état
33:05
dont première rubrique les associations
33:08
d'état à but étatique deuxième rubrique
33:12
maintenant les associations de gestion
33:15
en commun de certaines questions
33:18
je reprends les associations de gestion
33:21
en commun de certaines questions
33:33
alors ici
33:35
quelle question n'importe quelle
33:37

question a priori peut se retrouver un
33:41
jour sur sur la liste ça peut être des
33:45
questions politiques
33:47
je ne sais pas moi la sécurité la
33:50
justice
33:51
ça peut être des questions d'ordre
33:54
économique ça peut être des questions
33:58
commerciales
33:59
ça peut être des questions techniques
34:01
comme par exemple les transports la
34:04
gestion de l'eau que sais-je tout est
34:06
possible en tout état de cause la
34:10
gestion dont on parle ici est une
34:14
gestion à degrés variables
34:19
il peut s'agir d'abord de simples
34:23
réunions plus ou moins formels
34:27
l'ambition peut être peut donc être être
34:30
très limité
34:31
il peut s'agir simplement de s'informer
34:35
de se consulter sur certaines questions
34:37
qu'on jugeait d'intérêt commun ou alors
34:41
ça peut être beaucoup plus ambitieux et
34:43
on peut avoir envie d'aboutir à des
34:45
prises de position commune à des
34:47
décisions communes
34:51
alors quels sont les moyens ordinaires
34:55
de gestion de ces questions communes

35:00
bien c'est par exemple la conférence
35:03
internationale où ça peut être ça peut
35:09
aller jusqu'à quelque chose de très
35:11
institutionnalisée ça peut aller jusqu'à
35:13
l'organisation internationale selon le
35:20
but recherché bien sûr alors l'exemple
35:25
type d'association de gestion en commun
35:31
donc de questions communes
35:34
l'exemple type l'exemple type pardon
35:37
c'est celui des unions économiques
35:41
régionales elles sont très à la mode
35:45
depuis quelques quelques dizaines
35:49
d'années c'est dans un but donc d'union
35:54
économique régional que certains et
35:58
avons décidé de s'associer
36:00
ce qui permet de maximiser les
36:05
compétences et de faire des économies
36:07
d'échelle
36:10
alors après le terme union économique
36:14
régional ça peut recouvrir des réalités
36:18
assez
36:20
assez disparate ça peut être quelque
36:22
chose d'assez lâche et ça peut aller à
36:26
l'autre bout du curseur vers quelque
36:29
chose de très intégrée alors pour vous
36:35
donner une idée de cette constellation
36:39

d'union politique d'union pardon
36:42
économique régional le premier degré ça
36:47
sera tout simplement une zone de libre
36:49
échange
36:50
alors qu'est ce que c'est une zone de
36:52
libre échange
36:53
bien ça veut dire que les états qui
36:56
s'associent décide de supprimer entre
37:00
eux les droits de douane ainsi que les
37:04
obstacles non tarifaires aux échanges
37:08
pour les produits donc originaires de
37:12
ces pays
37:12
donc je reprends libre échange c'est la
37:17
suppression des droits de douane et des
37:21
obstacles non tarifaires pour les
37:25
produits originaires des pays concernés
37:30
alors qu'est ce que c'est les obstacles
37:32
non tarifaires
37:33
ça peut être par exemple des normes sur
37:37
sur des produits qui font que on réserve
37:41
le commerce aux produits locaux qui sont
37:43
seuls susceptibles de remplir ces normes
37:47
ce sont des choses qui ont existé par
37:51
exemple dans le cadre de du marché
37:53
commun de la communauté économique
37:55
européenne où il y avait une définition
37:57
par exemple de la bière en allemagne la

38:02
norme de là la définition de la bière ça
38:04
correspondait à des normes d'élaboration
38:08
des normes sanitaires etc qui était
38:10
tellement restrictives que finalement
38:12
seuls les bières allemandes pouvaient
38:14
remplir ces conditions
38:16
donc si on veut établir une zone de
38:18
libre échange il faut supprimer aussi ce
38:21
type d' obstacles non tarifaires qui
38:25
empêchent la libre circulation des
38:28
marchandises alors zone de libre-échange
38:33
l'exemple type auquel on pense c'est la
38:37
huer le l'association européenne de
38:39
libre échange
38:40
je sais pas si on vous en a parlé dans
38:42
le cadre du cours d'institutions
38:45
européennes mais j'ai un doute est-ce
38:47
qu'il n'est pas un second semestre le
38:49
cours d'institutions européennes si je
38:50
crois qu'il est au second semestre
38:51
alors l'association européenne de libre
38:53
échange on vous l'expliquera elle a été
38:57
créée au début des années 60 en fait par
39:00
le royaume uni qui n'avait pas voulu
39:05
entrer dans la communauté économique
39:08
européenne
39:09

parce que pour le royaume-uni communauté
39:11
économique européenne
39:12
ça voulait dire oui ce second semestre à
39:15
communauté économique européenne ça
39:17
voulait dire trop de trop de contraintes
39:19
et donc le royaume uni a créé
39:22
l'association européenne de libre
39:23
échange pour concurrencer le marché
39:26
commun pour concurrencer la cee et pour
39:30
essayer en même temps de noyer la cee
39:33
dans une vaste zone de libre échange et
39:37
petit à petit mais on s'est rendu compte
39:39
que la cee
39:40
ça fonctionnait et tous les membres de
39:42
l'aele ont quitté le navire et ont
39:45
rejoint peu un peu lassé
39:47
et le royaume uni lui même a demandé à
39:50
adhérer à la communauté économique
39:52
européenne ce qui s'est fait vous le
39:54
savez en 1973 jusqu'au break site donc
39:58
de 2 cette année et donc il n'est pas
40:02
rester grand chose d'ailleurs de l'un et
40:05
le aujourd'hui c'est la suisse l'islande
40:09
le lichtenstein et je crois que c'est
40:15
peut-être là attendez j'ai un trou où il
40:20
a norvégien et l'alena
40:26
oui tout à fait l'alena et un autre

40:28
parfait exemple c'est l'accord de libre
40:31
échange nord américain
40:33
c'est une simple zone de libre-échange
40:36
donc c'est juste la la la la disparition
40:40
de droits de douane les obstacles non
40:42
tarifaires
40:43
ni plus ni moins ça va pas plus loin
40:46
ça existe aussi pour l'asie avec
40:50
l'association des nations du sud-est
40:52
asiatique asean et ses rangs alors on
40:57
franchit un cran à côté de la zone de
40:59
libre échange on à l'union douanière
41:03
alors l'union douanière
41:05
on va un petit peu plus loin c'est une
41:09
zone de libre échange à laquelle on
41:12
ajoute une réglementation est ce qu'on
41:16
appelle un tarif extérieur commun alors
41:22
un tarif extérieur commun
41:24
ça veut dire une protection commune
41:29
tarifaire
41:31
[Musique]
41:34
ça veut dire une protection commune
41:37
tarifaire donc face à l'extérieur donc
41:43
je m'explique un tarif douanier commun
41:46
ça veut dire que tous les états qui sont
41:49
regroupés dans cette union douanière
41:52

samson sont d'accord ils mettent sur
41:55
pied le tarif douanier commun et donc ça
41:57
veut dire que toutes les marchandises
41:59
hors union douanière qui viennent de
42:02
pays tiers de pays en dehors de cette
42:05
union douanière
42:07
ils doivent payer des droits de douane
42:11
quand il rentre dans cette union
42:13
douanière
42:14
donc ça ça protège les états qui sont
42:17
regroupés dans cette union douanière
42:21
alors un exemple d'union douanière
42:25
ben c'est bien sûr la communauté
42:27
économique européenne est là à créer un
42:31
marché commun et donc la base de ce
42:33
marché commun c'était aussi une union
42:35
douanière
42:36
donc tous les pays hors communauté qui
42:40
veulent faire entrer des marchandises
42:41
sur le territoire de la communauté
42:44
économique européenne l'union européenne
42:45
aujourd'hui ils doivent payer des droits
42:49
de des droits de douane et autres
42:52
exemples ne l'oublions pas d'une union
42:54
douanière
42:55
c'est le benelux c'est vrai qu'on a ce
42:59
terme en tête benelux belgique nederland

43:02
c'est-à-dire pays-bas luxe comme
43:04
luxembourg belgique les airs landes
43:06
luxembourg belgique pays-bas luxembourg
43:07
le benelux c'est avant tout une union
43:10
douanière
43:11
donc ça a été le coeur d'ailleurs de
43:14
l'union douanière au sein de la de la
43:16
cee
43:19
autre exemple d'union douanière
43:22
c'est le mercosur le marché commun du
43:27
sud de l'amérique
43:31
on franchit un cran je vais terminer sur
43:34
ces deux notions ont franchi un cran
43:37
avec le marché unique parce que ici en
43:42
plus de tout ce que je vous ai dit
43:44
précédemment il ya il va y avoir une
43:48
suppression de tous les obstacles à la
43:52
libre circulation donc dans un marché
43:55
unique
43:56
il ya un principe de libre circulation
44:00
des marchandises des services et des
44:04
capitaux
44:05
c'est ce qui existe au sein de l'union
44:08
européenne donc on supprime tous les
44:10
obstacles de quelque nature qu'il soit à
44:13
cette libre circulation
44:16

le but est de favoriser bien sûr les
44:19
échanges et le développement économique
44:23
et on franchit encore un cran avec
44:27
l'union économique et monétaire
44:30
ce un stade encore plus élevé qui
44:35
nécessitent un niveau de convergence
44:39
répéter le marché unique
44:41
donc il ya une suppression de tous les
44:45
obstacles à la libre circulation et donc
44:51
il ya une libre circulation des
44:53
marchandises des services et des
44:56
capitaux donc l'exemple
45:00
à ce jour le seul qui existe de façon
45:04
aussi développer c'est l'union
45:06
européenne c'est dans le cadre de
45:07
l'union européenne on a un marché unique
45:09
depuis 1993 et donc stade ultime au delà
45:16
du marché unique c'est l'union
45:17
économique et monétaire qui nécessite
45:21
une convergence économique entre entre
45:24
tous les états qui la pratique il faut
45:26
théoriquement qui soit à peu près au
45:29
même niveau économique et donc pour
45:31
faciliter encore plus cette libre
45:34
circulation des marchandises des
45:36
services des capitaux
45:36
on adopte une monnaie unique

45:43
dans le premier degré non non pas du
45:45
tout le premier degré c'était la zone de
45:47
libre échange et à chaque fois j'ai
45:49
franchi un degré supplémentaire donc
45:51
premier degré zone de libre-échange
45:53
deuxième degré union douanière troisième
45:56
degré le marché unique quatrième degré
45:59
l'union économique et monétaire
46:04
sachant donc pour les derniers degrés le
46:09
seul exemple qu'on peut présenter c'est
46:11
l'union européenne donc l'union
46:15
économique européenne je reprends ça
46:18
signifie le passage à une monnaie unique
46:21
ça a été le passage à l'euro dans le
46:25
cadre de l'union européenne
46:27
ce qui veut dire d'ailleurs la mise en
46:30
place d'institutions quasi cas quasi
46:35
fédéral c'est le cas pour la bce pour la
46:39
banque centrale européenne puisque c'est
46:41
la politique puisque la part dont toute
46:43
la politique économique la politique de
46:47
change la politique monétaire elle est
46:49
déterminée souverainement par la bce qui
46:52
est indépendante des pouvoirs politiques
46:54
des états membres ce qui lui est souvent
46:56
reproché
46:58

d'ailleurs voilà j'en ai fini avec cette
47:03
rubrique sur les associations de gestion
47:07
en commun de certaines questions
47:11
donc je récapitule zone de libre-échange
47:13
union douanière marché unique union
47:15
économique et monétaire et on verra donc
47:19
la prochaine fois si on fait partie du
47:23
dernier degré on fait forcément partie
47:25
de tous les autres qui sont inférieurs
47:27
absolument tout à fait ça va pas là ne
47:32
va pas sans l'autre on peut pas imaginer
47:34
une union économique et monétaire sans
47:36
qu'il y ait un marché unique sans qu'il
47:37
y ait une union douanière
47:38
c'est évident on est bien d'accord
47:46
voilà donc on verra la prochaine fois
47:50
les associations de promotion et de
47:54
défense d'intérêts communs bien mais je
48:00
vous rappellerai le titre la prochaine
48:02
fois et de toute façon je vous rappelle
48:05
que vous avez le plan sur sur i learn
48:09
et si d'ici là il y avait d'autres
48:12
questions vous pouvez toujours me les
48:14
poser soit sur facebook comme vous
48:16
voulez soit sur mon adresse email que
48:19
vous connaissez voilà je vous remercie
48:22
je vous souhaite une

48:24
bonne fin de semaine et on se retrouve
48:27
comme d'habitude jeudi prochain à partir
48:31
de 10h et surtout restez bien chez vous
48:34
prenez soin de vous faites attention
48:37
plus on fait attention - cette période
48:40
pénible durera pour nous tous merci au
48:44
revoir

RI #7 première partie

00:02
bien bonjour à tous
00:04
d'abord j'espère que vous allez bien
00:07
j'espère surtout que ce passage à tous
00:12
les cours en distance yen ne vous
00:14
perturbe pas trop et que vous arrivez à
00:17
travailler dans de bonnes conditions
00:21
alors tout d'abord tout d'abord bonjour
00:26
à tous tout d'abord je voulais vous dire
00:29
quelques mots parce que je crois que la
00:30
question a été posée à plusieurs
00:32
reprises et j'ai reçu un email de
00:36
l'étudiant tuteur de licence vous poser
00:39
des questions tout à fait légitimes bien
00:41
sûr sûr sûr l'examen alors je voulais
00:43
vous dire en deux mots de quoi il
00:45
retourne
00:46

alors quoi qu'il en soit que l'on puisse
00:49
ou non faire des examens en présentiel
00:53
ce que évidemment ce jour on ne dispose
00:57
d'aucun élément pour affirmer dans un
00:59
sens ou dans l'autre
01:01
pour ma part j'ai choisi de vous faire
01:04
faire un qcm en ligne sur i learn
01:07
puisque de toute façon ce cours aura été
01:09
entièrement dématérialisé donc autant
01:12
continuer et donc on fera un qcm en
01:16
ligne sur i learn donc j'ai déjà testé
01:20
le qcm en direct en ligne pour l'autre
01:24
matière que j'assure donc en fin d'année
01:28
dernière sur régimes politiques
01:29
étrangers bon globalement ça ça a bien
01:31
marché donc ce sera un qcm rapide un qcm
01:36
de 20 minutes avec 40 questions qui
01:40
balaieront donc l'ensemble du cours donc
01:43
franchement très honnêtement je pense
01:47
qu'il n'y a pas de stress particulier à
01:50
avoir c'est un examen
01:53
assez simple donc si si vous bûcher au
01:55
fur et à mesure le le court un qcm c'est
01:59
beaucoup plus simple puisque en vous
02:00
propose par définition plusieurs
02:02
réponses donc vous n'avez rien à rédiger
02:04
juste à vous rappeler de la bonne

02:06
réponse
02:06
ce qui favorise en général plutôt les
02:09
bonnes notes donc je crois que c'est une
02:10
bonne nouvelle pour vous bien cela étant
02:13
bien évidemment si vous avez des
02:15
questions je reste à votre disposition
02:18
alors reprenons notre cour on en était
02:22
resté là dernière fois c'était le
02:25
paragraphe 3 à la question des
02:27
associations non c'est pas un qcm à
02:31
malus
02:32
il n'y a pas deux il n'y a pas de note
02:33
négative donc si vous vous trompez sur
02:36
une réponse il n'y a pas de note
02:38
négative
02:39
voilà ce qui là aussi assez avantageux
02:44
pour pour vous voilà tout à fait en
02:50
année là donc je reprenais le plan pour
02:54
voir où on se situe donc on était dans
02:55
le paragraphe 3 la question des
02:57
associations et groupements d'état le
02:59
grand talent les différents types
03:00
d'associations d'état on a vu les
03:03
associations d'état but étatique avec
03:05
union détail confédération et j'ai
03:08
terminé la dernière fois sur les
03:10

associations de gestion en commun de
03:11
certaines questions avec zone de
03:13
libre-échange union douanière marché
03:16
unique un pardon une économique et
03:18
monétaire et je vous avais annoncé
03:20
effectivement je vois que vous avez bien
03:22
noté
03:23
le passage où on en était donc on va
03:25
voir maintenant les associations de
03:28
promotion et de défense d'intérêts
03:30
communs alors ce type d'association
03:37
repose sinon sur la perception d'un
03:41
ennemi du moins sur une distinction
03:44
entre ce qui est nous et puis les autres
03:48
perçu donc comme extérieurs au chant de
03:53
solidarité ces autres peuvent être vues
03:57
alors suivant le l'objet du regroupement
03:59
ça peut être vus comme des concurrents
04:02
voir comme des adversaires c'est à dire
04:05
une menace alors bien évidemment ici
04:10
dans cette catégorie ce sont les
04:13
groupements politico-militaire qui
04:17
constitue l'exemple type de cette
04:21
catégorie d'associations donc groupement
04:25
politico militaire groupement d'ailleurs
04:29
politico-militaire qui peuvent
04:33
recouper

04:34
une autre rubrique qu'on verra un petit
04:36
peu plus loin à savoir les organisations
04:39
internationales il ya certes un
04:41
groupement que je vais vous citer qui
04:43
peuvent être rangés dans la catégorie
04:45
des organisations internationales
04:49
alors pour ces groupements politico
04:52
militaire
04:55
première
04:57
expression ça serait la coalition la
05:01
coalition la coalition on peut la
05:05
définir comme un groupement momentané
05:09
d'état qui va se former donc à
05:15
l'occasion d'un conflit et il s'associe
05:21
bien évidemment pour bénéficier de
05:25
moyens militaire ou diplomatique plus
05:29
importants comme exemple de coalition on
05:36
pourrait citer en 1990 la coalition qui
05:41
s'est fait d'ailleurs sous l'égide de
05:44
l'ONU
05:46
alors c'est pas les associations en soi
05:49
qui sont vus comme des menaces
05:51
ce sont les états qui vont se regrouper
05:56
c'est celle entre eux soit donc on se
05:58
retrouve avec les états qui ont des
06:00
affinités ou des intérêts communs par
06:02

rapport à l'extérieur qui est conçu
06:04
comme une menace par rapport à d'autres
06:07
états extérieurs qui sont conçus comme
06:09
comme des menaces donc l'exemple de
06:14
coalition que je donnais c'est la
06:17
coalition qui a été montée en 1990 sous
06:21
l'égide de l'ONU contre quand l'Irak
06:27
moyens diplomatiques que ce sont les
06:29
négociations par exemple tout simplement
06:31
il peut y avoir des pourparlers en cas
06:35
de menace pour essayer de d'éviter une
06:37
agression de s'entendre d'arriver à
06:40
s'entendre et cetera
06:41
ça peut être des médiations et c'est
06:45
donc pour la troisième fois exemple de
06:49
coalition en 1990 sous l'égide de l'ONU
06:53
grande coalition internationale menée
06:55
avec d'ailleurs les États-Unis à leur
06:58
tête quand l'Irak a annexé le Koweït est
07:03
donc ça a été la première guerre d'Irak
07:06
qui elle était parfaitement justifiée du
07:09
point de vue du droit international
07:11
puisque'il y avait eu annexion du Koweït
07:14
par l'Irak à côté de la coalition
07:21
je citerai l'alliance l'alliance
07:27
normalement elle est beaucoup plus
07:30
formalisées est en tout cas plus durable

07:36
elle est fondée sur l'article 51 de la
07:41
charte des nations unies qui pose le
07:45
droit à la légitime défense
07:49
je vous rappelle qu'il ya un principe
07:52
cardinal qui a été posé par la charte de
07:55
l'onu en 1945 c'est l'interdiction
07:59
générale du recours à la force
08:01
néanmoins il y a une exception qui est
08:05
formulée justement dans l'article 51 de
08:08
la charte à savoir la légitime défense
08:11
individuelle ou collective et donc dans
08:17
le cadre de ce droit de légitime défense
08:19
collective qui reconnu par la charte des
08:23
états peuvent constituer des alliances
08:26
qui pour le coup seront bien sûr pour
08:28
s'inscrire dans la légalité
08:29
internationale seront des alliances
08:31
militaires défensives donc l'alliance et
08:36
les plus durables plus formalisé c'est
08:40
ce qui la différencie de la de la
08:42
coalition
08:44
donc une alliance c'est un engagement
08:47
d'assistance mutuelle
08:52
l'exemple type c'est bien évidemment
08:55
l'otan l'organisation du traité de
08:58
l'atlantique nord
09:00

ou plus exactement je ne sais pas si non
09:04
vous l'avez pas vu en institutions
09:06
européennes puisque vous allez le voir
09:08
au second semestre on vous en parlera
09:11
alors il faut bien distinguer l'alliance
09:14
militaire qui résulte du traité de
09:16
washington du 5 avril 1949 et l'otan qui
09:21
est l'organisation militaire qui s'est
09:23
greffé ensuite deux ans après au moyen
09:26
d'un traité supplémentaire le protocole
09:29
d'ottawa en 1951
09:30
ça c'est un détail peu importe
09:33
communément dans le langage courant on
09:34
parle de l'otan organisation du traité
09:36
de l'atlantique nord qui comporte tout à
09:44
fait qui comporte un article 5
09:48
ce cette alliance autant qu'ils en cas
09:52
d'agression de l'un des membres oblige
09:55
les autres à lui porter secours mais je
09:59
précise pas nécessairement en envoyant
10:02
la force armée
10:03
chacun va choisir finalement là la
10:06
nature de son intervention
10:09
donc ça peut très bien être de la
10:11
fourniture de matériel du renseignement
10:15
donc un appui logistique des
10:18
informations radar 20 tout ce que vous

10:21
voudrez alors j'en profite justement je
10:25
fais une petite parenthèse on a évoqué
10:29
la semaine dernière et j'avais un petit
10:32
doute donc j'ai vérifié je vous avais
10:35
dit que dans le traité sur l'union
10:38
européenne
10:39
il y a désormais une clause de défense
10:41
mutuelle qui a été introduite donc dans
10:44
les traités par le traité de lisbonne en
10:47
2009 et cette clause de défense mutuelle
10:50
donc c'est l'article 42 paragraphe 7 du
10:53
traité sur l'union européenne qui est
10:56
une clause d'aidé d'assistance et donc
10:58
si jamais un état membre de l'union
11:01
européenne fait l'objet d'une agression
11:04
armée sur son territoire les autres
11:07
états membres je cite l'article 42
11:10
paragraphe 7 les autres états membres
11:12
lui doivent aide et assistance par tous
11:16
les moyens en leur pouvoir et il est
11:19
fait référence là aussi à l'article 51
11:21
de la charte des nations unies
11:24
alors ce qu'il faut voir c'est qu'il n'y
11:28
a pas de procédure formelle qui est
11:31
prévu dans le cadre de l'union
11:33
européenne si cet article est déclenché
11:36

ça veut dire que là aussi chacun va
11:39
pouvoir choisir la nature de son
11:42
intervention et bien à ce pourquoi
11:45
on avait évoqué cette problématique la
11:47
semaine dernière c'est à propos des
11:49
états neutres des états qui mène une
11:51
politique de neutralité comme l'autriche
11:53
la suède ou irlande bien puisque
11:57
l'engagement militaire n'est pas
11:59
obligatoire n'est pas automatique et que
12:01
chacun choisit la nature de son
12:03
insistance les états neutres pourront
12:07
coopérer donc s'ils le souhaitent
12:12
étant entendu que l'assistance après va
12:15
être convenus de façon bilatérale y aura
12:18
un lien bilatéral et dernière petite
12:21
précision avant de refermer cette grosse
12:23
parenthèse cette clause de défense
12:26
mutuelle qui est très importante dans le
12:28
cadre de l'union européenne et at elle
12:32
aussi une charte
12:33
quel charte non le jeu vous j'ai dit que
12:37
l'article 42 paragraphe 7 de l'union
12:39
européenne faisait référence à la charte
12:42
des nations unies
12:43
elle fait référence à ce même article 51
12:46
de la charte des nations unies et donc

12:52
je disais cette clause de défense
12:53
mutuelle qui est qui et qui est inédite
12:56
très importante elle a été invoquée par
12:59
la france par exemple
13:00
après les attentats du 13 novembre 2015
13:04
donc symboliquement c'était c'était un
13:08
acte très fort que le président hollande
13:11
donc avait décidé de mettre en oeuvre
13:16
voilà je ferme ma parenthèse et je
13:23
poursuis sur ses développements
13:26
donc après la coalition et l'alliance on
13:31
pourrait mentionner aussi le bloc alors
13:37
c'est un terme qui est utilisé donc au
13:42
delà des alliances oui j'ai oublié de
13:45
mentionner dans les alliances il ya ya
13:48
ya l'otan bien sûr et puis en riposte à
13:51
l'otan avaient été créés dans le cadre
13:55
du bloc soviétique donc dont je vais
13:57
vous parler le pacte de varsovie en 1955
14:00
donc y était
14:02
le miroir de l'otan pour le camp
14:05
soviétique donc le bloc au delà des
14:11
alliances ça désigne les ensembles
14:15
d'état qui ont été constitués autour des
14:19
états unis et autour de l'urss au moment
14:22
de la guerre froide
14:25

et quand on parle de deux blocs
14:29
on a une vision un peu plus large que
14:33
celle purement militaire puisque à
14:37
l'intérieur de chaque bloc
14:40
il ya des coopérations très large en
14:45
plus de l'alliance militaire
14:47
il ya des liens économiques par exemple
14:51
l'urss avait fondé le comec-con pour
14:55
rassembler donc ces états dans une
15:00
coopération économique est bien
15:03
évidemment le leader l'état leader
15:07
les usa d'un côté urss de l'autre est là
15:11
pour souder le bloc autour de lui
15:14
et bien évidemment d'aligner toutes les
15:18
positions internationales des membres du
15:22
bloc sur la sienne il était courant pour
15:27
ne pas dire automatique dans une
15:30
négociation internationale par exemple
15:32
dans un traité international
15:33
si l' urss adopter telle position bien
15:37
en bloc
15:38
vous aviez tous les pays qui étaient
15:40
sous son influence qui adopte exactement
15:43
la même attitude
15:48
les groupements politiques ou militaires
15:51
sont des ennemis les hommes par rapport
15:52
aux autres

15:53
oui forcément si vous prenez comme
15:55
exemple l'otan
15:58
et le pacte de varsovie bien évidemment
16:00
il était admis est-ce que ça répond à
16:04
votre question
16:14
bien il ya un petit temps de de décalage
16:20
bien j'attends de voir votre réponse
16:24
donc la coalition l'alliance le bloc et
16:29
on peut parler aussi enfin de réseau
16:34
d'alliances en effet très bien
16:41
en effet il existe autour de quelques
16:45
états des réseaux d'alliance par exemple
16:52
les états unis outre l'alliance
16:56
atlantique qui qui couvrent l'espace
16:59
européen si vous voulez on d'autres
17:02
alliances en Amérique au moyen orient en
17:08
Asie
17:08
la France elle dispose d'un réseau
17:12
d'alliances en Afrique et donc la
17:17
connexion si vous voulez entre les
17:20
différents éléments qui constituent ce
17:23
réseau d'alliances c'est l'état pivot
17:26
elle se fait grâce à l'état pivot qui
17:29
assure par là même son rayonnement
17:30
international
17:36
à l'intérieur de chaque bloc
17:38

il y a d'autres liens à part le lien
17:42
militaire puisque c'est ça qui les a
17:45
soudés au départ est donc comme votre
17:47
lien j'ai cité par exemple les liens
17:49
économiques
17:51
donc effectivement ce qui caractérise le
17:53
le bloc c'est la diversité
17:57
de ces liens liens militaires liens
17:59
économiques liens culturels
18:02
tout ce que vous voudrez donc je répète
18:06
réseau d'alliances et la connexion donc
18:10
entre les différents éléments
18:13
elle se fait grâce à l'état pivot qui
18:17
assurera son rayonnement international
18:31
il ya une question oui que je vois sur
18:34
mon ordinateur que je n'avais pas vu les
18:37
quatre notion sont-elles complémentaires
18:41
oui oui tout à fait elles peuvent elles
18:44
peuvent l'être puisque
18:47
une alliance militaire par exemple
18:48
trouver sa place
18:51
dans un bloc le bloc pouvant être
18:54
lui-même compris dans un réseau
18:57
d'alliances bien le bloc
19:04
donc je reprends ce sont ces ensembles
19:07
d'état qui ont été constitués autour des
19:10
états unis et de l'urss pendant la

19:13
guerre froide est donc ce qui unissait
19:19
les étangs dans ces blocs
19:22
c'était d'abord le lien militaire donc
19:25
l'alliance militaire
19:26
ce qui répond en même temps à l'autre
19:29
question les les rubriques peuvent se
19:32
recouper donc ce qui réunit les états
19:35
dans chaque bloc c'est d'abord cette
19:37
alliance militaire mais il peut y avoir
19:40
d'autres types de liens notamment
19:42
économiques bel état pivot
19:48
ça va être par exemple la france dans
19:52
des relations
19:54
en afrique quand la plusieurs réseaux
19:58
avec des états a mis l'état pivot c'est
20:04
la france ça c'est elle qui anime qui
20:05
anime ce réseau d'alliances ou les états
20:11
unis
20:11
si on voit les les blocs que les états
20:16
unis les états unis entretiennent les
20:19
réseau d'alliances pardon que les états
20:21
unis entretiennent avec l'europe d'un
20:23
côté avec d'autres pays du continent
20:26
américain sud américains par exemple
20:29
voir des pays d'asie le pivot c'est bien
20:33
sûr les états unis
20:38

donc l'état pivot ce sera pour faire le
20:41
lien avec ce qu'on a vu précédemment ça
20:44
sera forcément une grande puissance qui
20:47
a un rayonnement international et qui
20:49
peut assurer ce leadership
20:53
voilà donc pour les différents types
20:56
d'associations d'état et donc maintenant
21:03
j'en arrive au grand baie alors le grand
21:08
tas c'était les différents types
21:10
d'associations d'état et maintenant les
21:21
quatre notion je reprends la coalition
21:28
aulas j'ai mélangé toutes mes pages
21:34
pardon en voulant remettre le plant j'ai
21:41
mélangé dépenses
21:42
excusez-moi la coalition l'alliance
21:46
le bloc et le réseau d'alliances
21:49
coalition alliance bloc réseau
21:51
d'alliances très bien merci sodia vous
21:53
avez été plus vite que moi donc j'ai
21:57
mélangé mais pas en regardant mon plan
21:59
je disais
22:00
le grand tas c'est pour caractériser les
22:07
associations de gestion en commun de
22:08
certaines questions qui était le titre
22:10
par lequel on a commencé donc donc on
22:16
était dans le grand talent et différents
22:17
types d'associations d'état maintenant

22:20
on va voir dans un grand baie les
22:23
principaux groupements d'état granby les
22:27
principaux groupements d'état alors ses
22:44
principaux groupements d'état ils
22:47
naissent le plus souvent delà de la
22:48
pratique il faut voir que parfois les
22:55
états vont se regrouper mais s'en crée
22:58
nécessairement une organisation
23:01
internationale
23:01
ce qu'on verra un petit peu plus loin ou
23:06
alors ça peut être une organisation
23:08
internationale mais avec un caractère
23:10
peu peut affirmer donc ils vont se
23:14
contenter d'établir ce qu'on peut
23:17
appeler un groupement et ce groupement
23:24
n'aura pas de traduction juridique
23:31
donc si vous voulez y aura pas d'accord
23:33
il y aura pas de traité institue tiff
23:37
ces groupements ça sera simplement une
23:40
pratique
23:49
or il se trouve que c'est ces
23:51
groupements depuis quelques années sans
23:56
véritablement je dirais entre guillemets
23:58
les vedettes des relations
24:00
internationales vous allez comprendre
24:02
très vite quand je vais vous donner des
24:04

exemples

24:06

alors à quoi ils servent d'abord si on

24:10

est un petit peu cynique on dira que ces

24:13

groupements

24:14

ils servent de faire valoir pour les

24:17

acteurs qui participent donc ils servent

24:22

d'abord de faire valoir mais ils servent

24:25

aussi et c'est ce qu'il faut retenir

24:28

bien sûr de moyens de délibération de

24:35

concertation d'information de

24:41

contestation de pression et

24:48

éventuellement de décision mais c'est

24:51

pas forcément le plus fréquent parce que

24:54

ce sont des justement d'ensemble assez

24:56

souple donc on ne prend pas un véritable

24:58

décision donc je répète ce sont des

25:01

moyens de délibération de concertation

25:05

d'information de contestation en un mot

25:12

des moyens de pression

25:20

or ces groupes ils sont donc très très

25:24

présent sur la sur la scène

25:26

internationale et ce qu'on constate

25:30

c'est qu'ils sont ils sont très divers

25:32

par le nombre de participants et par le

25:37

niveau d'institutionnalisation bon qui

25:40

par définition je voulais d'il ya

25:42

quelques instants institutionnalisation

25:44
qui reste quand même toujours faible
25:50
alors on va trouver deux catégories de
25:54
deux groupements les premiers
26:00
ce sont ceux qui se situe sur l'axé
26:02
nord-sud
26:08
donc c'est à la fois je dirais un repère
26:12
géographique mais aussi un peu un
26:16
concept alors les groupements qui se
26:20
situe sur l'axé nord-sud
26:25
alors je vous donne des des exemples des
26:28
illustrations il y a par exemple pour
26:33
commencer le g7 le g7 ou g8
26:44
le g7 où le g8 alors les membres qui en
26:53
font deux partis sans les états-unis la
26:58
france l'Allemagne le Japon le
27:04
royaume-uni le Canada l'Italie et je
27:13
rajoute le huitième c'est la Russie je
27:17
vous explique je refais l'énumération
27:21
états unis France Allemagne Japon
27:30
royaume-uni Canada Italie veut dire si
27:35
vous voulez d'ailleurs je vais vous
27:37
l'écrire que ça se sera fixée
28:08
voilà vous avez la la la liste
28:14
alors donc au départ on a le le g7 entre
28:18
les sept premiers pays que vous avez ici
28:21
et la Russie a été ajoutée en 2002 et il
28:29

se trouve qu'elle a été suspendu ensuite
28:33
en 2014 pour lala lala sanctionné suite
28:39
à l'annexion de la de la crimée et
28:43
il avait été question un moment donné de
28:45
peut-être la réintégrer et cetera et
28:47
finalement en 2017
28:49
la russie s'est définitivement retiré
28:53
donc le g8 n'a pas duré très longtemps
28:56
et on en revient au format g7 alors à
29:02
quoi ça sert bien le g7
29:06
il joue un rôle de premier plan dans les
29:09
relations internationales dans les
29:11
relations internationales
29:13
en ce sens qu'il fait avancer le débat
29:18
la discussion la concertation tout ce
29:20
que je vous ai dit tout à l'heure il
29:22
fait avancer le débat entre les
29:24
puissances et ça permet de préparer le
29:28
terrain pour des décisions qui peuvent
29:34
être prises après ailleurs dans d'autres
29:38
cadres dans d'autres enceintes par
29:41
exemple comme le fmi le fonds monétaire
29:43
international
29:50
le problème c'est qu'il manque de
29:54
légitimité et qu'il est peut accepter
29:59
il est accusé en somme d'être un club
30:03
d'occidentaux de deux pays riches qui

30:07
impose sa loi au monde entier ce qui
30:11
n'est évidemment pas faux
30:17
voilà donc pour le g7
30:22
autre exemple le mouvement des
30:26
non-alignés et sur ce mouvement vous
30:29
aviez une petite vidéo que je vous avais
30:32
mise la semaine dernière voilà je vous
30:37
invite à aller la revoir elle a été mise
30:39
en ligne le 3 novembre
30:41
ce petit vidéo de france 24 qui est qui
30:44
est très très bien fait alors les
30:49
non-alignés
30:50
il regroupe environ une centaine d'états
30:54
la plupart du tiers-monde qui durant la
31:00
guerre froide comme le nom l'indiqué on
31:03
refusait de s'aligner sur un bloc ou sur
31:07
l'autre il voulait pas rentrer dans
31:12
cette logique d'affrontement entre les
31:15
deux blocs qui voulaient s'en tenir
31:16
éloignés et donc ce ce mouvement il a
31:22
joué un rôle politique important dans
31:24
les années 70 80
31:29
en se servant notamment ma dernière
31:35
phrase je ne sais pas laquelle était ce
31:37
donc je reprends le mouvement des non
31:38
alignés
31:40

le mouvement des non-alignés regrouper
31:43
donc une centaine d'états la plupart du
31:46
tiers-monde qui durant la guerre froide
31:49
refusé de s'aligner sur un bloc ou sur
31:53
l'autre il voulait pas rentrer dans la
31:56
logique d'affrontement entre entre les
31:58
deux blocs entre le bloc soviétique et
32:01
le bloc occidental
32:06
donc ils ont joué un rôle important dans
32:09
les années 70 80
32:12
en se servant notamment de l'assemblée
32:15
générale des nations unies comme tribune
32:23
alors là la fin de la guerre froide
32:26
d'une part et la défaite par là même du
32:33
socialisme avec la chute de l'urss et du
32:36
bloc soviétique ont porté un coup très
32:40
dur à ce mouvement qui reste néanmoins
32:46
actifs sur des questions par exemple
32:53
comme celle du moyen orient du
32:57
désarmement ou bien sûr du développement
33:03
donc ce mouvement des non alignés il
33:05
existe encore et il demeure un acteur
33:09
relativement important des relations
33:12
internationales et j'avais noté que
33:20
jusqu'à il y a peu le secrétaire général
33:24
du mouvement des non alignés
33:26
c'était le vénézuélien nicolás maduro et

33:30
il a été remplacé et donc maintenant
33:33
c'est il ya malienne qui est le chef de
33:36
l'état de l'azerbaïdjan
33:40
c'est lui qui dirige les non alignés
33:42
donc j'essaie de j'évite d'abord
33:44
mouvement des non-alignés ensuite
33:46
troisième exemple c'est le g15 alors le
33:52
g15
33:53
il regroupe une quinzaine comme le nom
33:57
l'indiqué des plus grands pays non
34:01
alignés je répète il regroupe une
34:05
quinzaine des plus grands pays non
34:08
alignés
34:10
je vais pas vous donner la liste mais
34:12
simplement d exemple par exemple l'inde
34:16
l'indonésie l'égypte le mexique le
34:23
nigeria le brésil l'argentine
34:32
et donc il entend ce g15 être une sorte
34:37
de sommet mémé du sud pour
34:40
contrebalancer si vous voulez le g7 vu
34:42
comme le club des pays riches et des
34:44
pays occidentaux du du nord donc il veut
34:49
être un sommet du sud il tend à
34:53
promouvoir la coopération entre les
34:56
états du sud est
34:59
le but du jeu bien sûr c'est d'essayer
35:02

d'instaurer un dialogue constructif avec
35:07
les pays du nord les pays riches
35:15
quatrième exemple le groupe des 77 alors
35:25
le groupe des 77
35:29
c'est un groupe qui a été formé au sein
35:33
des nations unies par les représentants
35:40
des pays d'afrique d'asie et d'amérique
35:46
latine
35:49
tous en voie de développement
35:58
et qui ont demandé la convocation d'une
36:02
conférence mondiale sur le commerce qui
36:09
a été la cnuCED je vous l'écris ici la
36:21
cnuCED la conférence des nations unies
36:23
pour le commerce et le développement
36:29
donc ce le but
36:33
le de ce groupe des 77 c'est de se doter
36:38
là aussi c'est la même idée pour tous
36:41
les groupes
36:41
c'est de se doter d'un instrument de
36:44
promotion de leur intérêt collectif et
36:51
surtout de groupe des 77 donc je
36:57
repréente représentants des pays
37:00
d'afrique d'asie et d'amérique latine
37:05
tous en voie de développement et qui ont
37:10
demandé la convocation d'une conférence
37:12
mondiale sur le commerce qui a été mise
37:17
en place d'ailleurs c'est la cnuCED

37:19
conférence des nations unies pour le
37:21
commerce et le développement
37:24
donc leur but c'est de se doter d'un
37:29
instrument de promotion de leurs
37:31
intérêts collectifs et surtout et c'est
37:36
très important de renforcer leur
37:40
capacité de négociation sur les grandes
37:45
questions internationales
37:50
bien vu le grand nombre d'états qui est
37:54
qu'ils regroupent alors il s'appelle
37:56
toujours d'ailleurs petite parenthèse il
37:58
appelle toujours le groupe des 77
38:00
on a gardé l'appellation groupe des 77
38:03
bien qu'il se soit élargi il y aurait
38:06
aujourd'hui 132 membres
38:12
donc je voulais vous vous expliquer du
38:15
fait qu'ils sont très nombreux
38:17
quand il ya une négociation par exemple
38:20
dans une grande conférence
38:21
internationale pour adopter un nouveau
38:24
traité international multilatéral leur
38:27
grand nombre fait qu'ils sont un groupe
38:31
de pression très importants ils peuvent
38:33
influencer un vote dans un sens ou dans
38:36
un autre
38:38
ça a été le cas par exemple lors de la
38:41

grande conférence des nations unies sur
38:42
le droit de la mer
38:45
donc ce groupe est très actif reste très
38:50
actif pour l'insertion des pays en
38:54
développement dans l'économie mondiale
39:01
autre regroupement le g4 pour le g4
39:08
on parle aussi des briques bric brésil
39:16
russie inde chine
39:27
donc le g4 les bric brésil russie inde
39:31
chine
39:32
c'est entre guillemets les gros pays en
39:37
développement ils se sont réunis pour la
39:41
première fois en 2009 et ce groupe a été
39:48
particulièrement actif depuis là la
39:52
grosse crise financière
40:03
ben ali ben briq se vouvoye brésil
40:05
russie inde chine le point commun donc
40:15
je disais ceux qui contestent la
40:19
suprématie américaine et occidentale
40:22
bon ce qui est vrai aussi pour les 77 et
40:25
les non alignés dont ils contestent la
40:29
suprématie américaine et occidentale
40:31
donc il critique le g7 et il soutient
40:37
par contre le g20 dont je vais vous
40:39
parler juste après alors bien sûr c'est
40:44
pas une instance de décision il se
40:46
décide rien au sein du g4

40:48
au sein de ce groupe qui regroupe les
40:51
prick
40:54
c'est un outil de concertation entre
40:58
entre ses membres réunis pour la
41:01
première fois en 2009
41:02
oui merci lola donc je disais c'est pas
41:08
une instance de décision c'est une
41:09
simple instance de concertation et
41:14
vis-à-vis de l'extérieur c'est un groupe
41:16
de pression
41:18
bon ce qui a un point commun d'ailleurs
41:20
à tous les groupements dont dont je vous
41:23
parle et enfin le g20 que j'évoquais à
41:30
l'instant
41:34
alors le g20 il a été créé en 1999
41:46
au lendemain de la crise asiatique entre
41:53
pays du g7 et grands pays émergents
42:02
ils représentent plus des deux tiers de
42:07
la population mondiale et le g4 c'est
42:12
une instance de concertation
42:14
c'est un groupe de pression
42:36
alors il soutient plutôt le g20 le g4 il
42:39
soutient plutôt le g20 puisque le g20 il
42:45
regroupe certes les pays du g7 mais
42:50
aussi les grandes pays émergents ce qui
42:55
fait deux tiers de la population
42:56

mondiale à peu près 80% du commerce
43:00
international alors pour vous donner une
43:04
idée de qui fait partie du g20 mais ne
43:07
le noter pas c'est l'union européenne en
43:12
tant que telle
43:13
+ 19 pays alors par ordre alphabétique
43:16
s'adonne pouvons noter deux ou trois si
43:18
vous voulez au passage l'afrique du sud
43:20
l'Allemagne l'Arabie saoudite
43:22
l'Argentine l'Australie le Brésil le
43:25
Canada la Chine la Corée du Sud les
43:28
États-Unis la France l'Inde l'Indonésie
43:30
l'Italie le Japon le Mexique le
43:33
Royaume-Uni la Russie et la Turquie
43:37
alors en homologie 20 c'est un petit peu
43:41
à l'image de ce qu'on a vu précédemment
43:43
aussi un forum de coopération économique
43:48
et financière
43:55
forum de coopération économique et
43:58
financière
44:01
il se réunit d'ailleurs sous la forme de
44:09
réunions oui désolé pour leur éviction
44:12
réunion des ministres des finances et
44:17
des gouverneurs des banques centrales
44:20
ça c'est un détail je vous le demande
44:22
répond c'est juste histoire de le savoir
44:27
alors c'est une telle instance je dirais

44:30
que c'était une vieille revendication
44:33
des
44:34
des pays du sud alors c'est un forum de
44:42
coopération économique et financière
44:46
incontestablement
44:49
est ce que c'est un forum de gouvernance
44:51
économique mondiale
44:55
ça c'est peut-être un petit peu exagéré
44:58
de l'affirmer je pense qu'on est quand
45:02
même un petit peu en deçà il n'y a pas
45:06
de problème pour les états qui sont dans
45:08
dans plusieurs groupements puisque ils
45:10
sont bien sûr s'ils sont en plusieurs
45:13
groupements c'est qu'ils sont dans des
45:14
groupements qui ont des affinités
45:17
affinités entre briques g20 groupe des
45:21
77 voir mouvement des non alignés
45:23
il peut y avoir des états qui se
45:25
retrouvent dans quatre de ces groupes
45:28
sans aucun souci et les membres du g7
45:31
par définition je vous ai dit font
45:33
partie du g20
45:36
donc comme c'est quelque chose dedans
45:39
d'institutionnaliser de deux très souple
45:41
ça pose aucun problème
45:48
alors voilà pour cette première rubrique
45:50

c'est tout l'équipement qui se situe sur
45:53
sur l'axe nord-sud dans le le prisme de
45:57
critères d'analysé
45:58
si vous voulez ce sont ses relations
45:59
économiques nord-sud et puis
46:03
deuxièmement il ya les groupements qui
46:06
s'inscrivent dans le prolongement de la
46:09
décolonisation groupement qui
46:18
s'inscrivent ensuite dans le
46:19
prolongement de la décolonisation alors
46:35
décolonisation je dirais que j'emploie
46:38
ce terme au sens large au sens très
46:42
large même vous allez comprendre
46:44
pourquoi
46:46
je vais traiter ici de groupement d'état
46:49
qui se sont constitués respectivement
46:52
autour du royaume uni de la france et de
46:58
la russie
47:04
le point commun c'est que ces
47:09
groupements rassemble en très grande
47:11
majorité voire en totalité des états qui
47:18
ont avec eux des liens historiques
47:24
et ils vont être conçus par eux comme
47:29
constituant un moyen de rayonnement et
47:32
de puissance donc ce sont des pays avec
47:39
lesquels il ya des liens historiques
47:41
anciens et ces groupements vont être un

47:45
moyen de rayonnement un moyen de
47:48
puissance la première illustration que
47:53
je veux vous donner c'est le
47:54
commonwealth
48:03
le commonwealth
48:08
c'est un vaste regroupement volontaire
48:13
autour du royaume uni d'états
48:19
indépendants qui faisait partie
48:23
autrefois sauf exception de l' empire
48:29
britannique
48:35
il rassemble aujourd'hui plus d'une
48:37
cinquantaine d'états de l'europe à
48:44
l'afrique à l'amérique aux caraïbes
48:49
jusqu en asie en océanie
48:54
ce qui quand même représentant on s'en
48:57
rappelle ne s'en rendent pas compte
48:59
un quart des états du monde et 30% de la
49:03
population du monde ce qui est énorme
49:11
alors institutionnellement parlant le
49:14
monarque britannique officiellement et
49:18
le chef du commonwealth alors après
49:28
cette survivance de l'époque impériale
49:32
n'a pas forcément de réelles
49:37
conséquences ou traduction
49:39
constitutionnel pour les états
49:41
participants d'ailleurs la plupart sont
49:45

des républiques
49:51
dans certains cas des états dont qui
49:56
sont dans le commonwealth continue
50:00
d'accepter le principe monarchique c'est
50:05
le cas par exemple au canada ou en
50:06
australie et dans ce cas formellement la
50:14
reine est le chef de l'état elizabeth 2
50:17
et le chef de l'état du canada et de
50:20
l'australie mais elle est représentée
50:26
par un gouverneur général qui est
50:30
désigné par l'état concerné est donc
50:37
bien évidemment dans ce cadre là le
50:41
véritable chef de l'exécutif sera le
50:43
premier ministre
50:44
ça va sans dire
50:49
au sein du commonwealth un effort très
50:53
important a été fait pour définir les
50:57
valeurs communes
51:02
cela dit le rôle du commonwealth dans
51:06
les relations internationales est assez
51:08
limité
51:11
ce n'est pas une instance de décision
51:16
c'est plutôt un instrument de
51:18
communication entre ses membres
51:23
un lieu où peuvent être débattu des
51:26
questions globales
51:31
bon et puis il ya quand même un aspect

51:35
commercial
51:36
il ya des préférences commerciales qui
51:40
sont appliqués entre le royaume uni et
51:44
les pays donc de son ancien empire et
51:46
les pays du commonwealth
51:55
voilà vous savez à peu près tous en tout
51:58
cas l'essentiel sur le commonwealth à
52:02
côté et concernant la france je voudrais
52:05
parler maintenant de l'organisation
52:07
internationale de la francophonie
52:20
alors comment dire on peut pas dire
52:25
simplement à l'image du commonwealth
52:28
qu'on est dans la continuité de l'
52:30
empire français
52:32
alors ce qu'on peut souligner c'est que
52:35
la francophonie elle a été lancée dans
52:40
les années 60 par des personnalités
52:44
africaines des pays nouvellement
52:49
indépendants qui était soucieux de
52:56
poursuivre avec la france des relations
53:03
fondées sur des affinités linguistique
53:07
et culturelle est un des grands nombres
53:16
de la de la francophonie des pères
53:20
fondateurs de la francophonie ça a été
53:24
léopold sédar senghor j'imagine que vous
53:28
connaissiez léopold sédar senghor
53:46

léopold sédar senghor il faut pas
53:48
oublier qu'il a été
53:51
poète qu'il a été académicien oui il a
53:54
fait partie de fonder sur des liens des
54:00
affinités culturelles et linguistiques
54:07
donc senghor académicien français grand
54:13
grand poète homme d'état sénégalais et
54:18
qui a été un des piliers de la
54:21
francophonie dont fondé dès les années
54:27
60
54:29
mais c'est surtout à partir du milieu
54:32
des années 90 qu'elle va
54:38
s'institutionnaliser et s'affirmer d'un
54:45
point de vue politique au niveau
54:48
international en se dotant d'une charte
54:53
de la francophonie
55:03
l'aspect le plus original de
55:07
l'organisation internationale de la
55:09
francophonie
55:10
c'est donc une organisation
55:12
internationale donc l'aspect le plus
55:14
original de l'organisation
55:16
internationale de la francophonie c'est
55:19
que les composantes de la société civile
55:25
c'est à dire des universités des ong des
55:31
acteurs culturels des mères peuvent
55:35
participer à la vie de l'organisation

55:42
donc c'est vraiment il faut le souligner
55:45
une forme inédite d'organisations
55:49
internationales qui est très ouverte aux
55:54
nouveaux acteurs de la société
55:56
internationale qu'on va voir après alors
56:08
bien évidemment ça va sans dire mais ça
56:12
va mieux en le disant
56:13
par rapport par rapport au commun Noël
56:16
il est évident que la francophonie
56:19
l'organisation internationale de la
56:20
francophonie est loin de poser le même
56:24
poids du point de vue démographique
56:29
la francophonie ses 284 millions de
56:33
locuteurs dans le monde s'est tu sais
56:35
rien c'est très peu de choses pour
56:38
autant cette organisation mène une
56:43
action diplomatique intense et elle fait
56:50
figure de groupes de pression en faveur
56:54
de la diversité culturelle ou de refus
57:00
de la pensée unique
57:03
donc c'est un moyen pour la France c'est
57:07
un moyen pour la francophonie de
57:09
rayonner dans le contexte de la
57:12
mondialisation et enfin après le
57:22
commonwealth et l'organisation
57:24
internationale de la francophonie
57:27

quelques mots de la communauté des états
57:31
indépendants
57:35
la communauté des états indépendants la
57:38
coi
57:41
si vous voulez c'est le commonwealth
57:44
russe je vois qu'il est déjà 10h58 donc
57:47
je termine sur la série on se fait une
57:49
pause
57:50
la communauté des états indépendants
57:51
c'est le commonwealth russe si vous
57:53
voulez c'est là la communauté de la rue
57:56
sophonie elle s'est constituée au moment
58:03
à faire après la dislocation de l'urss
58:14
donc elle a permis aux états
58:17
indépendants de se consolider et surtout
58:23
ça a permis à la russie de consolider de
58:27
conserver sa zone d'influencé
58:38
sachant que je dire l'importance de la
58:41
série a quand même des crues ces
58:45
dernières années alors en un mot la
58:49
série elle regroupe autour de l'urss
58:54
dix des 15 anciennes républiques de
58:59
l'urss
59:00
et je précise que ce n'est pas une
59:04
organisation internationale
59:05
la série n'a pas de personnalité
59:08
juridique donc au tour de la russie

59:13
on trouve la biélorussie l'azerbaïdjan
59:18
l'arménie et oui ils sont côte à côte
59:21
dans l'ordre alphabétique et
59:23
géographiquement et pour leur malheur
59:26
pour le conflit du haut karabagh le
59:28
kazakhstan le kirghizistan la moldavie
59:31
l'ouzbékistan le tadjikistan et le russe
59:36
est la langue officielle pour la russie
59:41
bien sûr la biélorussie le kazakhstan et
59:44
le kirghizistan l'azerbaïdjan il est dur
59:49
coup phone bien sûr voilà donc pour la
59:55
coi la communauté des états indépendants
60:00
il me reste une petite conclusion sur le
60:04
chapitre à faire mais je vois qu'il est
60:05
11 heures
60:06
donc on se fait une petite pause et on
60:09
se retrouve dans quelques minutes on
60:10
fera la conclusion du chapitre et si
60:13
vous avez des questions avant d'aborder
60:16
le chapitre 2 donc on se retrouve dans
60:19
une dizaine de minutes a tout de suite.

RI #7 deuxième partie

00:02
bien me voilà sur la bonne page
00:05
je suis désolé pour ce petit retard
00:08

en fait j'ai manipulé mon téléphone et
00:15
donc a priori je me suis retrouvé sur
00:18
sur ma page facebook perso et j'en passe
00:22
sur le groupe relations internationales
00:24
donc j'ai vu tout à coup sa fille chez
00:27
des amis
00:29
en ligne et une voyez personne de
00:31
première année donc c'est quand j'ai vu
00:33
qu'il y avait une ou deux personnes
00:34
connectées que je me suis dit tiens un
00:35
problème bien désolé donc on reprend et
00:39
j'en suis donc à la

Conclusion du chapitre 1

où je voudrais dire que avec
00:49
l'avènement du des ip moderne et en
00:52
étroite corrélation avec l'idée de
00:56
souveraineté
00:57
l'êta est considérée comme le cadre le
01:03
mieux approprié pour l'organisation de
01:06
la vie collective et le développement de
01:09
l'homme l'état est sans conteste le
01:13
cadre le mieux approprié pour
01:16
l'organisation de la vie collective et
01:18
le développement de l'homme c'est ce qui
01:23
explique d'ailleurs qu'il est constitué
01:26
le principal sujet de droit
01:29

international et du coup le principal
01:33
acteur des relations internationales se
01:41
dirait malgré toutes les idéologies ou
01:44
les discussions les débats théoriques
01:47
qui prédisaient la disparition de l'état
01:51
je dirais que l'état est et reste une
01:55
valeur sûre en droit international mais
02:02
sous l'effet d'une part du phénomène
02:07
associatif international et d'autre part
02:12
du développement de nouveaux centres
02:15
d'intérêts dans la vie internationale
02:20
on assiste à l'apparition de nouveaux
02:25
acteurs sur la scène internationale
02:32
et bien évidemment il va falloir tenir
02:35
compte de ces nouveaux acteurs pour
02:38
appréhender pleinement les relations
02:42
internationales actuelles donc j'aborde
02:49
sans plus tarder le chapitre 2 chapitres
02:53

Les acteurs des relations internationales autres que les États

Qu'est-ce que le des ip le droit
03:20
international public pardon oui ça me
03:25
paraît tellement évident je suis désolé
03:27
des ip égale droit international public
03:33
j'en profite pour vous dire au passage
03:36

que j'ai complété le plan du court donc
03:40
si vous allez sur hiller ne vous
03:42
trouverez le plan de ce que nous sommes
03:44
en train d'aborder donc chapitre 2 je
03:48
répète les acteurs des relations
03:50
internationales les acteurs des
03:53
relations internationales autres que les
03:55
états les acteurs des relations
03:58
internationales autres que les états
04:06
quelques mots d'introduction première
04:12
idée revenant d'abord à ce que signifie
04:16
être acteur des relations
04:19
internationales
04:23
on se souvient que la notion d'acteurs
04:26
elle est plutôt floue pour mériter
04:31
d'être admis en tant qu'acteur il faut
04:36
avoir une individualité propre
04:41
c'est-à-dire se distinguer des autres et
04:44
jouer un rôle important apporté une
04:48
contribution
04:49
donc je répète pour être admis comme tel
04:52
l'acteur doit à la fois avoir une
04:56
individualité propre c'est-à-dire se
04:58
distinguer des autres et jouer un rôle
05:01
important pour aller un petit peu plus
05:06
loin dans la définition de l'acteur des
05:10
relations internationales on peut aussi

05:12
se baser sur ce qu'on connaît désormais
05:16
à savoir sur ce que fait l'état acteurs
05:22
traditionnels des relations
05:23
internationales et sur ce qu'est son
05:26
rôle donc pour rappel et je vous renvoie
05:31
ici en fait aux éléments constitutifs de
05:33
la notion d'état l'état je dirais qu'il
05:37
est à la fois répartiteurs d'espaces en
05:42
tant qu'il a un territoire
05:43
donc c'est la notion de territoire dont
05:47
qui les répartiteurs d'espaces il est
05:51
expression d'un groupe humain je fait
05:55
bien évidemment référence à la
05:57
population et il organise une
06:01
collectivité
06:03
je fais référence à l'organisation
06:05
politique
06:09
et tout cela n'oublions pas le critère
06:12
majeur au moyen de sa souveraineté
06:19
souveraineté critères propres à l'état
06:22
c'est ce qui lui confère des droits des
06:26
devoirs sur la scène internationale donc
06:30
je répète l'état y les répartiteurs
06:33
n'est ce pas ce territoire il est
06:35
l'expression d'un groupe humain
06:36
population ils organisent une
06:39

collectivité organisation politique et
06:43
tout cela au moyen de la souveraineté
06:46
critères qui lui est propre qui lui
06:48
confère des droits des obligations cela
06:55
signifie en réalité que l'état en tant
06:58
qu'acteur n'est pas totalement libre il
07:06
est soumis à la contrainte à une
07:09
contrainte il est soumis au droit
07:18
cela dit en tant qu'acteur il est
07:23
indépendant et il est libre de
07:27
participer ou non aux relations entre la
07:30
scène internationale le pardon excusez
07:33
moi donc ici la question qu'on va se
07:45
poser c'est de savoir si l'état est
07:53
conurrencé par d'autres acteurs sur la
07:57
scène internationale
08:01
conurrencé je dirai clairement non il
08:07
n'y a pas d'acteurs de nature différente
08:12
qui poursuivent le même but que lui ni
08:19
qui apparaissent susceptibles de lui
08:22
ravier la première place d'acteur cela
08:31
étant il existe quand même d'autres
08:36
acteurs il y a deux cas de figure
08:42
premier cas de figure l'acteur en
08:45
question joue bien un rôle visible
08:52
indiscutable dans les relations
08:54
internationales

08:56
mais on peut avoir du mal à le
08:59
distinguer de l'état en ce sens qu'ils
09:06
procèdent d'état en ce sens que ce sont
09:13
des états qui le crée
09:21
alors ça ne fonctionne plus pour
09:24
amandine est ce que c'est le cas pour
09:26
d'autres a alors normalement je suis
09:38
toujours connecté je suis toujours
09:42
connectés et je vais même dire mieux
09:46
j'ai enfin la fibre c'est un scoop
09:50
j'ai la fibre qui est arrivé sur à mon
09:54
domicile et donc j'ai même mis mon
09:58
téléphone sur le wifi plutôt que sur la
10:00
4g ou et je vais répéter
10:03
donc j'ai mon téléphone sur la fibre
10:05
plutôt que sur la 4g session wifi donc
10:08
bon ça marche super donc je reprends la
10:14
question c'était de savoir si l'état
10:15
était concurrencé par d'autres acteurs
10:19
sur la scène internationale alors
10:21
clairement non dans le sens où on n'a
10:24
pas d'acteur de nature différente qui
10:28
poursuivent le même but que lui ni qui
10:31
pourraient lui ravir sa place en tant
10:34
que premier acteur alors cela dit il
10:39
existe d'autres acteurs et il ya deux
10:43

cas de figure
10:44
donc je reprends premier cas de figure
10:47
on va voir un acteur qui joue bien un
10:50
rôle visible qui est
10:54
rôle qui est indiscutable dans les
10:55
relations internationales mais qui peut
10:59
avoir quelques difficultés à se
11:01
distinguer de l'état en ce sens qu'ils
11:05
procèdent d'état en ce sens où ce sont
11:09
les états qui les créent ici je fais
11:14
référence aux organisations
11:16
internationales et le deuxième cas de
11:20
figure l'acteur en question va être bien
11:25
distinctes de l'état mais son rôle alors
11:33
on année où je suis à la fin de la
11:35
présentation de l'intro où j'essaye de
11:39
décrire les deux catégories d'acteurs en
11:42
fait d'autres acteurs que l'état auquel
11:45
on va être confronté à savoir première
11:48
catégorie on a du mal à les différencier
11:51
des états en fait parce qu'ils émanent
11:54
des états parce qu'ils sont créés par
11:56
bien qu'il y ait une distinction
11:58
organique très claire et la deuxième
12:02
catégorie donc j'étais en train
12:03
d'exploser
12:04
l'acteur est bien distincte pour le coup

12:08
de l'état mais son rôle son action ne va
12:13
pas avoir du tout la même portée sur la
12:16
scène internationale et ici on va
12:19
envisager les ong les c'est à dire les
12:24
organisations non gouvernementales et
12:27
les multinationales
12:28
par exemple donc ça c'est celle annonce
12:33
du plan donc section 1 1re catégorie
12:39
d'acteurs autres que l'état section 1
12:42

Les acteurs créés par les États : les organisations internationales

On a vu dans le chapitre précédent les associations et groupements d'États, mais l'objectif était de montrer le rôle des États dans ce type de groupements, dont un certain nombre d'ailleurs sont des organisations internationales. Ici, l'objectif est différent : il s'agit de montrer le rôle de l'organisation internationale est le même sur la scène

13:46
internationale donc pour ce faire on va
13:55
partir si vous voulez du concept de
13:58
multi latérale multilatéral bon
14:03
étymologiquement sepa chinois ça veut
14:07

dire qu'il y a plusieurs côtés, plusieurs parties dans le cadre des relations internationales.

Le multilatéralisme désigne les pratiques et les techniques par lesquelles les États décident de régler à plusieurs des problèmes généraux et à cette fin de produire des règles communes, de fixer des politiques communes.

Par sa nature humaine, le multilatéralisme est ouvert. Il s'agit de faire en sorte que tous les États ou en tout cas le plus grand nombre d'entre eux concernés par une question puissent participer à sa résolution.

D'un point de vue historique, on peut dater la naissance du multilatéralisme au fait que le multilatéralisme s'est imposé au congrès de Vienne en 1814.

Le Congrès de Vienne a été le fameux « concert » européen, regroupement des grandes nations, des grandes puissances d'alors, qui étaient uniquement européennes : l'Angleterre, la Russie, la Prusse, l'Autriche, la France ; qui se sont mise d'accord pour régler ensemble les problèmes du monde. C'est déjà un premier exemple de multilatéralisme. Le multilatéralisme s'est imposé au Congrès de Vienne de 1814 avec l'idée selon laquelle le cadre du règlement des questions communes doit être multilatéral. Tout l'intérêt est que ça permet d'aller plus loin que le bilatéralisme.

La mise en place d'une organisation internationale est l'étape ultime du processus multilatéral. Cela correspond à la mise en place d'une organisation internationale, et l'étape ultime du processus multilatéral correspond à une institutionnalisation de ce processus, à l'institutionnalisation de l'association d'États ou du groupement d'États qu'on a déjà vu.

À partir de là, on peut se demander pourquoi les États créent-ils des organisations internationales ? Très clairement et très simplement, parce qu'ils veulent coopérer entre eux, parce qu'ils se rendent compte que certaines questions sont d'intérêt commun et qu'elles seront mieux réglées à plusieurs que chacun de son côté unilatéralement. Ils veulent coopérer entre eux, que ce soit une coopération purement technique ou que ce soit de manière générale, par exemple pour assurer la paix par la prévention des conflits, etc.

19:17

sachant que cette coopération

19:22

elle peut aller dans certains cas

19:25

jusqu'à une véritable intégration

19:29

intégration voulant dire de la part des

19:33

états un véritable abandon de

19:35

souveraineté y aura de véritables

19:37

transferts de compétences à une

19:39

organisation internationale qui le

19:41

gèrera en commun mais bon là j'illustre

19:43

donc

19:45

c'est pas la peine de retenir donc je

19:50

reprends pourquoi les états créent des

19:52

organisations internationales

19:54

parce qu'ils veulent coopérer entre eux

19:57

soit pour assurer une coopération

19:59

technique soit de manière plus large

20:02

pour assurer la paix soit pour aller

20:06

carrément vers une véritable intégration

20:10

économique ou politique

20:17

en tout état de cause on assiste à une

20:21

véritable explosion du phénomène

20:28

d'institutionnalisation pour vous donner
20:38
un ordre d'idée pas retenir mais juste
20:40
pour exemple en 1900 c'est à dire il ya
20:44
un peu plus d'un siècle il y avait 24
20:46
organisations internationales après à
20:49
peine
20:51
aujourd'hui elles sont plus de 300 donc
20:58
ce développement est incontestablement
21:02
un des phénomènes les plus révélateurs
21:06
de l'évolution de la société
21:09
internationale depuis deux siècles
21:24
donc je disais à l'instant je reprends
21:27
ce chiffre j'ai pas le chiffre exact
21:31
les organisations internationales y en a
21:33
plus de 300 donc un constat s'impose les
21:37
organisations internationales
21:39
elles sont plus nombreuses que les états
21:42
et pourtant elles sont récentes
21:47
les premières organisations
21:49
internationales elles datent du 19e
21:52
siècle
21:54
bon ça ce sont des choses
21:57
qu'on développera ensemble pour ceux qui
21:58
suivront la matière dans le cadre du
22:00
cours de droit international public
22:01
justement dans le cadre du concert
22:04
européen

22:04
par exemple suite au congrès de vienne
22:06
ont été développées les premières
22:09
commissions fluvial internationale qui
22:13
sont des organisations internationales
22:14
spécialisées mais bon peu importe donc
22:17
le fait l'éclosion disons du phénomène
22:20
organisations internationales ça remonte
22:22
au 19e et puis elles se sont développées
22:25
par vagues dans la deuxième moitié du
22:30
19e siècle pour faciliter les
22:34
communications notamment
22:37
et puis au xxème siècle après chaque
22:41
guerre mondiale et notamment d'ailleurs
22:48
sur le plan universel puisque vous savez
22:51
que la première organisation universelle
22:53
la société des nations a été créée après
22:57
la première guerre mondiale en 1919 et
23:00
puis l'ONU qui l'a qui lui a succédé en
23:03
quelque sorte à elle été créée après la
23:06
seconde guerre mondiale en 1945 et il
23:10
faut pas oublier non plus la
23:13
multiplication de ces organisations
23:15
internationales sur le plan régional
23:20
avec de nombreuses alliances
23:24
regroupement en matière économique
23:27
notamment
23:32

donc depuis je dirais à lait depuis une
23:35
trentaine d'années du coup le nombre de
23:38
créations quand même c'est calme et ça
23:40
ça a baissé
23:44
bon peu importe comment elles
23:47
se sont développées début du dix
23:48
neuvième c'est un exemple que je vous
23:49
donnais en passant on va pas perdre trop
23:51
de temps ce sont des choses qui seront
23:53
développés après dans le cadre d'un
23:56
cours de droit international public donc
23:58
peu importe donc en tout cas récemment
24:05
il y a un ralentissement très net de la
24:08
création des organisations
24:10
internationales et un certain nombre
24:14
connaissent des difficultés d'ailleurs
24:16
de fonctionnement sont en véritable
24:21
crise il y a diverses causes et je pense
24:27
par exemple à la période de 30 ans au
24:33
pouvoir
24:34
bon on peut en dire deux mots rapidement
24:39
la politique de Trump notamment en
24:43
matière de politique étrangère s'étaient
24:46
« *America first* », « l'Amérique d'abord » donc
24:50
l'époque de trump c'est là
24:55
la fin l'abandon du multilatéralisme
24:57
trump nous préférons de loin le

25:00
bilatéralisme bon il y a eu une
25:05
manifestation de crise notamment
25:10
commerciales avec la chine
25:14
plus près de nous souvenons nous puisque
25:17
ça a été en débat lors de l'élection
25:21
qui vient de se tenir aux états unis
25:23
trump a décidé de retirer les états
25:27
unis de l'accord de paris sur le climat
25:29
trump s'est empressé de dire qu'il
25:32
allait remettre les états unis dans le
25:35
système il faut pas oublier aussi que 30
25:39
à retirer les états unis de l'Unesco
25:45
invoquant la persistance d'un certain
25:49
parti pris anti israéliens au sein de
25:53
l'Unesco et plus récemment encore à la
25:57
faveur de la crise sur le covid dix
26:00
neuf il faut pas oublier que trump a
26:02
retiré les États-Unis de l'OMS
26:03
l'organisation mondiale de la santé
26:06
et là aussi trump bien sûr va faire
26:09
retourner aux états unis leur place au
26:12
sein de toutes ces organisations
26:14
internationales donc certains
26:17
unilatéralisme durant la période de Trump, qui va certainement se clôturer avec Joe Biden,
même s'il faut être extrêmement prudent sur la politique étrangère que celui-ci va mener, qui
ne sera pas forcément très favorable à l'Europe.
26:36
mais bon là je m'éloigne de mon sujet si
26:39

je me lance je pourrais aller très loin
26:41
mais
26:43
ne perdons pas de vue notre court
26:44
surtout que le retourne donc je fermes
26:48
mes parenthèses donc on va on va étudier
26:57
les organisations internationales en
27:03
tant que tel et on va montrer que chaque
27:07
organisation internationale et est
27:10
unique mais que tout répondent à
27:14
certaines constantes
27:16
il ya des critères de définition si vous
27:19
voulez c'est ce qu'on va voir dans un
27:21
premier temps et on verra après ce sera
27:30
l'objet du paragraphe 2 que les
27:33
organisations internationales sont
27:35
extrêmement diverses en pratique et donc
27:40
forcément elles agissent différemment
27:42
sur la scène internationale et donc on
27:45
essaiera d'expliquer comment et pourquoi
27:48
ça sera le paragraphe 2 donc paragraphe
27:53
e1

Définition et éléments constitutifs des organisations internationales

28:01
parapheurs définition et orgue éléments
28:07
constitutifs des organisations
28:09
internationales
28:21
alors la définition une organisation
28:25

c'est un groupement d'état constitué par
28:32
convention c'est à dire par un traité
28:35
international doté donc il s'agit de
28:45
l'organisation internationale d'un texte
28:48
constitutif et d'organes commun elle
28:58
possède la personnalité juridique
29:05
distincte donc de celle de ses états
29:08
membres à et elle a donc la qualité de
29:15
sujets de droit ce qui fait qu'elle aura
29:22
compétence notamment pour conclure des
29:26
traités internationaux
29:30
donc je reprends une organisation
29:33
internationale
29:34
c'est un groupement d'état constitué par
29:39
une convention c'est à dire par un
29:40
traité international doté d'un texte
29:45
constitutif d'organes commun elle
29:52
possède une personnalité juridique
29:55
distincte de celle de ses membres à et
30:00
elle a donc la qualité
30:02
deux sujets de droit avec compétence
30:08
notamment pour conclure des traités
30:10
internationaux
30:17
alors bien évidemment c'est l'objet de
30:20
ce paragraphe on va décortiquer les
30:22
différents éléments de cette définition
30:25
mais avant cela je voudrais faire de

30:28
remarques préalables
30:30
d'abord ne perdons pas de vue que
30:33
l'organisation internationale
30:35
c'est nécessairement un groupement
30:38
d'état ça signifie a contrario qu'un
30:46
groupement de particuliers ou que une
30:51
ong c'est à dire une organisation non
30:54
gouvernementale
30:55
je vous expliquerai plus loin de quoi il
30:56
s'agit ce ne sont pas des organisations
30:59
internationales ça ne peut pas être une
31:01
organisation internationale donc
31:05
j'insiste et je souligne le mot
31:07
organisations internationales est
31:10
exclusivement réservé aux organisations
31:14
internationales intergouvernementales
31:17
c'est leur appellation officielle si
31:21
vous voulez pour montrer qu'il s'agit de
31:24
regroupement d'états organisation
31:29
intergouvernementale
31:33
néanmoins et c'est ma deuxième remarque
31:36
et c'est très important
31:39
l'organisation internationale elle est
31:41
autonome par rapport aux états qu'ils
31:46
ont créé alors bien sûr l'organisation
31:53
internationale elle tire son existence
31:57

de l'état et indirectement ce sont les
32:05
états qui actionne les leviers
32:08
permettant de la faire fonctionner
32:14
mais j'insiste la personnalité juridique
32:18
de l'organisation internationale est
32:21
distincte de celle des étangs et donc
32:28
comme elle a une personnalité juridique
32:30
propre comme elle a des organes propres
32:37
on estime qu'elle a la capacité
32:41
d'exprimer une volonté propre volonté
32:48
propre donc distincte de celle des états
32:52
membres une dernière remarque néanmoins
33:03
pour atténuer un petit peu ce que je
33:06
viens de vous dire il faut quand même
33:08
quand même garder à l'esprit que le
33:11
dernier mot appartient toujours aux
33:14
états pourquoi parce que ce sont les
33:18
états qui font de l'organisation
33:19
internationale ce sont les états qui
33:23
fixe ses compétences
33:27
ce sont les états même si c'est
33:29
indirectement qui ont le pouvoir de
33:32
décision ultime dans l'organisation
33:35
internationale donc l'organisation
33:41
internationale si vous voulez on peut la
33:45
voir comme un instrument du
33:49
multilatéralisme

33:52
c'est à dire de la volonté des états de
33:57
collaborer donc le dernier mot
34:04
appartient toujours aux états les
34:07
organisations internationales sont un
34:09
instrument du multilatéralisme
34:12
c'est à dire de la volonté des états de
34:15
collaborer
34:19
alors cette définition est en pause et
34:22
voyons tous les éléments constitutifs
34:24
qui sont communs à toutes les
34:26
organisations internationales
34:28
on ad'abord grant à l'acte constitutif
34:32
grant à l'acte constitutif l'acte
34:46
constitutif de l'organisation
34:48
internationale c'est un traité conclu
34:53
entre les états sachant que ce traité
35:04
peut avoir des appellations très
35:06
différente selon les cas selon les
35:09
organisations internationales
35:10
mais c'est toujours synonyme alors vous
35:14
trouverez par exemple le terme pacte je
35:19
pense au pacte de la sdn la société des
35:21
nations
35:23
le terme charte c'est ce qu'on emploie
35:25
pour l'onu charte de l'onu
35:28
vous trouverez aussi le terme statut on
35:33

parle du statut par exemple du conseil
35:35
de l'europe ou tout simplement traité
35:41
mémoire enfin les occurrences sont
35:45
sont multiples mais elles sont tout
35:48
synonyme donc on a toujours affaire à la
35:51
même catégorie juridique
35:54
c'est un traité international qui
35:57
fondent qui crée une organisation
36:00
internationale
36:08
il faut signaler en passant que dans
36:11
l'acte constitutif donc qui crée
36:13
l'organisation
36:14
il y a toujours des dispositions qui
36:17
prévoit les modalités de sa propre
36:21
prévision
36:27
alors pour les modalités de révision il
36:29
ya différents cas de figure le plus le
36:35
plus courant le plus répandu c'est que
36:38
donc quand on veut modifier réviser le
36:41
traité
36:41
il faut que un nouveau traité soit
36:46
adoptés et ratifiés par l'ensemble des
36:49
états membres de l'organisation
36:51
c'est la situation la plus courante
36:54
comme il faut une ratification par les
36:59
états membres pour que le traité puisse
37:00
entrer en vigueur entre eux de même pour

37:03
le modifier
37:03
il faut une modification à l'unanimité
37:06
une ratification par tous les états
37:08
membres
37:11
dans certains cas il peut être prévu que
37:15
la majorité des états parties puissent
37:19
adopter la modification laquelle
37:24
s'imposera aux autres états c'est le cas
37:31
par exemple je pense pour l'oaci
37:34
organisation de l'aviation civile
37:36
internationale qui a été fondée à
37:40
chicago en 1944 on admet ici une
37:44
révision majoritaire du traité et ce qui
37:48
est intéressant c'est que ce traité
37:49
révisé à la majorité s'imposera à tous
37:53
les états qui l'ont ratifié
37:55
originellement et puis enfin troisième
37:59
cas de figure il peut y avoir des
38:00
procédures de modification purement
38:02
interne à l'organisation
38:06
c'est le cas par exemple dans le cadre
38:07
du conseil de l'europe bon après sur les
38:12
modalités de révision c'est quand même
38:13
un détail ce qu'il faut retenir c'est
38:17
l'acte constitutif qui font de
38:19
l'organisation internationale c'est un
38:21

traité qui est soumis à des appellations
38:25
variable selon l'hypothèse mais c'est
38:28
absolument synonyme qu'on parle de
38:30
chartes de pacte de memorandum de statut
38:32
ou de tout ce que vous voudrez
38:34
c'est toujours la même chose c'est un
38:35
traité international granby après l'acte
38:41
constitutif
38:42
granby les membres les membres des
38:49
organisations internationales sont soit
38:53
des états soient éventuellement des
38:57
sujets de droit international non
39:00
étatiques
39:01
je vais vous expliquer bien évidemment
39:03
je vous annonçais le plan donc
39:07
premièrement les étangs les états bien
39:15
entendu peuvent et je souligne peuvent
39:18
devenir membres d'une organisation
39:20
internationale
39:21
ils n'y sont pas obligés il n'y a
39:26
absolument aucune obligation à devenir
39:28
membre d'aucune organisation
39:31
internationale que ce soit d'ailleurs il
39:36
ya certains états
39:38
une poignée aujourd'hui qu'ils ne sont
39:42
toujours pas par exemple dans l'onu dans
39:44
l'organisation des nations unies et

39:46
certains états comme la suisse ou monaco
39:49
ils sont rentrés tête très tardivement
39:51
la suisse elle n'est d'en louer nu que
39:54
depuis 2002 cela dit une distinction
39:59
très importante c'est que les états
40:04
peuvent être soit des membres
40:06
originaires soit des membres admis alors
40:13
première catégorie les membres
40:15
originaires les membres originaires ce
40:21
sont les états qui initialement ont
40:25
négocié et conclu
40:29
l'acte constitutif de l'organisation
40:31
internationale donc ce sont ceux qui
40:36
initialement ont négocié et conclu
40:39
l'acte constitutif ils en deviennent
40:43
membres de cette organisation
40:45
internationale par leur ratification par
40:49
la ratification de l'acte alors à priori
40:57
je dis bien a priori les membres
41:01
originaires des organisations
41:02
internationales n'ont pas de
41:05
prérogatives spécifiques
41:07
néanmoins il arrive dans un certain
41:10
nombre de cas que les membres
41:13
originaires à puisse avoir un droit de
41:16
veto sur les adhésions ultérieure à
41:21

l'organisation internationale
41:25
c'est le cas par exemple pour l'otan
41:29
l'organisation
41:31
pardon c'est le cas par exemple pour
41:36
l'otan où c'est le cas pour l'union
41:40
européenne aussi
41:43
et à côté on parle des membres admis
41:49
pour ceux qui adhèrent ultérieurement à
41:52
l'organisation internationale
41:54
c'est à dire une organisation
41:55
internationale a été fondé par des
41:59
membres originaires et de nouveaux
42:03
membres vont intégrer cette organisation
42:06
internationale on va les appeler les
42:08
membres admis sachant que cette
42:12
admission
42:13
elle obéit à une procédure plus ou moins
42:18
complexes plus ou moins rigoureuse ça
42:23
peut être la majorité je pense à l'onu
42:29
où ça peut être à l'unanimité je pense
42:33
par exemple à l'union européenne
42:39
donc je répète et je récapitule parce
42:41
que je sais pas quelle était la dernière
42:42
phrase que je devais répéter donc je
42:45
répète les membres originaires ce sont
42:48
ceux qui ont négocié conclu l'acte
42:52
l'acte constitutif

42:53
ils vont le ratifier bien évidemment à
42:56
priori n'ont pas de droits spécifiques
42:58
néanmoins ils peuvent être dotés d'un
43:00
droit de veto pour bloquer des adhésions
43:02
ultérieure et les membres admis ce sens
43:06
ce donc qui voudrait entrer dans une
43:09
organisation internationale déjà
43:11
existantes et qui doivent être admis par
43:14
les membres originaires alors là il faut
43:17
voir au cas par cas les procédures
43:19
dépendent de l'organisation
43:21
internationale en question ça peut être
43:23
là la majorité aux élus ça peut être à
43:25
l'unanimité union européenne
43:30
alors quel est l'intérêt d'être membre
43:33
d'une organisation internationale bien
43:36
la situation en tant que membre implique
43:40
l'exercice de droits et d'obligations
43:46
ses droits et obligations découlant de
43:49
l'acte constitutif et si jamais un état
43:56
membre ne respecte pas ses obligations
44:00
vis-à-vis de l'organisation
44:02
internationale et bien sa responsabilité
44:07
internationale pourra être engagée cela
44:17
dit normalement les états membres et je
44:25
vois qu'il est midi
44:26

zut bon d'autant que j'ai un rendez vous
44:31
après donc je vais devoir interrompre
44:35
donc on a à peine commencé les états en
44:37
tant que membres des organisations
44:39
internationales
44:40
donc je vais mettre un petit post-it
44:42
j'en étais au passage donc selon lequel
44:46
la situation en tant que membre permet
44:48
d'exercer divers droits et obligations
44:50
et on terminera là
44:53
la prochaine fois j'ai encore pas mal de
44:56
choses à vous dire s'agissant des états
44:58
en tant que membres des organisations
45:01
internationales
45:03
voilà donc j'ai mis un post-it je saurai
45:06
exactement où je dois reprendre
45:08
donc je vous dis à la semaine prochaine
45:12
à jeudi prochain comme d'habitude de 10h
45:16
à 12h et si d'ici là je trouve des des
45:21
textes ou des vidéos intéressantes je
45:23
voulais mettrai en ligne
45:25
merci à vous et est très bonne journée
45:28
et surtout bon courage et prenez soin de
45:30
vous au revoir.

RI #8 première partie

00:02
bien bonjour à tous
00:07
j'espère que vous allez bien
00:24
bonjour bonjour à tous j'espère que vous
00:31
allez bien
00:33
j'espère que tout se passe bien pour
00:35
vous et nous allons continuer donc
00:41
secours de relations internationales
00:43
mais qui avance bien côté horaires j'ai
00:47
vu il nous reste plus beaucoup de
00:49
cours à sa tournée le temps passe vite
00:53
alors nous en sommes je vous le rappelle
00:56
à l'étude des organisations
00:58
internationales
01:00
on a vu la dernière fois l'acte
01:03
constitutif et j'en étais resté au grand
01:07
baie concernant les membres à leur
01:10
première manche j'étais en train de vous
01:12
parler des états j'avais fait la
01:17
distinction entre les membres
01:19
originaires c'est à dire ceux qui ont
01:21
initialement conclu l'acte est qui qui
01:26
font partie donc de l'organisation de la
01:29
ratification et ceux qui sont admis les
01:32
membres admis c'est à dire qu'ils
01:34
adhèrent ultérieurement à la mise en
01:35
place de l'organisation internationale
01:38

et j'en étais resté très exactement au
01:41
point où je vous disais que la situation
01:45
de mandres implique l'exercice de droits
01:48
et obligations droits et obligations qui
01:52
découlent de l'acte constitutif
01:57
l'idée de base c'est que normalement les
02:02
états membres sont mis sur un pied
02:04
d'égalité dans l'exercice de leurs
02:08
droits et obligations
02:09
donc en principe égalité donc dans
02:13
l'exercice des droits et des obligations
02:16
néanmoins il est intéressant de noter
02:19
que les états membres d'une organisation
02:22
internationale non pas tous forcément
02:25
les mêmes droits et obligations dans
02:29
l'organisation
02:32
mais dans certains cas ce serait même
02:35
absurde parce que tous les états n'ont
02:39
par exemple pas le même poids économique
02:43
démographique et caetera et donc il est
02:48
il n'est pas possible d'imaginer par
02:51
exemple la même contribution financière
02:54
pour tous les états on va pas demander
02:56
aux états unis la même contribution
02:58
financière qu'au bangladesh par exemple
03:00
c'est une question de bon sens et de
03:04
même le poids à la fois économique

03:09
politique je dirais surtout politiques
03:12
et historiques explique justifie qu'il y
03:17
ait seulement quelques états qu'ils
03:20
soient membres permanents du conseil de
03:22
sécurité des nations unies j'en parlerai
03:24
un petit peu plus loin et si vous avez
03:27
regardé le petit film vous aviez une
03:30
présentation
03:32
très très bien fait on peut retrouver la
03:37
même chose aussi encore un autre exemple
03:39
au sein de l'union européenne au sein du
03:43
conseil des ministres où siègent donc
03:46
les ministres de chaque état membre
03:50
quand on passe au vote en fait il ya une
03:53
pondération des voix et chaque état est
03:55
doté d'un certain nombre de voix en
03:58
fonction de l'importance économique
04:00
démographique du pays par exemple un
04:03
état 23 voix notre en a 40 ou 50 etc
04:10
donc il peut y avoir des différences
04:12
entre entre les états être membre d'une
04:20
organisation internationale signifie
04:23
ensuite disposer au sein de cette
04:27
organisation internationale d'une
04:31
représentation gouvernementale donc je
04:34
répète être membre d'une organisation
04:37

internationale signifie disposer au sein
04:42
de l'organisation d'une représentation
04:45
gouvernementale cela veut dire que les
04:51
états membres sont représentés par des
04:54
délégations diplomatiques alors le rang
05:01
je dirais de représentation est
05:04
différent selon les cas il peut arriver
05:08
par exemple que ce soit le ministre des
05:12
affaires étrangères qui siègent selon
05:15
l'ordre du jour où l'importance de la
05:17
réunion voir ça peut être carrément le
05:20
chef de l'état à noter que là on parle
05:28
de l'état en tant que membre d'une
05:30
organisation internationale
05:31
est ce qu'il faut savoir c'est que
05:34
un état peut aussi perdre sa qualité de
05:39
membre de l'organisation internationale
05:43
la perte de la qualité de membre va
05:47
résulter soit de l'exclusion soit du
05:51
retrait donc perte de la qualité de
05:55
membre qui résulte soit de l'exclusion
05:57
soit du retrait quand c'est à
06:02
l'initiative de l'organisation
06:04
internationale est le même on va parler
06:07
d'exclusion de l'état membre l'exclusion
06:12
et la procédure d'exclusion sont prévues
06:15
en général dans l'acte

06:18
constitutif alors naturellement vous le
06:23
devinez
06:24
quand on prononce quand une organisation
06:26
internationale prononce l'exclusion d'un
06:30
membre
06:31
c'est en règle générale à titre de
06:34
sanction c'est si l'état membre via le
06:39
gravement les dispositions de l'acte
06:42
constitutif
06:43
c'est prévu par exemple dans le cadre de
06:46
la charte des nations unies
06:49
alors concrètement c'est une possibilité
06:52
qui existe mais concrètement c'est quand
06:56
même assez rare
06:58
en règle générale la menace d'exclusion
07:02
suffi pour que l'état membre rentrer
07:05
dans le rang mais comme je le disais
07:09
l'acte constitutif qui prévoient
07:11
l'exclusion mais prévoit aussi la
07:12
procédure d'exclusion qui doit être
07:15
suivi si elle est mise en oeuvre et
07:20
l'exclusion en principe elles présentent
07:22
un caractère
07:24
définitif ensuite deuxième hypothèse
07:31
c'est si l'état lui même veut sortir de
07:35
l'organisation internationale c'est à
07:36

son initiative dans ce cas là on parlera
07:40
de retrait le retrait en principe est
07:44
toujours possible même s'il n'est pas
07:47
mentionné dans l'acte constitutif
07:51
alors là aussi les cas de retrait d'une
07:56
organisation internationale sont sont
07:58
assez rares dans les faits il ya eu un
08:02
projet de retrait s'agissant de l'ONU
08:08
c'est l'Indonésie en 1963 mais
08:10
finalement ça s'est pas produit un
08:15
exemple par contre que vous connaissez
08:16
tous deux retraits d'un pays d'une
08:20
organisation internationale
08:21
c'est le break site c'est le retrait du
08:24
Royaume uni de l'Union européenne
08:27
retrait qui normalement doit être
08:30
définitif il ya l'hypothèse aussi d'un
08:35
point de vue politique que le retrait en
08:40
quelque sorte
08:42
permet d'éviter une exclusion parce que
08:45
se voir exclure par ses pairs au sein
08:48
d'une organisation internationale
08:49
bon c'est quand même un affront pour
08:52
pour l'état donc dans ce cas là s'il ya
08:56
une procédure d'exclusion qui menacent
08:58
l'état
08:59
il préférera se retirer spontanément

09:02
plutôt que d'être d'être exclu
09:04
formellement
09:05
c'est ce qui s'est produit par exemple
09:08
on vous l'expliquera au second semestre
09:11
quand vous verrez le court
09:11
d'institutions européennes
09:13
c'est ce qui s'est passé par exemple
09:14
dans le cadre du conseil de l'europe au
09:17
moment de la dictature des colonels en
09:20
grèce dans les années 70 comme la grèce
09:25
ne respectait plus les principes de de
09:28
respect de la prééminence du droit
09:30
l'état de droit les droits et libertés
09:32
fondamentaux il ya une procédure
09:34
d'exclusion qui allait être relancée et
09:37
finalement la la grèce s'est retiré dans
09:43
ce cas là le retrait était bien sûr
09:44
temporaire d'ailleurs le retrait il
09:50
n'est pas forcément
09:52
total on peut se retirer seulement de
09:56
certains organes d'une organisation tout
09:59
en restant membre
10:00
par ailleurs et en participant à
10:02
d'autres organes l'exemple auquel je
10:06
pense ici c'est la france
10:08
s'agissant de l'otan on sait aussi on
10:11

vous l'expliquera plus tard la france a
10:14
conclu l'alliance atlantique en 1949 le
10:18
traité d'alliance militaire où il ya le
10:21
fameux article 5
10:22
en cas d'agression de l'un des membres
10:25
les autres doivent voler à son secours
10:26
extra donc il ya l'alliance atlantique
10:29
de 49 et après en 59 à 51 par don a été
10:33
créée l'otan l'organisation qui est
10:36
venue se greffer sur le traité
10:38
d'alliance militaire et donc vous savez
10:40
certainement que la france c'était le
10:42
général de gaulle en 1966 a décidé de se
10:47
retirer de l'organisation
10:48
c'est à dire de l'otan tout en restant
10:51
membre du pacte de l'alliance originel
10:53
de 1949 et c'est sarkozy donc en juin
11:00
troublée l'année
11:01
c'est sous sarkozy donc la france est
11:03
revenue formellement au sein de l'otan
11:07
c'était 2009 2009 donc possibilité
11:12
d'exclusion possibilité de retrait
11:19
ralentir un petit peu d'accord
11:27
après j'expliquais un petit peu je
11:29
donnais des exemples c'est pas la peine
11:31
de forcément tout tout tout noté je vous
11:33
rassure donc je récapitule je parlais

11:36
d'exclusion à l'initiative de
11:39
l'organisation
11:39
je parlais de retrait à l'initiative de
11:43
l'état il faut envisager une troisième
11:46
possibilité qui est celle de la de la
11:48
suspension
11:50
la suspension elle est à l'initiative
11:57
alors excusez moi je vois sur mon écran
12:01
témoins sur l'ordinateur qui a des
12:02
questions qui s'affiche pas sur mon
12:04
téléphone
12:06
curieusement alors je reviens à
12:09
l'arrière est ce que les états
12:13
permanents peuvent être exclues non bien
12:16
évidemment les états membres permanents
12:19
du conseil de sécurité de l'onu s'il ya
12:21
c'est cela que vous faites allusion ne
12:24
peuvent pas bien évidemment être exclue
12:28
alors je parlais delà de la suspension
12:31
troisième hypothèse donc ici l'état
12:36
continue à être membre de l'organisation
12:40
internationale
12:41
mais il ne participe plus aux travaux là
12:47
encore la suspension sera envisagée dans
12:52
un cas où un état ne respecte pas ses
12:55
obligations
12:58

la subvention peut être automatique
13:01
elle peut être prononcée bon peu importe
13:03
les procédures la cc c'est du cas par
13:05
cas
13:06
ça dépend de l'organisation bon c'est
13:10
des choses qui ont existé aussi par
13:12
exemple au sein du conseil de l'europe
13:17
la russie avait été momentanément
13:20
suspendue de sa représentation
13:23
parlementaire au sein du conseil de
13:25
l'europe mais elle continuer à faire
13:27
partie de l'organisation par ailleurs
13:29
parce que ça avait été jugé
13:31
contre-productif de l'exclure parce
13:34
qu'étant toujours au sein du conseil de
13:35
l'europe
13:36
elle est censée en respecter un minimum
13:38
les règles voilà donc pour les états
13:45
c'était le premier roman de mon plan
13:49
dans ce grand baie et donc deuxièmement
13:54
il ya d'autres sujets de droit
13:57
international qui vont être dotés et une
14:06
petite seconde excusez moi
14:13
bon j'espère que tout va bien si c'est
14:17
pas le cas vous fait signe parce que sur
14:19
mon ordinateur
14:22
témoin la vidéo s'est arrêté donc je ne

14:27
sais pas ce qui se passait comme je suis
14:28
sur le sur le sur le wifi s'il ya un
14:32
problème vous me dites donc deuxièmement
14:36
d'autres sujets de droit international
14:40
donc pourvu delà de la personnalité
14:43
juridique international peuvent être
14:49
membres d'organisations internationales
14:51
bien qu'ils ne soient pas des états mais
14:55
visiblement c'est ses revenus
14:56
donc je reprends deuxièmement d'autres
15:00
sujets de droit international pourvu de
15:02
la personnalité juridique mais qui ne
15:04
sont pas des états parfait merci
15:12
bon ça marche à moitié sur le téléphone
15:15
est à moitié sur l'ordinateur c'est
15:16
assez bizarre sur le téléphone j'ai pas
15:18
les commentaires et là j'avais perdu la
15:21
vidéo mais tournante où tout est revenu
15:23
donc tout va bien donc eux aussi ces
15:31
sujets de droit international peuvent
15:33
devenir membres d'une organisation
15:37
internationale pour vous donner un
15:41
exemple concret c'est par exemple le
15:43
saint-siège le saint-siège le vatican il
15:47
est membre de l'organisation pour la
15:50
sécurité et la coopération en europe
15:54

le sc organisation pour la sécurité et
15:59
la coopération en europe qui est une
16:01
organisation qui avait été lancée suite
16:04
à ce qu'on appelait le processus d'un
16:06
think i qui avait été lancée en 1973 et
16:09
qui visait à rapprocher l'union
16:13
soviétique et les pays de l'est du camp
16:15
occidental essayer de leur imposer un
16:17
minimum le respect des droits
16:19
fondamentaux et ce processus est
16:22
institutionnalisée jusqu'à devenir une
16:23
organisation on parle de l'ouest s'est
16:27
par exemple quand il s'agit de de
16:29
contrôler le déroulement du processus
16:32
électoraux dans des pays où il ya des
16:34
doutes sur
16:36
la régularité du scrutin des choses
16:40
comme ça donc le vatican le saint siège
16:42
fait partie de l' os c'est eux
16:47
en revanche pour pour l'onu 1 je le
16:50
précise vous êtes peut-être assez normal
16:54
le téléphone affiche plein de choses
16:56
d'accord merci guillaume je donne votre
16:58
explication
17:00
grâce à vos commentaires j'ai
17:02
l'impression un petit peu que vous êtes
17:04
là puisque donc je suis face à ma vidéo

17:05
donc en fait moi c'est votre tour caméra
17:07
et je ne vous voit pas donc c'est
17:09
sympathique d'avoir vos commentaires
17:12
donc j'en étais au saint-siège vous est
17:15
posée peut-être la question pour l'onu
17:18
le saint-siège n'est pas membre de l'onu
17:22
il a un statut particulier
17:24
c'est ce qu'on appelle un état non
17:27
membre observateur il est observateur
17:30
permanent à l'onu
17:33
ça veut dire qu'ils participent
17:37
il est présent il ya un représentant un
17:39
nom ce qui va à new york
17:43
mais bien sûr il n'y a pas de droit de
17:44
vote à l'assemblée générale des nations
17:46
unies
17:51
de même et je suis toujours dans ce dans
17:54
ce deuxièmement on est on est pas dans
18:01
le paragraphe 2 on est dans le petit
18:03
deuxièmement du grand bé je suis
18:07
toujours sur les membres alors je
18:16
reprends le plan je reprends le plan
18:20
depuis la section section donc les
18:23
acteurs créé par les états les
18:26
organisations internationales
18:28
le paragraphe e1 la définition et les
18:33

éléments constitutifs de l'organisation
18:37
avec en grand tas on a vu l'acte
18:40
constitutif et là je suis toujours dans
18:43
le grand baie les membres donc les
18:46
membres premièrement les états et là je
18:50
suis dans le deuxièmement d'autres
18:52
sujets de droit international mais qui
18:54
ne sont pas des états peuvent être
19:00
nombre donc d'une organisation
19:01
internationale bien sûr donc je vous
19:04
donner l'exemple du saint siège
19:08
mais de la même façon le vatican a donc
19:17
la personnalité juridique
19:19
oui tout à fait alors qu'est ce qu'on
19:26
dit de ses autres membres
19:28
rien de particulier sinon que ce ne sont
19:30
pas des états c'est pour vous montrer
19:32
qu'il ya d'autres entités que des états
19:34
qui peuvent être membres
19:37
d'une organisation internationale donc
19:40
en l'occurrence par exemple le vatican
19:43
est donc j'embraye une organisation
19:46
internationale aussi peut elle-même être
19:50
membre d'une autre organisation
19:52
internationale
19:54
par exemple la communauté européenne
19:59
du temps où on parlait encore de

20:01
communautés européennes avait adhéré aux
20:05
négociations du gatt ga de thé agrumes
20:09
en tarif entre wade et est membre
20:12
aujourd'hui de l'om c'est de
20:14
l'organisation mondiale du commerce
20:20
personnalité juridique
20:25
voilà merci sonia ensuite je suis
20:32
toujours dans ce petit deuxièmement il
20:34
faut parler d'une situation un petit peu
20:37
particulière que je viens d'évoquer
20:39
d'ailleurs
20:40
incidemment qui est celle des
20:42
observateurs
20:46
donc il va s'agir ici d'acteurs des
20:50
relations internationales qui sans être
20:56
membre de l'organisation internationale
21:03
je m'interromps qui signifie quoi quoi
21:06
la personnalité juridique
21:08
mais la personnalité juridique ça veut
21:11
dire qu'on est titulaire de droits et
21:14
d'obligations juridiques qu'on ne peut
21:17
pas céder des contrats etc
21:21
or en l'occurrence comme c'est la
21:23
personnalité juridique international qui
21:25
peut participer à des conventions
21:27
internationales qui peut avoir une
21:29

représentation diplomatique et cetera
21:34
oui oui oui saint-siège dégâts le
21:36
vatican oui oui
21:42
donc je parlais des observateurs les
21:46
observateurs je disais ce sont des
21:48
acteurs dont des relations
21:51
internationales qui sans être membre de
21:54
l'organisation peuvent participer à ces
21:57
travaux qui entretiennent des relations
22:00
permanentes avec elle donc ça existe à
22:06
l'onu bien sûr mais ça existe aussi dans
22:09
d'autres organisations par exemple le
22:12
conseil de l'europe
22:15
je pense par exemple pour le conseil de
22:18
l'europe pendant quelques années
22:22
la russie et est membre observateur en
22:25
général être observateur c'est un peu
22:27
l'antichambre à l'adhésion
22:29
bon c'est pas automatique mais c'est
22:31
c'est souvent le cas alors qui sont ces
22:38
observateurs mais ce sont par exemple
22:44
des états non membres
22:48
je pense à l'onu d'état non membre de
22:53
l'onu peuvent être observateur c'était
22:56
le cas par exemple de la suisse qui a
22:59
adhéré très très tardivement à l'onu il
23:04
a fallu attendre 2002 donc jusque là

23:09
la suisse était simplement observateurs
23:14
et puis et c'est ce qui nous intéresse
23:18
ici plus particulièrement on a des
23:22
sujets de droit international non
23:25
étatiques par exemple donc comme
23:30
observateur au sein des nations unies
23:33
on a le saint siège que j'évoquais on a
23:38
le comité international de la croix
23:41
rouge
23:42
le fameux cicr a ou encore l'ordre de
23:46
malte mais aussi d'autres organisations
23:51
internationales comme par exemple
23:54
l'union européenne l'organisation de la
23:58
conférence islamique et cetera et cetera
24:04
donc on a diverses entités qui vont
24:07
avoir ce statut d'observateur alors je
24:17
signale en passant comme état non membre
24:24
observateur
24:26
on a le saint siège a gelé dit cet
24:31
ancien s'est depuis 1964 mais on a aussi
24:33
la palestine depuis 2012
24:36
ça veut dire que la palestine participe
24:40
aux travaux et session de l'ag de l'onu
24:43
mais n'avait pas un membre
24:46
officiellement puisque la palestine bien
24:48
sûr n'est pas reconnue unanimement en
24:52

tant qu'état de par le monde
24:57
voilà pour ce qu'on pouvait dire de la
25:01
qualité de membre c'était le grand baie
25:05
maintenant on va aborder
25:12
pardon je lis vos questions ces
25:14
organisations ne sont pas des
25:15
observateurs si si oui oui tout à fait
25:19
tous les exemples que je vous ai donné
25:21
le comité international de la croix
25:23
rouge l'ordre de malte
25:26
l'organisation de la conférence
25:27
islamique
25:29
il ya aussi la commission économique des
25:33
états d'afrique de l'ouest et cetera ce
25:38
sont des sujets donc non étatiques qui
25:41
sont observateurs auprès de l'onu
25:50
donc j'en arrive au grand c intitulé la
25:54
personnalité juridique et donc je vous
25:57
rappelle que vous avez le plan du cours
26:00
en ligne sur sur hiller n'a jamais
26:03
rajouter un petit bout encore hier
26:05
après-midi gelé complétait grand c'est
26:13
la personnalité juridique
26:16
alors justement messieurs quelqu'un a
26:18
posé la question on va le préciser ici
26:25
donc les organisations internationales
26:29
tout comme les états sont des sujets de

26:34
droit international
26:38
d'où l'existence de la personnalité
26:42
juridique personnalité juridique
26:49
donc je répète grand c'est la
26:53
personnalité juridique grand c'est la
26:59
personnalité juridique
27:05
donc les organisations internationales
27:09
sont des sujets de droit international
27:12
comme les états d'où l'existence
27:17
je disais delà de la personnalité
27:19
juridique qui découlent de l'acte
27:23
constitutif la personnalité juridique
27:31
international est en effet une nécessité
27:35
pour qu'elle puisse exister pour qu'elle
27:38
puisse agir dans l'ordre juridique
27:40
international
27:42
il faut qu'elle soit dotée de cette
27:43
personnalité juridique
27:46
alors concrètement à quoi ça sert
27:51
cette personnalité donc leur donne la
27:55
capacité d'exercer un certain nombre de
27:59
compétences dans l'ordre international
28:03
je répète à la personnalité juridique
28:06
leur donne la capacité d'exercer un
28:11
certain nombre de compétences dans
28:14
l'ordre international
28:18

indépendamment bien sûr des états qui
28:21
composent cette organisation donc elles
28:26
ont des compétences directement dans
28:28
l'ordre juridique international
28:33
mais ce qui est intéressant donc je
28:40
répète encore une fois la personnalité
28:42
juridique c'est la capacité d'exercer un
28:47
certain nombre de compétences dans
28:50
l'ordre juridique international
28:54
indépendamment dans des états qui
28:57
composent l'organisation
29:03
mais ce qui est important c'est que
29:06
cette personnalité juridique leur
29:09
confère aussi des compétences dans
29:13
l'ordre juridique interne des états
29:16
membres parce que à la différence de
29:23
l'état une organisation internationale
29:26
elle n'a pas de territoire propre et
29:30
bien sûr elle a pas de population
29:32
ça va sans dire est-ce que je peux
29:41
répéter à leur amandine ce que j'ai dit
29:43
avant c'est à dire
29:52
le début du ces oui combien de décalage
29:56
eux c'est toujours un peu gênant
30:18
alors je le répète encore une fois c'est
30:23
la capacité la personnalité juridique
30:25
c'est la capacité d'exercer un certain

30:29
nombre de compétences dans l'ordre
30:32
juridique international et pour amandine
30:39
je répète donc ce que je disais au début
30:41
c'est que les organisations sont des
30:44
sujets de droit international ils ont
30:46
donc la personnalité juridique qui
30:49
résultent de l'acte constitutif parfait
30:58
on va y arriver
31:00
donc j'embraye la personnalité juridique
31:07
confère aussi des compétences dans
31:11
l'ordre juridique des états membres je
31:22
vérifie ce que vous mettez en ligne tout
31:28
à fait donc compétences dans l'ordre
31:31
juridique des états membres parce que
31:34
comme je disais une organisation
31:36
internationale elle n'a pas de
31:38
territoire
31:38
elle a pas de population donc pour
31:42
exercer son activité elle doit pouvoir
31:46
agir sur le territoire d'un état tout
31:51
simplement elle doit posséder des
31:54
immeubles elle doit pouvoir les gérer
31:58
donc voir passer des contrats avec des
32:00
fournisseurs
32:03
il est donc indispensable que les
32:07
organisations internationales et la
32:11

personnalité interne dans les états qui
32:16
les composent
32:21
donc je répète cette personnalité
32:25
juridique permet d'exercer des
32:29
compétences dans l'ordre juridique des
32:32
états membres ça permettra à
32:34
l'organisation par exemple d'acheter ou
32:37
de louer un immeuble de passer des
32:40
contrats avec des prestataires etc
32:51
alors si on est bon sur ce sujet je
32:55
continue sur la personnalité juridique
33:02
donc je commençais et c'est ce que vous
33:05
avez repris donc je crois que c'est
33:07
acquis c'est la possibilité d'exercer
33:09
des compétences dans l'ordre juridique
33:11
international alors intérêt
33:14
intéressons-nous de plus près justement
33:17
à ces compétences quelles compétences et
33:21
là il ya une notion très très importante
33:25
que je vais aborder et que je vous
33:27
invite vraiment à assure lignée et à
33:30
mémoriser et pour ceux d'entre vous qui
33:33
suivront le cours de droit international
33:35
public en licence je l'évoquerai à
33:39
nouveau donc la capacité d'action des
33:44
organisations internationales est dominé
33:47
par le principe de spécialité

33:51
je répète et je vous explique la
33:55
capacité d'action des organisations
33:58
internationales est dominé par le
34:01
principe de spécialité
34:08
ça veut dire que les organisations
34:12
internationales sont spécialement
34:15
compétentes dans certains domaines
34:18
d'actions pour lesquelles les états ont
34:26
accepté qu'elle soit compétente et
34:30
qu'elle puisse agir
34:34
donc je répète principe de spécialité
34:38
elles sont spécialement compétentes dans
34:43
certains domaines d'actions pour
34:46
lesquelles les états ont accepté qu'elle
34:49
le soit et qu'elle puisse agir
34:55
on parle dans ce cas de compétence
35:00
d'attribution
35:04
à la différence des états qui eux
35:07
disposent bien sûr d'une compétence
35:09
générale
35:13
alors toutes choses égales par ailleurs
35:15
une petite parenthèse vous avez vu en
35:20
droit constitutionnel
35:21
ce qu'était un état fédéral on vous a
35:24
expliqué les grands principes qui
35:26
président à l'organisation de l'état
35:28

fédéral
35:29
donc par définition dans un état fédéral
35:33
il va y avoir une répartition des
35:35
compétences entre l'état fédéral et les
35:39
états fédérés les composantes de cet
35:41
état fédéral et en règle générale on dit
35:49
on énonce que l'état fédéral est un
35:52
centre à si vous préférez dispose de
35:55
compétences d'attribution est donc dans
35:59
la constitution
36:00
vous avez un article ou des articles
36:03
avec les listes de compétences que peut
36:07
exercer l'état fédéral ce sont des
36:09
listes de compétences on parle de
36:11
compétence d'attribution ce sont les
36:13
compétences qui lui sont attribués et
36:16
tout le reste c'est ce qu'on appelle les
36:18
compétences résiduelles ou les
36:19
compétences de droit commun
36:20
appartiennent aux états fédérés bien ici
36:24
c'est la même la même logique ce sont
36:26
les mêmes termes
36:27
en tout cas pour l'organisation
36:29
internationale on parle de compétence
36:33
d'attribution donc dans le statut de
36:38
l'organisation internationale vous allez
36:40
avoir des articles qui énumère les

36:43
compétences dont dispose l'organisation
36:48
c'est ça qu'on appelle le principe de
36:50
spécialité et ça veut dire que
36:53
l'organisation internationale
36:54
elle est enfermée en quelque sorte dans
36:57
ses compétences elle peut exercer toutes
36:59
ses compétences mais rien que ses
37:01
compétences elle peut pas aller au delà
37:04
c'est ce qu'il faut entendre par
37:07
compétence d'attribution
37:14
comment on a décidé que le vatican
37:17
aurait une personnalité juridique
37:22
tout simplement parce que c'est un ca a
37:26
toutes les apparences d'un état avec une
37:31
particularité puisque c'est un un
37:34
pouvoir spirituel qui exerce un pouvoir
37:37
temporel alors je vous renvoie à tout
37:40
l'historique du saint-siège je ne vais
37:42
pas le faire ici donc je répète principe
37:48
de spécialité
37:49
les organisations internationales
37:50
disposent de compétences d'attribution
37:54
ça veut dire que les compétences des
37:56
organisations internationales
37:57
elles ne sont pas générale comme celle
38:01
des états donc est-ce que c'est compris
38:07

j'espère que c'est compris sur ce
38:10
principe de spécialiser de spécialités
38:13
pardon sur les compétences d'attribution
38:15
donc il ya déjà des listes de
38:18
compétences qui figurent dans l'acte
38:20
constitutif et le reste entre guillemets
38:24
appartient aux états bien sûr alors
38:28
étant entendu qu'il y aille à des
38:30
organisations qui peuvent bien sûr
38:34
définir les compétences de
38:36
l'organisation de façon extrêmement
38:37
large
38:38
c'est le cas par exemple dans le cadre
38:41
du conseil de l'europe
38:43
c'est vrai quand on voit là
38:45
la liste on veut faire une coopération
38:49
politique économique social culturel etc
38:54
presque tous tes passes il ya juste un
38:58
domaine qui est spécifiquement exclu de
39:02
la compétence du conseil de l'europe
39:03
c'est tout ce qui touche aux aux
39:05
militaires et à la défense qui fait
39:07
partie de la compétence réservée des
39:10
états alors sachant que les
39:23
organisations internationales sont
39:25
gouvernées par ce principe de spécialité
39:27
et qu'elle dispose donc d'un certain

39:30
nombre de compétences la personnalité
39:35
juridique des organisations
39:37
internationales va se traduire
39:39
concrètement par l'exercice de certains
39:43
pouvoirs
39:46
par exemple je voulais dire rapidement
39:49
tout à l'heure donc c'est le moment de
39:50
le noter les organisations
39:53
internationales peuvent conclure des
39:56
engagements internationaux
39:59
que ce soit avec des avec des états ou
40:03
avec des organisations internationales
40:04
autres elle dispose d'agents
40:11
diplomatiques dont elles vont assurer la
40:15
protection
40:26
elles peuvent présenter une réclamation
40:29
internationale
40:37
elles peuvent être membres je lui ai
40:39
déjà évoquée d'une autre organisation
40:40
internationale est bien évidemment
40:46
puisque'elle dispose de représentants
40:49
d'agents diplomatiques elles peuvent
40:51
entretenir des relations diplomatiques
41:01
alors ceci étant dit il ya peut-être une
41:06
question qui demeure dans votre esprit
41:10
c'est celle de l'autonomie de
41:14

l'organisation internationale par
 41:17
 rapport à ses membres
 41:22
 alors soyons clairs d'un point de vue
 41:25
 juridique
 41:27
 l'organisation internationale
 41:30
 incontestablement et sujet du droit
 41:35
 international et acteur des relations
 41:38
 internationales
 41:40
 donc on même plan que les états et
 41:48
 pourtant on peut voir en pratique alors
 41:55
 je reprends les pouvoirs de
 41:56
 l'organisation internationale
 41:59
 c'est celui de conclure des engagements
 42:02
 internationaux avec des états avec
 42:06
 d'autres organisations internationales
 42:08
 c'est la possibilité d'avoir des agents
 42:11
 diplomatiques dont elle va assurer la
 42:14
 protection
 42:18
 c'est la possibilité de faire des
 42:21
 réclamations internationale
 42:24
 c'est la possibilité encore d'être
 42:25
 membre d'une autre organisation c'est la
 42:29
 possibilité toujours d'entretenir des
 42:31
 relations diplomatiques mais tout ce qui
 42:33
 est lié à la personnalité juridique
 42:34
 international
 42:39
 donc question de l'autonomie qu'on peut

42:43
peut-être se poser par rapport aux états
42:47
donc je disais l'organisation
42:49
internationale ça c'est sûr elle est
42:51
sujet de droit international
42:54
elle est aussi acteur des relations
42:57
internationales
42:59
néanmoins c'est là que j'en étais resté
43:01
je crois néanmoins on peut se rendre
43:05
compte en pratique qu'il y a de nombreux
43:08
obstacles qui peuvent réduire son
43:11
autonomie par rapport aux états membres
43:17
par exemple tout simplement les
43:20
compétences qu'on lui donne ou pas les
43:27
moyens financiers qu'on lui attribue où
43:30
les moyens humains et c'est donc là cet
43:39
égard dans une certaine mesure on peut
43:41
dire bien sûr que l'organisation
43:43
internationale dépend des états membres
43:47
et du bon vouloir des états membres
43:55
néanmoins bien sûr et heureusement sinon
43:58
se demanderaient à quoi elles servent
43:59
les organisations internationales ne se
44:02
réduisent pas aux états membres qui en
44:05
font partie
44:08
elles se réduisent pas aux états membres
44:10
qui en font partie
44:12

elle apporte un plus en exerçant des
44:19
fonctions que les états membres sont
44:22
incapables d'assurer seul
44:30
alors quel type de fonction par exemple
44:33
peuvent être assumés par les
44:35
organisations internationales que les
44:37
états membres sont incapables de
44:40
d'assurer seul bien la première
44:47
intéresse directement l'établissement et
44:52
le maintien d'un ordonnancement
44:56
internationale je m'explique
45:06
les organisations internationales sont
45:10
très importante du point de vue par
45:14
exemple de la circulation des
45:18
informations de la prise de conscience
45:27
de l'existence d'une solidarité
45:30
planétaire
45:40
elle offre en plus une capacité
45:44
permanente de délibération et de
45:49
négociations et donc par là même elles
45:56
favorisent elles contribuent à
46:00
l'institutionnalisation des relations
46:03
internationales c'est leur principal
46:06
intérêt d'ailleurs c'est pour ce faire
46:08
quelles sont créés et qu'elles sont
46:09
mises en place
46:12
donc je reprends établissements mais

46:14
maintient
46:16
merci louise vous allez plus vite que
46:18
moi aux établissements et maintien d'un
46:21
ordonnancement internationale
46:24
donc elles permettent la circulation des
46:27
infos la mise en place de la prise de
46:30
conscience en tout cas d'une certaine
46:32
solidarité entre tous les états du monde
46:34
et surtout ce sont des instances des
46:37
lieux de
46:38
de négociation de discussion de
46:40
délibération qui permettent notamment
46:43
d'évacuer les tensions
46:45
donc en un mot retenons l'idée
46:49
d'institutionnalisation des relations
46:51
internationales et la seconde fonction
47:03
c'est la capacité d'action
47:07
incontestablement les organisations
47:09
internationales offrent une capacité
47:11
d'action irremplaçable face à
47:18
l'émergence de problèmes planétaires et
47:26
elles sont un facteur de légitimation ce
47:34
qui est évidemment essentiel pour ne pas
47:36
dire vital sans quoi l'action
47:40
internationale serait serait incertaine
47:44
serait peu efficace
47:50

je dirais même pour faire un petit peu
47:54
une image on pourrait presque faire un
47:56
schéma il ya une sorte de de cercle vert
48:00
vertueux ou l'institutionnalisation
48:03
permet favorise la négociation qui
48:07
favorise la délibération mais aussi
48:11
l'action qui contribuent à la
48:14
légitimation et on pourrait remonter et
48:17
ça favorise encore plus
48:18
l'institutionnalisation etc
48:20
c'est une sorte de
48:21
de cercle vertueux donc c'est un rôle
48:23
extrêmement positif dans les relations
48:26
internationales
48:36
voilà pour le français donc sur la
48:40
personnalité juridique
48:42
maintenant on va aborder le brand et sur
48:47
la structure institutionnelle
48:49
grande est la structure institutionnelle
49:02
leurs capacités d'action et
49:04
irremplaçable absolument tout à fait
49:07
parce que ça ça légitime l'action
49:13
internationale par
49:15
l'institutionnalisation qu'elle offre si
49:19
c'était quelques états qui agissait de
49:21
façon désordonnée
49:22
ça n'aurait pas du tout la même valeur

49:26
donc c'est un élément très important
49:28
dans les relations internationales et
49:31
dans les relations pacifiques notamment
49:37
dont grande est la structure
49:39
institutionnelle la vie je dirais de
49:49
chaque organisation internationale est
49:52
défini à la base par l'acte constitutif
49:55
de l'organisation
49:58
international par le traité constitutif
50:01
on dit souvent c'est une image bien sûr
50:04
que l'acte constitutif de l'organisation
50:07
internationale c'est un peu là la charte
50:11
constitutionnelle de l'organisation au
50:14
sens matériel du terme c'est à dire que
50:16
ça pose toutes les lois fondamentales
50:18
qui vont régir la vie de l'organisation
50:24
alors là là l'avis de l'organisation
50:28
internationale la la la façon dont elle
50:30
va fonctionner tout ça va dépendre bien
50:36
sûr des moyens qui lui sont donnés du
50:40
contexte dans lequel son action va
50:43
s'inscrire
50:47
alors ici je vais vous parler de la
50:52
structure institutionnelle
50:54
donc on va voir dans un premier temps
50:56
les organes et ensuite dans un deuxième
51:00

mans le fonctionnement puis dans un
 51:03
 troisième mand le personnel donc d'abord
 51:07
 premièrement les organes bien sûr par
 51:15
 principe
 51:16
 l'organisation internationale dispose
 51:19
 d'organes propres lors de la rédaction
 51:28
 de l'acte constitutif les états
 51:34
 détermine le nombre les prérogatives des
 51:41
 organes de l'organisation internationale
 51:47
 et précise en somme
 51:50
 l'organigramme attribue à chacun sa
 51:54
 place dans dans la structure de
 51:57
 l'institution
 52:02
 en un mot tous les organes qui sont
 52:05
 prévus dans l'acte constitutif de
 52:07
 l'organisation
 52:09
 on appelle ça les organes originaire
 52:18
 mais l'organisation internationale peut
 52:21
 par la suite créé elle même des organes
 52:27
 dérivés donc ce sont les organes de
 52:30
 l'organisation qui vont créer de
 52:33
 nouveaux organes on parle d'organes
 52:35
 dérivés on emploie aussi le terme d'
 52:39
 organes subsidiaires donc ses organes si
 52:46
 vous voulez ce sont des sortes de
 52:47
 prolongement des organes originaire
 52:50
 originaire parle d'ailleurs bon je vais

52:57
pas entrer dans les détails parce que là
52:58
c'est plus du droit que des relations
53:00
internationales mais ils dépendent des
53:02
organes originaire qui les ont créés il
53:06
y sont rattachés après il ya tout un
53:09
débat juridique mais dans lequel je peux
53:11
entrer ici
53:13
vous verrez ça plus tard éventuellement
53:15
c'est de savoir quels types de
53:17
compétences peuvent être conféré à ces
53:20
organes dérivés est-ce que l'organe
53:24
principal qui est prévu par la charte
53:25
peut se défaire de certaines de ses
53:27
compétences au profit de ses organes
53:29
dérivés je n'entrerais pas dans ce débat
53:31
ça va trop loin donc organes originaire
53:34
ceux qui sont prévus par le traité
53:36
constitutif organes dérivés qui sont mis
53:40
en place par les organes de
53:42
l'organisation alors s'agissant des
53:47
organes originaire par conséquent il ya
53:52
forcément dans le schéma institutionnel
53:55
qui est posée il ya forcément des
53:58
organes chargés de représenter les états
54:05
c'est incontournable puisque ces
54:09
organisations internationales dont on
54:11

parle ce sont des organisations
54:13
internationales intergouvernementales
54:19
alors le terme est très important je le
54:24
souligne au passage on peut l'opposé
54:30
intergouvernemental à supranationale et
54:34
donc vous comprenez mieux peut-être la
54:37
nuance intergouvernementale donc entre
54:40
gouvernements donc ça veut dire que les
54:43
états gardent la main ce sont des
54:46
organisations qui organise simplement
54:49
une coopération
54:52
donc il n'y a pas d'abandon de
54:53
souveraineté quelconque des états dans
54:57
le cadre de cette organisation
54:59
et c'est la raison pour laquelle on a
55:01
toujours un organe qui représente les
55:06
états je vais le préciser un jeu
55:11
j'explique de manière générale organe
55:14
qui représente les états et comme il n'y
55:17
a pas d'abandon de souveraineté
55:19
justement nécessairement cet organe qui
55:23
représente les états prendra toujours
55:25
ses décisions en principe à l'unanimité
55:28
qui est la seule à même de respecter la
55:31
souveraineté des états membres
55:33
bon après selon les cas selon les
55:36
organisations il peut y avoir des

55:38
aménagements
55:43
alors parmi ces organes étatiques
55:49
parmi ces organes étatiques
55:52
on va distinguer alors je l'annoncé puis
55:58
bon il est presque 11 heures là j'ai
56:01
constaté tout à coup un gros décrochage
56:04
je ne sais pas pourquoi c'est parce que
56:07
vous devez être fatigué je le comprends
56:08
mon jeu je vous annonce ce que je vais
56:11
traiter et puis on se fait une pause si
56:12
vous voulez
56:13
donc parmi les organes entre guillemets
56:16
étatique de représentation étatique
56:19
on va distinguer les organes plénier et
56:25
les organes restreint alors il y en a
56:32
qui ont eu des bugs
56:33
je vois et ses revenus oui le problème
56:41
des réseaux reste toujours préoccupante
56:44
pour tout le monde
56:47
moi j'ai la chance donc maintenant c'est
56:50
tout récent doivent d'avoir la fibre
56:52
mais j'imagine que c'est pas forcément
56:53
le cas pour pour vous tous j'espère que
56:55
vous avez au moins de la 4g
56:56
sinon vous avez toujours la possibilité
56:59
bien sûr de de revoir la vidéo si vous
57:03

notez à quelle minute il vous manque des
57:05
choses vous pouvez toujours aller re
57:07
visionner les passages qui vous manquent
57:10
allez je vous propose qu'on se fasse une
57:12
petite pause on se retrouve à 11h10 à
57:17
tout de suite.

RI #8 deuxième partie

00:02
bien nous revoilà
00:05
alors on poursuit si vous le voulez bien
00:22
alors nous en étions donc rester aux
00:26
organes je parlais des organes étatiques
00:31
entre guillemets c'est à dire des
00:33
organes de représentation étatique de
00:35
représentation des intérêts de l'état et
00:38
donc
00:40
je vous disais qu'on fait une
00:40
distinction général entre les organes
00:42
plénier les organes restreint alors les
00:47
organes plénier d'abord ce sont ceux
00:51
comme le nom l'indiqué qui comprennent
00:54
des représentants de tous les états
00:56
membres les enganes plénier comprennent
01:02
des représentants de tous les états
01:04
membres à l'existence de ces organes
01:10
plénier est véritablement la

01:15
 manifestation de l'égalité des états
 01:19
 membres dans l'organisation
 01:21
 internationale elle traduit cette
 01:27
 égalité souveraines au sein de
 01:28
 l'organisation
 01:31
 mais par exemple l'organe plénier au
 01:35
 sein de l'onu c'est l'assemblée générale
 01:38
 des nations unies qui comme vous le
 01:45
 savez où comme vous le devinez donc un
 01:49
 état à représentants et chacun a une
 01:55
 voix quelle que soit son importance
 01:59
 donc l'organe plénier je répète traduit
 02:02
 cette égalité souveraine des états
 02:05
 c'est l'assemblée générale des nations
 02:06
 unies par exemple ou pour le conseil de
 02:09
 l'europe
 02:10
 c'est le comité des ministres du conseil
 02:12
 de l'europe ou pour l'union européenne
 02:15
 c'est le conseil conseil dans sa double
 02:19
 formation conseil des ministres où ou
 02:22
 conseil européen qui rassemble les chefs
 02:24
 d'état et de gouvernement et à côté de
 02:28
 ces organes plaignez vous avez souvent d
 02:31
 organe restreint qui là aussi comme le
 02:35
 nom l'indiqué ne vont comporter qu'une
 02:38
 partie des états membres
 02:44

leur nombre est déterminé par l'acte
02:49
constitutif
02:51
c'est à dire par le traité qui a fondé
02:53
l'organisation internationale
02:58
la composition de ses organes obéit à
03:02
certaines dosage qui vont venir tempéré
03:08
le principe d'égalité bien par exemple
03:16
vous avez le conseil de sécurité de
03:20
l'onu vous savez que vous avez cinq
03:23
états membres permanents du conseil de
03:27
sécurité de l'onu ce sont les
03:29
circonstances historiques politiques de
03:32
la fondation de l'onu après la seconde
03:34
guerre mondiale qui expliquait ce ce
03:36
phénomène donc cinq états membres
03:38
permanents du conseil de sécurité la
03:41
chine la russie les etats-unis le
03:45
royaume-uni et la france et donc je
03:55
reprends organes plénier il ya des
03:59
représentants pour chaque il ya un
04:03
représentant pour chaque état membre
04:05
c'est ce qui traduit le mieux le
04:07
principe d'égalité souveraine entre les
04:09
états par exemple c'est l'assemblée
04:12
générale de l'onu
04:14
comme il ya 193 états membres qui sont
04:18
membres de l'onu à l'assemblee générale

04:20
vous avez 193 personnes qui siègent une
04:24
part et à c'est ce qui traduit le mieux
04:26
cette égalité souveraine entre les états
04:28
chaque voix chaque état se vaut
04:38
voilà et donc les organes restreint
04:46
bayside obéit toujours forcément certain
04:49
dosage
04:50
donc je parlais du conseil de sécurité
04:52
de l'onu vous avez bien sûr les cinq
04:56
états membres permanents et puis vous
05:00
avez des membres supplémentaires mais ce
05:05
sont pas toujours les mêmes il ya il ya
05:07
une il ya une rotation en fait c'est une
05:09
représentation tournante donc 10 10
05:14
autres membres au sein du conseil de
05:16
sécurité qui sont élus pour deux ans par
05:20
l'assemblée générale
05:21
vous irez revoir si vous l'avez pas vu
05:23
la petite vidéo que je vous ai mises là
05:27
dans le fil d'actu vous aller la
05:28
retrouver c'est c'est pas très long
05:30
autant que possible j'essaie de vous
05:32
mettre des vidéos ou des documents papa
05:36
trop long sinon je sais que on se lasse
05:38
on le regarde pas en entier donc voilà
05:43
pour les organes plénier et les organes
05:48

restreint alors à côté des de ses
05:53
organes donc qui sont composés de
05:57
représentants des états on trouve des
06:04
organes composée d'agents internationaux
06:10
de fonctionnaires internationaux donc
06:18
toutes ces personnes qui sont nommés
06:21
dans l'organisation par l'organisation
06:26
exercent leurs fonctions en dehors du
06:30
contrôle d'état ils sont totalement
06:33
indépendant par rapport aux états
06:35
membres
06:41
c'est le cas par exemple des
06:44
secrétariats généraux des organisations
06:46
internationales
06:53
c'est le cas aussi bien sur des membres
06:57
des juridictions internationales les
07:02
membres les juges par exemple à la cour
07:05
internationale de justice sont
07:08
totalement indépendants alors je
07:13
repréends à côté des organes que je viens
07:15
d'évoquer donc organes plénier ou organe
07:18
restreint qui sont composés de
07:21
représentants des états donc à côté de
07:23
ses organes on va trouver des organes
07:26
qui sont composées d'agents
07:28
internationaux de fonctionnaires
07:30
internationaux si vous préférez dont la

07:33
caractéristique le point commun c'est
07:35
qu'ils sont totalement indépendant par
07:37
rapport aux états ils exercent leurs
07:40
fonctions dans le cadre de
07:42
l'organisation ils ont été nommés par
07:45
les organes de l'organisation
07:47
ils sont totalement indépendants
07:49
vis-à-vis des états
07:52
alors exemple tout ce qui est
07:55
secrétariat général exemple les membres
08:02
des juridictions internationales
08:08
et c'est le cas aussi bien évidemment
08:12
quand il y a des experts qui composent
08:16
certaines commissions qui ont vocation
08:21
de conseil ou d'assistance ou autre
08:30
alors un exemple de ces experts de
08:35
commissions qui sont totalement
08:37
indépendantes aussi je pense à la
08:40
commission de venise qui avait été créée
08:43
dans le cadre du conseil de l'europe qui
08:46
était constituée d'experts notamment en
08:49
droit constitutionnel et
08:53
qui a apporté une aide une véritable
08:56
ingénierie constitutionnel pour aider
08:59
les ex pays de l'est a renouvelé à
09:03
adopter de nouvelle constitution alors
09:08

les casques bleus
09:13
les casques bleus
09:15
effectivement ce sont des forces
09:18
purement intégré à l'onu j'aurai
09:20
l'occasion dans d'en reparler plus loin
09:23
ou en tout cas vous le verrez en licence
09:25
si vous faites du droit international
09:26
public
09:27
ce sont des des personnels véritablement
09:31
intégrée à louer nu c'est la raison pour
09:33
laquelle ils ont le casque bleu ils ont
09:35
les voitures marquées united dyson et
09:37
cetera et cetera
09:39
mais ça n'a rien à voir avec l'emploi de
09:43
la force par le conseil de sécurité
09:45
dans certains cas les casques bleus se
09:48
sont plutôt des forces d'interposition
09:50
ou de de vérification de maintien de la
09:55
paix mais ce sont des forces intégrées à
09:58
l'onu effectivement alors que par
10:01
exemple quand le conseil de sécurité de
10:04
l'onu est intervenue en 1991 suite à
10:09
l'annexion du koweït par l'irak
10:13
il ya eu une véritable coalition
10:14
internationale sous l'égide de l'onu
10:18
etats unis en tête
10:21
mais là c'était les forces armées de

10:23
 chaque pays des etats-unis du
 10:25
 royaume-uni etc
 10:27
 ce ne sont pas des forces militaires
 10:30
 intégrées à l'onu parce que l'onu
 10:38
 oui il ya toujours des fautes quand on
 10:40
 écrit vite
 10:41
 rien d'anormal dans cela donc voila mais
 10:45
 bon tout ça c'est des choses dont
 10:46
 j'aurai l'occasion de vous reparler ou
 10:48
 dont vous entendrez reparler en licence
 10:51
 éventuellement alors là je vous parlais
 10:57
 des organes c'était le premier roman
 11:01
 deuxièmement on va voir le
 11:03
 fonctionnement alors au sein des
 11:24
 organisations internationales
 11:26
 on distingue plusieurs types d'organes
 11:32
 selon la mission
 11:34
 selon l'ala fonctions qu'ils exercent
 11:40
 donc je répète au sein des organisations
 11:43
 internationales
 11:44
 on distingue plusieurs types d'organes
 11:46
 selon la mission
 11:48
 selon l'ala fonctions qu'ils exercent on
 11:54
 a des organes politiques administratifs
 11:58
 et judiciaires
 11:59
 un mot de chaque spa très long des
 12:03

organes politiques mais comme vous le
 12:06
 devinez
 12:07
 ils ont la charge de définir les
 12:11
 principales orientations de
 12:14
 l'organisation entre guillemets la
 12:17
 politique de l'organisation
 12:18
 internationale ils ont donc une activité
 12:25
 d'initiative et de délibérations
 12:30
 initiative et délibérations entre danser
 12:38
 catégorie les organes plaignait des
 12:42
 organisations internationales par
 12:47
 exemple l'assemblée générale des nations
 12:49
 unies le comité des ministres du conseil
 12:52
 de l'europe etc mais aussi bien sûr
 12:56
 certains organes restreint alors charge
 13:05
 de charge 2 je sais plus ce que j'ai dit
 13:11
 oui pardon les enganes politique je
 13:14
 reprends ils ont la charge de définir
 13:17
 les principales orientations de
 13:19
 l'organisation internationale voilà donc
 13:24
 activités d'initiative et de
 13:25
 délibérations donc ça peut être des
 13:33
 organes plénier comme l'assemblée
 13:35
 générale des nations unies mais ça peut
 13:38
 être aussi bien sûr d organe restreint
 13:40
 comme le conseil de sécurité des nations
 13:44
 unies donc voilà pour les organes

13:48
 politiques qui définissent la politique
 13:49
 de l'administration par don d'organes
 13:56
 administratifs
 13:57
 ensuite je crois que l'idée elle est
 14:01
 dans le dans le terme
 14:02
 ils ont pour rôle de préparer et
 14:07
 d'exécuter les décisions des organes
 14:13
 politiques
 14:15
 donc il prépare et exécute les décisions
 14:18
 des organes politiques qu'ils agissent
 14:23
 dont bien sûr sous leur autorité
 14:29
 entre dans cette catégorie les
 14:32
 secrétariat des organisations
 14:35
 internationales et enfin des organes
 14:42
 judiciaires
 14:44
 il s'agit des juridictions
 14:47
 internationales
 14:49
 alors y en a diverses sortes
 14:59
 certaines ont simplement pour rôle de
 15:04
 trancher des litiges administratifs liés
 15:08
 au fonctionnement interne de
 15:12
 l'organisation
 15:16
 je répète certaines ont pour rôle
 15:18
 seulement de trancher les litiges
 15:20
 administratifs liés au fonctionnement
 15:24
 interne de l'organisation
 15:29

c'est le cas par exemple pour le
15:32
tribunal administratif des nations unies
15:36
exemple le tribunal administratif des
15:38
nations unies qui va trancher en fait
15:41
tout le tous les litiges
15:44
lié à tout le personnel administratif à
15:46
tous les fonctionnaires internationaux
15:52
et d'autres juridictions internationales
15:54
bien sûr ont un rôle plus plus larges
15:58
ont un rôle plus générale c'est le cas
16:01
bien évidemment pour la cour
16:03
internationale de justice qui aura pour
16:07
rôle de trancher les différends entre
16:10
états alors s'agissant du fonctionnement
16:23
toujours il faut dire un mot delà de la
16:28
prise de décision alors je dirai tout
16:34
dépend des des cas mais souvent en tout
16:41
cas quand il s'agit des organes plénier
16:45
et que seront adoptés des
16:47
recommandations des résolutions
16:48
le vote à la majorité et la solution
16:52
généralement retenues donc normalement
16:56
prise de décision vote à la majorité par
17:04
exemple l'assemblée générale des nations
17:08
unies va voter à la majorité simple
17:11
mais ce sera bien évidemment pour les
17:14
questions les moins importantes

17:20
dans d'autres cas en revanche quand les
17:22
questions sont plus importantes
17:24
on aura des conditions de majorité
17:27
renforcée par exemple les deux tiers des
17:33
membres
17:38
dans certains cas il peut y avoir une
17:42
pondération des voix j'ai pris l'exemple
17:46
tout à l'heure c'est le cas au conseil
17:48
des ministres de l'union européenne
17:50
chaque état en fait est doté d'un
17:54
certain nombre de voix alors je me
17:56
rappelle pas les chiffres un peu importe
17:57
jeudi de chiffres fantaisistes un état
18:00
aura 24 voix notre état alors à 54,1
18:04
entre 35 et c'est donc la majorité qui
18:08
est une majorité renforcée d'ailleurs au
18:10
sein du conseil des ministres elle sera
18:12
calculée on dira que la majorité s'est
18:14
par exemple 95 voix et c'est donc à une
18:19
pondération
18:24
alors ça ça ça dépend la question genre
18:32
pardon je réponds à la question est-ce
18:34
que ce mode de décision et pour tous les
18:35
organes mais ce que je suis en train de
18:37
vous dire c'est que tout dépend
18:41
de l'organe de tout dépend de
18:42

l'organisation et tout dépend de la
18:43
matière donc cdc des règles générales
18:48
que je pose bien évidemment
18:50
après il faut voir au cas par cas
18:54
donc je reprends par exemple si on prend
18:58
l'onu l'assemblée générale
19:01
elle vote la plupart du temps si ce sont
19:05
des questions peu importante à la
19:07
majorité simple
19:08
si ce sont des questions plus
19:10
importantes il y aura une condition de
19:11
majorité renforcée dans certains cas il
19:18
peut y avoir une exigence d'unanimité
19:23
si on prend par exemple des résolutions
19:26
du conseil de sécurité
19:28
quand elles celles ci ont une portée
19:31
obligatoires il ya il n'y a pas trente
19:34
six mille cas il y en a un c'est dans le
19:35
cadre du chapitre 7 de la charte ne
19:38
notait pas tout ça c'est pour vous
19:39
expliquer juste vous faire comprendre le
19:41
truc dans le cadre du chapitre 7 de la
19:43
charte
19:44
c'est à dire en cas de menace contre la
19:46
paix ou de rupture de
19:48
de la paix le conseil de sécurité peut
19:51
prendre des mesures qui peuvent aller

19:53
justement jusqu'à une coercition
19:56
militaire
19:58
mais pour ce faire il faut qu'il y ait
20:01
une décision au sein du conseil de
20:04
sécurité et il faut surtout l'unanimité
20:06
des cinq membres permanents du conseil
20:09
de sécurité
20:10
donc dans le cadre du chapitre 7 de la
20:12
charte si un état des fameux big five
20:16
s'oppose à la résolution bien ne pourra
20:19
pas être adopté donc vous voyez tout
20:22
dépend des enceintes tout dépend des cas
20:25
de figure à et puis à côté de ces
20:35
majorités majorité renforcée ou de la
20:39
pondération des voix il ya une autre
20:41
notion qu'il faut évoquer qui est
20:44
souvent méconnue en fait c'est l'idée de
20:47
consensus je sais pas si vous connaissez
20:49
en fait réellement ce que signifie le
20:52
consensus voilà si vous étiez face
20:54
endroit dans l'amphi je vous passerai la
20:57
parole et vous la verriez agoniser mais
21:00
vous me diriez mais qu'est ce que c'est
21:01
le consensus alors malheureusement vous
21:05
pouvez pas levé la main et je pense pas
21:08
que vous puissiez intervenir non plus
21:09

c'est dommage
21:15
donc le consensus quand on dit consensus
21:17
en général on entend unanimité oui oui
21:24
c'est un accord des personnes tout à
21:26
fait légale
21:27
alors on a tendance à l'entendre comme
21:30
unanimité mais en fait le consensus
21:34
c'est une unanimité de façade
21:38
c'est une unanimité de façade en fait le
21:42
consensus
21:42
tout le monde est d'accord apparemment
21:47
pour ne pas passer au vote
21:50
parce que si on passait réellement au
21:53
vote il y aurait trop d'opposition donc
21:56
on dit ya consensus en gros tout le
21:58
monde est d'accord mais c'est une
22:00
unanimité de façade
22:02
justement ça prouve que derrière il ya
22:04
plein d'opposition
22:06
donc apprenez à décrypter les termes c
22:09
c'est important dans le vocabulaire de
22:12
l'onu en particulier
22:16
voilà donc pour tous et ses modes de
22:20
décision s'est prise de décision alors
22:24
s'agissant du fonctionnement je suis
22:26
toujours dans le
22:27
dans le deuxième manche alors je vois

22:34
que quelqu'un a leaké unanimité
22:35
attention unanimité de façade
22:38
il n'y a pas réel passage au vote notez
22:41
le bien donc toujours dans ce dans ce
22:46
fonctionnement
22:46
je voudrais dire un petit mot sur le
22:50
budget bien sûr pour assurer le
22:53
fonctionnement toutes les organisations
22:55
internationales disposent d'un budget
22:58
propre qu'elle adopte là aussi selon les
23:04
modalités prévues par par l'acte
23:09
constitutif donc dans ce cas dans le
23:13
cadre de ce budget
23:14
l'organisation détermine elle même ses
23:18
dépenses
23:20
par contre ici ce sur quoi il faut
23:23
mettre l'accent là où ça peut poser
23:26
problème
23:27
c'est le problème oui on est dans le
23:33
fonctionnement oui après avoir vu les
23:36
organes le premièrement c'était les
23:39
organes donc le fonctionnement je vous
23:42
ai dit il ya différents types d'organes
23:45
selon la fonction qu'ils exercent
23:48
voilà donc je reprends deuxièmement le
23:51
fonctionnement on distingue plusieurs
23:53

types d'organes selon la fonction qu'ils
23:55
exercent organe politique anglade
23:57
administratif organes judiciaires
24:01
ça y est amandine
24:20
donc je termine avec le fonctionnement
24:22
en parlant du budget chaque organisation
24:24
et un budget à partir du mois un budget
24:26
elle en fait ce qu'elle veut dans le
24:28
cadre de ses compétences de l'acte
24:30
constitutif
24:30
mais là où ça peut coïncider entre
24:33
guillemets c'est au niveau des recettes
24:37
il est extrêmement rare et pour dire ça
24:41
n'arrive quasiment jamais qu'une
24:44
organisation internationale et des
24:47
ressources propres
24:57
donc en règle générale les recettes
25:01
elles proviennent de ce qu'on appelle
25:04
c'est le terme consacré un des
25:06
contributions des états membres
25:08
donc pour alimenter le budget de
25:10
l'organisation internationale ce sont
25:13
les états qui mettent la main au
25:14
porte-monnaie et qui verse de l'argent
25:16
dans le pot commun sachant que le
25:20
montant il est fixé
25:22
évidemment selon une clé de répartition

25:26
ce que j'évoquais tout à l'heure
25:28
d'ailleurs les états unis ils vont pas
25:30
abonder le budget
25:32
des nations unies du même montant que
25:35
par exemple le pakistan ou l'Espagne ça
25:39
va ça va sans dire
25:42
le problème ici est bon je vais pas trop
25:45
trop m'attarder incendie choses là aussi
25:47
dont on pourra parler plus tard le
25:49
problème de ce système c'est que du coup
25:51
l'organisation internationale et son
25:53
fonctionnement est très dépendant du bon
25:56
vouloir des états et il est arrivé à
25:59
plusieurs reprises et encore récemment
26:01
sous sous sous traite que des
26:04
organisations internationales notamment
26:06
l'ONU soit mise en danger parce qu'un
26:09
gros contributeurs comme les états unis
26:12
refusé de verser sa quote-part donc
26:16
c'est arrivé pour les états unis à
26:19
plusieurs reprises et encore récemment
26:22
par exemple
26:24
les états unis de Trump ont suspendu
26:27
leurs versements à l'UNESCO
26:30
l'organisation des Nations Unies pour
26:32
l'éducation les sciences et la culture
26:33

ont suspendu leurs versements à l'oms
26:36
l'organisation mondiale de la santé
26:39
et c'est donc visiblement avec
26:43
l'élection de baden ça devrait changer
26:46
donc ce système des contributions
26:47
étatique
26:48
il est pas terrible c'est pour ça que
26:50
l'idéal c'est ce qu'on appelle les
26:51
ressources propres
26:52
c'est extrêmement rare ça existe par
26:55
exemple dans le cadre de l'union
26:57
européenne donc ce sont des mécanismes
27:00
qui sont qui sont mis en place
27:04
c'est automatique et donc par exemple
27:06
c'est un pourcentage de tva
27:10
qui est allouée au budget de l'union
27:12
donc ça dépend pas de la bonne volonté
27:14
des états et du coup il ya plus
27:16
d'autonomie budgétaire pour
27:17
l'organisation
27:19
bon c'est des détails c'était pour vous
27:22
expliquer comment ça comment ça marche
27:25
troisièmement donc après les organes et
27:30
le fonctionnement
27:32
quelques mots sur le personnel oui
27:35
l'union européenne tout à fait propre
27:37
possède ses propres ressources

27:39
il ya différents mécanismes dont qui
27:42
viennent alimenter le budget de l'union
27:44
il y en a pas qu'un pourcentage des vers
27:47
à tva il ya le le tarif douanier commun
27:49
bon et c'est un bond important donc
27:53
troisièmement le personnel bien sûr
28:07
l'organisation internationale pour
28:10
fonctionner a besoin d'un personnel
28:13
propre et il est souhaitable et il est
28:18
normal que ce personnel puisse exercer
28:23
ses fonctions ses missions
28:26
indépendamment des états et donc à cette
28:34
fin le personnel doit pouvoir bénéficier
28:36
d'un statut protecteur et vous avez là
28:45
la raison d'être du statut de
28:49
fonctionnaire international
28:57
un agent internationale c'est un agent
29:05
employé par une organisation
29:06
internationale pour exercer ses missions
29:16
sachant en fait que parmi ces agents
29:19
internationaux il peut y avoir plusieurs
29:21
catégories
29:22
il y en a qui sont des fonctionnaires
29:25
internationaux stricto sensu au sens
29:27
strict tandis que d'autres ne sont pas
29:34
forcément fonctionnaire international
29:35

internationaux le statut de
29:44
fonctionnaire international
29:54
donc les agents internationaux sont les
29:57
agents employés par une organisation
29:58
internationale
29:59
alors on distingue les fonctionnaires
30:02
internationaux stricto sensu
30:05
et puis il y a les fonctionnaires
30:10
nationaux chargés d'une mission
30:16
internationale ce qui est pas la même
30:19
chose donc je répète on a d'un côté des
30:23
fonctionnaires internationaux et on a
30:26
aussi des fonctionnaires nationaux
30:30
chargés d'une mission internationale
30:38
par exemple vous avez tous entendu
30:42
parler d'interpol l'organisation de
30:47
coopération internationale en matière de
30:50
police bien les les membres les agents
30:55
d'interpol
30:56
en fait ce sont des fonctionnaires
30:59
nationaux
31:00
ce sont des correspondants nationaux
31:04
permanent
31:14
le fonctionnaire international
31:18
on le reconnaît au fait qu'il exerce son
31:23
activité dans un intérêt public
31:28
le fonctionnaire international on le

31:31
 reconnaît au fait qu'il exerce son
 31:34
 activité dans un intérêt public et en
 31:42
 dehors du cadre juridique de l'état
 31:46
 auquel il appartient et en dehors du
 31:51
 cadre juridique de l'état auquel il
 31:54
 appartient il doit en effet être
 32:03
 indépendant par rapport à l'état dont il
 32:08
 est le ressortissant
 32:12
 l'idée c'est donc de le protéger contre
 32:16
 les pressions éventuelles contre l'
 32:18
 influence des autorités de son pays
 32:23
 d'origine
 32:32
 alors la question c'est comment assurer
 32:36
 cette indépendance bien pour trouver les
 32:40
 éléments relatifs à l'indépendance il
 32:43
 faut s'intéresser donc au statut des fonctionnaires internationaux, à commencer par leur nomination et les modalités de nomination
 32:53
 le principe c'est que les fonctionnaires internationaux ne sont pas nommés par l'État d'origine, mais par l'organisation internationale elle-même ; et les fonctionnaires internationaux bénéficient également de garanties diplomatiques qui lui sont assurées par l'organisation dont ils dépendent.
 donc
 33:41
 je reprends la nomination elles ne
 33:43
 dépendent pas des états membres mais
 33:45
 elle dépend de l'organisation elle-même
 33:47
 bon sachant qu'il peut y avoir des
 33:50
 techniques de des modalités de
 33:53
 présentation de nom par exemple par
 33:56
 les États

33:57

les états membres de l'organisation

34:01

Voilà comment sont recrutés ces fonctionnaires internationaux : il y a des concours internationaux au niveau de l'ONU, au niveau des institutions européennes (même si la voie est extrêmement sélective), et d'autres critères entrent en jeu. Dans l'Union européenne par exemple, on essaie d'assurer une représentation à peu près équilibrée des différentes nationalités. À tel moment de recrutement, on peut favoriser le recrutement par exemple de fonctionnaires hongrois ou irlandais. En général, il s'agit de recrutements par concours, de nominations sur titres, des nominations à l'issue de ce stage, etc. Toutes les techniques sont envisageables. Selon le principe de la représentation géographique des personnels, on s'arrange, on fait en sorte que les fonctionnaires d'une organisation internationale soient issus géographiquement de l'ensemble des États qui en font partie. Il peut y avoir un système de quotas ou de plafonnement.

35:37

alors question à part un exemple d'une

35:41

personnalité supranationale alors c'est

35:43

pas une personnalité qui est supra

35:45

nationale c'est une organisation

35:47

internationale qui sera dotée de la

35:51

personnalité juridique une organisation

35:54

internationale supranationale c'est par

35:57

exemple l'union européenne et on aura

36:00

l'occasion d'en parler un petit peu plus

36:03

loin alors est ce qu'il y a un

36:07

fonctionnaire international par État ou

36:10

pas forcément c'est en général y en a au moins un, ou alors il faudrait vraiment que l'organisation soit tout petit ; mais en général, on s'arrange pour qu'il y ait une représentation géographique équitable. C'est pour ça qu'on fait des quotas ou des plafonnements, par exemple, quand il y a des nouveaux adhérents. Cela s'est produit pour l'Union européenne, à laquelle des nouveaux pays ont adhéré. Par définition, il n'y avait pas des fonctionnaires internationaux de leur nationalité, donc quand on en recrute de nouveaux, on réserve les postes aux ressortissants des nouveaux pays membres par exemple.

Les fonctionnaires, dès l'instant qu'ils sont embauchés, sont soumis pleinement à l'organisation internationale. Ils sont nommés dans le cadre de l'organisation internationale et ils sont soumis à l'organisation internationale dans l'exercice de leurs fonctions, et ils ont une obligation de réserve vis-à-vis de l'organisation. Dès lors qu'ils ont des informations liées à l'exercice de leurs fonctions, ils ne doivent pas aller les clamer *urbi et orbi* dans les médias, ni bien sûr en faire bénéficier les autorités nationales de l'État dont ils sont ressortis sans obligation de réserve absolue. Les fonctionnaires internationaux travaillent dans l'intérêt de l'organisation internationale, et ils ont tous les privilèges et immunités qui existent de façon équivalente pour les diplomates – par exemple liberté de circulation, immunité fiscale – et qui

sont extrêmement intéressants. Les fonctionnaires de l'ONU, par exemple, ne payent pas d'impôts ; ils sont protégés par l'organisation internationale.

La diversité des organisations internationales

39:55

vous êtes perdus dit moi il y en a qui

40:04

veut devenir fonctionnaires

40:05

internationaux

40:05

mais pourquoi pas tout est possible à

40:08

partir du moment où on se fixe des

40:09

objectifs dans la vie vous pouvez y

40:12

arriver il y a aucun problème d'immunité

40:18

fiscale j'ai l'impression ont été

40:20

déterminantes dans votre choix

40:22

c'est l'impression que j'ai dit ça je

40:23

dis rien bien alors je reprends j'en

40:29

termine et par là avec le paragraphe le

40:33

paragraphe l'heure donc je reprends oui

40:43

je devrais me mettre le plan ambitieux

40:45

donc le paragraphe c'était définition

40:48

éléments constitutifs de

40:51

de l'organisation internationale donc on

40:55

a vu l'acte constitutif dans un grand

40:57

état on a vu les membres

41:00

dans un grand baie on a vu la

41:03

personnalité juridique dans un grand c

41:06

et on a vu la structure institutionnelle

41:09

dans un grande et c'est ce que j'étais

41:11

en train de terminer donc on a bouclé

41:16
ce paragraphe ben non les on n'a pas
41:22
parlé de fonctionnaires nationaux là je
41:24
viens pas de raison de parler de
41:26
fonctionnaires nationaux puisqu'on est
41:27
dans le cadre des organisations
41:28
internationales ou alors j'ai pas
41:30
compris le sens de votre question
41:32
reformulée là et on avance un petit peu
41:35
alors paragraphe de la diversité des
41:39
organisations internationales
41:46
alors je m'explique
41:54
oui
41:58
tout à fait donc là il ya un
42:00
rattachement en fait à l'organisation il
42:04
y a double statut qui est spécifique dans
42:06
ce cas effectivement je ne sais pas si
42:11
les agents fonctionnaires nationaux qui
42:15
sont à l'Interpol payent des impôts je
42:16
pense que oui dans leur pays d'origine
42:19
bien sûr si les tentes et qu'ils doivent
42:22
en payer bien blague apport donc la
42:26
diversité des organisations
42:27
internationales
42:29
ici le but du jeu c'était 2 enfin ces
42:34
deux demandes très un petit peu la très
42:37
grande variété d'organisations
42:40

internationales qui existent d'essayer
42:43
donc dans un premier temps de dresser
42:44
une typologie des organisations
42:48
internationale étant entendu qu'on va
42:52
pas faire comment dire de classement ou
42:55
de hiérarchie
42:58
stricto sensu donc les classifications
43:01
que je vais établir vont nous permettre
43:06
d'appréhender la réalité de ce qu'est
43:10
une organisation internationale de voir
43:12
ses diverses facettes mais ça ne pose
43:15
pas par là même une hiérarchie
43:18
et d'ailleurs si je fais des catégories
43:21
on pourra à un moment, donner des exemples qui peuvent rentrer dans plusieurs catégories.
Le but est de savoir d'un peu d'éléments d'analyse et de comparaison, des grilles d'analyse,
pour voir quelle est la mission, l'importance d'une organisation internationale, etc.
43:50
donc on va dresser dans un grand talent
43:53
la typologie des organisations
43:56
internationales grands à la typologie
43:59
des organisations internationales
44:07
donc les organisations internationales
44:10
peuvent être classées en fonction de
44:14
différents critères que l'on va
44:17
envisager successivement alors je vous
44:25
les annonce ces critères vous pouvez
44:28
les noter rapidement si vous voulez
44:29
comme ça vous serez pas perdu dans le
44:32
plan et sinon vous allez voir sur sur

44:35
hiller vous allez retrouver le plan donc
44:38
les critères qui permettent de deux
44:40
classés mais c'est juste une
44:41
présentation des organisations
44:43
internationales
44:44
c'est en fonction de la composition
44:47
c'est en fonction des liens entre les
44:50
membres
44:52
c'est en fonction de la finalité
44:58
en fonction de la nature des pouvoirs et
45:04
en fonction des domaines de compétences
45:07
je répète en fonction de la composition
45:12
en fonction des liens entre les membres
45:15
en fonction de la finalité en fonction
45:20
de la nature des pouvoirs et en fonction
45:24
des domaines de compétences bien
45:36

RI #9 première partie

Nous allons commencer par dresser la typologie des organisations internationales, puis nous parlerons d'organisations universelles, avant d'envisager les organisations régionales.

La typologie des organisations internationales

Quant à la typologie des organisations internationales, on va d'abord essayer de faire un classement des différentes organisations internationales en fonction de différents critères qui permettent d'appréhender le phénomène des organisations internationales. Les catégories qui vont être énoncées ne sont pas des catégories juridiques en ce sens qu'à telle catégorie est associée tel régime juridique ; non pas du tout, c'est juste pour appréhender la diversité des organisations internationales, sachant que certaines organisations internationales qu'on verra peuvent très bien se retrouver dans deux voire trois catégories de toutes celles qui vont être énumérées.

03:13

vous vous énumérez donc différents critères de classement :
le classement en fonction de la composition.

Ici, c'est simple. Certaines organisations internationales sont universelles ou ont vocation à l'être. Il s'agit donc d'organisations qui sont ouvertes à tous les États qui peuvent par conséquent y accéder sans discrimination. La participation la plus large possible est assurée grâce à des conditions d'adhésion plutôt souple même très souple. Concrètement, il suffira dans la plupart des cas que l'État manifeste sa volonté, son désir d'adhérer à une organisation internationale pour que celle-ci puisse se faire.

Vont entrer dans cette catégorie l'Organisation des Nations-Unies, mais aussi toutes les organisations qui appartiennent au système des Nations-Unies. C'est le cas par exemple de l'Unesco (Organisation des Nations unies l'éducation, la science et la culture), de l'OMC (Organisation mondiale de la santé), etc.

Aux organisations universelles on oppose ensuite les organisations à vocation régionale, qui reposent en général sur une nécessité commune, un intérêt commun, qui peut être militaire, économique. Ce type d'organisation va exprimer véritablement une solidarité d'un groupe face à d'autres groupes, face à l'extérieur, face à un potentiel agresseur. Tout dépendra bien sûr de l'organisation en question. Quand une organisation a une vocation régionale, elle est en général moins ouverte. Il est moins facile pour y adhérer que l'organisation à vocation universelle. Pour une organisation à vocation régionale, il peut y avoir par exemple une condition d'adhésion, par exemple d'ordre géographique. C'est le cas par l'exemple du Conseil de l'Europe, la plus vaste organisation européenne à ce jour puisqu'elle regroupe 47 membres, de la Russie au Portugal, de la Norvège à la Grèce. Pour entrer au Conseil de l'Europe, il faut appartenir à l'Europe, étant entendu que ce concept est compris de façon assez large.

Deuxième critère de classement : en fonction des liens entre les membres

Le lien qui va justifier l'appartenance à une organisation internationale peut être d'abord d'ordre idéologique. C'était le cas, par exemple, du Conseil d'assistance économique mutuelle, qui avait pour finalité la coopération entre les États communistes au moment de la Guerre froide des deux blocs. Ce conseil était dans le camp soviétique ; il avait pour but la défense du socialisme, de la société socialiste. Le lien qui justifie l'appartenance est ici d'ordre idéologique.

Il peut être également d'ordre historique ou culturel. L'exemple ça serait l'Organisation internationale de la francophonie (historico-culturelle). Le lien peut également être d'ordre religieux (organisation de la conférence islamique), d'ordre économique (OPEP, Organisation des pays exportateurs de pétrole par exemple).

Troisième critère de classement : en fonction de la finalité

Cette classification est celle qui revêt le plus grand intérêt d'un point de vue juridique. Dans cette catégorie, l'exemple d'ordre historique ou culturel est l'organisation internationale de la francophonie, où la France a gardé des liens culturels liés à la langue dans tous les pays qui étaient anciennement ses colonies.

11:17

pas de problème pour le fait que j'avais

11:19

traduit pardon donc troisièmement en

11:25

fonction de la finalité

11:27

donc je disais que c'est le plus important d'un point de vue juridique, parce qu'ici on va comparer ou distinguer plus exactement les organisations de simple coopération d'ordre idéologique.

11:52

j'ai cité l'exemple du conseil

11:55

d'assistance économique mutuelle conseil

11:59

d'assistance économique mutuelle qui qui

12:04

avait pour raison d'être d'assurer la coopération entre les pays socialistes dans le dans le bloc soviétique dont qui défendent est le

12:13

socialisme et un certain modèle de

12:14

société bien sûr donc 3e en fonction de

12:19

la finalité on va distinguer ici des

12:22

organisations de coopération des

12:25

organisations d'intégration alors les

12:31

organisations de coopération

12:34

ce sont les organisations

12:36

internationales intergouvernementales ce

12:40

sont les plus nombreuses c'est le modèle

12:42

le plus fréquemment retenues elles

12:46

servent simplement de forums

12:49

c'est l'idée de forums de lieu de

12:52

rencontre entre les états en vue

12:57

d'exprimer une position commune

13:03

éventuellement bien sûr d'adopter des

13:06

conventions internationales

13:08

[Musique]

13:10

mais ce qui est important ici c'est le caractère principal de l'organisation

13:16

de coopération de l'organisation

13:18

intergouvernementale c'est que les États ne se voient pas imposer les décisions sans avoir consenti. En règle générale, les décisions sont prises à l'unanimité. On respecte la souveraineté de chacun. À l'opposé ce qu'on appelle les organisations d'intégration sont celles qui ont tendance à la supranationalité.

13:58

donc si vous voulez on nous pose

14:01

coopération à l'intégration

14:05
 intergouvernementale isme à
 14:07
 supranationalité donc intégration c'est
 14:13
 synonyme de supranationalité donc dans
 14:19
 ce cas les états qui en sont membres
 14:22
 vont se dessaisir de certains de leurs
 14:25
 compétences il va y avoir de véritables
 14:27
 transferts de compétences à
 14:30
 l'organisation supranationale qui va
 14:36
 exercer donc ses compétences et qui va
 14:42
 pouvoir agir directement sur les
 14:46
 situations individuelles sur les
 14:48
 individus il pourra y avoir des
 14:52
 décisions prises au niveau de
 14:55
 l'organisation qui auront un impact
 14:57
 direct sur les individus l'exemple type
 15:04
 de l'organisation supranationale
 15:06
 c'est bien évidemment l'union européenne
 15:13
 mais dans une certaine mesure on
 15:15
 pourrait dire aussi le conseil de
 15:17
 l'Europe
 15:18
 l'aspect supranationale dans le cadre du Conseil de l'Europe c'est la juridiction
 15:22
 c'est la Cour européenne des droits de l'homme, puisque tous les individus, tous les particu-
 liers ont un droit de saisine directe de la Cour européenne des droits de l'homme qui est une
 cour internationale régionale certes, mais internationale. C'est un indice de supranationalité.

Quatrièmement : en fonction de la nature des pouvoirs
 ça recoupe à certains
 15:57
 égards ce qu'on vient de voir en
 16:04
 fonction de la nature des pouvoirs

16:11

premier cas les organisations internationales peuvent être chargées d'adopter des normes. Il peut s'agir d'abord de conventions internationales, de traités internationaux. C'est le rôle principal de la plupart des organisations internationales et des organisations spécialisées en particulier comme l'OIT (organisation internationale du travail) ou l'OMS (organisation mondiale de la santé).

Il peut s'agir aussi de formuler simplement des recommandations. Les recommandations sont une catégorie d'actes juridiques qui n'ont aucun effet contraignant (aspect très important) ; on parle aussi éventuellement de résolutions. C'est ce que font la plupart des organisations internationales, en particulier quand il y a des organes de type "assemblée".

Enfin, il peut s'agir d'édicter des règles juridiques qui seront directement applicables. C'est plutôt exceptionnel en droit international ; c'est le cas par exemple de l'Union européenne.

ça c'était la première

18:06

hypothèse est la première rubrique dans

18:07

ce dans ce quatrième m'en suis toujours

18:09

dans le 4ème dans en fonction de la

18:12

nature des pouvoirs donc je disais

18:14

première hypothèse les organisations

18:17

peuvent adopter des normes

18:19

deuxième hypothèse les organisations

18:23

internationales les recommandations font

18:29

partie de ces normes

18:30

à ce détail près qu'elles n'ont pas de

18:33

force juridique obligatoire

18:37

elles ont une portée déclaratoire

18:40

symbolique mais je suis dans ce premier

18:44

cas d'énorme

18:46

effectivement je confirme donc ça peut

18:50

être des conventions ça peut être des

18:51

recommandations

18:53

ça peut être des rayons règle

18:54

directement applicables est-ce que c'est

18:57

clair
19:07
bien je continue deuxième hypothèse les
19:12
organisations internationales sont
19:15
établis généralement en vue de mettre en
19:19
oeuvre les dispositions d'un traité
19:24
elles sont établies en vue de mettre en
19:27
oeuvre les dispositions d'un traité elle
19:34
se voit alors attribuer un pouvoir
19:37
d'exécution un pouvoir de décision
19:42
technique
19:48
c'est le cas par exemple des
19:51
organisations comme le fmi le fonds
19:54
monétaire international qui va pouvoir
19:56
prendre des décisions par exemple pour
20:00
accorder des prêts à des pays donc
20:08
deuxième hypothèse mise en oeuvre des
20:10
dispositions d'un traité avec un pouvoir
20:13
d'exécution technique et troisième
20:18
hypothèse enfin toujours dans ce
20:19
quatrième mans nombre d'organisations
20:23
internationales exerce une mission
20:28
d'assistance technique aux états mission
20:33
d'assistance technique aux états en
20:38
particulier en faveur des états qui sont
20:42
le moins avancé
20:44
d'un point de vue technologique donc
20:51
son assistance technique aux états c'est

20:54
le cas par exemple des organisations qui
20:58
sont spécialisé dans un domaine très
21:01
particulier
21:02
je pense à l'union internationale des
21:06
télécommunications où c'est le cas aussi
21:12
les organisations financières
21:14
internationales le fmi que j'évoquais ya
21:26
quelques instants le fonds monétaire
21:27
international
21:31
voilà donc le quatrième mans en fonction
21:35
de la nature des pouvoirs cinquièmement
21:40
en fonction des domaines de compétences
21:48
alors je les dis la dernière fois et
21:51
j'ai insisté j'ai souligné je crois que
21:54
s'il ya une chose que vous devriez
21:57
retenir s'agissant des organisations
21:59
internationales c'est celle ci avant
22:01
tout donc je vous ai expliqué que les
22:04
organisations internationales ne
22:07
jouissent pas à l'instar des états de
22:09
compétence générale de compétence
22:12
d'ordre général les organisations
22:14
internationales
22:15
on l'a vu sont gouvernées par le
22:21
principe de spécialité
22:24
j'ai parlé aussi de compétences
22:27

d'attribution
22:28
c'est à dire que les organisations
22:30
internationales sont dotés par les états
22:34
d'un certain nombre de compétences qui
22:39
correspondent bien sûr à leur mission
22:45
alors dans le cadre de ce principe de
22:48
spécialité des compétences qui vont être
22:52
conférés à ces organisations
22:55
on parlera d'organisation a compétence
23:01
quasi général pour des organisations qui
23:09
peuvent intervenir dans de très nombreux
23:10
domaines
23:14
donc je reprends on parle d'organisation
23:17
a compétence quasi générale pour les
23:21
organisations internationales qui
23:24
peuvent intervenir dans de très nombreux
23:25
domaines l'onu bien sûr où l'union
23:30
européenne
23:35
et à linverse on parlera d'organisation
23:39
à compétences spécialisées lorsqu'on
23:45
confie à l'organisation une compétence
23:50
spécifiquement dans un domaine à
23:55
l'exclusion de tout autre domaine par
24:00
exemple
24:02
l'om c'est l'organisation mondiale du
24:04
commerce vous le devinez j'enfonce des
24:06
portes ouvertes

24:07
elle sera compétente pour tout ce qui
24:10
touche aux questions de décharge de
24:12
commerciaux pour l'unesco
24:15
ça sera la culture pour le fmi le fonds
24:21
monétaire international
24:22
c'est bien sûr le domaine monétaire et
24:26
financier pour l'organisation
24:30
internationale du travail c'est la
24:32
protection des travailleurs
24:37
donc je répète en fonction des
24:39
compétences partons du principe qu'on a
24:43
vu la dernière fois qu'ils le principe
24:46
de spécialité puisque contrairement aux
24:49
états donc les organisations
24:51
internationales n'ont pas de compétence
24:53
générale
24:54
elles n'ont que les compétences qui lui
24:57
sont conférés par les états dans le
25:00
cadre du traité constitutif
25:02
on parle de compétence d'attribution et
25:06
donc soit la compétence de
25:08
l'organisation peut être quasi générale
25:12
c'est le cas par exemple dans le cadre
25:15
de l'onu
25:17
c'est le cas
25:18
dans le cadre de l'union européenne ou
25:21

alors on parle d'organisation à
 25:24
 compétences spécialisées lorsqu'on lui
 25:27
 confie une compétence dans un domaine
 25:28
 strictement délimitées par exemple le
 25:32
 commerce
 25:33
 pour l'om c'est l'organisation mondiale
 25:36
 du commerce
 25:37
 tout ce qui concerne les conditions de
 25:39
 travail et le statut du travailleur pour
 25:41
 l'oit et l'organisation internationale
 25:43
 du travail
 25:45
 tout ce qui concerne les questions
 25:48
 monétaires ou financières pour le pour
 25:51
 le fmi et c'est voilà donc pour les
 25:59
 différentes classifications possible
 26:02
 s'agissant des organisations
 26:04
 internationales et j'en ai fini par là
 26:07
 même avec mon grand tu as donc je
 26:10
 reprends granta c'était la typologie des
 26:13
 organisations internationales et dans un
 26:17
 grand baie on va voir maintenant les
 26:19
 principales organisations universel
 26:23
 granby les principales organisations
 26:26
 universel alors ici on va parler de
 26:51
 louer nu bien sûr dans un premier temps
 26:54
 et après j'évoquerai le ce que
 26:57
 j'appellerais le système onusien

27:01
on commence par l'onu premièrement l'onu
27:06
vous pourrez aller voir ou revoir
27:08
d'ailleurs les petites vidéos que je
27:11
vous avais mis en ligne la semaine
27:13
dernière qui illustre cette cette
27:16
portion du court alors beaucoup de
27:20
choses à dire concernant
27:22
l'ONU eu quelques mots d'historique
27:26
d'abord s'agissant de l'historique loi
27:32
nu vous le savez sans doute annoncer ses
27:35
dents qui est là la sdn la société des
27:38
nations qui avait été fondée alors le
27:46
titre d'ubs et les principales
27:48
organisations universel granby les
27:53
principales organisations universel
28:10
premièrement l'ONU
28:27
alors quelques mots d'historique donc je
28:33
disais l'ONU est là elle a un antécédent
28:35
qui est la sdn la société des nations
28:38
qui avait été fondée par la conférence
28:42
de paix à la fin de la première guerre
28:45
mondiale
28:45
donc en 1919 sur la base d'ailleurs
28:49
d'un projet américain
28:51
c'était le président wilson dans une de
28:55
ces fameuses de causeries au coin du feu
28:57

qui avait lancé l'idée de la société des
29:00
nations
29:01
mais d'ailleurs et paradoxalement les
29:05
états unis ne sont jamais devenus
29:07
membres de la sdn parce que le sénat s'y
29:11
est toujours opposé et du coup la sdn
29:16
n'a jamais été contrairement à sa
29:20
vocation
29:21
l'organisation universelle qu'elle
29:24
ambitionnait d'être par conséquent elle
29:29
est restée dominée je dirais par par
29:33
l'europe et ses problèmes
29:37
de plus les mécanismes qui lui ont été
29:40
confiés pour assurer ses tâches n'ont
29:46
pas permis d'éviter le retour à la
29:49
guerre d'où sa disparition pure et
29:55
simple
29:56
après la seconde guerre mondiale au
29:58
profit de l'onu mais bon sens afin
30:02
concrète réelle c'est 1939
30:09
donc l'onu comme la cni est le produit
30:14
des alliés victorieux de la seconde
30:17
guerre mondiale elle a été préparée
30:20
d'ailleurs pendant la seconde guerre
30:21
mondiale et la charte de l'onu est
30:27
entrée en vigueur le 24 octobre 1945
30:36
surtout il ne faut pas oublier que l'onu

30:40
s'est d'abord l'oeuvre des grandes
30:43
puissances les états unis l'urss la
30:50
chine le royaume uni et la france et
30:56
cela se remarque très vite d'ailleurs
30:58
puisque vous le savez au conseil de
31:01
sécurité des nations unies j'en
31:04
reparlerai un petit peu plus loin il ya
31:05
cinq états membres permanents qui sont
31:08
ces 5 grandes puissances que je viens de
31:11
citer
31:16
donc loué nu est d'abord l'oeuvre des
31:18
grandes puissances certes mais c'est
31:22
aussi le résultat d'un certain nombre de
31:25
compromis entre des tendances
31:28
contradictaires entre grandes moyennes
31:33
et petites puissances
31:35
sachant qu'il y avait des rivalités
31:37
entre puissances puisqu'on va être à
31:41
loeb delà de la guerre froide qu'il y
31:44
avait des divergences entre certains
31:47
déjà sur la question coloniale etc
31:54
voilà les quelques remarques générales
31:56
sans trop entrer dans le détail bien sûr
31:58
s'agissant de l'historique de l'onu
32:02
on peut envisager ensuite ses objectifs
32:06
quels sont les objectifs de louer nu
32:09

bien les objectifs
 32:10
 ils sont très généreux il s'agit de
 32:16
 maintenir la paix de garantir la
 32:21
 sécurité de promouvoir et faciliter la
 32:27
 coopération
 32:32
 je reprends maintenir la paix garantir
 32:36
 la sécurité promouvoir et faciliter la
 32:40
 coopération donc partant de là si vous
 32:46
 voulez à son point de départ
 32:48
 l'onu a établi cinq grands domaines
 32:51
 d'action qui découlent de de ces trois
 32:55
 thèmes que je viens d'évoquer
 32:57
 cinq grands domaines d'action à savoir
 32:59
 le maintien de la paix et le désarmement
 33:04
 la décolonisation les questions
 33:10
 économiques et financières
 33:11
 le développement
 33:18
 la prod
 33:19
 droits de l'homme et de la démocratie
 33:26
 l'organisation de la société
 33:28
 internationale par le droit je reprends
 33:33
 maintien de la paix des armements
 33:35
 décolonisation questions économiques et
 33:39
 financières développement promotion des
 33:44
 droits de l'homme et de la démocratie
 33:49
 organisation de la société
 33:50
 internationale par le droit après ces

33:58
quelques mots d'historique et s'agissant
34:02
des objectifs
34:04
on va voir maintenant la question de la
34:07
participation à l'ONU la question de la
34:12
participation à l'ONU ici on trouve dans
34:20
la charte une distinction entre membres
34:23
originaires et membres admis sont
34:32
considérés comme membres originaires
34:35
tous les états qui ont signé la
34:38
déclaration des nations unies du 1er
34:40
janvier 1942
34:43
donc tous les états qui ont signé la
34:46
déclaration des nations unies du 1er
34:48
janvier 1942 ou qui ont participé à la
34:53
conférence de San Francisco entre avril
34:56
et juin 45
35:06
à noter d'ailleurs pour la petite
35:08
histoire c'est important qu'un certain
35:12
nombre de républiques fédérées d'union
35:16
soviétique ont été considérés comme
35:20
comme nombre originaire parce qu'elles
35:22
ont participé à la conférence
35:28
c'est ce qui fait que l'Ukraine et la
35:31
Biélorussie par exemple du temps de
35:33
l'URSS alors qu'elle faisait partie
35:35
intégrante de l'URSS avait un siège à
35:43

l'onu
35:44
c'était évidemment dictée par l'urss qui
35:48
voulait avoir un peu plus d'influencé au
35:50
sein de l'organisation
35:53
donc les membres originaires je reprends
35:56
ce sont tous ceux qui ont signé la
35:59
déclaration des nations unies du 1er
36:02
janvier 42 ou qui ont participé à la
36:07
conférence de san francisco entre avril
36:09
et juin 45 qui a donné naissance à la
36:12
charte de l'onu
36:22
donc au total pour tout dire il y à 51
36:26
membres originaires à côté des membres
36:33
originaires on parle des membres admis
36:36
en effet la charte prévoit bien
36:40
évidemment l'admission de nouveaux états
36:43
membres
36:46
mais elle pose pour ce faire un certain
36:49
nombre de conditions il faut être un
36:55
état
36:58
ce qui est interdit par exemple
37:00
l'admission à l'onu d'un mouvement de
37:04
libération nationale où c'est ce qui
37:10
fait aussi que des organisations comme
37:14
le cicr le comité international de la
37:17
croix rouge ou l'ordre de malte je crois
37:19
que l'avait cité

37:20
la dernière fois il ne sommes pas
37:22
membres de l'onu ils sont simplement
37:26
observateurs dont première condition
37:30
être en état
37:32
deuxième condition absolument
37:34
indispensable bien sûr être pacifique
37:41
troisième condition accepter les
37:43
obligations de la charte
37:50
quatrième condition être capables de
37:53
remplir les dites aux obligations de la
37:56
charte est en face
38:01
cinquièmement être disposé à le faire
38:05
donc les trois dernières vont de pair
38:08
accepter les obligations de la charte
38:10
être capable de remplir ses obligations
38:13
et être disposé à le faire et je
38:17
rappelle les premières être un détail
38:18
être pacifique
38:26
aujourd'hui il y à 193 états membres au
38:30
sein de l'onu sur 197 été recensés dans
38:34
le monde
38:38
alors comment ça se passe pour être
38:41
admis à l'onu la décision d'admission à
38:48
l'onu appartient à l'assemblée générale
38:53
sur proposition du conseil de sécurité
38:59
la décision d'admission appartient à
39:02

l'assemblée générale sur proposition du
39:05
conseil de sécurité
39:14
alors je précise mais ne le noter pas ne
39:19
vous chargez pas la mémoire avec des
39:20
détails
39:21
le vote au sein du conseil de sécurité
39:24
en fait il faut neuf voix sur 15 sachant
39:28
que dans ces neuf il faut
39:30
obligatoirement les big five
39:32
les cinq états membres permanents du
39:34
conseil de sécurité ce qui veut dire que
39:37
les cinq états membres du conseil de
39:39
sécurité ont la clé de l'admission au
39:43
sein de l'organisation
39:50
je voulais ajouter ensuite et ça ça
39:53
recoupe des choses aussi qu'on a évoqué
39:55
la dernière fois que domaine qu'on peut
39:58
être admis au sein de l'onu on peut en
40:01
être exclu et la procédure d'exclusion
40:06
d'un état membre est identique donc
40:17
l'exclusion d'un état qui ne
40:20
respecteraient pas les principes de base
40:22
est toujours possible sachant bien sûr
40:25
qu'il y a l'obstacle éventuellement du
40:28
veto justement des membres permanents du
40:31
conseil de sécurité ce pourquoi je viens
40:34
de vous le précisez justement donc

40:39
l'exclusion ce n'est ce n'est jamais
40:41
arrivé mais disons que voilà la
40:45
possibilité existe ça reste une menace
40:48
en revanche ce qui est plus fréquent ce
40:52
qui peut se produire plus fréquemment
40:53
c'est la suspension suspension à titre
40:57
préventif ou coercitif la suspension ça
41:04
va être la suspension du droit de vote
41:06
de l'état au sein de l'organisation
41:09
internationale au cas où il ne
41:13
respecterait pas ses obligations
41:17
donc en clair s'il viole un des points
41:21
que j'ai énoncé précédemment si par
41:24
exemple ils se comportent pas de façon
41:27
pacifique dans ses relations avec les
41:30
autres états s'ils ne respectent pas
41:34
l'obligation de devrait pour les droits
41:37
de l'homme où la démocratie
41:39
s'il ne respecte pas la souveraineté des
41:43
autres états et cetera et cetera
41:54
voilà donc pour les conditions de
41:57
participation et donc dès l'instant
42:01
qu'un état est membre de de l'onu bien
42:05
sûr il va envoyer une délégation qui va
42:09
siéger dans les organes de l'onu et donc
42:15
dès lors ils peuvent tous participé sur
42:18

un pied d'égalité aux travaux de
42:21
l'organisation
42:25
donc la suspension
42:27
ça peut être à titre préventif ou
42:31
coercitif donc préventif bien pour
42:34
éviter par exemple une aux violations
42:36
des droits de l'homme qu'on voit qu'on
42:38
voit venir ou pour sanctionner justement
42:42
une telle violation par exemple
42:45
voilà merci emilie voilà prêt dès
42:52
l'instant qu'on est membre je reprends
42:54
bien l'état envoie une délégation et
42:57
tous sièges bien sûr en pleine égalité
43:02
en plein respect de leur souveraineté
43:04
réciproque cela va sans dire
43:09
voyons maintenant la structure de loi
43:13
nuît je suis toujours dans le dans le
43:15
même point
43:15
je suis toujours dans le premier roman
43:18
sur loué nu donc après l'historique les
43:21
objectifs et la participation à louer nu
43:24
on voit la structure
43:33
alors voyons d'abord les organes
43:36
principaux de l'onu les organes
43:38
principaux il y à l'assemblée générale
43:52
d'abord donc à les revoir les petites
43:57
vidéos que je vous avais mise en ligne

43:59
l'assemblée générale tous les états
44:02
pardon tous les états membres sont dans
44:05
un rapport de stricte égalité
44:10
chacun dispose d'une voix alors
44:18
l'assemblée générale à quoi le serbe est
44:20
assez le forum justement par excellence
44:22
de l'onu c'est là qu'on discute et qu'on
44:29
formule des recommandations sur toute
44:32
question qui entrent dans le champ de
44:35
compétence de la charte bien sûr donc
44:37
l'assemblée générale elle là pour
44:39
formuler des recommandations sur toutes
44:42
les questions qu'ils entrent dans le
44:45
champ de compétence de la charte à côté
44:51
de l'assemblée générale le fameux
44:54
conseil de sécurité le conseil de
44:58
sécurité compte 15 membres dont les cinq
45:05
permanents les fameux big five je le
45:09
répète une fois encore mais maintenant
45:11
je crois que vous le savez par coeur les
45:13
etats-unis la russie la chine le royaume
45:19
uni et la france
45:22
l'assemblée générale elle adopte je
45:24
reprends l'assemblée générale elle
45:26
adopte des recommandations qui sont du
45:31
champ de compétence de l'onu bien sûr de
45:34

la charte
45:38
et vous avez raison d'ajouter les ânes
45:41
gelée soulignait c'est vraiment le forum
45:44
c'est l'endroit où en discute donc le
45:50
conseil de sécurité quinze membres dont
45:52
cinq permanents et dix non permanents
45:58
élus pour deux ans donc 10 non
46:44
permanents élus pour deux ans le conseil
46:55
de sécurité a pour responsabilité
46:59
principale s'est inscrit dans la charte
47:02
est là pour responsabilités principales
47:04
le maintien de la paix et de la sécurité
47:08
internationales il a pour responsabilité
47:12
principale le maintien de la paix et de
47:14
la sécurité internationales il s'assure
47:18
du règlement pacifique des différends
47:27
surtout en cas de menace contre la paix
47:32
ou d'une rupture de la paix ou d'un acte
47:38
d'agression
47:42
il peut agir en vertu du fameux chapitre
47:47
7 de la charte
47:57
chapitre 7 je veux entrer dans les
48:00
détails la cdu juridique on le on le
48:02
verra en licence en droit international
48:04
public pour ceux qui feront du droit
48:08
public
48:08
ça lui donne toute une panoplie

48:11
d'actions le conseil de sécurité peut
48:14
simplement faire des recommandations
48:17
peut ordonner un cessez le feu décrété
48:21
un embargo
48:23
enfin il ya toute une gamme d'actions
48:25
qui peut aller jusqu'à une véritable
48:28
opération militaire sous son patronage
48:32
sachant qu'il n'ya pas d'armée intégré
48:36
dans le cadre de l'onu et que donc l'onu
48:39
se servira chapitre 7
48:47
l'onu se servira donc désarmée des états
48:53
membres les casques bleus que vous
48:57
connaissiez c'est autre chose dont je
49:00
vous parlerai donc je répète le rôle du
49:05
conseil de sécurité
49:07
assurer le règlement pacifique des
49:09
différends et en cas de menace contre la
49:12
paix de rupture de période acte
49:14
d'agression possibilités d'actions en
49:17
vertu du fameux chapitre 7 de la charte
49:23
à côté de l'assemblée générale et du
49:25
conseil de sécurité
49:27
un mot du secrétariat général
49:32
secrétariat général avec le secrétaire
49:38
général qui est le plus haut
49:40
fonctionnaire de l'onu
49:45

par sa position par son son autorité
49:49
c'est une véritable autorité politique
49:52
qui agit auprès des états et auprès des
49:56
organes de l'onu
49:59
est-ce que s'il est là pour assurer un
50:02
rôle administratif s'il est là pour
50:06
coordonner un sur un rôle de
50:08
coordination
50:11
il a aussi une véritable marge de
50:15
manoeuvre politique et il est arrivé
50:20
qu'ils s'opposent aux membres de
50:23
l'organisation y compris aux membres
50:27
permanents du conseil de sécurité et par
50:37
exemple en irak lors de la deuxième
50:41
guerre d'irak la deuxième intervention
50:45
américaine qui a abouti à chasser saddam
50:48
hussein du pouvoir en irak qui était
50:53
certes un dictateur mais qui au moins
50:55
avaient installé un un pouvoir je dirais
50:59
laïque
51:00
quand on voit le la pagaille que ça a
51:03
été après tout un bon teint bref je suis
51:04
pas là pour parler de ça je voulais dire
51:08
que le secrétaire général de l'onu à
51:11
l'époque c'était kofi annan avait
51:13
enjoint aux états unis de respecter un
51:17
certain nombre de daube ligue à sion en

51:20
tant que puissance occupante en irak
51:22
bongrain porte donc son mandat au
51:27
secrétaire général il est de 5 ans
51:30
renouvelable une fois et le secrétaire
51:38
général des nations unies aujourd'hui
51:41
vous le connaissez j'imagine mais bien
51:47
sûr vous pouvez pas me répondre mais
51:50
j'imagine que vous avez tous répondu en
51:51
choeur antonio but thérèse c'est le
52:05
portugais antonio gutiérrez donc
52:09
assemblée générale conseil de sécurité
52:13
secrétariat général un mot pour terminer
52:17
ici sur le conseil économique et social
52:21
conseil économique et social qu'on
52:24
appelle en raccourci au sein de l'onu
52:27
l'ecosoc le conseil économique et social
52:31
c'est un organe restreint de 54 membres
52:37
élus pour trois ans selon une
52:41
répartition géographique
52:49
alors le conseil économique et social il
52:51
a des compétences de d'initiative
53:00
alors est ce que ce sont les états
53:03
membres qui élisent le secrétaire
53:04
général ben on a un petit peu le même
53:07
schéma que tout à l'heure
53:10
le secrétaire général il est élu par
53:13

l'assemblée générale
 53:14
 sur recommandation du conseil de
 53:16
 sécurité de l'onu donc je reprends le
 53:23
 conseil économique et social
 53:24
 il a des compétences d'initiative de
 53:30
 recommandations de coordination de
 53:38
 contrôle dans les domaines économique et
 53:43
 social
 53:44
 tiens c'est bizarre vous origines et
 53:46
 mais aussi dans le domaine de la santé
 53:48
 de la culture de l'éducation les droits
 53:51
 de l'homme donc c'est assez c'est assez
 53:54
 large celle ci général donc je répète
 54:00
 compétences initiative recommandations
 54:02
 coordination contrôle l'initiative
 54:05
 recommandations coordination contrôle
 54:08
 dans les domaines économique social
 54:10
 santé culture éducation chez terra voilà
 54:17
 donc pour les organes principaux alors
 54:27
 combien y at-il de membres alors le
 54:30
 conseil économique et social c'est un
 54:32
 organe de 54 membres élus pour trois ans
 54:37
 voilà vous allez plus vite que moi
 54:42
 bien à côté donc de ses organes
 54:47
 principaux que nous venons de voir
 54:48
 assemblée générale le conseil de
 54:51
 sécurité secrétariat général conseiller

54:54
économique et social donc à côté de ces
54:56
organes principaux il existe aussi ce
54:59
qu'on appelle des organes subsidiaires
55:03
organes subsidiaires qui sont créées par
55:09
les organes principaux pour les assister
55:14
ils sont créés par les organes
55:17
principaux pour les assister
55:22
leur liste est très longue donc bien
55:24
évidemment je ne vais pas faire une
55:26
liste exhaustive
55:27
je vais simplement vous donner quelques
55:30
exemples de cette catégorie donc des
55:34
organes subsidiaires
55:35
on y trouve par exemple la commission du
55:39
droit international
55:40
la cdi en sigle vous trouverez alors la
55:47
cdi qui est qui rattachait à l'assemblée
55:50
générale
55:51
c'est un organe très très très juridique
55:54
en fait qui est un organe de
55:57
codification ce qu'on appelle la
55:59
codification du droit
56:01
donc il est composé de deux juristes qui
56:04
vont étudier tous les grands domaines du
56:07
droit international pour le codifié
56:10
c'est à dire pour établir des
56:12

conventions internationales qui vont
56:15
recueillir pour partie des règles
56:17
coutumières existantes
56:18
peu importe c'est juste pour vous citer
56:22
l'exemple de
56:24
de l'organe donc exemple des organes
56:26
subsidiaries la cdi
56:27
[Musique]
56:30
l'unicef aussi on trouve aussi dans
56:36
cette catégorie des organes subsidiaires
56:39
tous les comités de sanctions ou les
56:43
tribunaux pénaux internationaux
56:48
il ya eu pas mal de tribunaux pénaux
56:51
internationaux spéciaux qui ont été
56:55
créés par exemple suite au conflit en
56:58
yougoslavie
56:59
vous saviez le tribunal spécial donc
57:02
pour l'ex yougoslavie qui vient de
57:04
terminer son mandat eu la même chose que
57:07
le rwanda il y en a eu 1 pour le liban
57:11
et c'est donc tous ces tribunaux pénaux
57:15
spéciaux ils sont rattachés au conseil
57:17
de sécurité
57:21
ou alors autre exemple la commission de
57:26
statistique ou la commission de la
57:29
condition de la femme etc et cetera qui
57:34
eux sont rattachés à le plus tôt pardon

57:38
j'ai dit les commissions excusez moi qui
57:40
sont rattachés au conseil économique et
57:42
social bien etc etc va pas multiplier
57:48
les exemples ça n'a pas grand intérêt
57:50
il suffit que vous sachiez qu'à côté des
57:52
organes principaux ses organes
57:54
principaux peuvent créer des organes
57:56
subsidiaries qui vont les aider qui vont
57:59
les seconds et dans l'eure dans leur
58:02
tâche et vous avez tout de l'ONU c'était
58:07
le premier roman donc on va voir
58:10
maintenant dans un deuxième ce que
58:14
j'appellerais le système onusien
58:17
deuxièmement le système onusien
58:27
sachant que mais on va faire une pause
58:30
je vous explique juste ce que ça veut
58:32
dire autour de l'ONU stricto sensu
58:38
il y a en effet des institutions qui
58:42
forme avec elle tout un système toute
58:45
une famille
58:46
si vous voulez donc je vous propose une
58:57
petite pause et on se retrouve à 11h10
59:02
très exactement à tout de suite.

RI #9 deuxième partie

00:03
bien c'est reparti donc nous sommes dans

00:08

le deuxièmement sur le système onusien

00:17

deuxièmement le système onusien et donc

00:20

je vous disais avant la pause que autour

00:24

de l'ONU, il y a un certain nombre d'institutions qui forment avec elle tout un système, toute une famille. Si toutes ces institutions ont un lien formel de rattachement avec l'ONU, ce sont des institutions spécialisées. *A contrario*, il s'agit d'organisations dont la compétence n'est pas générale. Néanmoins, elles peuvent avoir des attributions étendues dans un domaine spécifique.

01:41

j'insiste et je hais je répète elles

01:42

sont rattachées à louer nu pauvres en

01:45

accord de rattachement

01:51

autrement dit elles sont organisées sur le modèle des Nations-Unies. On va retrouver une assemblée d'organe restreint, secrétariat et surtout ce qui est important, elles ont une personnalité juridique propre, ce qui signifie qu'elles peuvent conclure des traités ou entretenir des relations diplomatiques.

02:36

et s'éloigne qui coordonnent leurs

02:39

activités alors qu'elles sont maintenant

02:47

ces institutions spécialisées qui font partie du système onusien

02:56

on a des organisations financières internationales. Celles-ci reposent sur l'idée que la consolidation de la paix rend nécessaire une action, d'abord de reconstruction au départ quand elles ont été conçues, et désormais d'assistance au développement économique. Les deux piliers de ces organisations financières internationales sont des institutions qui ont été créées après les accords de Bretton Woods. Ont été posés à Bretton Woods en 1944 des accords économiques qui ont dessiné les grandes lignes du système financier international mis en place après 1944-1945. L'objectif principal était de mettre en place une organisation monétaire mondiale et de favoriser la reconstruction d'abord et le développement économique ensuite, des pays qui avait été touché par la guerre. Les deux piliers imaginés et créés à Bretton Woods en 1944 sont :

- la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), sachant que l'on parle généralement du groupe de la banque mondiale pour désigner l'ensemble des institutions qui gravitent autour d'elle. En résumé, la BIRD est la banque mondiale. Comme son nom l'indique, c'est une banque qui, comme toutes les banques, accorde des prêts et garanties (avec taux d'intérêt) en vue de favoriser les projets d'infrastructures et d'aider les États entreprendre des réformes économiques et monétaires.
- le Fonds monétaire international (FMI), qui a pour objectif de promouvoir la coopération monétaire internationale en veillant à la régulation du système monétaire, ce qui permet de stabiliser les échanges. Le FMI a une activité de surveillance des politiques économiques et monétaires. Par les capacités dont il dispose, liées d'ailleurs à celles de la banque mondiale, il a un véritable pouvoir d'injonction à l'égard des pays.

Par exemple, quand la Grèce a été en très grandes difficultés économiques, son plan de redressement économique est édicté en grande partie par le FMI et dans une autre partie aussi par l'Union européenne, il ne faut pas l'oublier.

Ces organisations financières internationales ont quand même une réputation assez « sulfureuse ». Le Fonds monétaire international avait à sa tête jusqu'à il y a peu la française Christine Lagarde qui a abandonné le FMI pour être nommée à la tête de la Banque centrale européenne.

08:44

ensuite dans ce dans ce système dans

08:47

cette famille des nations unies on

08:50

trouve des institutions de coopération

08:53

technique institutions de coopération

09:00

technique

09:05

je citerai par exemple lui ite

09:24

l'uit et c'est l'union internationale

09:26

des communications à phares dont je n'ai

09:30

pas vu une question qui s'est affiché 1

09:35

précédemment parce que d'habitude elle

09:37

s'affiche sur mon téléphone est là elle

09:39

se sont pas fichés donc ça s'affiche en

09:41

koussa se fiche pas je sais pas comment

09:43

ça marche

09:43

et donc je n'avais pas vu sur leur dis

09:46

je garde un œil

09:48

merci à les ânes pour avoir répandu et à

09:52

lola donc j'en étais aux institutions de

10:01

coopération technique avec par exemple 8

10:05

et donc c'est l'union internationale des

10:08

télécommunications

10:22

il ya l'eau assainie je sais pas si vous

10:25

connaissiez

10:26
 l'oaci organisation de l'aviation civile
 10:35
 internationale
 10:40
 oula l'avisaton fiction organisation de
 10:47
 l'aviation civile organisme de
 10:49
 l'organisme excusez-moi organisation de
 10:52
 l'aviation civile internationale
 10:53
 j'arrive qui est un organe régulateur
 10:56
 pour le transport aérien international
 11:01
 vous avez aussi l'om tai chi et
 11:07
 l'organisation mondiale du tourisme
 11:17
 lohan pays qui est importante qui a un
 11:20
 rôle important
 11:21
 c'est l'organisation mondiale bien sûr
 11:28
 de la propriété intellectuelle
 11:40
 l'om est ce que vous connaissez tous là
 11:42
 je n'écris pas l'organisation mondiale
 11:44
 de la santé oms organisation mondiale de
 11:48
 la santé
 11:49
 je l'écris d'autant moins que on a quand
 11:52
 même beaucoup parlé ces derniers mois
 11:55
 qu'un rôle central dans l'adoption delà
 11:57
 de la réglementation sanitaire
 12:00
 international rôle d'assistance
 12:02
 technique aux états de veille sanitaire
 12:06
 au niveau mondial extra bon elle a été
 12:11
 quand même assez critiqué ces derniers
 12:13

mois et surtout au début de la pandémie
12:16
parce qu'elle a été quand même assez
12:18
largement accusé à juste titre de
12:22
favoriser là la position chinoise et au
12:25
début on aimait ça complètement
12:28
minimiser l'ampleur et la gravité de la
12:33
pandémie il faudrait que vous puissiez
12:34
retrouver les premiers discours de
12:38
détresse avant nous les prix et jose qui
12:40
sont son représentant son son porte
12:44
parole
12:44
c'était quand même
12:46
assez significatif jusqu'à ce qu'elle
12:50
change donc sans son sens son fusil
12:51
d'épaulé et reconnaisse enfin la gravité
12:54
de la chose et puis bon il ya eu
12:56
beaucoup de positions erratique
12:58
comme il y en a eu aussi beaucoup au
13:01
sein même des états membres par exemple
13:03
par rapport à la fameuse hydroxy
13:05
chloroquine vous en avez tous entendu
13:07
parler bien évidemment un jour c'était
13:10
la panacée le lendemain on a tiré dessus
13:12
à boulet rouge
13:13
on est même allé jusqu'à en interdire à
13:16
la prescription en france et donc le ms
13:19
a dit non non là il faut surtout pas et

13:21
puis elle a à nouveau fait machine
13:22
arrière maintenant on peut à nouveau
13:24
prescrire l'hydrocution ok bon loin mais
13:27
ça n'a pas été vraiment un modèle pour
13:29
la gestion de l'épidémie dans l'épisode
13:33
con qu'on connaît elle est sans doute
13:35
trop trop ballotté entre des intérêts
13:37
politiques ou stratégiques divergent
13:41
bien je ferme la parenthèse donc là
13:46
c'était des institutions de coopération
13:49
technique
13:51
enfin dans ce dans ce système onusien
13:55
on a aussi des institutions destinées à
13:59
la protection des droits des personnes
14:01
institutions destinées à la protection
14:04
des droits des personnes
14:14
alors ici on pourrait citer par exemple
14:17
l'oit et l'organisation internationale
14:20
du travail qui permet donc une
14:33
coopération internationale en matière de
14:37
réglementation du travail est laissée
14:40
par exemple de d'interdire le
14:43
le travail des enfants elles veillent
14:45
aux conditions de travail que ce soit
14:49
pas dans des locaux insalubres par
14:51
rapport à l'utilisation de produits
14:52

chimiques et cetera et cetera
14:55
on peut mettre aussi la cides
15:06
c'est quoi la cides je vous écoute
15:19
guillaume
15:27
et donc en attendant je poursuis on peut
15:31
mettre aussi dans cette catégorie
15:33
l'unesco que j'ai cité plusieurs fois
15:37
l'organisation des états des nations
15:38
unies décidément j'y tiens états unis
15:41
organisation des nations unies pour
15:43
l'éducation les sciences la culture qui
15:47
mène par exemple d'importantes campagnes
15:51
pour l'alphabétisation
15:54
pour préserver la diversité culturelle
15:57
et cetera et cetera
16:02
voilà à la convention internationale des
16:10
droits des enfants
16:11
non ce n'est pas une organisation en
16:13
effet oui c'est une convention comme le
16:17
nom l'indiqué
16:21
j'imagine qu'on a dû vous en parlait
16:23
dans un autre court pour que vous soyez
16:25
sensibilité quatre endroits en droit
16:28
civil j'imagine un donc voilà je crois
16:35
les différentes catégories
16:38
d'institutions spécialisées qui forment
16:41
cette cette constellation cette famille

16:43
se ce système onusien
16:55
ah pardon excusez moi je suis perturbée
17:01
donc là dans ce système onusien je
17:05
rembobine excusez moi dans ce système
17:09
onusien
17:09
là je vous ai décrit un certain nombre
17:12
d'institutions spécialisées qui avaient
17:15
pour point commun en fait d'être tout
17:18
rattachée à l'onu
17:21
mais il existe aussi à côté c'est sûr ça
17:25
en fait que je que je veux finir ce
17:27
point j'allais l'oublier qu'il y a des
17:30
institutions
17:33
de cette même famille du système onusien
17:35
mais qui pour autant n'ont pas de lien
17:39
formel avec l'onu il n'y a pas de lien
17:44
de rattachement avec l'onu donc pour le
17:50
coup on va parler d'institutions
17:53
apparentés institutions apparentés qui
18:03
structurellement ont une mission de
18:07
coopération avec les nations unies et
18:13
donc du fait de cette coopération elles
18:15
appartiennent au système onusien
18:21
mais c'est tout j'insiste il n'y a pas
18:24
de lien de rattachement avec avec l'onu
18:31
c'est le cas par exemple pour la 10 e à
18:39

l'agence internationale de l'énergie
18:44
atomique
18:45
agence internationale de l'énergie
18:48
atomique aiea qui exercent une mission
18:57
d'assistance technique en vue de
19:03
l'utilisation civile de l'énergie
19:05
nucléaire donc je répète à mission
19:10
d'assistance technique en vue de
19:12
l'utilisation civile de l'énergie
19:14
nucléaire
19:22
elle a un rôle par exemple en matière de
19:25
contrôle de l'application des traités de
19:30
dénucléarisation
19:37
elle a un pouvoir réglementaire dans le
19:40
domaine de la de la protection sanitaire
19:44
dans le domaine nucléaire bien sûr bon
19:49
et cetera voilà donc pour la lier à
19:53
l'agence
20:04
oui donc je reviens en arrière je
20:06
reviens en arrière donc toutes les
20:12
organisations que j'ai énumérés
20:14
précédemment
20:15
ce sont des institutions spécialisées
20:17
qui ont un lien de rattachement
20:18
effectivement avec le louer nu et pour
20:21
terminer sur ce système onusien dont je
20:24
suis en train de vous décrire un certain

20:27
 nombre de l'institution qui sont
 20:30
 apparentés c'est à dire qu'elles ont
 20:33
 d'un point de vue structurel une mission
 20:36
 de coopération avec les nations unies
 20:42
 donc des institutions qui ont une
 20:45
 mission de coopération avec les nations
 20:48
 unies et donc de fait appartiennent au
 20:51
 système onusien
 20:53
 même s'il n'y a pas de lien de
 20:55
 rattachement c'est le cas par exemple de
 21:00
 la yole agence internationale de
 21:02
 l'énergie atomique
 21:03
 je reviens pas sur tout ce que j'ai dit
 21:05
 mais il ya un exemple qui me vient à
 21:10
 l'esprit
 21:10
 dans le cadre des sanctions qui ont été
 21:13
 prises par exemple au niveau de l'ue et
 21:16
 de l'onu pour surveiller encadrer le
 21:19
 développement nucléaire iranien l'eeie a
 21:23
 peu apporté une assistance technique
 21:26
 elle peut envoyer des personnes sur
 21:28
 place pour surveiller par le gentil à
 21:29
 des centrifugeuses
 21:30
 quel niveau d'uranium enrichi est
 21:34
 utilisé et cetera et cetera
 21:36
 donc je répète pas de rattachement à
 21:39

l'onu mais elle coopère avec l'onu autre
 21:43
 exemple celle omc
 21:48
 autre exemple l'om c'est l'organisation
 21:51
 mondiale du commerce que vous connaissez
 21:53
 tous la très décriée omc
 21:58
 son rôle avant tout c'est d'être un
 22:00
 forum dans lequel les états négocient la
 22:07
 disparition des atteintes à la liberté
 22:11
 des échanges commerciaux
 22:16
 tout ce qui est bien sûr droit droits de
 22:19
 douane et c'est donc en un mot c'est le
 22:26
 plus simple ce qui est à retenir
 22:28
 l'om c'est à la responsabilité de gérer
 22:31
 le système commercial international
 22:34
 l'om c'est gère le système commercial
 22:37
 international
 22:39
 là là la base de l'om c'est d'ailleurs
 22:43
 ce sont les accords du gatt que j'ai
 22:46
 déjà plusieurs fois mentionné général
 22:49
 agreement in tariff entrance accords
 22:51
 généraux sur les tarifs douaniers et le
 22:53
 commerce qui en sont donc là là la base
 22:58
 au départ donc il y a une
 23:00
 institutionnalisation une organisation
 23:02
 créée par la suite donc c'est l'om c'est
 23:05
 qui je le répète a pour mission de gérer
 23:08
 le système commercial international et

23:12
 il lui revient aussi éventuellement de
 23:14
 trancher les litiges entre états qui
 23:18
 peuvent survenir dans l'application des
 23:21
 accords conclus dans le cadre de l' omc
 23:37
 et donc il ya des panels qui sont mis
 23:40
 sur pied pour trancher c'est différent
 23:42
 mais par exemple quand on trump décide
 23:45
 tout à coup de taxer l'acier qui sont en
 23:49
 provenance de chine où l'union
 23:51
 européenne il peut y avoir un différend
 23:57
 qui va naître au niveau de l' omc
 23:58
 elwood c sera amené à vérifier si ça ne
 24:02
 porte pas atteinte à des accords
 24:04
 commerciaux qui aurait été place passé
 24:07
 dans ce dans ce cadre là pour pour
 24:10
 exemple voilà cette fois ci j'ai bel et
 24:14
 bien fini avec le système onusien
 24:18
 j'espère que c'est tout à fait clair et
 24:22
 j'en ai fini donc avec avec l'onu donc
 24:28
 on va voir maintenant dans un grand c
 24:31
 les principales organisations régionales
 24:35
 et donc le temps que vous rejoignez je
 24:39
 vous annonce ce grand c est donc dites
 24:41
 moi si tout est clair dans le grand bain
 24:44
 sur le système onusien et l'onu français
 24:47
 les principales organisations régionales
 24:53

l'om sait je répète sur sur l'om s'est
24:56
donc c'est un forum c'est un forum dans
24:59
lequel les états négocié la disparition
25:03
des atteintes à la liberté des échanges
25:08
commerciaux
25:12
donc on essaye de lever les entraves aux
25:17
échanges commerciaux
25:19
les droits de douane
25:30
c'est bon parfait dont j'enchaîne avec
25:35
le français des principales aux
25:37
organisations régionales
25:41
les principales organisations régionales
25:48
bien sûr la situation de chacune des
25:51
grandes régions du monde et spécifiques
25:56
et cette spécificité elle se prolonge
26:00
naturellement dans les organisations
26:02
internationales qui vont qui vont naître
26:06
qui vont scier pas nourrir par exemple
26:11
une grande région une vaste région très
26:16
morcelé comme l'asie si vous regardez
26:19
que saisissez ça peut aller de l'inde à la
26:22
chine jusqu'à l'indonésie et c'est donc
26:26
une région aussi morcelé n'a pas n'aura
26:29
pas d'organisation continental mais bon
26:36
quand je dis ça ça ne préjuge en rien
26:38
bien sûr du dynamisme des relations
26:41
internationales dans cette région et je

26:46
vais l'évoqué d'ailleurs un petit peu
26:47
plus loin ce que je veux dire ici c'est
26:52
en tout état de cause
26:53
dans l'ensemble il existe au niveau
26:58
régional un dynamisme certain bien
27:05
qu'inégal
27:11
il ya un très grand nombre
27:12
d'organisations internationales au
27:15
niveau régional dont bien évidemment je
27:18
ne vais pas vous les présenter tout ça
27:19
serait long ça serait fastidieux ça
27:21
serait totalement inutile donc je vais
27:24
vous citer simplement quelques exemples
27:27
pour vous montrer la dynamique régionale
27:30
dans les différentes parties du monde
27:35
premièrement dans les amériques
27:39
premièrement dans les amériques
27:50
on peut noter d'abord c'est pas c'est
27:53
pas indifférent à notre problématique
27:56
que le continent américain a été un des
28:00
champs d'expérimentation du fédéralisme
28:04
étatiques les états fédéraux ils sont
28:11
très nombreux
28:15
partant de là il n'est pas étonnant que
28:18
des tentatives d'organisation fédéral et
28:22
eu lieu à l'échelle du continent
28:30

je citerai par exemple l'organisation
28:36
des états américains l'eau eux à sur
28:43
quasiment tout le tout le continent
28:45
américain nord et sud
28:51
ah pardon je vois une question pour le
28:54
passage précédent
28:56
leila n'est pas lié à l'onu par le tnp
29:00
par le traité de non prolifération
29:02
alors attendez je rafraîchir la page
29:07
il n'y a pas de lien de rattachement de
29:11
l'organisation de l'onu de pardon de la
29:16
ja par rapport à l'onu n'y a pas de lien
29:18
organique entre la ja et l'onu
29:23
ah j'ai à nouveau mon ordinateur qui
29:27
fait des bêtises j'espère que le pour le
29:29
téléphone je suis toujours là oui donc
29:33
c'est mon ordinateur qui fait des
29:35
bêtises bien donc je répète la ja n'est
29:42
pas lié ya pas de lien formel de
29:45
rattachement à louer nu donc je reprends
29:49
pour ces organisations régionales dans
29:52
les amériques je parlais de
29:54
l'organisation des états américains
30:07
alors premièrement dans les amériques je
30:09
reprends je disais pour expliquer un peu
30:14
ce dynamisme régional que le continent
30:18
américain il a été un des champs

30:20
d'expérimentation du fédéralisme
30:23
étatique on trouve de nombreux états
30:25
fédéraux
30:26
donc ça n'a rien d'étonnant que des
30:28
tentatives d'organisation fédéral et eu
30:32
lieu à l'échelle du continent et je cité
30:35
l'exemple donc de l'eau et à
30:38
l'organisation des états américains sur
30:41
quasiment tout le continent nord et sud
30:49
où l'union des nations sud américaines
30:52
unasur
30:59
alors haut niveau au niveau du continent
31:04
américain en Amérique donc ça que j'ai
31:07
mis les Amériques au pluriel nord et sud
31:11
on pourrait mentionner aussi bien sûr le
31:15
maire coup sûr on peut mentionner le
31:25
mercosur qui est le marché commun du sud
31:32
créée en 91 et qui regroupe je vous le
31:37
dis comme ça c'est pas la peine de le
31:38
noter bien sûr l'Argentine le Brésil le
31:41
Paraguay et l'Uruguay le Venezuela qui a
31:44
été suspendue depuis 2016 et puis sont
31:48
associés le Chili la Colombie le Pérou
31:50
l'Équateur et la Bolivie avec en
31:58
particulier au moment où ça a été fondée
32:01
c'est moins vrai aujourd'hui
32:03

il y avait beaucoup de leaders de gauche
32:07
à la tête de ces pays latino américains
32:11
par exemple au Brésil c'était avant ball
32:14
zona repos c'était le président Lula par
32:17
exemple outre le Mercosur
32:23
on pourrait citer aussi pourquoi pas
32:26
tiens l'Alena bien sûr à l'ENA accord de
32:34
libre-échange nord-américain accord de
32:39
libre-échange nord-américain qui réunit
32:42
Etats-Unis Canada et Mexique et qui vise
32:47
à éliminer
32:50
les barrières commerciales accord
32:57
d'ailleurs qui a été revu repensez à
33:03
l'initiative de 2030 et le nouvel accord
33:07
qui le remplace a été conclue le 1er
33:12
juillet 2020 en tout état de cause ce
33:23
qu'on peut noter en Amérique latine
33:26
c'est un certain processus
33:28
d'autonomisation par rapport aux États
33:31
Unis que Washington tente de contenir
33:36
tant bien que mal alors
33:44
qu'en est-il de ce processus à l'avenir
33:47
bien sûr affaire à suivre avec le la
33:50
nouvelle présidence démocrate avec le
33:53
président Biden on verra si ça pèsera
33:56
notamment les tensions qui ont été vives
33:58
sous Trump entre les États-Unis et le

34:01
mexique
34:02
donc à à suivre après les amériques
34:11
d'autonomisation après les amériques
34:26
deuxièmement l'afrique
34:37
en afrique les organisations
34:41
internationales sont extrêmement
34:44
nombreuses même si certaines n'ont eu
34:48
qu'une existence éphémère
34:55
le phénomène ou d'organisation il s'est
34:59
manifesté en afrique à la fois au niveau
35:02
du continent au niveau global mais aussi
35:06
à l'échelon sous régionale ces deux
35:12
courants pouvant être complémentaires
35:16
mais aussi concurrent parfois ça dépend
35:23
à l'échelle du continent
35:26
on à l'union africaine à l'échelle du
35:34
continent on à l'union africaine qui
35:38
cherche à parvenir à une unité et à
35:43
accélérer l'intégration politique et
35:46
économique et social de l'afrique de
35:52
façon à mettre fin bien sûr ou fléau des
35:55
conflits qui ont toujours été exacerbées
35:59
dans cette dans cette partie du monde et
36:04
dans une certaine mesure
36:06
l'union africaine s'est pas mal inspiré
36:10
de l'union européenne en
36:19

8 à l'échelle accélérer l'intégration
 36:26
 politique économique et social de
 36:31
 l'Afrique accélérer l'intégration
 36:33
 politique ainsi que économique et social
 36:48
 ensuite à l'échelle subrégionale sous
 36:52
 continental on a un certain nombre
 36:56
 d'organisations qui au fond ne font que
 37:00
 prolonger le passé colonial mais
 37:08
 d'autres qui vont plus loin bien sûr
 37:11
 qu'il parvienne à le dépasser et par
 37:14
 conséquent à réunir des pays par exemple
 37:18
 francophones et anglophones
 37:23
 par exemple comme l'a fait des AOT
 37:31
 communauté économique des états
 37:33
 d'Afrique de l'ouest
 37:54
 comme donc je reprends la Cédéao
 37:59
 communauté économique des états
 38:01
 d'Afrique de l'ouest où la CEEAC
 38:04
 communauté économique des états
 38:06
 d'Afrique centrale
 38:26
 enfin pour est mentionné pour mémoire
 38:30
 ici les relations qu'entretient lieu
 38:34
 avec ce qu'on appelle les pays à CP
 38:38
 Afrique Caraïbe Haute Pacifique
 39:08
 c'est passé oui à zut il ya des
 39:16
 commentaires que j'avais tapé qui sont
 39:20
 pas passés je vais pas les réécrire tant

39:22
pis donc je citais la cedeao et la ceeac
39:29
c'est la même chose pour les états
39:30
d'afrique centrale on peut importe on
39:32
passe on va avancer et je citais pour
39:35
terminer les pays acp cp afrique
39:37
caraïbes pacifique de manière à
39:41
favoriser le développement économique
39:45
dans ces zones dont qui ont des
39:48
désaccords commerciaux avec l'union
39:51
européenne
39:55
troisièmement après l'afrique dans le
39:58
monde arabo islamique
40:06
ah oui désolé pour a fait p je l'avais
40:11
écrit moi je le vois sur mon ordi
40:13
apparemment c'est pas passé décidément
40:16
j'ai des problèmes avec cet ordi donc
40:20
pays a cp afrique caraïbes pacifique
40:22
comme l'ont écrit vos camarades
40:25
j'en suis au troisième mans dans le
40:28
monde arabo islamique
40:32
troisièmement dans le monde arabo
40:33
islamique
40:36
alors notant tout d'abord que le monde
40:40
arabe et l'islam ne se recouvrent que
40:44
partiellement
40:49
le premier est au coeur du second mais
40:54

ce dernier est sensiblement plus l'arche
41:00
monde arabe et islam sont par ailleurs
41:05
très divers vous n'avez pas compris pour
41:10
les shales subrégionale qu'est-ce que
41:13
vous avez pas compris
41:16
il ya des organisations mais au lieu
41:18
d'être au niveau du continent africain
41:21
elles sont au niveau des grands de
41:24
région de l'afrique par exemple
41:26
l'afrique de l'ouest d'où l'exemple de
41:29
la de la cedeao ou la ceeac communauté
41:32
des états d'afrique centrale et ses
41:34
terrasses et des zones régionales en
41:38
afrique
41:44
donc je reprends troisièmement dans le
41:45
monde arabo islamique
41:49
donc je disais en clair que monde arabe
41:52
et l'islam ne se recouvrent que que
41:54
partiellement et par ailleurs monde
41:56
arabe et islam sont très divers et
42:00
d'ailleurs les contradictions
42:02
nini manquent pas ne serait ce que le
42:06
l'opposition que vous connaissez entre
42:08
entre sunnites et chiites qui qui
42:12
brouille les grilles d'analysé
42:15
traditionnel maintient un exemple par
42:18
exemple la visite du premier ministre

42:21
 israélien benyamin nétanyahou qui a
 42:23
 défrayé un petit peu la chronique en
 42:26
 arabie saoudite qui est allé voir le
 42:29
 prince héritier mbs - ben salman
 42:34
 totalement je dirais il est lié et
 42:37
 révolutionnaire évidemment dans les
 42:39
 relations internationales
 42:40
 alors qu'est ce qui fait que israël peut
 42:44
 s'entendre que l'italien où je discutais
 42:46
 avec mb s tout simplement c'est le
 42:50
 l'ennemi commun qui est l'iran l'iran
 42:55
 chiite
 42:55
 bien évidemment alors toutes ces
 43:00
 oppositions ses diversités on l'est on
 43:03
 les retrouve au niveau organisationnel
 43:05
 bien sûr je mentionnerai
 43:09
 par exemple
 43:11
 lui aime à l'union du maghreb arabe
 43:21
 union du maghreb arabe qui entend
 43:25
 exprimer la spécificité du maghreb
 43:31
 l'objectif est ambitieux au départ il
 43:35
 s'agit d'établir un espace économique
 43:37
 entre algérie libye maroc mauritanie et
 43:42
 tunisie
 43:46
 l'idée donc d'établir un espace
 43:48
 économique entre algérie libye maroc
 43:50

mauritanie tunisie est de promouvoir la
43:55
coopération dans tous les domaines mais
44:02
les tensions entre certains de ses
44:04
membres par exemple entre maroc et
44:06
algérie et les graves difficultés
44:09
internes de ces pays ou de certains de
44:13
ces pays la libye aujourd'hui on mis en
44:16
sommeil
44:17
du coup lui-même a avec des tentatives
44:22
de relance épisodique mais sans sens
44:25
sans succès donc les relations
44:27
commerciales finalement sur mousson sont
44:29
très faibles et les relations politiques
44:31
en résumé sont plutôt mauvaises on
44:35
pourrait mentionner aussi ici comme
44:37
exemple la ligue la ligue arabe la ligue
44:40
des états arabes ou l'organisation de la
44:48
coopération islamique oci l'organisation
44:51
de la coopération islamique
45:03
la première la ligue arabe a vu son
45:09
histoire je dirais dominée par la
45:12
question israélo-palestinienne la
45:18
deuxième l'organisation de la
45:20
coopération islamique
45:21
c'est un forum politique pour les états
45:24
du monde musulman mais il n'empêche
45:29
qu'elle reste très divisée parce que s'y

45:36
retrouve des états des états rivaux des
45:39
états adversaires mais par exemple les
45:41
états arabes qui sont sunnites pour la
45:46
plupart face à l'iran chiite etc et
45:56
enfin quatrièmement je voudrais en
45:59
terminer avec l'asie et le pacifique
46:06
quatrièmement asie et pacifique alors
46:13
comme je le disais en commençant pour
46:16
l'asie c'est tellement vaste il n'existe
46:18
pas à ce niveau d'organisation
46:21
régionales général global mais il ya
46:25
plutôt des organisations sous régionales
46:34
et donc paradoxalement les pays d'asie
46:38
on les retrouve assez nombreux dans des
46:42
instances qui les associent à d'autres
46:45
états comme l'apec
46:48
par exemple la coopération asie
46:53
pacifique l'apec la coopération
47:02
asie-pacifique où le forum asie europe
47:12
la plus vaste des organisations de la
47:15
région
47:17
c'est la fameuse asean association des
47:26
nations de l'asie du sud est
47:50
avec un rayonnement assez large
47:55
d'ailleurs qui dépasse la région asie
47:58
asie-pacifique et j'aurais voulu dire un
48:01

mot pour pour terminer du fameux
48:06
partenariat régional économique globale
48:11
ersep dans l'acronyme anglais
48:16
partenariat régional économique global
48:20
qui est en fait c'est pas encore une
48:24
organisation mais vu ce que je suis en
48:26
train d'évoquer je voulais dire un mot
48:27
qui est l'accord commercial grand accord
48:30
commercial qui vient de se créer autour
48:33
de la de la chine donc j'insiste c'est
48:36
un accord commercial
48:41
c'est à proprement parler une
48:43
organisation donc accord commercial
48:45
autour de la chine et qui regroupe 15
48:49
pays de la zone annie asie pacifique où
48:54
vous retrouvez les dix états de l'acm
48:58
que j'ai citées précédemment plus la
49:01
chine le japon la corée du sud mais
49:04
aussi l'australie et la nouvelle zélande
49:06
et secrète accord commercial est
49:09
incontestablement un moyen pour la chine
49:11
bien sûr d'étendre son influence est
49:14
dans la dans la région et comme la
49:17
nature a horreur du vide je dirais que
49:20
ça a pris un petit peu la suite le
49:22
relais du fameux grand traité de
49:25
libre-échange transpacifique que obama

49:28
avait avait promu dont il avait lancé
49:31
l'initiative et que que trump a laissé
49:35
tomber alors est-ce que biden va essayer
49:38
de revenir sur le champ pacifique
49:40
ça c'est des questions intéressantes à
49:42
suivre justement dans l'est dans les
49:45
mois qui viennent voilà pour la zone
49:48
asie pacifique
49:51
j'espère que tout est clair donc
49:54
j'attends deux petites secondes pour
49:56
avoir vos réactions donc vous pouvez
49:58
noter
49:59
vous voulez le cinquième mans qu'on
50:01
verra la prochaine fois c'est l'europe
50:04
on a vu tous les continents sauf
50:06
l'europe donc le cinquième en ce sera
50:09
l'europe bien j'espère donc que tout est
50:19
clair s'il ya des questions vous savez
50:22
que vous pouvez toujours me les exploser
50:25
par ailleurs donc on se retrouve comme
50:29
d'habitude jeudi prochain à 10h et donc
50:33
ce sera l'avant dernier cours il ne
50:36
restera plus que une heure de cours
50:38
après ce sera le 10 décembre mais on en
50:42
reparle bien bonne bonne journée
50:47
bon courage continuez à prendre soin de
50:50

vous et on va pouvoir tous prendre un
50:54
peu plus l'air à très bientôt
50:56
au revoir.

RI #10 première partie

00:22
bonjour
00:30
bonjour
01:08
bonjour à vous tous qui êtes fidèle au
01:12
poste
01:14
surtout que je crois avoir vu voir dans
01:16
le planning que vous avez un examen
01:19
blanc ça me dis donc j'imagine que vous
01:20
êtes un peu la tête dans le guidon avant
01:23
avant l'épreuve
01:25
bien avant de reprendre
01:29
le cours de nos développements je
01:32
voulais faire une petite remarque
01:36
d'actualité vous avez tous appris
01:39
j'imagine ce matin le décès de valéry
01:43
giscard d'estaing
01:44
valéry giscard d'estaing évidemment vous
01:47
le savez a été président de la
01:49
république de 1974 à 1981
01:53
et si j'en parle ici plus
01:56
particulièrement c'est parce que valéry
02:00
giscard d'estaing a été un fervent

02:03
 défenseur de la construction européenne
 02:05
 un artisan de la de la construction
 02:08
 européenne notamment par les liens qu'il
 02:14
 a su tisser avec le chancelier allemand
 02:16
 de l'époque qui était helmut schmidt
 02:19
 même s'ils étaient deux bords politiques
 02:21
 opposées puisque le chancelier schmidt
 02:24
 était été spd c'est-à-dire
 02:26
 social-démocrate et donc ils ont su eux
 02:29
 devraient tous les deux et giscard en
 02:33
 premier en faveur de l'europe puisque
 02:37
 c'est à lui qu'on doit l'initiative de
 02:40
 la création par exemple du système
 02:42
 monétaire européen qui est à la base de
 02:47
 ce que sera avec le traité de maastricht
 02:49
 là
 02:50
 la monnaie unique un système de change
 02:53
 dans dans l'europe
 02:55
 c'est lui qui a été à l'initiative du
 02:57
 conseil européen dont on vous parlera un
 03:01
 petit peu plus tard donc il ya d'autres
 03:07
 éléments melaky dans l'instant ne me
 03:10
 reviennent pas si bien sûr le l'élection
 03:14
 des parlementaires européens au suffrage
 03:15
 universel direct
 03:17
 ça c'est fait aussi pendant son sens son
 03:20

septennat donc un élément moteur dans la
03:25
dent dans la construction européenne
03:28
donc
03:28
rendons lui hommage au moins à ce titre
03:32
aujourd'hui je ferme cette parenthèse et
03:38
je reviens à à nos développements alors
03:40
justement on va on va parler d'europe
03:43
la transition est toute trouvée puisque
03:46
ont amené à la description des
03:48
organisations régionales on a procédé
03:50
par personne on a vu les amériques
03:53
l'afrrique le monde arabo islamique
03:57
j'en suis maintenant donc c'est le
04:00
cinquième mans à l'europe
04:02
cinquièmement en europe et bien
04:06
évidemment là ce sont des développements
04:08
particulièrement important parce que
04:11
l'europe par le nombre d'organisations
04:15
internationales et leur importance et
04:19
leur efficacité est vraiment le
04:22
continent des organisations
04:24
internationales
04:26
c'est en europe en tout cas qu'on trouve
04:29
les organisations internationales les
04:32
plus avancés à la fois d'un point de vue
04:36
politique technique et surtout juridique
04:41
donc on va faire un petit panorama de

04:45
ces institutions de ces organisations
04:48
pardon européenne on va partir de la
04:52
moins intégrée pour aller vers la plus
04:55
intégrée la moins intégrée
04:58
c'est sans aucun doute les c'est eux ou
05:03
sc e organisation pour la sécurité et la
05:09
coopération en europe organisation pour
05:14
la sécurité et la coopération en europe
05:23
alors rapidement mais sans trop entrer
05:27
dans les détails il faut savoir que cet
05:30
ouest c'est eux
05:31
ça a été l'institutionnalisation un
05:35
moment donné d'un processus qui a été
05:38
lancé dans les années 70 très exactement
05:41
c'était en 1973 avec ce que l'on a
05:45
appelé la charte la charte d'helsinki ça
05:50
a été en fait une tentative de
05:53
rapprochement et de dialogue entre les
05:56
et deux camps adverses puisqu'on était
05:59
en pleine guerre froide
06:01
c'est à dire instance de dialogue entre
06:03
le camp occidental sous l'égide des
06:07
états unis et le camp communiste avec
06:12
l'union soviétique bien sûr et donc ce
06:15
processus a été poursuivi
06:18
institutionnalisée et on a créé donc
06:20

l'organisation pour la sécurité et la
06:23
coopération en europe qui aujourd'hui si
06:29
on devait résumer en un mot est un
06:31
acteur de sécurité paneuropéen cette
06:38
organisation elle a une approche globale
06:41
est fondamentalement elles couvrent
06:45
trois thèmes elle couvre les questions
06:50
de sécurité
06:51
d'abord abordé sous un angle préventif
06:58
donc question de sécurité
07:01
il est question aussi de coopération
07:05
économique et scientifique et il est
07:12
question enfin et surtout du problème
07:16
des droits de l'homme et en particulier
07:20
des minorités
07:23
c'est d'ailleurs sur cette thématique
07:25
des droits de l'homme que la conférence
07:27
d'helsinki avait été lancée en 1973
07:34
alors c'est une institution je dirais
07:39
assez souple
07:42
qui est plus ou moins en crise ce qui
07:47
s'explique bien sûr par sa composition
07:50
extrêmement large et sans doute la
07:53
position de l'urss de la russie n'a pas
07:57
été assez assez prises en considération
08:01
en tout état de cause c'est une
08:03
organisation qui fonctionne sur la base

08:06
du consensus
08:08
alors je crois que vous avez déjà
08:10
expliquer ce qu'est le consensus j'y
08:13
reviens en deux mots le consensus c'est
08:17
une forme d'unanimité mais qui est une
08:20
unanimité de façade
08:21
en fait on ne passe jamais réellement
08:23
vote parce que si on mettait une
08:26
décision une option au vote il y aurait
08:29
trop d'opposition donc on se contente de
08:32
discuter d'établir une position globale
08:34
et globalement on dit qu'elle est
08:37
qu'elle est adoptée
08:38
c'est du consensus ce pourquoi aussi
08:44
elle ne fonctionne enfin ne fonctionne
08:47
pas trop elle est concurrencée par
08:51
d'autres organisations qui sont sur la
08:54
même aire géographique et qui sont plus
08:56
active et plus intégrée donc forcément
08:59
elle à elle un petit peu de mal à
09:01
trouver sa place
09:02
ce pourquoi vous entendez parfois parler
09:05
de l'ouest c'est eux c'est que souvent
09:08
elle accompagne par exemple des
09:10
processus électoraux
09:11
quand il ya des dangers de fraude alors
09:15

dans des pays bien sûr dans la
09:17
la sphère européenne au sens le plus
09:19
large du terme quand il ya des doutes
09:21
sur le déroulement équitable d'une
09:25
élection il ya en général des
09:27
observateurs de l'osce ses oeufs dans
09:30
l'est dans les bureaux de vote
09:33
voilà pour le sc eux on va pas épiloguer
09:36
davantage
09:37
il n'y a pas grand chose à dire à
09:39
deuxième organisation dont j'aimerais
09:42
vous parler un petit peu c'est le
09:44
conseil de l'europe
09:45
alors je vais en dire un minimum mais
09:49
sans trop déflorer notamment ceux qui
09:52
vous sera expliqué au second semestre
09:54
dans le court d'institutions européennes
09:57
néanmoins on va voir l'essentiel en
10:00
quelques mots le conseil de l'europe
10:03
c'est l'une des plus vieilles
10:06
organisations internationales
10:09
européennes
10:13
elle a été fondée par le traité de
10:17
londres qui date du 5 mai 1949 traité de
10:28
londres 5 mai 1949 et ce traité a été
10:32
signé au départ par une dizaine d'états
10:36
et aujourd'hui 47 états en sont membres

10:42
ça va de la russie au portugal de la
10:46
finlande à chypre ou malte et cetera
10:50
donc c'est la plus vaste enceinte
10:53
européenne aujourd'hui 47 états membres
10:57
donc à ne pas confondre bien évidemment
11:00
avec l'union européenne qui est plus
11:03
restreinte
11:04
puisque'il n'y a que 27 états membres et
11:06
les 27 états membres de l'union sont
11:09
bien sûr membres du conseil de l'europe
11:14
le but du conseil de l'europe qui est
11:18
une organisation je le précise d'emblée
11:20
simplement pour l'essentiel de
11:23
coopération le but selon le statut je
11:27
cite et de réaliser une union plus
11:31
étroite entre ses membres 1 il s'agit de
11:36
réaliser une union plus étroite entre
11:38
ses membres afin de sauvegarder et
11:42
promouvoir afin de sauvegarder et
11:47
promouvoir les idéaux et les principes
11:53
qui sont leur patrimoine commun alors
11:57
j'insiste sur ce terme de patrimoine
11:59
commun c'est important bon et puis de
12:02
favoriser leurs progrès économique et
12:04
social dont semblent laissés de côté je
12:07
retiendrai donc deux choses
12:08

l'idée d'une union plus étroite entre
12:10
ses membres et de promouvoir les
12:13
principes qui sont leur patrimoine
12:15
commun c'est important puisque ça va se
12:19
traduire notamment au niveau des droits
12:20
de l'homme
12:21
j'y reviens dans une minute par principe
12:28
son champ de compétence au conseil de
12:30
l'europe est extrêmement large
12:36
c'est censé couvrir quasiment tous les
12:40
domaines politique économique social
12:44
culturel etc
12:48
il ya par contre un domaine qui est
12:52
extrait 6 verbis exclu c'est tout ce qui
12:56
est militaire c'est tout ce qui touche à
12:57
la défense ça c'est exclu après il ya
13:03
des domaines dans lesquels au départ le
13:06
conseil de l'europe avait essayé d'agir
13:09
et d'occuper le terrain par exemple le
13:11
domaine économique
13:13
mais justement il va être très vite
13:15
concurrencée par d'autres organisations
13:17
européennes qui se sont créés dans dans
13:21
ces années-là et ultérieurement
13:23
donc ce sont des compétences qui ont peu
13:25
à peu été abandonnée donc l'idée c'est
13:32
qu'il y a un champ de compétences

13:34
extrêmement large
13:36
mais paradoxalement les moyens d'action
13:41
dont le conseil de l'europe ait douté
13:43
pour essayer d'atteindre ces objectifs
13:46
les moyens d'action sont eux extrêmement
13:50
faible peu de moyens d'action au service
13:58
d'une vaste ambition
13:59
donc vous voyez le hiatus alors les
14:03
moyens d'action c'est quoi
14:05
ben concrètement ce sont les moyens
14:07
d'action qui existe dans le cadre d'une
14:10
organisation internationale dite
14:13
classique c'est à dire fondée sur une
14:16
simple idée de coopération
14:19
c'est à dire conclure des accords
14:22
internationaux des traités
14:24
internationaux et c'est par le biais de
14:30
ces traités internationaux qui vont
14:32
couvrir des champs très divers qu'on
14:36
essaye d'établir un peu un droit commun
14:39
à tous ces pays de cet ensemble européen
14:44
l'idée de réaliser une union plus
14:47
étroite
14:48
c'est l'union par le droit
14:53
le conseil de l'europe peut aussi à côté
14:57
adopté des résolutions des
15:01

recommandations mais ce sont des actes
15:05
qui n'ont pas de force juridique
15:07
obligatoire pour autant deux choses à
15:18
retenir et j'ai gardé le plus important
15:21
pour la fin si le conseil de l'europe a
15:26
un rôle à jouer et joue un rôle
15:28
important aujourd'hui c'est en tant que
15:33
tribune de politique internationale
15:37
c'est la raison pour laquelle d'ailleurs
15:39
on a parlé on a évoqué la puissance
15:44
tribunicienne du conseil de l'europe
15:47
tribunicien ondes peut peut s'exprimer
15:50
et c'est un petit peu la la la caisse de
15:53
résonance de tous les problèmes qui
15:56
peuvent intéresser le continent européen
16:00
donc ça c'est une importance politique
16:03
qui est qui est loin d'être négligeable
16:06
enfin et c'est vraiment last but not
16:09
least le meilleur pour la fin
16:11
le grand oeuvre du conseil de l'europe
16:14
et vous le savez c'est la protection des
16:18
droits de l'homme la défense des droits
16:20
de l'homme des libertés fondamentales
16:23
c'est d'ailleurs une condition majeure
16:25
pour pouvoir adhérer au conseil de
16:28
l'europe
16:28
il faut respecter l'état de droit

16:31
les principes de la prééminence du droit
16:33
et les droits et libertés fondamentaux
16:36
et la l'instrument alors le principe de
16:42
deux tribunes c'est notamment par
16:45
l'assemblée consultative du conseil de
16:48
l'europe où sont représentés les
16:51
différents courants politiques qui
16:53
peuvent exister en europe et c'est
16:56
intéressant à noter d'ailleurs pour la
16:59
première fois on avait une assemblée un
17:02
petit peu de type supranationale
17:04
puisque'elle réunit des parlementaires
17:07
issus de tous les horizons de l'europe
17:10
qui ont choisi de se regrouper au sein
17:13
de cette assemblée consultative non pas
17:16
par pays mais par affinités politiques
17:20
donc tous les courants politiques vont
17:23
être défendus exprimer tous les
17:26
problèmes qui intéressent l'europe au
17:28
sens large pourront être discutés au
17:32
sein de cette enceinte européenne donc
17:35
c'est une tribune où se discute tous les
17:38
problèmes d'intérêt européen donc là la
17:46
défense des droits de l'homme pour finir
17:48
je disais mais mais vous le savez donc
17:50
je vais passer rapidement on vous en a
17:53

déjà certainement parler dans d'autres
17:55
cours le grand oeuvre c'est bien sur
17:58
l'adoption de la convention européenne
18:00
des droits de l'homme qui s'appelle très
18:02
exactement convention européenne de
18:05
sauvegarde des droits et libertés
18:07
fondamentaux en raccourci convention
18:11
européenne des droits de l'homme qui est
18:15
très très importante puisque j'aurai
18:18
l'occasion d'en parler un petit peu plus
18:21
loin on a un système ici pour le coup
18:24
qui a une coloration supranationale
18:26
puisque les individus
18:28
les particuliers pourront saisir la cour
18:32
de strasbourg la cour européenne des
18:33
droits de l'homme
18:34
on en reparle un petit peu plus loin
18:41
voilà en tout cas pour le conseil de
18:47
l'europe
18:50
l'essentiel en tout cas je vais pas
18:52
rentrer dans les détails puisque vous
18:55
vous verrez tout ça dans le cadre du du
18:58
cours dans deux institutions européennes
19:05
et je vais aborder donc sans plus tarder
19:11
l'union européenne alors j'ai perdu le
19:16
fil des questions s'il a cédé achoui la
19:18
convention européenne des droits de

19:20
l'homme tout à fait alors après le
19:27
conseil de l'europe donc je voudrais
19:29
vous parler de l'union européenne qui
19:34
est une organisation internationale
19:36
alors on dit je sais pas si vous
19:39
connaissiez la locution latine
19:42
c'est une organisation souys generis
19:46
sais pas si vous avez déjà entendu ça
19:49
[Musique]
19:54
vous expliquant nous montrent ce we
19:57
generis ça veut dire de son propre genre
20:00
unique en son genre
20:01
parce que vous commencez à comprendre
20:04
peut-être que là la manie du juriste
20:06
c'est d'essayer de faire des catégories
20:11
d'établir des traits communs qui
20:13
permettent de ranger une notion dans une
20:15
catégorie ce qui est extrêmement commode
20:17
parce que si on peut mettre une
20:18
étiquette si on peut le ranger dans une
20:20
catégorie
20:21
on a un régime juridique qui va avec
20:25
donc ici quand on étudie l'union
20:28
européenne est-ce qu'on peut le ranger
20:30
dans la catégorie et à voir fédération
20:36
ou pourquoi pas confédération oui et non
20:40

est ce qu'on peut leur entrée dans la
20:42
catégorie organisations internationales
20:45
oui et non parce que c'est plus qu'une
20:48
organisation internationale voilà donc
20:50
de partout c'est très caractéristique
20:52
l'union européenne études catégorie à
20:57
elle seule elle est une organisation
20:58
internationale donc ce we generis vous
21:04
le vous le verrez bien sûr ça aussi dans
21:07
le court d'institutions européennes au
21:11
second semestre
21:12
donc je vais ici retenir quelques grands
21:16
traits qui sont intéressants pour le
21:19
cours de relations internationales bon
21:21
après il faut quand même savoir de quoi
21:23
on parle alors l'union européenne on
21:29
parle de l'union européenne
21:31
aujourd'hui à l'origine c'était les
21:34
communauté économique européenne
21:36
puis on a parlé de communautés
21:38
européennes aussi raccourci est
21:41
maintenant depuis le traité de
21:43
maastricht
21:43
on parle de l'union européenne l'union
21:48
européenne je dirais comme toutes les
21:51
organisations internationales au départ
21:53
elle sert à défendre des intérêts

21:58
communs à gérer des questions communes
22:06
néanmoins c'est une organisation qui
22:09
s'est considérablement développé depuis
22:12
les origines depuis 1957 traité de rome
22:15
qui qu'il a fondée et elle a été conçue
22:18
d'ailleurs comme évolutive dès l'origine
22:21
et donc après tout ce chemin parcouru
22:25
il est vrai que l'union européenne
22:27
aujourd'hui fait plus penser à un état
22:32
fédéral qu'à une organisation
22:33
internationale classique on a des
22:41
rapports juridiques entre l'union
22:44
européenne et les états membres qui font
22:47
penser aux relations de type fédéral qui
22:51
existe dans le cadre d'un état fédéral
22:55
bon néanmoins les insiste on n'est pas
22:59
encore tout à fait à l'état fédéral
23:01
puisque les états membres conservent
23:04
leur souveraineté ils n'ont pas renoncé
23:06
à leur souveraineté
23:08
même s'ils ont transféré beaucoup de
23:10
compétences alors la spécificité que je
23:19
souligne de l'union européenne elle
23:21
apparaît à plusieurs niveaux elle
23:26
apparaît d'abord premièrement quant au
23:30
projet le projet bien il s'agit de
23:40

rassembler les états et les peuples par
23:45
l'adhésion à un projet commun rassembler
23:50
les états et les peuples par l'adhésion
23:52
à un projet commun à l'origine il faut
24:01
pas l'oublier c'est un petit peu le
24:04
déclencheur de la de la construction
24:07
européenne comme ça avait été le cas
24:09
d'ailleurs entre les deux guerres
24:10
mondiales mais avec beaucoup moins de 2
24:12
de succès le vrai départ de la
24:14
construction européenne il y a près 45
24:17
c'est le constat bien sûr de de la
24:21
guerre et de ses horreurs des millions
24:23
de morts
24:25
des destructions et c'est donc on veut
24:30
mettre fin à la guerre entre les pays
24:33
européens et donc pour mettre fin à la
24:38
guerre rien de tel donc que de créer une
24:42
union que de créer une communauté où les
24:45
états pourraient se rejoindre
24:50
c'est pourquoi dans les traités
24:53
constitutifs
24:54
il est fait référence je cite et je
24:58
souligne
24:58
il est fait référence à une union sans
25:03
cesse plus étroite entre les peuples
25:06
d'europe

25:07
une union sans cesse plus étroite entre
25:11
les peuples d'europe
25:17
le projet européen tel qu'il est né dans
25:21
les communauté économique européenne
25:22
et juste avant avec la ceca la
25:26
communauté charbon-acier qu on vous
25:28
expliquera c'est c'est un projet vaste
25:32
ambitieux sans précédent il s'agit de
25:36
rassembler les états et les peuples
25:43
et puis bien sûr deux façons de façon
25:47
pacifique en évitant qu'il y ait à
25:51
nouveau des guerres
25:57
et ce par l'adhésion bien sûr à un
26:01
projet commun qui dépasse les égoïsmes
26:06
qui transcende les égoïsmes nationaux
26:10
donc première spécificité c'est le
26:14
projet deuxième point à souligner c'est
26:20
la méthode et ça c'est très important et
26:24
vous y reviendrez au second semestre à
26:27
vers le court deux institutions
26:29
européennes
26:30
il s'agit de construire l'europe par le
26:36
droit par l'intégration juridique
26:41
je répète il s'agit de construire
26:43
l'europe par le droit par l'intégration
26:47
juridique
26:49

sachant que l'intégration
26:51
elle est d'abord sectorielle je
27:00
m'explique en deux mots ça a été en fait
27:03
le point de départ de la construction
27:07
européenne vous expliquera tout ça c'est
27:10
la déclaration schuman du 9 mai 50 alors
27:13
je vous explique pas pour que vous le
27:14
notiez simplement que pour que vous
27:16
compreniez un petit peu le contexte
27:18
déclarations souvent du 9 mai 50 qui va
27:21
être le point de départ de la
27:23
construction européenne et permettre de
27:25
lancer la communauté européenne du
27:28
charbon et de l'acier et l'idée de
27:31
schumann s'était de partir du constat
27:36
que les souverainetés elles sont encore
27:39
extrêmement puissante surtout qu'on est
27:42
après après la guerre donc il a dit dans
27:45
cette fameuse déclaration du 9 mai 50
27:47
l'europe ne se fera pas d'un coup ni
27:50
dans une construction d'ensemble mais
27:53
par des réalisations concrètes créant
27:56
d'abord une solidarité de fait et par là
28:01
même ils apposent poser le credo qui
28:03
allait être à la base de la construction
28:05
européenne
28:07
c'est ce qu'on appelle le

28:07
fonctionnalisme c'est l'idée que donc
28:11
l'europe
28:12
on peut pas la faire d'un coup on va pas
28:14
décréter d'un coup on a une europe
28:15
politique on a une europe fédérer parce
28:17
que les états ils en voudront pas donc
28:20
on va essayer de mettre en commun ce
28:23
qu'on peut mettre en commun
28:24
donc on va commencer par des secteurs
28:26
dans le cadre économique d'abord alors
28:30
on a commencé avec la ceca pour le
28:32
charbon et l'acier
28:34
on vous expliquera pourquoi le charbon
28:36
et l'acier pourquoi ne pas commencer par
28:38
que sais je m'en allais pomme ou les
28:39
pommes de terre et après dans la cee ça
28:43
va être tous les secteurs économiques
28:45
c'est une communauté économique
28:48
européenne dans le but de créer un
28:51
marché commun et donc on fait des
28:55
constructions sectorielle avec l'idée
28:58
que à terme avec l'addition de tous ces
29:02
secteurs
29:03
après il ne manquera plus que la cerise
29:05
sur le gâteau c'est à dire l'union
29:07
politique l'union politique viendra
29:10

naturellement quand toute l'économie
29:13
aura été intégré et c'est ce qui s'est
29:17
passé en 50 ans d'histoire de l'union
29:22
européenne puisque on a créé une
29:25
communauté économique européenne
29:27
on a créé un marché commun et puis après
29:29
on a créé les débuts d'une union
29:32
politique avec une citoyenneté
29:34
européenne
29:36
voilà tout ça pour vous expliquer qu'on
29:40
a voulu construire l'europe
29:43
progressivement et qu'on l'a construite
29:46
de façon sectorielle et on l'a
29:49
construite par le droit on a fait une
29:53
intégration juridique
29:56
intégration juridique signifiant qu'il y
30:00
a eu des abandons de souveraineté de la
30:04
part des états membres qui ont accepté
30:06
de transférer des compétences au niveau
30:09
des communautés pour qu'elles puissent
30:12
être exercées en commun
30:16
voilà pour l'idée la troisième
30:22
spécificité donc après le projet est la
30:25
méthode la troisième spécificité ce sont
30:29
les institutions et celle à qui a la
30:36
plus forte originalité les institutions
30:40
on les qualifie pour les communautés

30:43
européennes devenue l'union européenne
30:45
on les qualifie de supra nationale cette
30:50
union qui est sans équivalent et dotée
30:55
en effet d'un système institutionnel
30:58
très particulier
31:03
on a une partie seulement des
31:07
institutions qui sont mises en place il
31:10
ya qu'une partie qui est de nature
31:12
intergouvernementale
31:15
c'est à dire qui représente les états
31:19
membres c'est le cas du conseil des
31:25
ministres et c'est le cas du conseil
31:30
européen
31:33
alors j'insiste au passage est là aussi
31:37
bon je radote on vous le dira en second
31:39
semestre dans le court institutions
31:41
européennes mais déjà je vous le dis
31:44
comme ça vous en aurez entendu parler
31:46
une fois il ne faut pas confondre le
31:48
conseil européen et le conseil de
31:52
l'europe dont je vous ai parlé tout à
31:53
l'heure c'est malheureusement une
31:55
confusion qui fait encore aujourd'hui
31:58
même par des journalistes dans la presse
32:01
écrite ou à la télé etc
32:03
donc de grâce vous êtes juriste vous
32:07

pourrez dorénavant relevé l'erreur le
32:10
conseil européen
32:12
c'est une institution de l'union
32:15
européenne le conseil de l'europe
32:18
c'est ce qu'on a vu tout à l'heure c'est
32:20
une organisation internationale
32:23
donc le conseil de l'europe c'est une
32:25
organisation internationale ici
32:27
l'organisation internationale si vous
32:29
voulez c'est l'union européenne et cette
32:32
union européenne elle met des
32:33
institutions en place dont le conseil
32:36
européen conseillent européenne
32:39
d'ailleurs qui avait été lancée en 1974
32:43
à l'initiative justement de valéry
32:46
giscard d'estaing qui avait voulu
32:48
institutionnaliser la pratique qui
32:52
s'était développée depuis le début des
32:53
sommets européens
32:55
mais bon je rentre pas dans le détail je
32:57
ne vous demande pas cela aujourd'hui
32:59
je voulais juste insister sur la
33:02
spécificité des institutions donc je
33:05
continue
33:05
on n'a qu'une partie de ces institutions
33:08
qui sont de nature intergouvernementale
33:11
je répète le conseil européen et le

33:14
 conseil des min
 33:16
 ce train et les autres institutions qui
 33:19
 ont été mises en place représente
 33:22
 d'autres intérêts par exemple on a le
 33:28
 parlement européen qui va représenter
 33:32
 les peuples des états membres on a à
 33:39
 côté la commission européenne ça c'est
 33:43
 le point très original de la
 33:45
 construction européenne la commission
 33:47
 européenne qui elle va représenter
 33:51
 l'intérêt communautaire l'intérêt de la
 33:54
 communauté
 33:55
 la commission européenne vous le verrez
 33:58
 celle organe supranational par
 34:01
 excellence qui se traduit notamment par
 34:06
 une indépendance par rapport aux états
 34:09
 membres
 34:11
 et puis aussi par les pouvoirs de dont
 34:15
 elle est dotée voilà et ses institutions
 34:21
 créées entre elles par le jeu des
 34:25
 compétences qui leur sont attribués un
 34:28
 équilibre institutionnel qui est tout à
 34:31
 fait essentiel au fonctionnement
 34:33
 bon si je voulais compléter le système
 34:36
 institutionnel
 34:37
 il faudrait aussi quand même mentionner
 34:40

la cour de justice cour de justice des
34:42
communautés européennes à l'origine cour
34:45
de justice de l'union européenne
34:47
aujourd'hui qui elle représente
34:49
l'intérêt du droit qui va trancher les
34:53
différends donc un système
34:56
institutionnel très particulier je
35:00
prends on a un véritable kadri partie
35:03
institutionnelle qui est sans égale
35:07
conseil des ministres parlement européen
35:11
commission européenne cour de justice
35:14
avec la commission européenne qui est un
35:18
organe véritablement supranationale et
35:21
en parlement qui va représenter les
35:23
peuples et qui en plus à partir du 26 9
35:26
sera élu au suffrage universel dit
35:28
avec c'est à dire qu'il y aura une très
35:30
forte légitimité et parlement européen
35:33
qui est aujourd'hui co législateur mais
35:36
bon je m'emballe je vais beaucoup trop
35:38
loin
35:38
on est dans le cadre d'un cours de
35:39
relations internationales donc j'en
35:42
reviens à ce que je disais je voulais
35:45
juste insister sur la spécificité de
35:50
l'union européenne qui aboutit et c'est
35:54
ce qui nous intéresse dans le cadre de

35:56
secours qui aboutit à affaires de
35:59
l'union européenne un acteur particulier
36:03
dans les relations internationales
36:05
c'est ce qu'on doit retenir ici parce
36:12
que premièrement première idée lui eu
36:15
effectivement est incontestablement un
36:20
acteur international
36:24
première idée donc tout le monde est
36:26
d'accord lieu est un acteur
36:29
international mais deuxième deuxième
36:34
idée un peu en contrepoint on n'est pas
36:38
tout à fait certain du poids de cet
36:41
acteur l'opinion la plus courante de la
36:47
plus largement exprimés ou défendu ce
36:52
serait que l'union européenne est un
36:56
géant économique mais un un politique
37:02
voire une larve avec des guillemets bien
37:05
sûr d'un point de vue militaire
37:08
même si c'est un petit peu négatif
37:19
non c'est bon car la la spécificité
37:22
c'est dans le projet la méthode et les
37:25
institutions donc c'est ok vous avez
37:30
rien manquer projet méthode institutions
37:34
et là je je terminais en vous expliquant
37:39
pourquoi l'union européenne nous
37:41
intéresse dans les relations
37:42

internationales
37:45
donc c'est un géant économique mais un
37:47
nain politique
37:49
alors c'est vrai que c'est une position
37:53
un petit peu étrange pour l'union
37:57
européenne parce qu'on a un système
38:00
assez singulier qui est la conséquence
38:03
d'ailleurs de la singularité
38:05
institutionnel que je vous ai décrites
38:07
où l'union européenne un des relations
38:12
extérieures mène des relations
38:14
extérieures mais qui vient de s'ajouter
38:17
aux relations extérieures des états qui
38:21
sont membres de l'union européenne
38:29
de plus même si une action extérieure
38:32
est menée au niveau de l'union
38:34
européenne et on vous expliquera
38:37
notamment qu'il existe un haut
38:40
représentant pour la politique étrangère
38:43
et de sécurité de l'union qui est
38:46
aujourd'hui l'espagnol josette borel qui
38:51
a pas il faut le dire un rayonnement
38:54
extraordinaire finalement l'italienne
38:59
qui l'a précédée
39:01
mon guérini était quand même pas si mal
39:05
que ça bien je ferme la parenthèse je
39:10
disais donc relations extérieures de

39:13
l'union qui s'ajoute à celle des états
39:15
membres et en plus au niveau des
39:18
décisions qui peuvent être prises c'est
39:20
compliqué parce qu'il ya des décisions
39:22
qui peuvent être prises à la majorité et
39:26
d'autres qui sont prises à l'unanimité
39:29
donc on a quelque chose d'assez assez
39:32
complexe
39:35
néanmoins dire en un politique est quand
39:39
même un petit peu péjoratif
39:42
parce que l'union européenne est une
39:45
puissance qui compte aujourd'hui c'est
39:49
un acteur majeur dans les relations
39:51
internationales de ce début du 21ème
39:54
siècle
39:57
pourquoi d'abord qu'est-ce qui est nôtre
40:04
notre force finalement qu'est-ce qui est
40:05
la force de cette union européenne pour
40:08
s'affirmer sur la scène internationale
40:11
d'abord parce qu'il y a une identité
40:14
européenne fondée sur des valeurs
40:17
communes qui sont les droits de l'homme
40:24
le rôle du droit de l'état de droit
40:30
l'idée de négociations multilatérales
40:34
l'idée d'une économie de marché mais
40:37
aussi je dirais d'une économie sociale
40:39

de marché
40:40
c'est pas du libéralisme sauvage comme
40:43
on peut le voir à d'autres endroits du
40:45
globe
40:46
ne serait-ce qu'aux états unis donc
40:48
première idée une identité européenne
40:51
fondée sur des valeurs communes et sarah
40:55
ça resserre les liens et ça permet dans
40:57
certains cas de parler d'une seule voix
41:01
deuxième chose c'est incontestablement
41:07
alors
41:09
ce qui explique je reprends que l'union
41:13
européenne est aujourd'hui un acteur
41:14
majeur dans les relations
41:16
internationales
41:16
c'est d'abord donc par le biais de
41:19
l'identité européenne fondée sur des
41:22
valeurs communes
41:23
donc premièrement c'est l'idée
41:25
l'identité européenne fondée sur des
41:27
valeurs communes droits de l'homme et
41:29
droit négociations multilatérales
41:31
économie de marché etc
41:35
deuxièmement côté de l'identité
41:37
européenne
41:38
c'est qu'il y a un rôle planétaire a joué
41:45
en raison des intérêts tout simplement

41:50
que ses états membres ont à peu près
41:54
partout à la surface du globe
42:04
ensuite c'est une influence économique
42:12
monétaire et financière qui est
42:16
indéniable même si le dollar est
42:24
toujours la monnaie des échanges
42:27
internationaux notamment pour l'achat du
42:30
pétrole et cetera l'europe s'est imposée
42:35
économiquement et le raw s'impose aussi
42:39
et enfin quatrième idée c'est que le
42:44
lieu est un modèle qui s'exporte aux
42:49
alentours par par ses valeurs par son
42:57
rayonnement et cetera son rayonnement
42:59
juridiques notamment donc là d'ailleurs
43:03
on parle de soft power de pouvoir doux
43:08
de pouvoir souple c'est à dire que
43:09
l'union européenne elle s'impose pas par
43:11
la force
43:12
elle s'impose par par son rayonnement
43:15
notamment juridiques
43:19
donc c'est un modèle qui s'exporte
43:25
d'où une influence considérable même si
43:30
les européens n'ont pas toujours
43:33
conscience
43:37
cela étant est ce qu'on peut parler de
43:41
super puissance pour l'europe
43:43

bon ça serait peut-être un peu prématuré
43:50
la première raison c'est que
43:53
traditionnellement on attribue aux
43:58
thermes superpuissance l'idée de
44:03
puissance militaire
44:10
or s'il ya un point faible dans la
44:13
construction européenne est encore
44:16
aujourd'hui c'est vraiment de ce côté là
44:21
néanmoins je pense que ça serait un
44:22
petit peu injuste de parler de l'un ou
44:28
de larves comme on le fait d'habitude
44:30
certains ont employé ce mot bonso
44:33
franchement déplaisant et c'est injuste
44:36
parce que bien sûr si on prend la
44:39
capacité politico militaire de l'union
44:44
européenne en tant que telle elle est
44:46
bien plus faible que celle des états
44:49
unis par exemple
44:50
mais si on considère n'ont pas la
44:56
capacité de l'ue en tant que telle mais
44:59
de l'ensemble européen
45:02
alors là ça va beaucoup plus loin
45:10
n'oublions pas par exemple que la france
45:14
est une puissance nucléaire et le
45:18
royaume uni qui vient juste de quitter
45:21
l'union européenne était aussi est aussi
45:24
une puissance nucléaire

45:25
donc jusqu'à il ya peu il y avait deux
45:28
puissances nucléaires au sein de
45:29
l'europe
45:29
il en reste une en tout cas et
45:32
n'oublions pas aussi que la france est
45:36
membre permanent du conseil de sécurité
45:38
de l'onu ce qui indirectement donne une
45:43
visibilité aux positions européennes que
45:47
peut défendre la france bon et puis il
45:56
ya quantité d'initiatives qui ont été
45:58
développées au niveau militaire
46:01
mais ce n'est pas du tout le lieu ici de
46:05
deux de parler de tout ça reste on reste
46:09
onze ans au crâne des idées et à l'idée
46:13
de l'union européenne en tant qu'acteur
46:14
des relations internationales
46:19
ensuite donc l'europe n'est pas une
46:23
superpuissance peut-être à cause de ceux
46:25
de ce facteur militaire mais on pourrait
46:29
ajouter c'est un petit peu provocateur
46:32
que peut-être les européens n'ont pas
46:36
fait le choix encore d'être une
46:39
superpuissance
46:41
je m'explique si on compare avec les
46:48
états unis
46:50
l'effort que consacrent les états unis à
46:55

leur budget militaire est colossal ça
47:00
dépasse les 4% je crois même qu'on ait à
47:03
presque 5 % du pib du produit intérieur
47:06
brut un produit intérieur brut pardon et
47:10
washington peuvent supporter cet effort
47:15
les européens s'ils le voulaient
47:18
pourrait aussi consentir le même effort
47:22
mais ce n'est pas leur choix et la
47:26
question c'est de savoir est ce qu'il
47:28
faut le faire
47:29
est ce qu'il y a une volonté de le faire
47:34
en douter parce qu'il faut savoir aussi
47:37
que ne serait ce que dans le cadre de
47:39
l'otan l'otan impose à ses états membres
47:43
de conserver et de développer leurs
47:46
capacités militaires et s'est fixé là
47:49
aussi en pourcentage du pib
47:52
c'est 2% sauf erreur de ma part que
47:55
certains pays ont du mal à atteindre par
47:58
volonté politique tout simplement donc
48:03
imiter les usa ou tenter de s'en
48:08
approcher signifierait que les européens
48:11
ont adopté la même lecture du monde les
48:15
mêmes priorités mais je dirais que en
48:21
tout cas jusqu'à présent c'était pas
48:23
trop le sens de l'histoire surtout
48:28
n'oublions pas ce que je vous ai dit

48:30
tout à l'heure c'est que la raison
48:33
d'être à la base de la construction
48:34
européenne c'était de se dire la guerre
48:37
plus jamais ça on a voulu mettre fin au
48:40
conflit
48:41
après deux conflits mondiaux désastreux
48:45
au 20e siècle
48:47
donc ça serait un petit peu paradoxal
48:48
après d'investir à fonds dans dans la
48:52
puissance militaire même si la puissance
48:57
militaire paradoxalement est utile et
49:00
même indispensable pour garantir la paix
49:04
en cas d'agression
49:08
autrement dit bon résumé l'europe ne
49:12
s'est pas constitué comme une puissance
49:16
mais plutôt comme un acteur et un acteur
49:23
qui même si son projet ou parce que son
49:27
projet c'est la paix acteur qui prend de
49:31
plus en plus de poids est d'importance
49:38
alors après sur la naissance d'une
49:42
identité européenne en matière de
49:46
sécurité des défenses c'est un peu le
49:49
serpent qui se mord la queue c'est
49:51
l'éternel débat qui agite les européens
49:54
et qui revient régulièrement
49:57
surtout quand l'otan manifeste des
50:00

volonté de se désengager de l'europe
50:03
mais avec l'arrivée notamment justement
50:06
de joe biden à la présidence des états
50:08
unis
50:09
il ya un sommet de l'otan en début
50:11
d'année et ça va peut-être à nouveau
50:13
rebattre les cartes des relations
50:15
transatlantiques et c'est donc c'est là
50:19
encore affaire à suivre
50:23
voilà pour ces quelques considérations
50:25
générales sur l'union européenne en tant
50:29
qu'acteur des relations internationales
50:30
alors je voudrais conclure cette cette
50:34
section 1 conclusions à la section 1
50:41
l'objectif ici était de mesurer le
50:46
dynamisme relationnel des différentes
50:50
régions du monde
50:53
donc dans un premier temps alors ici
50:56
dans cette conclusion le plus important
50:59
peut-être on peut se demander est ce que
51:03
l'organisation internationale en tant
51:06
que tel le phénomène organisations
51:07
internationales peut concurrencer l'état
51:12
en tant qu'acteur des relations
51:15
internationales bien je dirais oui
51:21
pourquoi pas
51:23
si elle s'inscrit justement dans le

51:26
cadre d'un projet de style fédéral
51:30
fédéralistes comme les l'union
51:33
européenne cela dit cette situation
51:38
reste tout à fait exceptionnel donc la
51:42
réponse est ce que l'organisation
51:44
internationale concurrence l'état
51:46
je dirais en principe non il n'y a pas
51:51
de concurrence l'organisation
51:54
internationale c'est une création des
51:57
états donc normalement elle n'a pas pour
52:02
ambition de dépasser ses membres de les
52:07
englober dans un ensemble plus vaste
52:11
mais simplement
52:14
donc je reprends est ce que
52:17
l'organisation internationale peut
52:19
concurrencer l'état en tant qu'acteur
52:22
des relations internationales
52:23
en principe non il n'y a pas de
52:27
concurrence tout simplement parce que
52:31
l'organisation internationale est une
52:33
création des états donc elle n'a pas
52:36
pour ambition normalement de dépasser
52:40
ses membres d'être au dessus de ses
52:42
membres et de les englober dans un état
52:45
plus vaste
52:48
elle est simplement un instrument pour
52:52

les états et à les doter des moyens que
52:59
les états lui donne afin d'exercer ses
53:03
fonctions
53:07
autrement dit ce qui va manquer à
53:11
l'organisation internationale pour être
53:14
un acteur au sens le plus fort du terme
53:18
c'est une individualité réels par
53:22
rapport à l'état d'autant que le plus
53:27
souvent son action est de portée réduite
53:34
l'organisation internationale elle n'a
53:36
pas de souveraineté
53:37
et souvenez-vous du principe sur lequel
53:40
j'ai insisté du principe de spécialité
53:43
ou de compétence d'attribution
53:46
l'organisation internationale
53:48
elle n'a que des compétences limitées
53:50
elle n'a que les compétences que les
53:52
états veulent bien lui confier cela
53:57
étant dit les organisations
53:58
internationales
53:59
elle existe et il faut bien sûr compter
54:04
avec elle sur la scène internationale
54:15
section 2 on va voir maintenant

et je
54:24
suis en train de penser je crois que
54:26
j'ai oublié de vous mettre la suite du
54:28
plan sur hiller cette erreur sera

54:31
corrigé cet après-midi donc section de
54:36

Les acteurs indépendants des États

On va voir ici qu'à côté des acteurs non étatiques mais qui émanent des États que nous venons de voir, c'est-à-dire les organisations internationales, il existe des acteurs des relations internationales qui sont indépendants des États. On va parler ici de certains acteurs qui sont nouveaux sur la scène internationale. Il s'agit de personnes privées, de personne physique ou personne morale, qui jouent un rôle de plus en plus important dans les relations internationales. C'est pourquoi nous allons va traiter les ONG d'abord (les organisations non gouvernementales), pour parler ensuite des entreprises multinationales et dire enfin quelques mots des individus, des personnes physiques.

RI #10 deuxième partie

00:02
enfin
00:52
bien en attendant que tout le monde
00:54
arrive je rappelle que nous sommes dans
00:56
la section de les acteurs indépendants
00:59
des états puisqu'il existe effectivement
01:02
des acteurs des relations
01:04
internationales très important
01:06
aujourd'hui mais distincte des états
01:09
acteurs nouveau est en plein essor
01:14
depuis quelques temps à savoir les ONG
01:17
les entreprises multinationales et les
01:21
individus et donc je commence paragraphe
01:24
1 par

Les organisations non gouvernementales (ONG)

Voyons pour commencer leur définition :

Une ONG est un groupement, une association, un mouvement, une institution, créé non pas par un accord entre États, mais par une initiative privée ou mixte qui rassemble des personnes physiques ou morales privées ou publiques de nationalités différentes pour mener une action

internationale qui s'étend en général sur le territoire de plusieurs États et qui n'a pas de caractère lucratif (c'est très important).

Ce qui les distingue des ONG des organisations internationales, c'est le fait qu'elles ne soient pas fondées sur un accord entre États et que parmi leurs membres, il n'y a pas d'État. De plus, les ONG n'ont pas de caractère lucratif. C'est ce qui va permettre de les distinguer par exemple des entreprises multinationales dont nous parlerons ensuite.

L'objet de l'ONG peut être extrêmement divers. On va voir et donner quelques exemples. Ça peut être par exemple un objet caritatif (on pense à l'ONG Care International), ça peut être un objet environnemental (on pense à Greenpeace), ça peut être un objet religieux par exemple (le Conseil œcuménique des Églises), ça peut être un objet sportif (avec le Comité International Olympique (CIO) ou la Fifa); ça peut être un objet politique, par exemple les fédérations de partis politiques (on pense par exemple à l'Internationale socialiste ou communiste, ou au groupe Attac qu'on entend peut-être un peu moins aujourd'hui mais qui a eu et qui a toujours un rôle très important)

06:05

attaque ça veut dire au départ

06:08

association pour la taxation des

06:10

transactions financières et pour

06:12

l'action citoyenne

06:14

mais je crois qu'il y a un mot qui les

06:16

résume parfaitement on dit deux

06:18

attaquants général c'est un mouvement

06:19

altermondialiste

06:25

ça peut être un objet aussi économique

06:28

et social avec des fédérations de

06:31

syndicats par exemple ou 10

06:35

gestion patronale ça peut être un objet

06:42

scientifique par exemple l'institut de

06:45

droit international

06:50

ça peut être un objet très répandue de

06:55

défense des droits de l'homme

06:57

je pense bien sûr à Amnesty

07:01

International ou à Médecins du monde ou

07:09

Handicap international ou Human rights watch, etc.

07:14

Il y en a beaucoup dans ce domaine voilà

07:21

pour le premier aspect donc c'est à dire

07:24

là la définition

07:28

deuxième aspect sur lequel je voudrais

07:31

insister c'est l'absence de statut

07:35

international

07:44

cette absence de statut international

07:48

s'explique par la diversité la très

07:52

grande diversité de ces ong

07:57

déjà si on les considère par rapport au

08:01

nombre de membres il ya des variations

08:04

considérables

08:06

ça peut aller de plusieurs millions pour

08:10

les plus grandes ong à quelques dizaines

08:14

de personnes seulement donc très grande

08:18

diversité quand rôleurs leur étendue

08:22

elles sont très diverses aussi par leur

08:26

niveau d'organisation par leur cap

08:31

capacité financière par leur rôle ou leur

08:36

notoriété

08:39

certaines ne sont véritablement je dirais

08:41

des vedettes de l'actualité

08:43

internationale. Qui n'a pas entendu parler de Greenpeace ou d'Amnesty international ? Il y en a d'autres qui sont beaucoup plus confidentielles. La conséquence est qu'il est difficile d'imaginer un statut unique pour les ONG. En tout état de cause, certaines peuvent éventuellement être dotées d'un statut consultatif, par exemple dans le cadre de l'ONU ou du Conseil de l'Europe, mais c'est tout, ça va pas plus loin. d'où

09:29

le troisième élément on peut

09:32

s'interroger sur leur place dans les

09:35
relations internationales
09:39
alors je disais tout à l'heure je crois
09:42
le nombre d'ONG s'est considérablement développé depuis quelques dizaines d'années.
09:49
il est très important il en existe des
09:52
millions en avance je crois que c'était
09:55
le chiffre d'ailleurs qui était donné
09:57
dans la petite vidéo y aurait à peu près
10:01
40 000 ONG de par le monde mais bon on
10:05
en connaît même pas le chiffre exact est
10:08
difficile de vérifier en tout cas très
10:12
souvent les ONG ou en tout cas celles
10:15
qui ont le plus de visibilité fonds de
10:17
l'aide humanitaire et pour ce faire elle
10:22
mène des actions opérationnelles sur le
10:26
terrain cette précision est importante
10:34
parce que justement souvent les états
10:39
peuvent être réticents à accepter sur
10:43
leur sol une présence extérieure
10:47
même si c'est une assistance civile
10:50
même si c'est en cas de catastrophe
10:52
naturelle pourquoi pas ce que ça veut
10:59
dire admettre que des civils étrangers
11:03
viennent secourir la population locale
11:07
ça veut dire que l'état est incapable
11:08
d'assurer lui-même cette tâche auprès de
11:12
ses propres ressortissants
11:17

donc pendant longtemps et encore
11:20
aujourd'hui ça dépend du point de vue
11:22
cette présence eu des ong même à
11:24
caractère humanitaire
11:26
elle est perçue elle est considérée
11:28
comme une intrusion dans les affaires
11:31
intérieures et à cet égard les nations
11:41
unies ont beaucoup travaillé pour que
11:45
soient reconnus
11:47
l'action des ONG et ça aboutit
11:51
d'ailleurs à l'adoption de plusieurs
11:54
résolutions dont je vous parlerai si
11:57
vous suivez un jour mon cours de
11:59
droit international public en licence
12:03
résolution sur l'aide humanitaire
12:06
les couloirs d'urgence qui sont créés
12:09
par exemple en cas de conflit pour
12:11
permettre l'acheminement de l'aide
12:13
humanitaire, etc.
12:16
donc je dirais aujourd'hui il y a quand
12:19
même une évolution et l'action des ONG
12:22
mais globalement mieux acceptée en
12:27
revanche ce qui est toujours pas très
12:32
bien accepté quel que soit l'endroit du
12:34
globe d'ailleurs je crois que personne
12:36
n'a
12:37
[Musique]

12:38

le monopole ce qui est pas très bien

12:41

accepté c'est l'action militante de

12:45

certaines ONG

12:51

En effet, on a des ONG qui mènent parfois des actions plus politiques, qui vont dénoncer par exemple des violations du droit international commises par certains États, des ONG qui essaient d'alerter l'opinion publique internationale. C'est le cas par exemple pour Amnesty international. C'est ce qui explique que les États ont quelques difficultés à accepter ces ONG ou l'action de ces ONG. On pense à Greenpeace, reconnue aujourd'hui pour sa défense de l'environnement, qui a beaucoup œuvré à une époque notamment pour lutter contre la poursuite des essais nucléaires et s'est opposée à la France qui faisait ses essais nucléaires dans le Pacifique. C'est ce qui a occasionné la fameuse affaire du Rainbow Warrior. Le Rainbow Warrior était le navire affrété par Greenpeace pour aller sur place vers les atolls de Mururoa où la France faisait ses expériences militaires de bombes nucléaires. Il devait se rendre sur zone pour essayer d'empêcher ces essais, et il y a eu sous la présidence de Mitterrand une opération montée par les services secrets (autorisée bien sûr par l'Élysée

14:34

selon lassus après même si ça n'a jamais

14:36

été dit officiellement et le Rainbow Warrior a été saboté. Manque de bol, il y avait le photographe de Greenpeace qui était retourné à bord pour chercher des pellicules et du matériel et qui a été tué dans l'explosion du navire. Les auteurs des dommages – qui étaient des agents français – avaient été récupérés par la Nouvelle-Zélande (le Rainbow Warrior était dans un port de Nouvelle-Zélande) et avaient été jugés par le gouvernement néozélandais. Tout ça avait fait tout un imbroglio politico-juridique dont vous entendrez peut-être parler plus tard.

15:17

aussi dans d'autres cons bref voilà

15:21

quand il est question de l'action

15:22

militante les états sont toujours

15:25

évidemment très réticent quand ce sont

15:27

eux qui sont dans le collimateur de deux

15:30

ONG

15:30

c'est une question de bon sens du coup

15:35

j'ajouterai que ce phénomène des ONG

15:39

il est très caractéristique bien sûr des

15:42

sociétés démocratiques dans lesquelles

15:46

l'état laisse une place importante aux

15:50

initiatives privées donc derrière les ONG, il faut voir l'idée de contre-pouvoir

16:00

dans la société civile mondiale et donc
16:07
depuis quelques années bon c'est pas le
16:10
daté 20 ans 30 ans peut-être le rôle des
16:14
ong s'est considérablement accrue
16:17
notamment grâce aux médias
16:26
mais si leur montée en puissance est
16:29
généralement considéré comme un progrès
16:32
par justement les violations du droit
16:35
international
16:38
quelle qu'elles mettent en
16:39
avant les problèmes liés à la
16:42
destruction de l'un d'eux la nature de
16:44
l'épuisement des ressources et cetera
16:45
donc ça c'est évidemment très positif
16:48
néanmoins le regard porté sur les ONG
16:52
reste encore critique à certains égards
16:57
notamment en raison de certaines
17:00
méthodes employées par des ONG
17:06
certaines ONG en effet n'hésite pas
17:09
éventuellement à utiliser l'action
17:11
violente ou à mentir et autres éléments
17:21
les certaines ONG comme la plupart
17:26
finalement appartiennent au nord je veux
17:30
dire à l'hémisphère nord c'est à dire en
17:32
gros les pays riches les pays développés
17:35
on les accuse parfois d'instrumentaliser
17:39
les informations ce qui n'est pas

17:43

forcément faux quoi qu'il en soit

17:49

vertueux ou défauts des ONG

17:54

Il faut retenir que ces ONG sont devenues véritablement des acteurs à part entière des relations internationales. Elles participent à la formation et à l'application du droit international par leur contribution, notamment à l'évolution des esprits, par les pressions qu'elles exercent indirectement sur les États par le relais des opinions publiques. Elles ont donc un rôle très important dans les relations internationales.

À côté de ces ONG, je voudrais vous parler ensuite, dans un deuxième paragraphe, des entreprises multinationales.

Les entreprises multinationales

19:02

partons de la définition le rôle

19:09

important des ONG bien elle

19:15

participe je disais à la formation à

19:19

l'application du droit international

19:22

par leur contribution à l'évolution des

19:27

esprits par les pressions qu'elle exerce

19:31

sur les états

19:44

bien je vous répondrai à la fin du cours

19:49

donc paragraphe 2 les entreprises

19:52

multinationales

19:57

partons de la définition alors les

20:07

entreprises multinationales

20:09

ce sont des entreprises privées qui sont

20:16

constitués sur la base du droit d'un

20:19

état déterminé donc ce sont des

20:22

entreprises privées qui sont constitués

20:25

sur la base du droit d'un état déterminé

20:36

et dont les activités se déroula dans

20:41

une multitude d'autres états au travers

20:45
de sociétés filiales
20:47
donc je reprends entreprise privée
20:51
constituée sur la base du droit d'un
20:54
état déterminé et dont les activités se
20:57
déroulent dans une multitude d'autres
21:00
états au travers de sociétés signale bon
21:08
sachant que ses filiales
21:10
elles sont créées conformément au droit
21:15
de l'état d'accueil
21:18
donc si vous voulez c'est un réseau
21:21
d'entreprises constitué sous des formes
21:25
juridiques assez assez diverses
21:41
oui par exemple tout à fait après il
21:48
peut très bien y avoir des filiales dans
21:51
des dents des états développés
21:53
ça ça peut marcher dans l'est dans les
21:56
deux sens mais c'est ces temps d'un des
22:00
instruments de la délocalisation
22:02
c'est exact alors un mot là aussi comme
22:08
tout à l'heure sur l'absence de statut
22:11
international les entreprises
22:14
multinationales elles ne font l'objet
22:17
d'aucun encadrement internationale sauf
22:23
éventuellement mais c'est l'exception
22:26
dans le cadre d'organisations régionales
22:31
d'intégration comme peut l'être
22:34

l'union européenne mais en règle
22:39
générale il n'y a pas vraiment de deux
22:42
mécanismes
22:44
général externe de contrôle des
22:48
multinationales et en tout état de cause
22:53
ces multinationales
22:55
ce sont des acteurs indéniable des
22:59
relations internationales et on va voir
23:02
d'ailleurs quelle est leur place dans
23:04
les relations internationales
23:10
[Musique]
23:12
dès les années soixante dix la cour
23:16
internationale de justice elle même
23:19
à noter que ces entreprises
23:22
multinationales
23:24
ce sont des institutions qui ont débordé
23:26
les frontières et ont commencé à exercer
23:30
une influence considérable sur les
23:33
relations internationales
23:36
c'est pas la peine de le noter effet à
23:39
titre d'illustration je dirais que c'est
23:46
surtout la période postérieure à la
23:51
guerre froide donc début des années 90
23:58
et puis à partir de là où il ya eu des
24:03
reconfigurations économique mondiale
24:05
d'ampleur beaucoup de de fusions
24:08
acquisitions etc qui ont été tout à fait

24:11
décisive donc je dirais en avant que ces
24:16
entreprises multinationales domine
24:20
désormais
24:21
la planète domine les échanges dominant
24:26
les flux financiers internationaux
24:29
domine les marchés financiers à tel
24:36
point d'ailleurs et je serais tenté de
24:41
faire partie des auteurs qui pensent
24:45
cela certains n'hésitent pas à y voir
24:48
les principaux acteurs actuels de la
24:53
société internationale les vrais maîtres
24:55
du monde qui échappe au contrôle d'état
25:01
parce que parce qu'elle déborde leur
25:04
territoire parce qu'il y a une mise en
25:09
concurrence parce qu'elle leur échappe
25:13
donc à l'extrême jeu que je caricature
25:16
un petit peu mais pour faire comprendre
25:18
on arrivera à l'idée que les vraies
25:21
relations internationales finalement
25:24
ce sont celles qui se passent entre les
25:26
multinationales et pas entre les états
25:30
je caricature un petit peu mais c'est
25:33
vraiment pour insister sur l'importance
25:34
de ces de ces entreprises
25:37
multinationales un tout petit exemple il
25:40
y a qu'à voir aujourd'hui l'importance
25:42

que prennent les grandes firmes
25:44
pharmaceutiques qui sont en train de
25:47
créer les vaccins contre locaux vides
25:49
regardez là là la puissance mondiale
25:52
dont elle dont elle hérite qu'on leur
25:55
dise qu'on leur donne la puissance
25:57
économique
25:58
c'est assez assez vertigineux alors
26:04
précision un petit peu de deux ou trois
26:06
choses
26:07
il est tout à fait possible qu'une
26:10
multinationale ou plusieurs
26:12
multinationales parviennent à imposer
26:15
leur volonté à un état on sait très bien
26:21
que par état interposés ces entreprises
26:25
et multinationales elles peuvent peser
26:28
sur le cours des négociations
26:29
internationales
26:37
c'est ce qu'aurait fait d'ailleurs c'est
26:40
ce qu'on fait des multinationales
26:42
américaines à l'om c'est l'organisation
26:46
mondiale du commerce
26:48
quand ont été négociés par exemple les
26:51
droits de propriété intellectuelle
26:54
et ce grâce à leur influence donc sur le
26:58
gouvernement des états unis
27:03
et puis petit petite parenthèse

27:07
n'oublions pas aussi chaque année le
27:10
fameux grand sommet de davos en suisse
27:13
qui rassemble tous les puissants de ce
27:16
monde ça rassemble bien sûr les
27:19
principales figures politiques les plus
27:21
les plus importantes du monde mais avant
27:24
tout les plus grands chefs d'entreprises
27:27
des plus grandes multinationales qui
27:29
gère le monde
27:32
par ailleurs il faut pas ignorer non
27:36
plus que les grandes multinationales
27:40
vont pouvoir jouer éventuellement de
27:43
leurs capacités d'investissement dans
27:46
certains états ont parfois un besoin
27:49
vital
27:50
et donc ça va les obliger éventuellement
27:53
à des concessions vis-à-vis de ces
27:57
entreprises multinationales concessions
28:00
qui peuvent paraître excessive
28:07
après je dirais que aux multinationales
28:11
il leur faut des marchés pour investir
28:14
dans de bonnes conditions donc
28:19
finalement là la dépendance elle est un
28:21
petit peu réciproque
28:30
donc si les états ont besoin des
28:33
multinationales les multinationales ont
28:35

aussi besoin des états et des marchés
28:38
quelques elle leur ouvre qu'elle leur
28:41
offre donc un rôle très important
28:50
aujourd'hui pour ces multi nationales
28:56
avec une petite parenthèse pour
29:02
commenter des faits d'actualité que j'ai
29:05
que j'ai vu récemment
29:07
vous savez que la chine pourtant
29:10
communiste a favorisé l'essor des
29:14
entreprises privées et certaines prendre
29:17
prennent rend assez considérable ne
29:22
serait ce que dans dans tout ce qui
29:23
touche aux grandes technologies regarder
29:26
avec huawei alibaba tencent qui a omis
29:30
et caetera et caetera et qui tendent à
29:34
devenir un peu l'équivalent pour la
29:36
chine des dégâts fa pour les états unis
29:39
google amazon facebook
29:41
elle peut on rajoute microsoft aussi
29:44
aujourd'hui et donc c'est assez amusant
29:46
fait amusant je pense pas que seulement
29:47
mais on voit aujourd'hui que le
29:50
président chinois xi Jinping
29:52
il est en train de resserrer la vis et
29:54
de reprendre en main un petit peu toutes
29:57
ces grosses entreprises pour les mettre
30:02
davantage au service de l'état

30:05
communiste et surtout garder la décision
30:08
et éviter qu'elle ne devienne
30:09
monopolistique et ultra puissante
30:14
je ferme la parenthèse
30:17
donc on a vu pour ces acteurs autre que
30:19
que les états les organisations
30:22
internationales surtout les ONG les
30:26
multinationales il nous reste à voir
30:28
paragraphe 3

Les individus

30:38
alors normalement je vous ai dit dès le
30:41
début c'est pas si vous vous en souvenez
30:44
l'individu en tant que personne physique
30:47
ce n'est évidemment pas un sujet du
30:51
droit international et donc normalement
30:54
il ne figure pas au nombre des acteurs
30:58
des relations internationales alors
31:03
certes un individu en particulier une
31:07
personne physique par exemple en tant
31:09
que touriste en tant que producteur
31:12
en tant que consommateur peut participer
31:17
à des relations qui dépasse les
31:20
frontières
31:22
bon d'autant plus si la personne en
31:25
question occupe une fonction officielle
31:31
par exemple en tant que représentant

31:33
d'un état ou d'une organisation
31:35
internationale
31:39
donc ceci mis à part l'individu
31:43
normalement il ne se situe pas au niveau
31:47
des relations internationales mais il ya
31:52
un mais bien sûr sinon je ne l'aurais
31:54
même pas mentionné on peut signaler deux
31:58
deux ou trois choses
32:02
première chose on pourrait parler de
32:07
participation aux relations
32:09
internationales
32:15
la seule situation où les individus vont
32:19
participer aux relations internationales
32:22
c'est en tant qu'opinion publique ou en
32:27
tant que groupe
32:29
par exemple un peuple ou une aux
32:32
minorités donc là on peut dire qu'ils
32:38
participent aux relations
32:39
internationales
32:43
deuxièmement je parlerai
32:47
d'assujettissement à la règle de droit
32:50
international à la règle de droit
32:52
international pardon assujettissement à
32:55
la règle de droit international
32:59
alors bien évidemment en tant que
33:02
personne privée
33:04

l'individu ne peut pas créer des règles
33:09
de droit international
33:16
donc le jeu reprend sur la participation
33:19
le premier point là la seule situation
33:22
où des individus participent aux
33:25
relations internationales
33:26
c'est en tant que l'opinion publique par
33:29
exemple ou en tant que groupe
33:31
c'est-à-dire peuple ou minorité par
33:35
exemple donc deuxièmes deuxièmement
33:40
l'assujettissement à la règle donc bien
33:44
sûr en tant que personne privée je
33:45
répète l'individu ne peut pas créer de
33:48
règles de droit international
33:51
en revanche beaucoup de règles de droit
33:55
international
33:56
le concerne il va donc être assujetti à
34:02
ses règles de droit international
34:08
mais cet assujettissement la qualité de
34:11
cet assujettissement je vais préciser
34:13
elle va dépendre de l'état dont il a la
34:18
nationalité dans lequel ils résident
34:25
en effet le droit international les
34:30
règles de droit international pour
34:31
atteindre l'individu il a besoin elles
34:35
ont besoin de la médiation de l'état
34:42
autrement dit il faut que l'état dont le

34:46
particulier dans la personne physique
34:48
relève rendent ces règles de droit
34:52
international
34:53
un vocable par les individus est en fait
35:01
7,1 vos kabylité ça va être le fait pour
35:05
l'individu de pouvoir se prévaloir d'une
35:09
règle devant les autorités nationales
35:14
éventuellement contre les autorités
35:16
nationales
35:22
donc vous comprenez par là alors c'est
35:27
des concepts un petit peu complexe ça
35:29
aussi ce sont des choses qui se
35:30
développeront plus tard que normalement
35:34
en principe le droit international
35:37
il n'est pas directement applicable dans
35:40
l'état membre
35:40
il ya besoin de la médiation de l'état
35:43
membres pour qu'ils puissent réellement
35:45
s'impliquer concrètement il faut cette
35:47
médiation de l'état pour rendre la règle
35:51
un vocable mais justement depuis
35:55
quelques décennies on a de plus en plus
35:59
de règles de droit international qui
36:04
sont directement invocable par les
36:08
individus devant les tribunaux qui sont
36:12
donc directement applicable sans que
36:20

l'état justement comme je l'expliquais à
36:22
l'instant est nécessaire au monde pris
36:24
le relais et est traduit ces normes
36:28
juridiques dans l'ordre juridique
36:30
interne
36:34
alors c'est surtout vrai ce que je suis
36:36
en train de vous dire pour le droit de
36:39
l'union européenne
36:41
c'est même une des caractéristiques
36:44
cela participe de la spécificité de
36:48
l'union européenne que j'ai souligné
36:50
tout à l'heure c'est la capacité pour
36:53
les institutions de l'union européenne
36:55
de produire des normes qui sont
36:58
directement applicables dans les états
37:01
membres et donc directement invocable
37:04
par les particuliers devant des
37:07
tribunaux c'est vrai par exemple pour le
37:11
règlement au niveau de l'union
37:13
européenne
37:13
le règlement quand l'union européenne
37:15
adopte un règlement il est publié au
37:18
journal officiel de l'union européenne
37:19
et il s'applique à partir de là
37:22
directement dans tous les états membres
37:24
sans que les états est à lever le petit
37:26
doigt

37:27
ça veut dire que ça crée directement des
37:30
droits et des obligations pour les
37:32
individus qui pourront se prévaloir en
37:35
justice donc devant les tribunaux contre
37:37
leur état par exemple donc à cet égard
37:41
on pourrait dire que les individus
37:44
deviennent de véritables sujets de droit
37:47
international
37:49
mais bon ça reste l'exception bon mis à
37:55
part le cas de deux lieux un il ya des
37:58
règles de droit international qui sont
38:00
cinf exécutive mais je vais pas me
38:02
lancer là dedans parce que c'est plus du
38:04
droit international que des relations
38:06
internationales je sais juste de vous
38:07
faire comprendre un petit peu le
38:09
contexte il suffit de retenir l'idée
38:13
générale c'est à dire qu'il peut y avoir
38:15
d'énormes un vocable directement par par
38:18
les individus donc ça c'était le
38:22
deuxième point c'est l'assujettissement
38:25
à la règle de droit international
38:31
troisième point c'est l'idée d'une
38:37
personnalité juridique internationale
38:41
particulière
38:45
troisièmement pour les individus je
38:48

voudrais envisagez donc l'idée d'une
38:50
personnalité juridique internationale
38:52
particulière d'abord petit tas je dirais
39:05
que la protection des droits de
39:07
l'individu est un des éléments de la
39:12
personnalité internationale de
39:14
l'individu donc la protection des droits
39:19
de l'individu est un des éléments de
39:23
cette personnalité internationale
39:25
juridique un petit peu particulière et
39:32
là on va revoir ce que j'ai évoqué un
39:35
peu plus tôt
39:36
l'europe est vraiment la pionnière en la
39:40
matière avec des déclarations de droit
39:46
des textes qui défendent les droits
39:48
fondamentaux et des juridictions qui
39:52
sont chargés de les faire respecter
39:55
donc il ya un corpus de droits
39:57
fondamentaux qui est créé au niveau
39:59
européen et des juridictions devant
40:02
lesquels on peut les défendre
40:04
je fais allusion bien sûr pour le
40:07
conseil de l'europe à la convention
40:10
européenne des droits de l'homme
40:14
si vous connaissez une violation si vous
40:17
êtes victime d'une violation d'un droit
40:21
garanti par là ceux des achats vous

40:24
pouvez bon sous certaines conditions
40:26
notamment épuisement des voies de
40:28
recours internes vous adresser
40:30
directement vous pouvez saisir
40:31
directement la cour européenne des
40:34
droits de l'homme qui est à strasbourg
40:38
et pour l'union européenne on a depuis
40:42
le traité de lisbonne de 2009 elle a
40:45
acquis pleine force juridique on à la
40:47
charte des droits fondamentaux de
40:50
l'union européenne et la cour de justice
40:56
donc de l'union européenne qui elle est
40:58
à luxembourg pour en garantir donc la
41:03
sanction la protection bon après il ya
41:11
des conditions relatives à la saisine et
41:13
tout ça mais c'est pas mon propos on est
41:15
ici au niveau des principes
41:18
donc l'europe est vraiment pionnière
41:20
c'est l'endroit du monde où on allait
41:22
les systèmes les plus profondes
41:25
protecteur les les plus perfectionnés
41:28
mais ces mécanismes de protection ils
41:31
existent aussi ailleurs
41:34
même s'ils sont moins élaborée par
41:37
exemple la convention interaméricaine
41:40
des droits de l'homme
41:43

de 1969 convention interaméricaine des
 41:47
 droits de l'homme de 1969 avec une cour
 41:52
 là aussi cour interaméricaine qui a été
 41:55
 créée en 1981
 42:01
 pour l'Afrique on a la charte africaine
 42:03
 des droits de l'homme 2009 181 1 et la
 42:10
 cour africaine des droits de l'homme et
 42:12
 des peuples donc qui elle fonctionne
 42:14
 depuis 2008 au niveau universel il faut
 42:24
 mentionner le pacte international
 42:28
 relatif aux droits civils et politiques
 42:33
 pacte international relatif aux droits
 42:36
 civils et politiques ainsi que le pacte
 42:41
 des droits économiques sociaux et
 42:43
 culturels adopté tous deux donc dans le
 42:48
 cadre de l'ONU
 42:49
 en 1966 qui prévoit donc comme vous le
 42:55
 devinez un corpus de droits fondamentaux
 42:58
 dans dans les domaines énoncés pacte qui
 43:03
 prévoit la mise en place d'un comité des
 43:06
 droits de l'homme chargé d'examiner les
 43:12
 rapports périodiques présentée par les
 43:14
 états et ce comité peut faire des
 43:27
 observations
 43:28
 mais c'est un mécanisme je dirais alors
 43:32
 le premier pacte c'est le pacte
 43:34
 international s'est éteint le plus

43:36
important symboliquement pacte
43:38
international relatif aux droits civils
43:40
et politiques pacte international
43:43
relatif aux droits civils et politiques
43:48
voilà donc je disais que ce comité il
43:50
est quand même relativement peu
43:52
ambitieux surtout que sont élu à sa tête
43:55
des représentants de nations qui sont
43:57
pas forcément connus comme étant les
43:59
meilleurs défenseurs des droits
44:01
fondamentaux je pense par exemple à
44:03
l'arabie saoudite
44:08
donc ces deux pactes pacte international
44:11
relatif aux droits civils et politiques
44:13
et pacte des droits économiques et
44:14
sociaux ont prévu la mise en place d'un
44:17
comité des droits de l'homme comité des
44:22
droits de l'homme qui examine donc les
44:25
rapports périodiques présentée par les
44:27
états mais bon tout ça est assez peu
44:32
ambitieux est quand même largement
44:34
politisé on a aussi un peu plus
44:43
ambitieux peut-être le mécanisme général
44:47
de protection des droits de l'homme
44:50
fondée sur la charte des nations unies
44:56
confiée au conseil des droits de l'homme
45:05

ans qui lui aussi procède à des examens
45:09
périodiques de la situation des droits
45:12
de l'homme dans tel ou tel écart dans
45:15
telle ou telle région du monde et c'est
45:18
c'est un petit peu plus ambitieux dans
45:22
la mesure où via un mécanisme de plainte
45:25
on peut déposer des plaintes auprès de
45:28
ceux de ce conseil sachant que ya pas de
45:34
il n'y a pas de pouvoir contraignant ce
45:37
n'est pas un organisme juridictionnelle
45:39
qui pourrait rendre des décisions avec
45:41
portée contraignante et bien évidemment
45:47
parce que les états sont sont réticents
45:50
à une saisine directe d'un organe de
45:55
type de type juridictionnelle ils sont
45:58
hostiles à ce genre de tribunaux
46:00
internationaux bien sûr donc à ce jour
46:06
le meilleur système ça reste quand même
46:10
celui de la cour européenne des droits
46:11
de l'homme n'oubliez pas que vous
46:13
individus particuliers vous pouvez
46:15
saisir la cour européenne des droits de
46:16
l'homme
46:17
si vous estimez victime d'une violation
46:19
d'un des droits garantis par par la cod
46:22
h troisièmement non pardon et petit b
46:30
excusez moi petit b après avoir vu la

46:33
protection des droits de l'individu
46:35
je voudrais parler du pendant c'est à
46:39
dire la responsabilité pénale
46:41
internationale de l'individu la
46:45
responsabilité pénale internationale
46:49
bien et je vois qu'il est 11h57
46:57
donc je vais m'arrêter et je vais
47:01
répondre à votre question
47:04
c'était marie je crois donc si vous avez
47:08
bien compté
47:09
nous sommes à dix séances c'est la
47:11
dixième séance aujourd'hui donc ça fait
47:13
une vingtaine d'heures donc comme c'est
47:15
un cours de 21h sur la maquette
47:18
il me reste une heure de cours la
47:21
semaine prochaine
47:22
donc je vous propose de nous retrouver à
47:26
l'heure habituelle à 10 heures pour une
47:28
heure de cours environ et ça sera
47:31
peut-être un petit peu plus ou un petit
47:34
peu moins je verrai en fonction de ce
47:36
que je termine où il est pertinent de
47:38
s'arrêter et je vous donnerai surtout
47:43
des indications concernant l'examen qui
47:47
en tout état de cause alors ce que je ne
47:50
sais pas encore aujourd'hui voilà c'est
47:53

pas encore fixée est ce que ça sera du
47:55
distant ciel est ce que ça sera du
47:57
présentiel ça pas encore été décidé
47:59
officiellement en tout cas je n'en suis
48:01
pas averti en tout état de cause et pour
48:03
vous et quoi qu'il en soit j'organiserai
48:06
un qcm
48:08
donc soit le qcm sera en présentiel soit
48:12
le qcm sera en prise en distance yale
48:15
vous le remplir et directement sur
48:18
hiller dans les deux cas en temps limité
48:20
je vous expliquerai bien sûr tout ça la
48:23
semaine prochaine j'espère qu'on saura
48:26
d'ici jeudi prochain
48:27
si ses distances yale ou présentiel bon
48:30
sinon pour nous ça change pas grand
48:33
chose
48:33
je vous expliquerai les deux cas de
48:36
figure à voilà si vous le désirez vous

RI #11 dernier cours

00:11
1 2 3 1 2 3
00:45
bonjour à tous
00:49
moi je vois pas rigoler derrière l'écran
00:52
c'est dommage bien mais nous voilà
00:59
arrivés donc au terme de ce cours il
01:02

nous reste une petite heure passée
01:04
ensemble donc on va essayer au moins de
01:07
terminer ce qu'on était en train de
01:10
faire est juste commencé la partie
01:13
d'après pour voir un petit peu ce que
01:16
nous aurions traité ensemble si on en
01:18
avait eu le temps alors je vous rappelle
01:21
qu'on était en train de parler des
01:23
acteurs autres que les états des acteurs
01:26
indépendants des états et on a vu les
01:30
ONG les entreprises multinationales et
01:34
j'en étais aux individus qui occupe une
01:37
place un petit peu particulière que je
01:40
rappelle d'ailleurs en passant parce que
01:42
quelqu'un a apposé très justement
01:44
une question là la place des individus
01:47
et pas très clair parce que l'individu
01:51
il n'est bien sûr a priori pas ce sujet
01:54
du droit international
01:57
mais il n'est pas non plus acteur
01:59
théoriquement donc se demander qu'est ce
02:01
qui fait donc dans cette partie alors
02:04
néanmoins l'individu il peut apparaître
02:07
je rappelle ce que j'ai vu la dernière
02:09
fois dans crazy du Helmand en cash
02:12
en tant qu'acteur mais pas en tant que
02:14
tel mais plutôt un membre en tant que

02:16
membre d'un groupe c'est à dire un
02:18
peuple une minorité mais cela étant dit
02:23
l'individu peut être conservé par les
02:26
relations internationales et par le
02:28
droit international puis ce qui peut
02:29
être dans une certaine mesure assujettis
02:32
à la règle de droit international et je
02:35
vous avais expliqué la dernière fois ce
02:38
qu'est l'avocat bilité de la norme
02:41
internationale qui peut éventuellement
02:42
s'appliquer directement aux individus et
02:46
puis aussi l'individu peut avoir une
02:49
personnalité juridique international un
02:52
petit peu particulière qui fait que
02:55
incidemment exceptionnellement il
02:57
apparaît dans l'est dans les relations
02:59
internationales et j'avais traité la
03:02
dernière fois le petit tas
03:04
s'agissant de la protection des droits à
03:06
la protection des droits fondamentaux
03:08
est l'exemple le plus le plus important
03:11
le plus illustre c'est bien sûr la
03:15
convention européenne des droits de
03:16
l'homme ou ici pour le coup mais c'est
03:19
l'exception
03:20
l'individu est véritablement sujet du
03:23

droit international puis ce qui peut
03:25
saisir une course supranationale qui est
03:29
là la cour européenne des droits de
03:31
l'homme
03:32
voilà ça c'était le petit tas et on
03:36
enchaine donc avec le petit des c'est ça
03:43
vous avez reconnu c'est le petit b la
03:46
responsabilité pénale internationale de
03:49
l'individu petit b la responsabilité
03:52
pénale internationale de l'individu
03:55
alors ça c'est c'est une autre facette
03:58
de la personnalité
04:01
international de l'individu donc je
04:05
répète petit b la responsabilité pénale
04:07
internationale c'est le pendant de la
04:13
possession de droit
04:17
quand on a des droits mais ça c'est
04:18
valable et bien sûr dans tous les ordres
04:20
juridiques
04:20
quand on a des droits on a aussi le
04:23
devoir de respecter les droits d'autrui
04:29
alors ici on va parler de responsabilité
04:34
de l'individu pour avoir commis des
04:37
actes illicites grave responsabilité de
04:42
l'individu pour avoir commis des actes
04:43
illicites grave
04:45
elle est ancienne mais ce mouvement en

04:50
fait qui vise à punir les coupables de
04:55
tels actes est véritablement apparus
04:58
après la deuxième guerre mondiale
05:01
je pense par exemple au tribunal de
05:05
nuremberg qu'après la après la deuxième
05:07
guerre mondiale alors de manière
05:10
générale quand peut-on engager la
05:15
responsabilité pénale internationale
05:17
d'un individu question donc quand
05:21
peut-on engager la responsabilité pénale
05:24
internationale d'un individu bien
05:28
d'abord quand le droit international a
05:31
établi une infraction internationale
05:36
quand le droit international a établi
05:38
une infraction internationale alors
05:43
aujourd'hui par exemple dans le droit
05:46
international
05:47
je citerai l'exemple de la piraterie en
05:52
haute mer ou de la traite des esclaves
05:58
ou encore du trafic de stupéfiants et je
06:05
mettrai dans la liste bien sûr tout ce
06:07
qui est crimes contre l'humanité
06:10
génocides et cetera
06:13
donc première chose une infraction
06:16
internationale deuxième élément il faut
06:20
que le droit international reconnait
06:23

seul individu comme auteur de
06:26
l'infraction
06:28
il faut que le droit international
06:29
reconnait seul individu comme auteur de
06:32
l'infraction et enfin troisième chose il
06:37
faut qu'il y ait un juge compétent pour
06:40
connaître de la faire un juge compétent
06:43
pour connaître de la faire alors la
06:48
question fondamentale qui se pose ici un
06:51
juge mais quel juge
06:54
eh bien il peut s'agir d'abord d'un juge
06:58
national c'est le cas et je dirais c'est
07:04
normalement la solution la plus la plus
07:07
répandue
07:07
lorsque l'état à conserver le monopole
07:11
de la répression
07:14
c'est le cas lorsque notre source que
07:16
l'état pardon à conserver le monopole de
07:20
la répression
07:24
on parle alors dans ce cas vous avez
07:28
probablement entendu parler de ça de la
07:30
compétence universelle du juge national
07:34
ça s'est passé à plusieurs reprises dans
07:38
l'histoire récente par exemple la
07:40
Belgique s'est reconnu cette compétence
07:43
universelle pour juger des anciens chefs
07:46
d'état africains par exemple

07:49
donc première hypothèse un juge national
07:54
ou alors deuxième hypothèse ce sera un
07:58
juge international
08:03
jusqu'à récemment il y a eu un phénomène
08:07
dans le droit international dans les
08:09
relations internationales où on a mis en
08:12
place des juridictions internationales
08:15
spéciale donc des juridictions pénales
08:20
internationales spéciale
08:23
est ce donc dans des circonstances
08:26
exceptionnelles
08:29
on parle dans ce cas de juridiction
08:34
haddock
08:35
vous connaissez l'expression juridiction
08:37
haddock ces juridictions pour ce faire
08:40
spécialement institué pour ce faire donc
08:43
elles ont été créées spécialement pour
08:45
un contentieux particulier alors mais je
08:51
vous citais tout à l'heure ça s'inscrit
08:53
tout à fait dans ce dans ce phénomène
08:55
le tribunal de Nuremberg pour juger
08:59
les criminels nazis après la seconde
09:01
guerre mondiale et son pendant tribunal
09:04
de Tokyo pour le pour le japon et puis
09:08
plus près de nous vous en avez entendu
09:10
parler le tribunal international
09:12

le tribunal pénal international spécial
09:15
pour l'ex-Yougoslavie ou même chose pour
09:21
le Rwanda et cetera
09:29
alors le problème c'est que la
09:35
compétence de ces juridictions
09:39
par définition est extrêmement réduite
09:42
elle est circonscrite aux faits pour
09:45
lesquels pour lesquels elle a été
09:48
instituée donc compétence est
09:51
circonscrite à la fois dans le temps et
09:54
dans l'espace
09:56
et l'inconvénient c'est qu'on a vu
09:59
justement depuis une vingtaine d'années
10:01
il ya eu un peu une multiplication de
10:04
ces juridictions pénales internationales
10:07
spéciale
10:10
ce qui n'est pas très cohérent au niveau
10:12
de l'application du droit international
10:16
et donc justement il y a eu une évolution
10:19
on se rend compte depuis un petit moment
10:22
de cette problématique et c'est la
10:25
raison pour laquelle en 1998 déjà donc
10:28
ça commence à dater un petit peu ça fait
10:30
plus de plus de 20 ans on a créé la cour
10:34
pénale internationale
10:37
la cour pénale internationale
10:41
là aussi je pense que ça ça ça vous dit

10:42
quelque chose c'est une juridiction
10:46
internationale permanente
10:53
donc elle a été instituée pour faire
10:57
reculer
10:58
l'impunité des auteurs notamment des
11:02
crimes de génocide
11:06
cette cour pénale internationale elle a
11:10
mis quelques années à s'installer elle
11:12
est véritablement entrée en vigueur en
11:17
fonctionnement qu'en 2002 le premier
11:20
procès il ne s'est tenu que 7 ans après
11:23
en 2009
11:25
et si la cpi à progresser peu à peu elle
11:31
a aussi été extrêmement critique et est
11:35
contestée notamment parce qu'elle est
11:38
elle est apparue comme naissante et le
11:41
condamnant finalement c'est toute la
11:44
série des premiers jugements qu'elle a
11:46
eu à prononcer ou des affaires qu'elle a
11:48
examinées
11:48
ça ne concernait que l'Afrique que le
11:50
continent
11:52
africain donc il y a pas mal de violations très importantes qui
11:59
relèvent probablement de la cour pénale
12:01
internationale qui ne sont pas pourtant
12:03
ou qui n'ont pas été examinés par elle
12:05

d'où la critique un peu du millas
12:09
teralys mme qui a été reproché à la cpi
12:13
et il y a d'ailleurs et c'est un
12:16
recul pour le droit international
12:17
certain nombre de pays qui avaient
12:20
ratifié le statut qui après 500 retirer
12:23
je pense par exemple à l'Afrique du Sud
12:26
et petite mention spéciale bien sûr pour
12:29
les états unis états unis bien sûr
12:31
qu'ils n'ont jamais voulu ratifier le
12:35
statut de la cour pénale internationale
12:36
donc qui n'en font pas partie voilà donc
12:40
c'était un progrès considérable sur le
12:43
papier mais qui s'est révélé assez
12:46
décevant en pratique
12:50
voilà j'en ai fini avec l'individu et
12:56
je voudrais faire une petite conclusion
12:58
rapide de 2,7 de cette partie déterminés
13:05
les acteurs des relations
13:07
internationales c'est une question qui
13:12
paraît de prime abord assez simple
13:16
puisque on voit qu'il s'agit de dire qui
13:19
dans les relations internationales à une
13:23
visibilité suffisante
13:25
un poids suffisant en raisonnant donc
13:29
catégorie par catégorie
13:32
alors tant qu'il s'agit des états des

13:38
organisations internationales des
13:40
organisations non gouvernementales dont
13:42
je parlais la semaine dernière où des
13:44
entreprises multinationales
13:46
là je dirais n'y a pas de problème il ya
13:48
un large consensus pour reconnaître pour
13:51
admettre qu'il s'agit bien d'acteurs des
13:54
relations internationales
13:56
c'est pas discuter donc il y a un accord
14:01
sur sur 7 sur cette liste en mettant
14:06
donc je viens de le voir le l'individu
14:09
un petit peu à part donc on a vu les
14:15
sujets on a vu les acteurs des relations
14:17
internationales mais est malheureusement
14:19
on arrive au terme de ce cours et on ne
14:22
sait toujours pas ce qu'est leur action
14:25
et comment peut s'articuler l'action de
14:29
chacun par rapport aux autres donc on va
14:33
commencer un petit peu cette deuxième
14:36
partie bien sûr que j'ai pas l'ambition
14:39
de traiter en trois quarts d'heure mais
14:41
simplement de vous donner un petit
14:44
aperçu
14:46
de ce que pourrait être cette scène
14:49
internationale puisque on va on va
14:51
poursuivre la la métaphore théâtrale on
14:54

a les acteurs maintenant on va voir
14:57
qu'est ce que c'est là la scène
14:59
internationale c'est l'objet de la
15:02
partie 2 donc je vous annonce la partie
15:05
2 qui s'intitule l'action partie de
15:08
l'action alors considéré de manière
15:26
globale
15:29
l'action va consister en des
15:33
interactions entre les acteurs donc tous
15:38
les acteurs qu'on a listé dans la
15:40
première partie agissent interagissent
15:44
sur la scène internationale la scène
15:50
elle va fournir en quelque sorte une
15:54
vision complète de l'accès de l'action
15:57
en ce sens qu'on va avoir les
16:00
ingrédients les éléments de l'action
16:04
elle va permettre de présenter le jeu
16:06
des acteurs jeu qui s'inscrit donc dans
16:10
un contexte particulier qui est le
16:12
contexte international mais aussi à
16:15
certains égards le contexte national va
16:19
pouvoir jouer bien évidemment puisque il
16:22
va être celui de la diplomatie que
16:26
chaque état va mener
16:28
c'est la raison pour laquelle on devrait
16:32
voir normalement ces deux catégories
16:34
d'action et d'interaction

16:38

Cela étant posé, il y a une grande distinction fondamentale à faire ici entre les relations pacifiques d'un côté et les conflits armés de l'autre. C'est la distinction fondamentale dans la société internationale, dans le droit international. C'est au cœur des préoccupations de l'Organisation des Nations Unies, qui vise avant tout à garantir la paix.

Cette dichotomie fondamentale reposant sur relations pacifiques d'un côté, conflits armés de l'autre,

17:27

l'écran de partis qu'il aurait fallu

17:29

envisager dans ce développement s'est

17:32

montré que le monde était à la fois

17:36

ordonné et en même temps en conflit bon

17:41

les choses que nous ne verrons pas tant

17:43

pis alors par contre je vais commencer

17:47

un petit peu le chapitre 1 qui est

17:51

consacrée à la scène internationale

17:53

chapitre 1

17:55

La scène internationale

Ici, on s'intéresse à la scène avant que l'action commence. Pour s'intéresser à la scène, on continue là-aussi dans l'image du théâtre. On va étudier les scénarios et, pour ce faire, on va s'intéresser aux facteurs des relations internationales, à leur cause, à ce qui pousse à engager des relations internationales.

Le scénario, les facteurs des relations internationales

L'idée ici est de comprendre ce qui va pousser les acteurs à démarrer, à commencer puis entretenir des relations internationales avec d'autres acteurs. Ces facteurs sont démographiques, géographiques, techniques, et il y a un point aussi très important qui est l'opinion publique.

Le facteur démographique

L'idée ici est d'abord que, pendant longtemps, une population nombreuse a été synonyme de puissance. Or aujourd'hui, ce n'est plus le cas et ça peut même être un facteur préjudiciable, défavorable au développement.

Si on envisage la question de la stabilité, de l'efficacité de l'État par rapport à ce critère démographique, à cette population, l'idéal est bien sûr d'avoir une population homogène, d'un excellent niveau du point de vue du critère du développement humain, c'est-à-dire une population bien soignée où il y a peu de mortalité infantile, etc., et répartie selon une pyramide

des âges bien équilibrée où il y a de la jeunesse, des adultes, des vieux, mais pas en trop grand nombre, parce que ça peut peser sur l'activité économique.

S'il y a une démographie galopante, ça peut être compliqué à gérer du point de vue de l'activité économique, etc. En tout état de cause, la situation idéale avec une pyramide des âges parfaitement équilibré, des facteurs socio-économiques idéaux ; ça n'existe jamais dans les faits. Si on considère les données actuelles de la démographie à la surface du globe, les problèmes sont très variés, sont très différents. Un point commun dans les pays les plus riches est qu'il y a incontestablement une population vieillissante. Par conséquent, il est difficile de maintenir le dynamisme économique et aussi bien sur le niveau des retraites. C'est pourquoi, dans ces pays développés dont nous faisons partie – ces pays riches à la population vieillissante –, une des problématiques est de gérer l'immigration de telle sorte qu'elle se limite à l'immigration utile et qu'elle ait le moins d'effets négatifs possibles du point de vue de l'homogénéité de la population, mais aussi de la sécurité de l'État.

Il y a un facteur important et récurrent aujourd'hui dans les politiques et dans les préoccupations des États, qui est le problème des réfugiés. C'est la pression exercée sur ces États riches par les flots de réfugiés dus au conflit, à la pauvreté, à la surpopulation, etc. Face à ces afflux de réfugiés, ça fait naître chez les citoyens, chez les ressortissants nationaux, des réflexes de peur, de défiance et de rejet. Cela peut affecter la politique internationale de l'étang problématique

24:11

qui par exemple pour nous pays européens

24:13

se pose aujourd'hui au niveau de l'Union européenne, même si l'Union européenne a beaucoup de mal à articuler sa politique commune en matière d'immigration.

Le facteur géographique

Le e facteur géographique est considéré traditionnellement comme particulièrement important dans les relations internationales. C'est ce que traduit d'ailleurs la notion, le concept, de « géopolitique ». La géopolitique est une façon d'aborder les relations internationales. C'est une méthode d'analyse des relations internationales qui est ancienne maintenant, qui consiste à expliquer les comportements politiques en fonction de données géographiques, en fonction de variables géographiques telles que, par exemple, la situation dans le monde par rapport aux autres pays qui l'entourent, la localisation, la dimension du territoire, la topographie, le climat, les ressources naturelles, etc. Ce facteur géographique il est extrêmement important sur la scène internationale.

Un exemple récent en la matière concerne l'Arctique. L'Arctique est un enjeu géopolitique aujourd'hui très important avec le réchauffement climatique, le fait que par le dégel, c'est plus ouvert qu'autrefois à la navigation. Surtout, la problématique est que cette zone arctique recèle des ressources gazières colossales qui aiguissent les appétits de tous les États voisins de la Russie, à la Norvège, aux États-Unis, au Canada, etc., jusqu'à la Chine, même si elle n'est pas riveraine de l'Arctique.

On voit là tous les enjeux et les oppositions entre pays par rapport à l'Arctique. Ce facteur géographique est donc très important. Cependant, il faut le relativiser ces facteurs géographiques, les mettre en perspective. Par exemple, l'étendue du territoire peut être un atout, mais peut être aussi un élément de faiblesse du point de vue du fonctionnement de l'État, parce qu'il sera difficile d'administrer un territoire très étendu, d'avoir une totale maîtrise sur ce territoire. Pensons par exemple à l'immense territoire russe dont une bonne partie dans l'Extrême-Orient

28:11

toujours glace et lointain et c'est bien

28:16

sûr il y a la question des ressources (gaz ou pétrole) qui peut certes être un atout. Globalement, c'est toujours vu comme un atout, mais ça peut être un cadeau empoisonné. Si l'économie du pays est uniquement orientée et basée sur cette ressource, la vie et la survie économique du pays seront terriblement dépendantes de l'évolution des cours de ces ressources, donc c'est un peu à double tranchant.

Le facteur scientifique et technique

Les progrès accomplis par les sciences et les techniques jalonnent l'histoire de l'humanité, mais aussi corrélativement celle des relations internationales. Si on revient des siècles en arrière, des innovations par exemple comme l'invention tout simplement du gouvernail, de la boussole, au XIX^e siècle de la machine à vapeur, tout ça a considérablement marqué les relations internationales.

Depuis la seconde guerre mondiale, ce progrès technique, scientifique, est exponentiel. Les progrès ont été énormes et ça va se traduire aussi sur le plan des relations internationales. Par exemple, si on considère la question de l'armement : l'invention de l'arme nucléaire, des armes de destruction massive, des armes chimiques biologiques, influent naturellement sur les relations internationales.

Développement et progrès aussi dans le domaine des communications (Internet et les réseaux sociaux), avec l'influence que ça peut avoir en termes de pression sur et par les opinions publiques.

Progrès aussi bien sûr dans le domaine de la biologie, de la médecine : regardez tous les progrès qui ont été accomplis en matière d'OGM, de clonage humain, etc. L'idée la plus répandue ici est que le progrès a une incidence forte sur les relations internationales. Il a un effet incontestablement perturbateurs sur les relations internationales, par exemple avec les progrès sur les armements. Il y a eu, notamment au temps de la guerre froide, une véritable course aux armements dans laquelle s'étaient lancés les États-Unis et l'URSS qui pour chacun se tenir au niveau de l'autre, ont dû multiplier les investissements maintenir leurs recherches, développer toujours plus d'armements et de plus en plus, perfectionner des systèmes antimissiles, etc.

La question de l'arme nucléaire a bien sûr une place particulière dans les relations internationales. Elle a pesé très fortement pendant toute la période de la guerre froide, puisque par l'arme nucléaire, les deux grands blocs avaient la capacité de s'autodétruire mutuellement. Ça a été le fameux équilibre de la terreur (« Tu appuies sur le bouton ; tu me détruis, mais avant que la bombe n'arrive, moi j'aurais le temps d'appuyer sur le mien est de te détruire à mon tour »). C'était la théorie de l'hiver nucléaire, qui a évidemment joué dans les relations internationales au moment de la guerre froide.

Pour parler d'autre chose que les armements ; sur le développement des communications, il paraît évident que les relations diplomatiques ont été transformées par les progrès de la communication et on l'a vu très récemment à la faveur de la pandémie. Des choses qui étaient impensables avant se sont produites, par exemple la grande réunion annuelle de l'assemblée générale de l'ONU (qui rassemble tous les chefs d'État) s'est faite de façon totalement virtuelle, au sommet du G8 aussi, etc. Tout ça se tient de façon virtuelle maintenant, donc on voit les progrès influencer sur les relations internationales. Auparavant, ça aurait tout simplement abouti à la rupture des relations diplomatiques. Aujourd'hui, on peut continuer à se parler ; donc bien sûr tout ça influe sur les relations internationales.

L'opinion publique

L'opinion publique s'impose de plus en plus comme une donnée permanente de l'action internationale. Il faut noter – c'est très important – qu'elle représente pour tous les acteurs, même les plus puissants et surtout les plus puissants, une réelle contrainte. Cette opinion publique est alimentée, est relayée par les médias. En effet, il faut bien constater que faute

d'informations, l'opinion publique ne peut pas se former, ne peut pas se constituer, ne peut pas se mobiliser. De même, sans opinion publique, sans public, les informations véhiculées par les médias seraient sans effet. Opinion publique et médias sont donc intimement liés, et le poids de ce couple opinions publiques-médias peut être considérable dans les relations internationales.

Prenons un exemple : le terrorisme. Sans le relais des médias, le rôle du terrorisme dans les relations internationales seraient très réduit. Les médias, au contraire, font passer son message ; ils lui fournissent une cible « intermédiaire » en termes de relations internationales, c'est-à-dire l'opinion même si la cible

36:32

finale c'est l'autorité politique dont on attend une action ou une abstention. En tout état de cause, vu le poids de l'opinion publique aujourd'hui et ainsi que le poids des ONG dans l'opinion publique par le relais des médias

37:03

celle de défense des droits fondamentaux

37:05

ou de défense de l'environnement et

37:07

Cette présence constante de l'opinion va obliger les gouvernements à soigner leur communication dans le but d'obtenir son soutien. Les gouvernants, les politiques, ont besoin du soutien de l'opinion ou, en tout état de cause dans le pire des cas, au moins de la neutralité de l'opinion. Le pire pour un pouvoir politique est bien sûr d'avoir l'opinion contre lui. Ce facteur, cette exigence, est particulièrement forte en cas de conflit. C'est la raison pour laquelle sont mises en œuvre des techniques aujourd'hui démultipliées grâce aux technologies de l'information et de la communication, grâce aux réseaux sociaux, etc. C'est pourquoi donc sont mises en œuvre des techniques de contrôle et de manipulation de l'information, voire de désinformation. Regardez les niveaux que prend aujourd'hui la désinformation. Ça devient même une arme de guerre entre les puissances.

regardée

38:36

comme une accusée par exemple la Russie

38:39

d'influer sur l'élection américaine ou

38:43

sur les opinions au Royaume-Uni, par exemple pour le Brexit

38:48

c'est par le biais donc des réseaux

38:51

sociaux de la manipulation de l'info etc.

38:54

alors après soyons clairs l'info et la

38:58

désinfo elle est dans les deux sens

39:00

bien évidemment d'où l'intérêt de

39:04

toujours je dirais chercher les sources

39:07

et croiser les infos et ne jamais

39:13

comment dire lire regarder une info de

39:17

façon unilatérale

39:22

en tout état de cause l'expérience, la pratique, montre qu'avoir l'opinion avec soi est une condition majeure de l'action internationale 6 1 et avoir l'opinion contre lui va être très difficile à gérer et à tenir dans les relations internationales.

Prenons un exemple, même s'il est assez ancien : À l'époque où la France faisait encore des essais nucléaires dans le Pacifique sud, elle a eu une bonne part de l'opinion internationale contre elle. Il y a eu des actions de Greenpeace jusqu'à ce que la France mette fin à ses essais nucléaires dans le pacifique

On peut le voir aussi plus récemment quand les États-Unis et le Royaume-Uni ont décidé de se lancer dans la guerre en Irak, parce que soi-disant l'Irak possédait des armes de destruction massive. Peu à peu, leur assertion a été contestée et complètement démontée, et ils ont eu toute l'opinion publique internationale contre eux. L'opinion publique est donc très importante dans les relations internationales, et le concours de l'opinion publique à la politique étrangère d'un État s'inscrit toujours dans un contexte idéologique, culturel ou spirituel. D'ailleurs, à travers l'opinion publique, on peut mesurer la place qu'occupe sur la scène internationale les différentes idéologies globales (capitalisme, libéralisme, socialisme) ou les idéologies spécifiques aux relations internationales (nationalisme, isolationnisme, multilatéralisme), sachant que les idéologies sous-tendues par les facteurs culturels, sont un facteur très complexe mais permanent des relations internationales.

42:21

je mettrai dans la dans la même rubrique

42:23

d'ailleurs les religions le fanatisme

42:27

religieux qui soit islamique ou autre

42:31

c'est une dimension importante pour

42:35

expliquer des conflits dans le monde

42:39

qu'ils soient locaux ou régionaux ou

42:42

mondialisée par le fait du terrorisme

42:50

voilà donc j'en ai terminé avec cette

42:54

section 1 consacrée au scénario et

43:00

venait derrière normalement une section

43:03

de consacrer aux règles du jeu qui

43:07

aurait parlé de régulation des relations

43:11

internationales mais bon c'est pas à un

Les règles du jeu, la diplomatie